

LA DROITE

> **quelles
droites ?**



21,95\$

Nouveaux Cahiers du socialisme

Collectif d'analyse politique

**N° 23
hiver 2020**

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont publiés deux fois par année par le Collectif d'analyse politique (CAP). Les orientations du CAP sont accessibles à : www.cahiersdusocialisme.org/cap/.

Comité de rédaction : Flavie Achard, Pierre Beaudet, Philippe Boudreau, Stéphane Chalifour, Emanuel Guay, Jacques Pelletier, Judith Trudeau, André Vincent et Carole Yerochewski

Coordination du dossier : Flavie Achard, Pierre Beaudet, Sébastien Bouchard, Brieg Capitaine, Donald Cuccioletta, Stéphane Chalifour, Emanuel Guay, Judith Trudeau et Carole Yerochewski

Coordination du numéro : Flavie Achard

Révision linguistique : Flavie Achard, Chantal Beaudry, Philippe Boudreau, Rose Burelle, Marielle Cauchy, Pierre Leduc, Hélène Lemieux et Marie-Christine Paret

Mise en pages : Cynthia Kamel

Couverture : André Vincent

Administration : Collectif d'analyse politique

CP 35062 Fleury

Montréal (Québec) H2C 3K4

Courriel : cap@cahiersdusocialisme.org

Site Web : www.cahiersdusocialisme.org

Membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP)

Abonnement ou achat (imprimé ou numérique) :

www.cahiersdusocialisme.org/abonnement/

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont disponibles sur la plateforme Érudit.

Diffusion :

Disticor Magazine Distribution Services

1000 Thornton Road South, Unit B

Oshawa (Ontario) L1J 7E2

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés; toute reproduction d'un extrait quelconque de la revue par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)

Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

© Collectif d'analyse politique

ISSN : 1918 4662 (version imprimée)

ISSN : 1918 4670 (version en ligne)

ISBN : 978-2-924554-17-3 (version numérique, format PDF)

ISBN : 978-2-924554-18-0 (version imprimée)

Imprimé au Canada en janvier 2020

NUMÉRO

23

Nouveaux Cahiers du socialisme

hiver 2020

DOSSIER : LA DROITE : QUELLES DROITES ?

Introduction

- 08 **Comprendre les droites, renforcer les gauches. Introduction au dossier**
Flavie Achard, Pierre Beaudet,
Sébastien Bouchard, Brieg Capitaine,
Donald Cuccioletta, Stéphane Chalifour,
Emanuel Guay, Judith Trudeau et
Carole Yerochewski

État des lieux

- 13 **Les droites, quelques définitions pour comprendre et agir**
Sébastien Bouchard
- 21 ***Backlash* : comment l'ultradroite s'infiltré au sommet de l'État**
Paul Kellogg
- 26 **Les droites canadiennes face aux peuples autochtones**
Brieg Capitaine
- 35 **Une résistance émerge face à des élites particulièrement cruelles. Entrevue avec Beverly J. Silver**
Carole Yerochewski

Enjeux nationaux et internationaux

- 41 **Le paradigme populiste. Identité, peuple et représentation**
Stéphane Chalifour et Judith Trudeau
- 48 **Le climatoscepticisme sous l'aile de la droite radicale**
Claude Vaillancourt
- 57 **Coalition avenir Québec, des impasses en perspective**
Bernard Rioux
- 65 **La guerre culturelle de la Fédération des Québécois de souche et du Council of European Canadians**
Frédéric Boily
- 72 **CAQ : quel retour du nationalisme économique ?**
Philippe Hurteau
- 80 **La société américaine hantée par le fascisme culturel, religieux et « doux »**
Donald Cuccioletta
- 87 **L'influence politique de la droite chrétienne aux États-Unis et au Canada**
André Gagné
- 94 **Comment les néolibéraux ont gagné la bataille des idées... mais l'histoire n'a pas dit son dernier mot**
Jacques B. Gélinas
- 102 **Les sources de la montée de l'extrême droite en ligne**
Yannick Delbecque
- 110 **L'Italie à l'ère du populisme : entre souverainisme et antipolitique. Le cas de la Ligue et du Mouvement 5 Étoiles**
Emanuele Toscano
- 117 **Nationalisme religieux, violences intercommunautaires et politique identitaire : une analyse du populisme indien**
Emanuel Guay et Efe Peker

Combattre la droite

- 123 **Sens commun et crise de sens politique au Brésil de Bolsonaro**
Dan Furukawa Marques
- 131 **Le fascisme, ce spectre qui hante l'Europe**
Ugo Palhêta
- 140 **La nation contre le nationalisme réactionnaire. Réflexion sur l'articulation entre le socialisme et la question nationale à partir de Henri Lefebvre**
Eric Martin
- 148 **En finir avec la droite ! Réflexions autour de la mécanique du bouc émissaire**
Pierre Mouterde
- 155 **Entre national-populisme et néofascisme. État des lieux de l'extrême droite au Québec en 2019**
Collectif Montréal Antifasciste
- 163 **Contre les droites, résistances et fragmentation des projets. Postface au dossier**
Judith Trudeau et Carole Yerochewski

PARCOURS MILITANT

- 167 ***Kenbe la !* La grande aventure haïtienne. Entrevue avec Alain Philoctète**
Pierre Beaudet

BILAN DE LUTTES

- 184 **Conflit de travail des tuteurs et tutrices de la TÉLUQ : bilan pour la communauté universitaire**
Nancy Turgeon et Nicolas Harvey

- 188 **Les multinationales de l'aluminium bafouent les travailleurs et tout le Québec**
Clairandrée Cauchy

PERSPECTIVES

- 196 **Penser et agir avec Rosa Luxemburg**
Diane Lamoureux
- 208 **Finesse d'esprit pour contrer l'enflure verbale. Entretien avec Olivier Niquet**
Judith Trudeau

NOTES DE LECTURE

- 212 **David Graeber, *Bullshit Jobs***
Pierre Leduc
- 215 **Dominique Payette, *Les brutes et la punaise : les radios-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures***
Sébastien Bouchard
- 218 **Éric Fassin, *Populisme. Le grand ressentiment***
Cory Verbauwhede
- 220 **Marcos Ancelovici, Pierre Mouterde, Stéphane Chalifour et Judith Trudeau, *Une gauche en commun. Dialogue sur l'anarchisme et le socialisme***
Kaveh Boveiri
- 223 **François Samson-Dunlop, *Comment les paradis fiscaux ont ruiné mon petit-déjeuner***
Wilfried Cordeau
- 225 **ATTAC Québec, *La dette du Québec : vérités et mensonges***
Emanuel Guay et Charles Guay-Boutet

LES AUTEURES ET AUTEURS

229

Introduction au dossier

Comprendre les droites, renforcer les gauches

Introduction au dossier

Flavie Achard, Pierre Beaudet, Sébastien Bouchard, Brieg Capitaine,
Donald Cuccioletta, Stéphane Chalifour, Emanuel Guay, Judith Trudeau
et Carole Yerochewski

Tel un irréductible mouvement de balancier, nous entrons à nouveau dans un cycle marqué par le retour de la droite au pouvoir alors que des discours plus radicaux envahissent l'espace public. La décennie 2010 a débuté avec un important cycle de contestation mené par la gauche, des soulèvements populaires en Espagne et en Grèce jusqu'au conflit étudiant de 2012 au Québec, en passant par le mouvement *Occupy*, le Printemps arabe et le sommet de la vague rose en Amérique latine en 2011. Nous pouvons affirmer que la décennie 2020 s'ouvre plutôt sur une division du monde entre différents blocs réactionnaires, dans un contexte de crise prolongée des partis de centre gauche et de centre droit et de dislocation sociale encouragée par l'austérité budgétaire et la répression violente des mobilisations populaires, tant dans le Nord que dans le Sud. Aux côtés des vieux partis républicains prétendument pragmatiques et préoccupés par une « saine gestion » économique des affaires de l'État se profile, par ailleurs, le spectre de mouvements et de partis ouvertement racistes, homophobes et rétrogrades, habiles à légitimer des actes d'intolérance.

La droite a pris de nombreuses formes depuis le milieu du XIX^e siècle. La lutte entre conservateurs et libéraux a longtemps dominé la vie politique des pays occidentaux, ce qui est encore le cas au Canada. Les conservateurs ont toujours été les défenseurs de la famille, de la patrie, de l'armée, de la religion (et de la monarchie dans plusieurs cas). Ils auront face à eux des libéraux qui prônent un individualisme économique (laissez-faire, laissez-passer), social et politique (parlementarisme, égalité

formelle devant la loi). L'émergence de la gauche sociale et politique les tiendra unis pour protéger la loi et l'ordre capitaliste. Menacée par la montée des forces révolutionnaires, la droite politique prendra la forme de régimes autoritaires, de dictatures militaires et de régimes fascistes (sans oublier les dictatures religieuses intégristes). La période de domination néolibérale a rapproché libéraux et conservateurs, mais la montée actuelle du populisme de droite pose un nouveau défi à la gauche. C'est entre autres le cas de la question « identitaire » devenue hégémonique et qui semble, du coup, cristalliser un ensemble de discours et de conduites (xénophobie, antisémitisme, racisme, haine des musulmans, désacralisation de l'État de droit) qu'épousent des franges d'un électorat qu'on aurait dit modéré à une autre époque.

Pour le dire autrement, nous faisons face à la nécessité de saisir à la fois les particularités d'un contexte historique marqué notamment par la montée des populismes et, corollairement, le renouvellement de la question identitaire sur les braises d'un nationalisme intolérant. Si toute comparaison avec les années 1930 semble boiteuse, nous voyons néanmoins aujourd'hui se déployer, autour de ce pôle idéologique, des expressions politiques capables de mobiliser des masses de personnes dont les inquiétudes et les revendications sont habilement instrumentalisées par des forces aptes à les radicaliser et à les tourner contre les mauvaises cibles. Ce retour à la droite nous invite à développer une compréhension plus fine de l'identité des droites – au pluriel – et des liens qui les opposent ou les unissent au sein d'un espace idéologique tissé de continuités historiques comme de ruptures. Droites plurielles – en somme – au sens où le terme renvoie à des styles et à des clivages de méthodes et de visées stratégiques plus ou moins profonds.

Présentation du dossier

Le renforcement des tendances autoritaires dans les sociétés capitalistes avancées et la montée des populismes renvoient principalement à deux ordres d'explications. Il nous faut d'abord identifier les rapports entre ce vaste mouvement de glissement vers la droite et les transformations économiques contemporaines, incluant le passage à une nouvelle phase d'un capitalisme « libéré » du compromis keynésien et dont les principales manifestations sont la financiarisation de l'économie, le démantèlement des droits des ouvriers et l'explosion, à l'échelle du globe, des inégalités de richesse. La montée des droites et du populisme n'est donc pas étrangère aux bouleversements sociaux qui en dérivent et qui encouragent, ici et là, le développement de systèmes de contrôle antidémocratiques (voir l'entretien avec Beverly J. Silver réalisée par Carole Yerochewski). En d'autres termes, la relance de l'accumulation capitaliste appelle, dans le contexte de la crise amorcée en 2008, une domestication des travailleuses et des travailleurs pouvant prendre la forme d'un mode de gouvernement autoritaire.

Le second ordre d'explications renvoie à la fragmentation du monde social au sein duquel des masses d'individus laissés à eux-mêmes et baignant dans l'anomie en viennent, faute de se reconnaître dans les partis politiques traditionnels, à voir dans les théories conspirationnistes et les discours sur le « grand remplacement » une voie de sortie à la crise existentielle. Le phénomène populiste pourrait alors être interprété comme une crise de la représentation, forme durable de l'expression du mécontentement (voir le texte de Stéphane Chalifour et Judith Trudeau, ainsi que celui de Sébastien Bouchard).

Au-delà des amalgames simplistes et réducteurs, il nous faut par ailleurs réfléchir au lien, plus ou moins latent, entre le néolibéralisme et la montée d'un conservatisme affirmé et hautement visible au Canada (voir le texte de Paul Kellogg) tout comme au Québec (voir les textes de Bernard Rioux et de Philippe Hurteau). Le débat actuel autour de la catastrophe climatique appréhendée est aussi révélateur tant des intérêts financiers en jeu que du négationnisme outrancier des ténors d'une droite climatosceptique (voir le texte de Claude Vaillancourt¹) rivée sur le très court terme, au mépris notamment des droits fondamentaux des Premières Nations, prises au piège d'un colonialisme formaté par les politiques des gouvernements fédéraux et provinciaux successifs (voir le texte de Brieg Capitaine). Les discours xénophobes se diffusent également par la voie d'organisations religieuses dont on connaît l'influence aux États-Unis, mais dont on ignore le potentiel au Canada (voir le texte d'André Gagné) et des groupes ultranationalistes implantés chez nous de longue date (voir le texte de Frédéric Boily).

Sans que l'on puisse résumer le triomphe de personnalités autoritaires à une cause unique applicable à chaque cas, l'idée d'une montée générale de courants radicaux sur tous les continents est indéniable. Invoquant les dangers d'une invasion et le caractère quasi criminel des flux migratoires, l'extrême droite parvient ainsi à sortir de la marginalité en banalisant la construction d'un mur ou en refoulant à la mer des malheureux qui périssent dans l'indifférence générale. Ouvertement fasciste, le nouveau président brésilien, Jair Bolsonaro (voir le texte de Dan F. Marques) annonçait déjà, lors de son investiture en janvier 2019, son intention de réconcilier le pays avec les belles années de la dictature militaire. Raciste, misogyne et homophobe, le nouveau président reçoit l'appui de certaines églises évangéliques habiles à concilier la foi en Dieu avec des positions extrêmement conservatrices. Incarnation de ce style vulgaire et violent, le président élu des Philippines, Rodrigo Duterte, est comparé quant à lui à un véritable chef mafieux, qui se vante d'avoir liquidé de ses propres mains de petits trafiquants, qui attise la violence contre tous ses opposants et qui intimide les défenseurs des droits de la personne. Berceau de la démocratie libérale, l'Europe ne fait pas exception

1 On trouvera également sur le site des *Nouveaux Cahiers du socialisme* le texte d'Andrea Levy, *Pensée magique : la droite canadienne et le climatonégationnisme*, 15 octobre 2019 : <www.cahiersdusocialisme.org/pensee-magique-la-droite-canadienne-et-le-climatonegationnisme/>.

(voir le texte d'Ugo Palétha). À l'est, en Hongrie comme en Pologne, la médecine néolibérale, appliquée en guise de politique de transition au lendemain de la chute de régimes totalitaires, a été fatale pour des pans entiers de populations exsangues. À l'ouest, l'Italie est devenue le laboratoire d'une droite parfaitement décomplexée (voir le texte d'Emanuele Toscano). À la tête du pays depuis 2018, le chef de la Ligue du Nord, Matteo Salvini, est d'ailleurs parvenu à légitimer des politiques anti-immigration ouvertement racistes avec la complicité bienveillante des partis d'extrême droite ailleurs en Europe, incluant le Rassemblement national (ex-Front national) de Marine Le Pen, fort de 23 % des voix aux élections européennes de 2019.

Ailleurs sur le continent (Allemagne, Bulgarie, Estonie, Finlande, Danemark Suède, République tchèque, Slovaquie et Belgique), on observe – là aussi – un même phénomène de radicalisation de partis populistes, dont les résultats électoraux ont de quoi inquiéter. Leaders autoritaires disposant d'appuis solides, Recep Erdogan (Turquie), Narendra Modi (Inde) et Vladimir Poutine (Russie) se sont imposés comme des figures inspirantes pour l'ensemble des droites dans le monde (voir le texte d'Emanuel Guay et Efe Peker sur l'Inde).

Au sommet sans doute de ce palmarès des affreux, le président des États-Unis, Donald Trump (voir le texte de Donald Cuccioletta) paraît encore, à quelques mois des élections, indélogeable, malgré un processus de destitution (*impeachment*) qui n'ébranle toujours pas ses fidèles supporters.

Enfin, aux côtés de partis populistes et d'organisations conservatrices se profile le spectre inquiétant de mouvements et de groupes ouvertement racistes, peu scrupuleux à en appeler à la violence et très actifs sur Internet (voir le texte de Yannick Delbecq).

Que faire ?

La lutte contre les droites ne saurait faire l'économie d'une bataille contre le capitalisme et l'idéologie néolibérale, qui tendent ensemble à banaliser l'intolérance (voir le texte de Jacques B. Gélinas et celui de Montréal Antifasciste). Cela suppose de nous questionner, entre autres choses, sur les responsabilités qui nous incombent et sur nos stratégies (voir les textes de Pierre Mouterde et de Dan Furukawa Marques), afin qu'il soit possible de mobiliser autour d'un projet commun tous ceux et toutes celles qui ont été dupés par les marchands d'illusions et autres fossoyeurs des espoirs des peuples (voir le texte d'Éric Martin). Tout en s'interrogeant sur qui est le plus « conciliant » envers les discours néolibéraux sur le thème (cher à Thatcher) de « *there is no alternative* », et en rendant visibles les capacités de résistance de peuples qui ne sont pas prêts à abandonner pour autant leurs aspirations pour rentrer dans un *tous ensemble* conçu par une élite, fut-elle de gauche (voir la postface de ce dossier de Judith Trudeau et Carole Yerochewski).

État des lieux

Les droites, quelques définitions pour comprendre et agir

Sébastien Bouchard

Conseiller syndical et militant de Québec solidaire à Québec

Construire la gauche implique de comprendre ce qu'est la droite, ou plutôt les droites. Libérale ou conservatrice, populiste ou carrément fasciste, la droite politique se divise en de nombreux courants, souvent contradictoires. Nous n'aurons pas ici l'espace nécessaire pour décrire l'évolution historique de ces différents courants ni faire une présentation des forces actuellement en place. Ce texte théorique et introductif cherche plutôt à préciser quelques concepts afin de faire ressortir les nuances nécessaires à une réplique ciblée contre les attaques d'une droite multiforme.

La gauche, la droite, l'État et le marché

L'idée du clivage politique entre la droite et la gauche est née durant la Révolution française. Lors de l'Assemblée nationale de 1789, les députés favorables au maintien d'un plus grand pouvoir du roi (majoritairement issus de la noblesse et du haut clergé) étaient à la droite du président de l'assemblée, alors que ceux qui souhaitaient approfondir la révolution et en finir avec l'ancien régime étaient à sa gauche. Le déroulement de la révolution a démontré que des positions politiques considérées comme à gauche peuvent migrer à droite, et inversement. La caractérisation de gauche et de droite se déplace selon la conjoncture, c'est-à-dire selon l'évolution du rapport de force entre les classes sociales antagoniques. Ainsi, le libéralisme sera une tendance à gauche face au conservatisme, et ce, jusqu'à l'émergence des forces socialistes qui redéfinissent l'axe gauche-droite. De même, on peut parler de courants plus à droite ou plus à gauche au sein même des mouvements socialistes, libéraux, conservateurs, populistes et même fascistes.

Tout en restant sujet à débat, l'antagonisme entre la gauche et la droite repose principalement sur l'objectif d'égalité entre classes, sexes et « races ». Ainsi, les droites défendent les écarts de richesse, de pouvoir et de prestige et sont associées aux classes privilégiées. Pour assurer leur domination, ou mieux leur hégémonie, les privilégiés soutiennent des représentants qui développent une « ligne de masse », c'est-à-dire un discours qui leur permet de créer l'adhésion d'une partie de la population (un « bloc d'appui »).

L'axe gauche-droite n'est donc pas dominé par un antagonisme entre État et marché. Bien que la gauche soit plus ou moins radicalement critique du marché, la droite peut être pour ou contre le marché et pour ou contre l'État. Ainsi, l'idéologie fasciste et certains courants conservateurs comportent des éléments, à tout le moins de la rhétorique, qui peuvent être contre l'usure, le marché et le capitalisme. Il peut aussi y avoir des partisans du renforcement ou du dépérissement de l'État à gauche comme à droite. Les fascistes voudront ainsi un État tout puissant, alors que les libéraux souhaiteront le tout au marché.

Notons que les principes de liberté, de démocratie, de nation, d'État et de marché peuvent être repris ou contestés par différents courants de la gauche comme de la droite. Ils sont l'enjeu d'une bataille idéologique continue.

Le libéralisme

Le libéralisme est l'idéologie universaliste de la bourgeoisie naissante puis triomphante. C'est « l'idéal capitaliste » vers lequel tend la grande bourgeoisie lorsque son pouvoir et ses profits ne sont pas remis en question. Il comporte une dimension économique (aujourd'hui néolibérale), mais aussi politique.

Le *libéralisme économique* prône une gestion du capitalisme par la concurrence où règnent le laisser-aller et un laisser-faire. L'équilibre des marchés doit être atteint en diminuant ce qui l'entrave, comme l'État social ou industrialiste et les syndicats. La pollution et les inégalités générées par le capitalisme sont considérées comme des externalités, hors de la logique du marché, dont il faut peu tenir compte. Pour se justifier comme idéologie dominante, le libéralisme économique défend la liberté des consommateurs et des entrepreneurs (*self-made-men*). La baisse du taux de profit durant les années 1970 pousse les libéraux et les conservateurs (puis une grande partie des sociaux-démocrates) à rejeter l'interventionnisme keynésien comme mode de gestion du capitalisme pour imposer le néolibéralisme. Le *néolibéralisme* reprend les principes du libéralisme économique néoclassique, mais se distingue par son interventionnisme monétaire pour combattre l'inflation au profit de la finance et par ses subventions « hypermassives » à la finance en cas de crises, comme ce sera le cas en 2008. Sa mise en place va de pair avec la mondialisation et la financiarisation de l'économie et entraîne de fortes polarisations sociales.

Le *libéralisme politique* soutient la liberté des individus égaux juridiquement (droits civils) dans le cadre d'un État où il y a séparation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le libéralisme sera à ses débuts un courant progressiste qui générera des révolutions pour renverser (ou non) les monarchies absolutistes, les systèmes féodaux et les dictatures conservatrices de toutes sortes. Les avancées sur le plan des droits juridiques et politiques qui en sont issues seront d'abord réservées à une minorité d'hommes blancs propriétaires, puis généralisées au fil des luttes sociales et politiques. Le libéralisme politique est justifié par une conception individualiste de la liberté, de l'égalité et de la démocratie, qui prend peu en compte les inégalités économiques et les aspirations nationales.

Au Canada et au Québec, les libéraux sont soutenus par une fraction de la bourgeoisie. Ils se donnent une ligne de masse qui interpelle la classe moyenne et les personnes issues de l'immigration en développant des politiques économiques sociales-libérales (néolibérales au Québec) et en reprenant des revendications de droits civiques.

Les socialistes se distinguent des libéraux par leur analyse de classe et leur critique du capitalisme et des inégalités qu'il génère. Si des convergences avec les libéraux sont possibles sur les questions des droits civiques, il faut par contre éviter un virage social-libéral qui effectue un compromis avec les politiques néolibérales, tout en ajoutant un vernis social. À partir de la fin du XX^e siècle, plusieurs partis et syndicats de tradition sociale-démocrate vivront cette transformation et rejeteront leur vision socialiste. Ils feront alors un virage libéral, en remplaçant un discours de classe par un discours moralisateur sur les droits des minorités, ou un virage conservateur, en le remplaçant par un discours nationaliste ethnique. Cette situation ouvre la porte à la construction d'un mouvement « national-socialiste », qui reprendrait (à tout le moins dans le discours) le flambeau de la lutte de la classe ouvrière de la majorité nationale, sans avoir d'opposition de gauche socialiste. Les socialistes se distinguent aussi des libéraux par une défense de la démocratie participative dans l'État et les entreprises qui s'oppose à la démocratie représentative parlementaire et à la dictature des patrons et des actionnaires dans les entreprises.

De son côté, le *capitalisme vert* libéral privatise la lutte pour l'environnement et impose des taxes régressives qui touchent principalement les travailleuses et les travailleurs et les pauvres. À l'inverse, une vision écosocialiste fait reposer le poids de la transition énergétique sur ces riches qui détruisent la planète. Il remet en question le capitalisme et le productivisme. La gauche écologiste cherche aussi la jonction avec des mouvements comme celui des gilets jaunes en France en proposant une vision « fin du monde, fin du mois, même combat ». La gauche féministe conteste le *féminisme libéral*, qui vise à briser le plafond de verre sans prendre en compte les conditions de vie ni l'oppression vécue par la majorité des femmes qui elles n'approcheront jamais ce plafond. La gauche antiraciste met en relief les *contradictions des*

libéraux, particulièrement sur les inégalités socioéconomiques amplifiées par le néolibéralisme lesquelles touchent d'abord les personnes « racisées ». Un défi sans cesse renouvelé pour la gauche est d'assurer la jonction des luttes contre les inégalités de genre, de « race » et de classe et pour l'environnement, dans le cadre de mouvements démocratiques et représentatifs.

Selon les courants, le libéralisme pourra être plus social-libéral, néolibéral ou libertarien. Le libéralisme s'oppose au conservatisme et au fascisme. Par contre, à partir des années 1970, plusieurs conservateurs adoptent une vision néolibérale de l'économie tout en rejetant plusieurs aspects du libéralisme politique et des droits civiques qui lui sont associés.

Le conservatisme

Le conservatisme n'est pas une idéologie aussi cohérente que le libéralisme, car chaque société qu'il vise à « conserver » a sa propre histoire. Le conservatisme cherche à promouvoir ou à *préserver des valeurs ainsi que des institutions telles que la religion, la nation, l'État, l'armée et la famille*. Ce sont les classes privilégiées décadentes (aristocrates, religieux, petite bourgeoisie rurale) ou celles qui profitent de certaines politiques (bourgeoisie extractiviste ou militaro-industrielle) qui habituellement se retrouvent porteuses de cette idéologie. Le conservatisme peut être réactionnaire et viser le retour à une époque aujourd'hui révolue (monarchie, califat, corporatisme, castes, société rurale, etc.).

Dans les sociétés occidentales, le conservatisme se donne une ligne de masse par un *discours nationaliste et moraliste*. On attise la peur de ce qui menacerait la nation et la famille traditionnelle et l'on s'oppose à l'individualisme et au multiculturalisme libéral. Ce discours politique met ainsi l'accent sur des enjeux sociaux et « moraux » tels que l'avortement, l'euthanasie, la sécurité, le port des armes à feu et le rejet des minorités et des personnes immigrantes. Du côté économique, les conservateurs ont souvent défendu le nationalisme économique (protectionnisme), mais se sont retrouvés au début des années 1980 à être le fer de lance de l'implantation du néolibéralisme. Sur le plan international, on soutient l'interventionnisme militaire dans le cadre d'une vision du monde divisé en civilisations considérées comme irréconciliables. Les conservateurs occidentaux interpellent aussi la classe moyenne et les travailleurs, qu'ils prétendent protéger des improductifs qui sont responsables de l'augmentation de leurs impôts et qui menacent leurs acquis (bureaucrates, syndicats, assistés sociaux, immigrants, féministes, etc.).

Le défi de la gauche face au conservatisme est de savoir mener une critique féministe et internationaliste des institutions valorisées par les conservateurs telles la famille, la religion et la nation. Les femmes et les personnes issues des minorités

constituent d'ailleurs les premières victimes des conservateurs. Au Québec, la question nationale se pose avec une acuité particulière. Après une longue domination des élites conservatrices et du pouvoir britannique, la Révolution tranquille a permis créer une alliance entre la petite bourgeoisie francophone et le mouvement ouvrier pour la modernisation de l'État québécois. Le sens progressiste qu'a pris alors la question nationale a été brisé par le virage néolibéral du Parti québécois (PQ), puis par le virage xénophobe de l'Action démocratique du Québec (ADQ), du PQ, puis de la Coalition avenir Québec (CAQ). Un projet indépendantiste de nation inclusive et solidaire devient ainsi nécessaire pour l'opposer au projet réactionnaire de nationalisme ethnique canadien-français craintif de l'immigration.

Le populisme

Le concept de populisme a désigné historiquement des réalités fort différentes qui ont été associées à la droite, mais aussi à la gauche. Ce sont d'abord des partis agrariens¹ comme le mouvement Narodniki en Russie et le *People's Party* des États-Unis. Le crédit social, qui a été important dans l'ouest du Canada, puis au Québec, s'inscrit dans ce courant. Le populisme a aussi désigné un courant politique latino-américain incluant le péronisme en Argentine et le régime de Vargas au Brésil. Notons que la notion de peuple est fortement polysémique. Le peuple sera associé aux individus-citoyens et aux consommateurs par les libéraux, à une nation ou une ethnie par les conservateurs et aux classes populaires ou aux 99 % par la gauche. La définition retenue par les populismes dépendra de leur orientation à gauche ou à droite.

Le concept de populisme peut être actuellement défini à partir de ses caractéristiques : un chef qui parle au nom du peuple, tenant un discours démagogique, pour dénoncer une élite et les institutions. Être *le chef qui parle au nom du peuple*, c'est le contraire d'être le porte-parole d'un mouvement démocratique. C'est parler au nom de la majorité silencieuse, qui doit rester silencieuse pour que le chef puisse parler à sa place, et qui doit se mettre en action sur l'initiative de ce chef. *Tenir un discours démagogique*, c'est reprendre les préjugés populaires et les présenter comme le « gros bon sens », au détriment des faits vérifiés et de la science. Notons que les algorithmes des médias sociaux et les commentateurs des médias poubelles construisent l'auditoire populiste. *Dénoncer une élite et les institutions*, réelles ou inventées, c'est personnaliser ses ennemis et trouver des boucs émissaires au détriment d'une analyse socio-politique rigoureuse de la société. Trump en est la quintessence.

Le populisme de droite tente de défendre les intérêts de l'élite économique en réinventant une élite à pourfendre et des boucs émissaires à persécuter. En Amérique du Nord, le courant majoritaire du populisme de droite reprend les lignes de masse du

1 Qui protègent les intérêts des propriétaires fonciers.

conservatisme et du néolibéralisme. Il se présente comme porte-parole de l'homme blanc de banlieue ou de région opposé à l'élite culturelle des grandes villes. Il se pose aussi comme défenseur du peuple par un discours nationaliste, et tente d'enfermer les libéraux et les socialistes dans une défense des minorités et de les exclure du débat socioéconomique.

Il est important pour la gauche de se distinguer d'une interprétation libérale qui considère comme populiste tout ce qui est contre le discours dominant néolibéral, tout ce qui est exprimé en langage populaire ou tout ce qui est populaire. Au contraire, la gauche se doit d'être contre le discours dominant, d'utiliser le langage populaire et de générer l'adhésion la plus massive possible. Il est possible de s'appuyer sur les éléments de conscience de classe déjà présents ; ainsi la majorité est bien consciente que l'économie est contrôlée par une minorité de millionnaires qui n'ont pas les mêmes intérêts. Si, d'un côté, il est nécessaire de se confronter aux populistes de droite sur les questions féministes, écologistes et antiracistes, d'un autre côté, c'est par un discours et une pratique de classe qui visent les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière que l'on peut convaincre leur base sociale. Enfin, s'il faut établir la jonction entre le mouvement ouvrier et populaire et les intellectuel.le.s de gauche, il faut se dissocier du snobisme des petites bourgeoises et petits bourgeois intellectuels et culturels urbains qui méprisent les classes populaires en soi : le classisme doit être dénoncé comme le racisme et le sexisme.

À l'opposé de celles des populistes, les orientations de la gauche, synthétisées dans le cadre de débats démocratiques, doivent s'appuyer sur la recherche des faits et sur les résultats de la science, mais aussi sur l'expertise terrain des travailleuses et des travailleurs. Les mouvements sociaux et la gauche politique doivent favoriser le pouvoir des assemblées générales, la représentativité (sexe, « race » et classe) de co-porte-paroles révocables avec des mandats clairs ainsi que la transparence de l'information. Plus globalement, la *démocratie participative*, alliant démocratie directe à la base et démocratie représentative à une échelle plus grande, est un principe à mettre en œuvre, y compris dans l'État et les entreprises. À l'inverse, des mouvements centrés sur une personne (Mélenchon en France, Dominique Champagne avec le Pacte pour la transition, Chavez, etc.) limitent le contrôle démocratique et l'implication organisée du peuple dans la lutte.

Droite et extrême droite

Désigner un groupe ou un discours comme fasciste ou nazi ne peut être fait à la légère. L'extrême droite combine violence physique, racisme, appel à la dictature, haine de la gauche, démagogie contre l'élite financière et appel à l'amélioration de la condition des travailleuses et des travailleurs « nationaux ». Certaines conditions doivent être réunies pour mettre en place un mouvement authentiquement fasciste :

une crise profonde du capitalisme, la création d'une organisation violente par la petite bourgeoisie en faillite, le ralliement d'une partie de la classe ouvrière et enfin le soutien d'une fraction de la grande bourgeoisie, effrayée par un danger révolutionnaire socialiste. Ces conditions ne sont pas réunies actuellement.

La démagogie fasciste contre le système financier ou « mondialiste » se distingue de la position de la gauche, car elle ne remet en question ni les rapports capitalistes, ni la propriété privée des moyens de production, ni le pouvoir des patrons dans les entreprises. En 1930, comme aujourd'hui, l'extrême droite se nourrit de la diffusion de thèses conspirationnistes (complot judéo-maçonnique ou islamogauchiste) qui canalisent le rejet des élites vers un discours pouvant même inclure des éléments paranormaux (les Illuminati, les reptiliens, etc.).

Il existe actuellement en Occident tout un spectre de groupes en croissance qui ont des caractéristiques nationales-socialistes. Présents sur les médias sociaux, mais aussi dans la rue, ils se construisent principalement en opposition à l'immigration, mais aussi contre l'élite, la gauche et le libéralisme. À côté de groupes ouvertement fascistes, on constate la présence de groupes ainsi que d'un parti national-populiste xénophobe qui légitimise le discours d'extrême droite².

Face à la montée de l'extrême droite, plusieurs fronts peuvent se combiner :

- un front large de défense des droits démocratiques (front républicain), des libéraux jusqu'à l'extrême gauche, pour établir un cordon sanitaire et rendre inacceptable la présence de l'extrême droite ;
- un mouvement ouvrier combatif et enraciné pour canaliser la soif de justice vers les enjeux sociaux, entre autres dans une perspective antiraciste ;
- un travail contre les fausses nouvelles et pour une analyse des contradictions du capitalisme qui ne soit pas fondée sur des complots ;
- et enfin, une section du mouvement antiraciste et antifasciste qui se concentre sur la bataille contre l'extrême droite sans nuire à la construction d'un front plus large.

Construire la gauche pour combattre la droite

La montée des droites s'inscrit dans une période politique de crise des gauches historiques, du virage à droite de la social-démocratie occidentale jusqu'à la crise du populisme de gauche latino-américain. La droite populiste, conservatrice ou radicale en profite alors pour canaliser les aspirations populaires, entre autres dans un

2 Pour une description québécoise de l'évolution de ces mouvements, voir, dans ce numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, le texte « Entre national-populisme et néofascisme. État des lieux de l'extrême droite au Québec en 2019 » rédigé par le collectif Montréal Antifasciste.

nationalisme de droite et dans la glorification d'une certaine culture populaire, tout en défendant les intérêts de l'élite économique. Elle cherche à polariser la société en s'opposant aux libéraux qui, de leur côté, dénoncent certains de ses excès (sur des enjeux de racisme, de sexisme, etc.) tout en partageant la même vision néolibérale. La construction d'une gauche mobilisant les classes populaires sur les enjeux socio-économiques et écologiques dans une perspective de lutte de classe devient une clé pour déconstruire cette stratégie de la droite. Au Québec, la présence des mouvements sociaux et de Québec solidaire offre des assises pour s'organiser dans cette perspective.

Construire cette gauche implique par contre d'aller plus loin et de s'investir selon plusieurs axes d'intervention : poursuivre une opposition au néolibéralisme qui s'inscrit dans une remise en question du capitalisme, viser la démocratisation de l'État et de l'économie, doublée d'une critique du parlementarisme libéral et de ses dérives autoritaires, combattre le racisme et le sexisme en dépassant la bataille contre les préjugés et en brisant les structures institutionnelles qui les reproduisent.

***Backlash* : comment l’ultradroite s’infiltrer au sommet de l’État¹**

Paul Kellogg

Professeur agrégé et directeur du Centre d’études interdisciplinaires à l’Université Athabasca, Edmonton

L’extrémisme de droite est devenu presque banal un peu partout dans le monde. Bien avant l’arrivée de Donald Trump au pouvoir, on a observé avec stupéfaction et dégoût ses « performances » en matière de racisme. Aujourd’hui, on constate qu’un phénomène semblable fait son chemin au Canada. Doug Ford, que certains soupçonnent d’avoir été impliqué dans un trafic de drogue à Etobicoke², est maintenant premier ministre de l’Ontario. Son hostilité envers certains groupes de la population est manifeste. Jason Kenney, premier ministre de l’Alberta, nourrit de toute évidence une hargne contre les musulmans³. Au Québec, la nouvelle Loi sur la laïcité de l’État constitue pour plusieurs « une violation des droits des Canadiens originaires du Moyen-Orient, en particulier des musulmans canadiens⁴ ». À l’échelle fédérale, des proches du chef du Parti conservateur sont ouvertement associés à l’extrême droite, telle l’ancienne candidate à la mairie de Toronto et blogueuse bien connue Faith Goldy⁵. Il est important que nous puissions démêler cette nébuleuse avancée de l’extrême droite et comprendre comment elle peut exercer une influence sur la scène politique.

1 La traduction est de Pierre Beaudet.

2 Greg McArthur et Kari Shannon, « Globe investigation : The Ford family’s history with drug dealing », *Le Globe and Mail*, 25 mai 2013.

3 Six things everyone should know about Jason Kenney », *National Observer*, 6 juillet 2016.

4 Les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO), 28 mars 2019, <https://fr-cjpmc.nationbuilder.com/pr_2019_03_28>; « Liberals, muslims take aim at Legault over islamophobia comments », *CTV News Montreal*, 1^{er} février 2019.

5 John Geddes et Jason Markusoff, « Andrew Scheer has a problem », *Maclean’s*, 6 mai 2019.

Backlash

Le concept de *backlash* (« réaction adverse ») a été utilisé au début des années 1990 par la chercheuse féministe américaine Susan Faludi pour qualifier la transformation du discours antiféministe sous l'égide du président de droite Ronald Reagan⁶. Au Canada, Abigail Bakan et Audrey Kobayashi ont continué cette recherche en l'appliquant au régime imposé par le Parti conservateur en Ontario sous Mike Harris dans les années 1990⁷. L'idée principale est que la droite *réagit* contre des avancées sociales qu'elle considère comme une menace, socialement et culturellement.

Le « phénomène » Trump

Le président Donald Trump n'est pas seulement un populiste, il est d'abord et avant tout un raciste. C'est le racisme qui définit ses politiques : la construction d'un mur contre les immigrants mexicains, des « violeurs et des tueurs » selon lui, l'interdiction de l'immigration en provenance de pays musulmans, le traitement terrible infligé aux demandeurs d'asile et à leurs enfants provenant d'Amérique centrale, et ainsi de suite. Fait à noter, Trump a été élu grâce au vote de l'électorat blanc (56 millions de votes contre 36 millions pour Hillary Clinton). À l'inverse, Trump n'a reçu que 8 millions de votes d'électorat noir et d'électeurs racialisés, contre 29 millions de personnes qui ont soutenu la candidate démocrate. Au sein des Latino-Américains, Clinton a devancé Trump par plus de 4,8 millions de votes. Chez les électeurs afro-américains, elle a devancé Trump par 13 millions de votes. Malgré cette énorme différence quant au nombre de voix, Clinton ayant récolté 3 millions de votes de plus que Trump, ce dernier, compte tenu du système électoral prévalant aux États-Unis, a pu remporter la présidence avec l'appui d'États comme le Michigan et l'Ohio. Le populisme ne peut à lui seul expliquer ces résultats. À tout le moins, il faudrait le considérer comme un populisme racialisé. Selon Jamelle Bouie⁸, cette polarisation entre électorat de couleur et électorat blanc s'appuie sur la réaction (*backlash*) d'une grande partie des Blancs contre le fait d'avoir eu un président afro-américain pendant huit ans. Plus qu'un simple « changement », l'élection d'Obama a constitué pour ces électeurs et électrices un virage radical, une inversion. Ce sentiment s'est certes aggravé avec la détérioration du statut économique des couches moyennes et populaires blanches à la suite de la grande récession de 2007-2008. La hiérarchie raciale traditionnelle prévalant aux États-Unis a été déstabilisée par le mouvement vers le bas d'une partie importante de la population blanche.

6 Susan Faludi, *Backlash. The Undeclared War Against American Women*, New York, Crown, 1991. En français : *Backlash. La guerre froide contre les femmes*, Paris, Des femmes, 1993.

7 Abigail B. Bakan et Audrey Kobayashi, « Affirmative action and employment equity. Policy and ideology in canadian context », *Studies in Political Economy, A Socialist Review*, vol. 79, n° 1, 2007.

8 Jamelle Bouie, « How Trump happened », *Slate*, 13 mars 2016, <www.slate.com/articles/news_and_politics/cover_story/2016/03/how_donald_trump_happened_racism_against_barack_obama.html>.

En Ontario : *backlash* anti-Wynne

Déplaçons-nous vers le Canada, plus particulièrement vers l'Ontario. L'émergence de Doug Ford, d'abord, à la surprise générale, comme leader des conservateurs de l'Ontario, puis comme vainqueur lors de la course électorale en 2018, est sans aucun doute un développement étonnant. Au début de son mandat, le premier ministre Ford a annoncé son intention de révoquer le programme d'éducation sexuelle introduit par sa prédécesseure. L'insistance de Ford pour que l'éducation sexuelle dans les écoles occulte toute référence à l'identité de genre, aux relations homosexuelles de même qu'à l'intimidation résultant de l'orientation sexuelle, constitue une tentative consciente de jouer sur les craintes conservatrices parfois typiques des petites villes, en nourrissant une réaction, un *backlash*, contre les soi-disant « grandes villes » qui, dans le discours populiste, imposent des changements sociaux et culturels « inacceptables »⁹. Cette réaction s'est cristallisée autour de la figure polarisante de la première ministre libérale Kathleen Wynne, en poste de 2013 à 2018. En mars 2017, madame Wynne devenait la première ministre la plus impopulaire au Canada, sa cote d'approbation plafonnant à 12 % d'appuis selon les sondages. En juin, Wynne et le Parti libéral ont réussi à arracher 19 % du vote, loin derrière le Nouveau Parti démocratique (NPD), et encore plus loin derrière les conservateurs de Doug Ford (41 %).

Il est difficile d'expliquer cette haine contre Wynne. Il n'y a pas eu, pendant son règne, de vraies histoires de corruption, alors que Doug Ford a fait l'objet tout au long de sa carrière d'accusations répétées de corruption et de trafic d'influence. Pendant son gouvernement, Wynne a promu des réformes qui ont généralement été populaires :

- augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure au 1^{er} janvier 2019 ;
- mise à jour du programme d'éducation sexuelle afin d'y inclure une « conversation explicite sur le consentement », sur les relations entre personnes de même sexe et, à partir de la 4^e année, sur l'intimidation en ligne ;
- gratuité des études postsecondaires pour les étudiantes et les étudiants dont le revenu familial est de 50 000 dollars ou moins et pour les étudiants adultes gagnant moins de 30 000 dollars ;
- extension de la maternelle et du jardin d'enfants à temps plein à l'ensemble de la province et augmentation du nombre de places autorisées en garderie à 427 000 ;
- gratuité de 4 400 médicaments d'ordonnance pour les moins de 25 ans et promesse de rendre les médicaments d'ordonnance gratuits pour les aîné.e.s à partir du 1^{er} août 2019¹⁰.

9 Andrew Russell, Jamie Maraucher et Max Hartshorn, « Doug Ford is returning Ontario to a 1998 sex-ed curriculum. Some teachers are fighting back », *Global News*, 13 juillet 2018.

10 « Ontario liberals would make prescription drugs free for People 65 and older », *CBC News*, 20 mars 2018.

Il ne s'agissait pas de réformes « antiéconomiques » comme beaucoup de commentateurs et de politiciens à droite l'ont affirmé. La province a connu un essor sous ce gouvernement, bénéficiant d'un taux d'emploi record, d'un taux de chômage très bas et d'une forte hausse des salaires, en particulier pour les travailleuses et les travailleurs les moins bien rémunérés. Sous Wynne, la province est devenue l'un des principaux sites de prédilection pour l'investissement étranger en Amérique du Nord, juste derrière la Californie. Et pourtant, la première ministre libérale a perdu ses élections. Comment expliquer cela ? Wynne était féministe, lesbienne, mariée à sa conjointe et grand-mère. Selon la journaliste Shannon Proudfoot, quelque chose a perturbé la scène politique, ce qui a eu pour effet de nourrir à l'endroit de Wynne une véritable haine basée sur le sexisme, la misogynie et l'homophobie¹¹.

Backlash anti-francophone

Ford a ravivé un autre *backlash* avec l'annulation de la création d'une université de langue française à Toronto et par l'abolition du Commissariat aux services en français. On peut y voir une triple réaction, manifeste en Ontario et ailleurs au Canada anglais, contre les minorités francophones, contre la langue française et contre le Québec. Il faut rappeler que ce *backlash* anti-francophone s'est développé bien avant Doug Ford. Dans les années 1990, le Parti réformiste, sous Preston Manning et ses étoiles « montantes » Stephen Harper et Jason Kenney, a grandement exacerbé ces sentiments hostiles. Lors de la campagne électorale de 1997, le Parti réformiste diffusait des publicités télévisées appelant à « voter pour tous les Canadiens, pas seulement pour les politiciens québécois ». La publicité présentait les photos de Jean Chrétien, Jean Charest, Gilles Duceppe et Lucien Bouchard comme des cibles à abattre. Le message, sans être explicitement raciste, laissait comprendre que les problèmes du Canada étaient causés par le Québec et les francophones. À l'époque, Guillaume Gairdner, un proche conseiller de Manning, publiait un brûlot anti-québécois très populaire, *The Trouble with Canada*¹². Pour ce professeur albertain, la réalité canadienne binationale et bilingue est antinomique avec la gouvernance requise pour le Canada. Il y a une contradiction fondamentale, expliquait-il, entre un « style anglais » et un « style français ». Les Lumières anglaises-écossaises ont pour caractéristique dominante « non pas le pouvoir, mais la liberté ». Elles sont fondées sur le « respect de l'individu ». La conception française, au contraire, « se préoccupe principalement du pouvoir ». Elle est « enracinée dans la croyance que les gens ont essentiellement besoin d'être pris en charge et contrôlés... Au fond, c'est une vision collectiviste et autoritaire qui donne naissance à une nouvelle classe, basée sur l'argent

¹¹ Shannon Proudfoot, « Kathleen Wynne can feel your pain », *Maclean's*, 23 mai 2018.

¹² William D. Gairdner, *The Trouble with Canada*, Toronto, Stoddart, 1990. Ce livre très populaire (70 000 copies) a été réédité en 2007.

des impôts et le pouvoir politique¹³ ». L'Angleterre et ses créations comme le Canada, soutient Gairdner, se fondent sur le respect de l'individu, tandis que la France enterre les droits individuels sous un État paternaliste et condescendant. Dans les faits, cette analyse ne correspond pas à la réalité et à l'histoire de l'Empire britannique, ce dernier ayant systématiquement violé les libertés individuelles dans ses colonies (en Inde, en Afrique et ailleurs). Au contraire, c'est la Révolution française, héritière des Lumières, qui a inspiré le cri de ralliement « liberté, égalité, fraternité ».

Gairdner a offert une version fallacieuse de l'histoire du Canada. Son interprétation naïve (un État « harmonieux ») occulte les moments de confrontation et de répression, notamment la rébellion de 1837 écrasée par le pouvoir colonial britannique lequel a pillé les villages paysans et recommandé l'assimilation forcée de la population québécoise. Il a également « oublié » les rébellions de Riel et la répression sanglante des mouvements de revendications pour les droits linguistiques et les droits des Autochtones au Manitoba et en Saskatchewan. Il n'est pas question dans son « analyse » de la conscription imposée au peuple du Québec malgré une opposition massive ; ou de la proposition 17 adoptée en Ontario en 1912 laquelle visait à éliminer l'éducation en français dans cette province. Ce caractère répressif d'un État supposément « harmonieux » s'est révélé à de nombreuses reprises, notamment en 1970, avec la proclamation de la Loi sur les mesures de guerre, qui a donné lieu à l'occupation militaire du Québec et à la suspension des libertés civiles. Il s'est aussi manifesté plus tard alors que l'État fédéral manipulait et menaçait les Québécois au moment des référendums de 1980 et de 1995.

En guise de conclusion

Le concept de *backlash* permet de comprendre une dimension importante de la montée actuelle de la nouvelle droite. Cela suppose d'analyser les mécanismes par lesquels des idées au départ marginales parviennent à occuper le devant de la scène. Ce phénomène du *backlash* n'est pas un phénomène créé de nulle part, mais repose au contraire sur des pouvoirs existants qui disposent de ressources financières leur permettant de perturber l'ordre social. Ils contribuent ainsi à provoquer un désarroi parmi les couches moyennes et populaires qui en viennent à penser que leurs ennemis sont les minorités racialisées ou linguistiques, les femmes, la communauté LGBTQ, ou encore, la population québécoise.

¹³ *Ibid.*, p. 9-14. Notre traduction.

Les droites canadiennes face aux peuples autochtones

Brieg Capitaine

Professeur au département des sciences sociales à l'Université du Québec en Outaouais

L'histoire de la colonisation n'est qu'une histoire des rapports entre les droites libérale et conservatrice d'une part et les peuples autochtones d'autre part. S'il existe une forte propension du discours commun sur la décolonisation à nommer l'adversaire sous une appellation générique telle que « Canada » ou « État colonial », cela ne signifie pas pour autant que les droites conservatrice et libérale ont instauré ou instituent aujourd'hui les mêmes politiques en matière autochtone. Cette représentation monochrome se justifie aux premiers temps de la colonisation mais l'écho que trouvent les mouvements autochtones dans la sphère publique canadienne à partir de la fin des années 1960 voit l'apparition de stratégies de différenciation politique. Les périodes électorales ou de conflits rendent particulièrement visibles ces divergences entre conservateurs et libéraux. L'extractivisme, la reconnaissance des droits autochtones, la qualification des pensionnats indiens ou des assassinats de femmes et de filles autochtones sont devenus autant d'enjeux sociaux cristallisant des dynamiques institutionnelles, politiques et partisans propres aux droites canadiennes.

La colonisation : entre politiques assimilationnistes et d'exclusion

Entre la fin de la seconde moitié du XIX^e siècle et les années 1960, les libéraux et les conservateurs se sont succédé au pouvoir et ont mené des politiques similaires en matière autochtone dont la logique oscille entre marginalisation, exclusion et assimilation. Cette distinction est importante, car la marginalisation et l'exclusion visent à mettre à l'écart les peuples autochtones de la société canadienne en construction. À l'inverse, l'assimilation vise à incorporer, à internaliser. Ces processus peuvent

s'articuler dans la réalité. La Loi sur les Indiens de 1876 instaurant le régime des réserves a eu un double effet ; d'une part, l'exclusion des peuples autochtones interdits par leur statut particulier de participer à la construction de la nation et, d'autre part, l'assimilation puisque les contacts avec les institutions coloniales se trouvèrent multipliés. Même si la violence et les multiples abus dans les pensionnats indiens ont détruit physiquement et culturellement de nombreux jeunes autochtones, l'instauration des pensionnats indiens par les conservateurs dans les années 1870 avait pour seul et unique objectif de rompre la transmission intergénérationnelle, et ainsi de les assimiler à la nation en construction.

Jusqu'à la fin des années 1960, les politiques des conservateurs et des libéraux ne constituaient pas un véritable enjeu de distinction entre les partis de droite. Cette harmonie se brisa lorsque les Autochtones rejetèrent la Politique indienne du gouvernement du Canada en 1969 (communément appelé Livre blanc) proposée par Jean Chrétien alors ministre des Affaires indiennes. Il est couramment admis que l'opposition unanime des Premières Nations au Livre blanc a cimenté les luttes autochtones autour d'enjeux communs (reconnaissance des droits, autodétermination politique), mais le « retour » de l'acteur autochtone a aussi eu pour effet de fissurer l'harmonie qui jusque-là caractérisait l'attitude des gouvernements canadiens successifs à l'égard des Autochtones.

Contrer les mouvements autochtones : les politiques de reconnaissance

Le Parti libéral du Canada a occupé le pouvoir pendant plus de 30 ans à des moments déterminants. Les gouvernements successifs de Pierre Elliott Trudeau ont dû faire face jusque dans les années 1980 à l'accroissement des revendications autochtones pendant cette période et sont à l'origine de mesures politiques dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. Pendant cette période, de plus en plus de Premières Nations, parfois regroupées pour faire front commun¹, ont revendiqué des droits territoriaux et ont gagné plusieurs causes devant les tribunaux². En 1973, le Parti libéral adoptait en guise de réponse la Politique globale des revendications territoriales définie comme une « méthode de règlement des revendications des Autochtones³ ». Le terme « règlement » peut être compris ici dans le sens de « liquidation »,

1 Au Québec, on peut citer le Conseil Attikamekws-Montagnais qui finira par implorer en 1994 ou la brève Association des Indiens du Québec (1967-1973). En dehors de ces quelques organisations, l'unité d'action politique reste la bande au sens de la Loi sur les Indiens.

2 Voir les arrêts *Calder au Canada* et *Malouf au Québec* en 1973.

3 *En toute justice. Une politique des revendications des Autochtones*, Ottawa, Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, 1981, p. 11.

car cette politique a eu pour principal effet, comme je l'ai montré ailleurs⁴, de fragmenter le mouvement en contraignant les acteurs à formuler les revendications dans un langage rationnel et à circonscrire leur imagination politique dans un espace fixé d'avance par le gouvernement libéral. Le sens du mouvement a ainsi échappé peu à peu à sa base populaire à mesure que les luttes se réduisaient à des controverses administratives et juridiques. L'enchâssement des droits ancestraux au moment du rapatriement de la Constitution en 1982 a pu être appréhendé comme une victoire politique, mais l'article 35 a eu comme conséquences de faire des politiques de reconnaissance la voie privilégiée pour encadrer les mouvements autochtones⁵, et d'internaliser le conflit en l'obligeant à s'inscrire dans un espace normatif qui ne garantit pas la reconnaissance de la signification que les peuples autochtones accordent aux normes juridiques⁶.

Le politologue déné, Glen Coulthard, dans un ouvrage désormais classique, s'est appuyé sur la pensée critique de Frantz Fanon pour montrer comment les politiques de reconnaissance obéissent à une logique inverse de la décolonisation. Le premier problème tient au fait que l'action de reconnaître implique l'affirmation par le pouvoir colonial de sa préséance⁷. La source de l'émancipation ne provient donc pas des luttes autochtones, mais du bon vouloir du colonisateur. Le second problème est qu'en cherchant à réparer les injustices au moyen de politiques de reconnaissance des identités autochtones (et non des nations autochtones), le Parti libéral tend à évincer la dimension politique du conflit (incluant la restitution des terres⁸) et à réifier les identités autochtones réduites à une somme d'essences⁹.

Si elles ne constituent pas en pratique des « rapports de reconnaissance réciproque authentiques¹⁰ », les politiques de reconnaissance autochtone demeurent l'horizon à l'intérieur duquel sont contraints de se déployer les conflits territoriaux et les mouvements autochtones malgré les enjeux de justice et d'égalité qu'ils portent et

4 Brieg Capitaine, « Les voies de la résistance autochtone à la colonisation », dans Maurice Demers et Patrick Dramé (dir.), *Le Tiers-Monde postcolonial. Espoirs et désenchantements*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, p. 246-260.

5 Leanne Betasamosake Simpson, *The Misery of Settler Colonialism. Roundtable on Glen Coulthard's Red Skin, White Masks and Audra Simpson's Mohawk Interruptus*, blogue de Leanne Simpson, 2015, <www.leannesimpson.ca/writings/the-misery-of-settler-colonialism-roundtable-on-glen-coulthards-red-skin-white-masks-and-audra-simpsons-mohawk-interruptus>.

6 Dale Turner, *This is not a Peace Pipe. Towards a Critical Indigenous Philosophy*, Toronto, University of Toronto Press, 2006.

7 Glen S. Coulthard, « Subjects of Empire: indigenous peoples and the "politics of recognition" in Canada », *Contemporary Political Theory*, vol. 6, n° 4, 2007, p. 437-460.

8 Arthur Manuel et Grand Chief Ronald Derrickson, *The Reconciliation Manifesto. Recovering the Land, Rebuilding the Economy*, Toronto, Lorimer, 2017.

9 Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2011.

10 Axel Honneth, « La théorie de la reconnaissance: une esquisse », *Revue du MAUSS*, n° 23, 2004, p. 134.

leur tendance actuelle à interroger les discriminations systémiques et les inégalités socio-économiques inhérentes à la confiscation de leurs territoires¹¹. L'appui que les politiques de reconnaissance ont pu recevoir de la part des conservateurs lorsqu'ils ont refusé de signer la Déclaration des Nations unies sur les peuples autochtones témoigne d'un rare consensus sur ce type de régime de régulation des injustices sociales qui n'est pas sans rappeler le consensus semblable entre libéraux et conservateurs à la fin du XIX^e siècle. Il n'en demeure pas moins que libéraux et conservateurs possèdent chacun leur régime de reconnaissance singulier.

« Les dispositions pertinentes de la Déclaration sont beaucoup trop vagues¹² »

En rejetant la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) en septembre 2007, le Parti conservateur du Canada refusait aux Autochtones le droit à l'autodétermination et réaffirmait la préséance des politiques de reconnaissance en tant que méthode de règlement des conflits entre les Autochtones et l'État canadien. En 2009, le même gouvernement accepta sous la pression de groupes de défense des droits humains et d'organisations autochtones de ratifier la Déclaration tout en reconnaissant le caractère non contraignant de celle-ci.

Dans les premiers articles, la Déclaration insiste, au nom de l'égalité entre les peuples, sur la liberté dont disposent les peuples autochtones de se définir eux-mêmes et de produire leur histoire sans subir l'injonction identitaire ou modernisatrice des peuples dominants. McNee, représentant du Canada à l'Assemblée générale des Nations unies, déclarait le 13 septembre, à la veille de l'adoption de la Déclaration :

Nous sommes fiers des procédures qui ont été mises en place pour régler les revendications autochtones de manière respectueuse de ces droits et travaillons activement à les améliorer afin de pouvoir résoudre ces revendications de façon encore plus efficace. Malheureusement, les dispositions pertinentes de la Déclaration sont beaucoup trop vagues, manquent de clarté et se prêtent à diverses interprétations; elles omettent la nécessité de reconnaître une multitude de droits territoriaux et sont susceptibles de remettre en question des points déjà réglés par traité¹³.

Le paternalisme et la condescendance des conservateurs qui pointèrent le flou des articles de la Déclaration demeure une stratégie récurrente qui a pour effet de fermer toute forme de discussion qui se tiendrait en dehors des cadres formels institués

¹¹ Manuel et Derrickson, *op.cit.*

¹² Déclaration de l'ambassadeur McNee à l'Assemblée générale sur la Déclaration des droits des peuples autochtones, Ottawa, Mission permanente du Canada auprès des Nations unies, 2007.

¹³ *Ibid.*

par les politiques en vigueur. Le discours de M. McNee révèle qu'il est possible de soutenir les politiques de règlement et de négociation des revendications autochtones au Canada tout en niant – dans un même mouvement – toute subjectivité à l'autre partie. Si le refus de signer illustre la relation asymétrique dont parlait Glen Coulthard, ce geste révèle aussi le cadre de discussion au sein duquel la relation avec les Autochtones doit être maintenue. Autrement dit, les conservateurs reconnaissent les Autochtones si ces derniers se tiennent à l'intérieur d'un espace normatif et non moral. Quels sont les principes normatifs qui structurent cet espace restreint de reconnaissance ? Cet espace de reconnaissance varie-t-il selon les gouvernements ?

Les conservateurs et le marché comme espace de reconnaissance

Pendant son dernier mandat, Stephen Harper a fait face à de nombreuses contestations populaires qui sortaient du cadre classique et institutionnalisé des revendications autochtones. Que ce soit face à *Idle No More*, aux conclusions de la Commission de vérité et réconciliation ou à la demande d'enquête publique sur les femmes et filles autochtones disparues ou assassinées, le gouvernement de Stephen Harper a systématiquement ignoré la dimension morale du répertoire de mobilisations des Autochtones au profit d'une grille de lecture purement économique répondant – en somme – aux revendications morales des acteurs par leur assimilation à une société réduite à un marché économique.

Entre décembre 2012 et février 2013, des centaines de milliers d'Autochtones manifestaient partout à travers le Canada contre la loi omnibus C-45 dont l'une des dispositions visait à assouplir les mesures d'impact sur l'eau des projets d'extraction. Au nom de la justice, de l'égalité et d'un ensemble de principes universels, les acteurs demandaient le retrait de la loi et le renforcement des contrôles sur les projets d'exploitation des ressources naturelles. Stephen Harper ignora tout d'abord les manifestations pour ensuite exprimer son incompréhension à l'égard des revendications d'égalité et de justice. Il tenta de justifier sa réforme par le fait qu'elle visait à libérer l'économie comme le déclarait à l'époque le leader du gouvernement conservateur à la Chambre des communes, Peter Van Loan, à la suite des pressions du Nouveau Parti démocratique (NPD) pour retirer les lois C-38 et C-45 :

Il s'agit de législations économiques très importantes. Les grands bénéficiaires des changements qu'elles comportent seront les Premières Nations. Un des changements permet que le développement des ressources naturelles aille de l'avant sans bureaucratie excessive. Cela va directement se traduire par de la croissance économique et de la création d'emplois¹⁴.

¹⁴ Cité dans Marie Vastel et Hélène Buzzetti, « Rentrée parlementaire – Les Autochtones monopolisent les débats », *Le Devoir*, 29 janvier 2013.

En d'autres termes, la pauvreté ne vient pas de la disparition de la culture, mais de la résistance de certains Autochtones à s'intégrer dans une économie de marché. Toute lecture des problèmes sociaux sortant de cette idéologie néolibérale est systématiquement rejetée. L'une des stratégies employées par les conservateurs est ainsi de renvoyer la responsabilité de la situation des Autochtones non pas à l'État, mais aux individus eux-mêmes. Stephen Harper a toujours refusé, malgré l'intense mobilisation des femmes autochtones, la mise en place d'une enquête nationale sur les assassinats et les disparitions de plusieurs milliers de femmes et de filles autochtones ces quarante dernières années. En 2010, il coupait la subvention versée à l'association *Sisters in Spirit* qui effectuait des recherches sur cette tragédie.

Le Plan d'action pour contrer la violence familiale et les crimes violents à l'endroit des femmes et des filles autochtones proposé en 2014 par les conservateurs met l'emphasis sur le renforcement des services de police dans les communautés et sur « l'autonomisation » des victimes elles-mêmes. Le rapport stipule ainsi que :

La prévention de la violence repose aussi sur l'autonomisation. Le gouvernement du Canada a mis en place un certain nombre de programmes pour aider les femmes et les filles autochtones à acquérir les connaissances, les compétences et l'expérience dont elles ont besoin pour se prendre en main et conquérir leur indépendance. D'autres programmes ciblent des facteurs de risque précis en lien avec la violence, dont le soutien en santé mentale, la prévention de la toxicomanie et du suicide¹⁵.

Harper résumait ainsi sa position en 2014 : « Nous ne devons pas y voir un phénomène sociologique [...] Nous devons y voir des crimes. Des crimes contre des innocents, et des crimes qui doivent être traités en conséquence¹⁶ ».

Ici encore, la reconnaissance se réduit à celle d'un agent économique évalué à l'aune de ses ressources et de ses manques, de ses capacités et de ses incapacités. Cette vision néolibérale de l'individu désaffilié (et appréhendé en dehors de tout rapport social) révèle la représentation que les conservateurs ont de la société canadienne en tant qu'espace de concurrence et d'intérêts. L'action du gouvernement se réduit donc à fournir des supports non plus sociaux, mais d'action, d'un « pouvoir agir » individualisé. Dans cette perspective, la responsabilité dans la disparition des femmes autochtones reposerait finalement non pas sur la colonisation et la privation de leurs terres et de leurs cultures, mais sur leur incapacité à se mouvoir dans la société de marché canadienne. Il convient donc, pour les conservateurs, « d'améliorer la formation et le développement [de leurs] compétences pour renforcer la sécurité économique des

15 Gouvernement du Canada, *Plan d'action pour contrer la violence familiale et les crimes violents à l'endroit des femmes et des filles autochtones*, Ottawa, 2014.

16 La Presse canadienne, « Femmes autochtones : Harper rejette la tenue d'une enquête nationale », *Lapresse.ca*, 21 août 2014.

femmes autochtones, soutenir leur autonomie et promouvoir leur accès aux postes de responsabilité et de décision¹⁷ ». La solution ne se trouve donc pas dans la reconnaissance des droits, mais dans la néolibéralisation des communautés autochtones et leur participation au marché.

Nier la signification que les Autochtones donnent à l'histoire, à leurs droits ou plus généralement à leur expérience sociale des discriminations est au cœur de la matrice conservatrice. Ce refus des visions autochtones du monde est systématique et sert à réaffirmer, au-dessus des identités particulières, « l'intérêt général » dont la signification se réduit à l'emploi salarié, au développement économique et à l'exploitation des ressources naturelles. Cette idéologie présentiste dépourvue d'historicité permet de s'excuser, comme Stephen Harper l'a fait en 2008 en qualifiant les pensionnats de « triste chapitre de notre histoire », sans pour autant adhérer à la narration autochtone qui considère que ce trauma historique est la source des problèmes socio-économiques contemporains¹⁸.

Les libéraux et la « croissance inclusive »

Le dernier mandat du gouvernement libéral de Justin Trudeau en matière autochtone est bien plus ambigu que celui des conservateurs. Au premier abord, il est difficile de nier le caractère proactif du premier ministre : multiplication des excuses, mise en place d'une politique de réconciliation incluant le projet d'implémenter la Déclaration des Nations unies, financement de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées (ENFFADA), reconnaissance d'un génocide canadien, etc. Ce volontarisme politique visant à donner une place plus importante aux Autochtones s'accompagne de changements structuraux dans les institutions culturelles, gouvernementales et d'éducation engagées dans un processus d'« autochtonisation » sans précédent de leurs contenus et de leurs ressources humaines. La visibilité accrue des peuples autochtones et de leurs cultures est manifeste et s'est accompagnée d'une politique de redistribution visant à réduire les inégalités et les discriminations en matière de justice, de services sociaux, d'éducation ou d'infrastructures et de logement.

Mais si les Autochtones sont plus visibles, cette réconciliation réduit la portée politique du mouvement autochtone en reconnaissant uniquement la dimension sociale des luttes contre les inégalités. L'analyse des budgets fédéraux de 2016, 2017, 2018 et 2019 permet de jeter un regard plus critique sur la relation entre Autochtones et Canadiens défendue par le gouvernement Trudeau. L'effort budgétaire se focalise en effet sur le logement, la santé, l'éducation, mais ces mesures de lutte contre la pauvreté

¹⁷ *Plan d'action pour contrer la violence familiale, op.cit.*

¹⁸ Commission de vérité et réconciliation du Canada, *Pensionnats indiens : les séquelles*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2015.

s'inscrivent dans le projet d'un « Canada plus fort, plus uni, plus prospère » et visent à ce que les Autochtones puissent « contribuer à la prospérité du Canada en tant que participants à la vie économique ». L'expression de « croissance inclusive¹⁹ » est utilisée de manière récurrente dans les différents plans budgétaires.

Autrement dit, la réconciliation donne une place plus importante aux Autochtones *dans* les institutions, ce qui a pour effet de restreindre la portée du mouvement autochtone. Il internalise les peuples autochtones *du* Canada, réduits à des partenaires économiques et les cantonne de l'intérieur sans interroger la structure profonde des inégalités qui reposent sur le racisme, les préjugés, l'appropriation et l'exploitation des territoires autochtones. L'un des principaux exemples de cette volonté d'internalisation est la scission du ministère des Affaires autochtones et du Nord Canada en deux entités : l'une consacrée aux relations avec la Couronne (c'est-à-dire aux conflits territoriaux) et l'autre consacrée aux services aux Autochtones (autrement dit aux inégalités socio-économiques et à la redistribution). Or, scinder le ministère revient à considérer que les problèmes territoriaux et politiques sont sans lien de détermination avec les inégalités socio-économiques. C'est croire aussi que l'autodétermination et la sécurité sociale peuvent être traitées de manière séparée. Pourtant, les acteurs autochtones n'ont eu de cesse de rappeler que le développement socio-économique des Premières Nations ne peut se faire sans la restitution et le partage des terres. Cette scission du politique et du social autorise à la fois la poursuite des mesures de redistribution et l'acquisition d'un pipeline censé stimuler la « croissance inclusive » des communautés.

Conclusion : La cage de fer du néolibéralisme

Suivant le processus d'euphémisation des mœurs bien décrit par Norbert Élias²⁰, les moyens mis en œuvre par les gouvernements ont évolué, mais les fins assimilationnistes demeurent identiques, même si l'analyse des politiques menées depuis les années 1970 par la droite canadienne révèle la mobilisation de stratégies différenciées de la part des conservateurs et des libéraux. L'assimilation, pour les conservateurs, passe explicitement par l'intégration d'individus autochtones à une société de marché, individus réduits à des agents économiques sans mémoire et définis par les ressources dont ils disposent. Les actions du gouvernement Trudeau sont plus ambiguës, mais les politiques de reconnaissance apparaissent néanmoins comme des politiques de distraction puisque les enjeux d'autodétermination et de restitution

19 Selon l'ONU, « le développement ne peut être inclusif que si toutes les catégories de population – quels que soient leur sexe, leur origine ethnique, leur âge ou leur statut social – contribuent à créer des opportunités, partagent les bénéfices du développement et participent à la prise de décision ». *Croissance inclusive*, Programme des Nations unies pour le développement, 2019.

20 Norbert Élias, *La Civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, puis Pocket, 2003.

apparaissent secondaires face aux logiques redistributrices et intégratrices. Le néolibéralisme semble toujours l'horizon indépassable des gouvernements en matière autochtone. L'expansion de la scolastique économique, à travers notamment l'emploi récurrent de la notion de « croissance inclusive », est ainsi à l'œuvre et touche toutes les sphères de la vie des peuples autochtones.



Les articles du N° 18 sont disponibles sur la page Web des Nouveaux Cahiers du socialisme (www.cahiersdusocialisme.org) ainsi que sur la plateforme Érudit.

Une résistance émerge face à des élites particulièrement cruelles

Entrevue avec Beverly J. Silver¹

Carole Yerochewski

Professeure associée en relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais.

C.Y. — Avec l'équipe du Global Social Protest Research Group, vous travaillez sur les conflits sociaux et de travailleurs depuis la fin du XIX^e siècle. Vos travaux mettent en évidence des vagues de conflits à des moments-clés ou des « points tournants » de l'histoire de nos sociétés. Ils révèlent en particulier une intensification des conflits depuis la crise de 2008, similaire à celle des années 1930 qui était caractérisée par une « montée des extrêmes » face à l'intensification de la marchandisation. Comment expliquer le retour de cette utopie du libre-marché qui sévit avec le néolibéralisme, dont on croyait pourtant, avec Polanyi, avoir retenu que cela peut mener à une grande catastrophe comme le nazisme et la Seconde Guerre mondiale ?

¹ Beverly J. Silver est professeure de sociologie à l'Université Johns-Hopkins et directrice du *Arrighi Center for Global Studies* à Baltimore (Maryland, É.-U.). Elle est l'auteure de *Forces of Labor. Workers' Movements and Globalization since 1870* (Cambridge, University Press, 2003) traduit dans plus d'une douzaine de langues. Le livre vient d'être publié en français en livre numérique (*e-book*) sous le titre *Forces du travail. Les conflits ouvriers et la globalisation depuis 1870*, par les éditions de l'Asymétrie (Toulouse), <<https://editionsasymetrie.org/ouvrage/forces-du-travail/>>. Par ailleurs, un article sur le même sujet que cette entrevue est parue en 2019 sous le titre « "Plunges into utter destruction" and the limits of historical capitalism », dans Roland Atzmüller, Brigitte Aulenbacher, Ulrich Brand, Fabienne Décieux, Karin Fischer et Birgit Sauer (dir.), *Capitalism in Transformation. Movements and Countermovements in the 21st Century*, Cheltenham (Royaume-Uni), Edward Elgar Publishing, 2019.

B.J.S. — Il est vrai que Polanyi a brillamment réfuté cette croyance dans le libre-marché, en montrant pourquoi cette idéologie ne peut conduire qu'à une catastrophe, à un cataclysme enchaînant fascisme, dépression et guerres mondiales, comme cela s'est produit dans le sillage de la crise des années 1930. D'ailleurs, plus personne dans l'après-Seconde Guerre mondiale n'aurait défendu cette utopie dévastatrice. Même Nixon se proclamait « keynésien » en 1971.

Cependant, la critique de cette idéologie libérale est insuffisante. Elle n'a d'ailleurs pas permis d'anticiper un possible retour de l'utopie du libre-marché, parce qu'elle laisse dans l'ombre l'évolution historique du capitalisme. Celui-ci ne joue aucun rôle dans l'analyse de Polanyi. Or, le capitalisme en tant que système historique mondial (*world-historical system*) repose sur une contradiction fondamentale : il ne peut à la fois poursuivre le profit et préserver les moyens de vivre de l'ensemble de la planète.

On voit ainsi alterner depuis la fin du XIX^e siècle les crises de rentabilité (1873-1896 et 1973-1980) avec les crises de légitimité (1929-1945 et 2001-2008) parce que la solution d'un type de crise entraîne nécessairement l'autre : en voulant renouer avec les profits, le capitalisme du début du XX^e siècle a tellement appauvri les travailleurs et les travailleuses que la misère a plongé la société dans le désespoir, le chaos et la révolte. Pour répondre à cette effroyable crise de légitimité, le compromis social bâti dans le sillage du *New Deal* et de l'après-Seconde Guerre mondiale a reposé sur la prémisse qu'il n'y aurait plus de contradiction entre assurer la rentabilité et assurer les moyens de vivre. Ce fut l'ère de l'utopie de la croissance infinie. Elle s'est heurtée aux limites écologiques et au renforcement du pouvoir des travailleurs et de leurs luttes : partout sur la planète, on a tenu pour acquis que le modèle du salarié fordiste allait s'étendre à toutes les catégories de travailleurs. Or, la généralisation de ce modèle était incompatible avec le maintien de la rentabilité. D'où la crise des années 1970 et la contre-révolution menée par Reagan et Thatcher.

C.Y. — Mais comment expliquer que le « retour du pendule » aille si loin à présent, au point d'assister à nouveau à ce que vous appelez une « plongée vers le chaos » ?

B.J.S. — Il n'y a jamais eu d'engagement clair, dans le cadre du compromis fordiste, à placer les moyens de vivre avant les profits si les deux entraient en contradiction. La mise en œuvre, inaugurée par Reagan et Thatcher, de politiques visant à renouer avec les profits, en dérégulant la monnaie et en démantelant les protections acquises par les travailleurs et les travailleuses s'est donc opérée en renouant avec l'idéologie du libre-marché.

On aurait toutefois pu s'attendre après la crise financière de 2008, qui n'est plus une crise de rentabilité – puisque les profits ont été rétablis avec la financiarisation – à

ce qu'une correction de trajectoire intervienne : de toute évidence, le système a failli à protéger la terre, le travail et la monnaie ; nous sommes en pleine crise de légitimité.

Mais, ainsi que le souligne Polanyi, ce qui peut paraître normal – voir les classes dirigeantes placer la protection de la société dans son ensemble au-dessus de ses intérêts égoïstes, comme elles l'ont fait au Royaume-Uni au XVIII^e siècle – n'est pas ce qui est le plus commun. Outre la bourgeoisie triomphante, dont Polanyi dit qu'elle ne possède « aucun organe pour sentir les dangers » contenus dans la course au profit, à la marchandisation et l'accumulation, il y a d'autres contre-exemples, comme celui des colonisateurs européens. Et quand une « élite grossièrement égoïste », pour reprendre l'expression de Polanyi, arrive à se maintenir au pouvoir, alors il faut s'attendre à plonger dans la destruction totale en entrant dans une longue période de chaos. C'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui avec l'accroissement des inégalités, la prolifération des guerres, la crise des réfugié.e.s, la montée de la xénophobie, des néofascistes et des mouvements d'extrême droite.

C.Y. — Vous soulignez que c'est la montée des mouvements massifs de travailleurs et la force des révoltes anti-impérialistes qui, après la grande catastrophe des années 1930, ont amené les classes dirigeantes à prendre conscience des dangers contenus dans l'utopie d'un marché autorégulé. Or, aujourd'hui, on insiste beaucoup sur l'affaiblissement des mouvements de travailleurs et du syndicalisme. Vos travaux confirment-ils cet aspect ?

B.J.S. — Sur ce plan, il faut être attentif à ce que soulignaient Marx et Polanyi. Tous deux ont insisté sur les mouvements de résistance que nourrissent le capitalisme et la marchandisation, d'une part, au point de production, c'est-à-dire sur les lieux de travail, d'autre part, pour ce qui concerne Polanyi, dans la société dans son ensemble. Car le système capitaliste tout à la fois appauvrit, plonge dans la misère une partie de la population et suscite une réaction de protection de la société, et, en même temps, il alimente sans cesse la formation de nouvelles classes de travailleurs et de travailleuses.

Ces phénomènes illustrent le caractère cyclique de la destruction créatrice du capitalisme, qui contribue au fait que les classes travailleuses (*working classes*) et les mouvements de travailleurs du monde entier se forment, se défont et se reforment de façon récurrente. La vague de conflits anti-austérité en Europe a été ainsi surtout portée par les classes ouvrières établies qui sont en train de se démanteler. En revanche, la vague de grèves que la Chine a connue récemment, grèves menées par les travailleurs migrants des campagnes vers les villes, révèle qu'une nouvelle classe de travailleurs est en formation. On retrouve ce phénomène avec les délocalisations de production de la Chine vers le Vietnam, le Cambodge ou le Bangladesh : à nouveau, des grèves ont éclaté dans le sillage des nouvelles implantations industrielles. On vérifie ainsi ce que j'ai résumé par « là où le capital va, les conflits capital-travail suivent rapidement ».

J'ai qualifié de « Polanyi-type » et de « Marx-type » ces deux sortes de vague de conflits. Mais il est apparu une nouvelle sorte, c'est-à-dire un troisième type d'acteurs parmi les travailleurs, qui sont devenus visibles en particulier depuis les soulèvements et protestations de 2011 dans le monde. Ce sont toutes ces personnes qui sont sous-employées, précaires ou chômeuses que l'on retrouve par exemple dans *Occupy* ou lors des mouvements dits du Printemps arabe.

Pour intégrer ce phénomène aux conflits de travailleurs, il faut revenir à Marx qui avait bien souligné, dans le volume 1 du *Capital*, que le processus d'accumulation du capital va de pair avec un accroissement de la misère qui conduit à des conflits au niveau de la société. Un tel constat ramène à l'avant-plan la question des luttes sur les conditions de reproduction de la force de travail, au sujet de laquelle il existe une importante littérature féministe pertinente. Le capitalisme est ainsi caractérisé par la tendance à long terme à détruire plus rapidement des moyens de vivre qu'à en créer de nouveaux. Nous assistons donc à la prolétarianisation de personnes qui ne sont pas absorbées par le salariat stable parce qu'elles sont en surplus par rapport aux besoins du capital. Nous pouvons donc nous attendre à ce que les luttes menées par ce troisième type de travailleurs s'amplifient à l'avenir.

Aussi est-ce une bonne nouvelle de voir ces personnes marginalisées ou exclues par le capital se mobiliser massivement dans les différentes parties du monde. Nos travaux montrent bien que l'on retrouve les trois types de classes travailleuses dans la recrudescence actuelle de l'agitation ouvrière et de classe à l'échelle mondiale.

C.Y. — Doit-on en déduire que les travailleurs et travailleuses du monde entier vont enfin s'unir ? L'optimisme est-il de mise quand on se souvient que le triomphe du nazisme a aussi résulté des divisions de la gauche et de l'incompréhension du danger que l'antisémitisme faisait courir et qui aurait nécessité de faire front commun ? Aujourd'hui encore le racisme, le sexisme, la xénophobie traversent les rangs des travailleurs, qui sont aussi des travailleuses, des immigrant.e.s, des réfugié.e.s, des musulmans et musulmanes, etc. Les élites et classes dirigeantes ne s'aveuglent-elles pas d'autant plus qu'il leur est possible d'agiter ces spectres pour gagner des voix – et pas seulement parmi les pauvres, comme on a coutume de le penser, mais parmi les classes moyennes ?

B.J.S. — En effet, un trait fondamental du capitalisme historique tient dans les façons selon lesquelles les distinctions en fonction du genre, de la race, du statut de citoyenneté, etc., sont régulièrement mobilisées par les capitalistes, mais aussi, selon les situations, par les États ou par les travailleurs eux-mêmes, pour justifier l'octroi

ou la revendication de protections en faveur d'un segment des classes travailleuses². On cherche ainsi à acheter une légitimité au capitalisme auprès d'une partie seulement des travailleurs pour éviter une crise de profitabilité. Ce sont des tentatives pour résoudre la quadrature du cercle, qui se heurtent tôt ou tard aux aspirations des travailleuses et travailleurs laissés pour compte – la majorité – de bénéficier aussi de droits et protections.

Mais au cours du XX^e siècle, ces tentatives ont fonctionné un temps : on a assisté au développement de divisions entre travailleurs et travailleuses au sein d'un même pays, mais aussi d'un pays contre un autre, ce qui a débouché par exemple sur la Première Guerre mondiale. Cela a aussi consolidé la dépendance du Sud par rapport au Nord. Car les inégalités entre Nord et Sud se sont accrues au cours de la période fordiste et elles se maintiennent à présent à un haut niveau, tandis que les inégalités se creusent au sein des pays. Cette situation nourrit les flux de migration et le recours aux guerres, lorsque des gouvernements cherchent à reconquérir une légitimité autour du drapeau national.

Dans l'analyse de la situation actuelle, il ne s'agit donc pas de reproduire l'erreur d'appréciation qu'a faite Marx : son optimiste, quant à l'unification d'un mouvement international de travailleurs et à son pouvoir de transformation sociale, venait de ce qu'il a tenu pour acquis que les distinctions, au sein de la classe laborieuse, entre ceux qui sont employés et ont le pouvoir d'imposer des perturbations coûteuses au capital et ceux qui ne le sont pas ou qui sont sous-employés et ont seulement le pouvoir de provoquer des protestations de rue, ne recoupaient pas les distinctions en matière de genre, de race, de statut de citoyenneté, etc. Or, c'est le développement main dans la main du capitalisme avec le colonialisme, le racisme et le patriarcat qui a brouillé la capacité de la classe laborieuse à produire une vision émancipatrice pour l'ensemble de la classe.

Aujourd'hui, en même temps que nous avons des signes que les divisions en matière de genre, de race, de citoyenneté se durcissent, nous avons aussi des signes encourageants comme quoi ces divisions arrivent à être dépassées. Par exemple, aux États-Unis, un pays dont l'impact géopolitique est bien sûr énorme, nous avons assisté, à la suite des luttes et impacts démographiques des migrations, à un revirement de l'AFL-CIO³, qui a décidé de soutenir les mouvements de défense de l'immigration et de se positionner en faveur de la légalisation des travailleurs sans-papiers, alors que cette organisation syndicale s'y était longtemps opposée. On voit aussi émerger un nouveau

2 Des auteures parlent à ce sujet des frontières changeantes des identités de genre, de race, ethnicité, etc., et de la coconstruction des rapports sociaux en matière de classe, de sexe et de race/ethnicité. Pour un aperçu, voir Danièle Kergoat, 2009 ; Danielle Juteau, 2015 ; Sirma Bilge, 2010, Rina Agarwala et Jennifer JihyeChun, 2019. Note de Carole Yerochewski.

3 AFL-CIO : American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations.

leadership porté par des figures féminines issues des luttes des travailleuses domestiques et des Centres de travailleurs (*workers centers*) ou parmi les récentes élues du Parti démocrate.

La situation est bien sûr contradictoire avec l'élection de Trump dont l'attitude du type « Après moi le déluge » ne diffère guère de celle des élites d'il y a un siècle. Même, ce qu'on voit aujourd'hui nous invite à nous demander si l'évolution du capitalisme historique n'a pas produit des classes dirigeantes particulièrement cruelles pour ignorer à ce point les niveaux choquants de dégradation des moyens de vivre et du bien-être de la majorité de la population dans le monde, pour minimiser les risques de conflits et d'émeutes sociales que la situation fait peser, ou pour croire qu'avec la technologie, elles seraient capables de se protéger de la montée des températures et du niveau des océans. Mais à côté de ces supputations, on voit très concrètement monter des mouvements qui proposent des visions pour aller au-delà du capitalisme historique afin de protéger les moyens de vivre de l'ensemble de la planète.

Le paradigme populiste

Identité, peuple et représentation

Stéphane Chalifour et Judith Trudeau

Professeur de sociologie et professeure de science politique au Collège Lionel-Groulx

Phénomène récurrent dans l'histoire du dernier siècle, le populisme serait-il devenu le paradigme dominant au sein des démocraties libérales ? Il serait pour ainsi dire à la fois l'expression d'une crise de la représentation et, sur le plan du discours, la référence archétypale d'un ensemble de pratiques mettant en jeu le corps du peuple et celui du pouvoir. En science, on dira qu'il y a changement de paradigme (modèle théorique, concepts, équation) lorsque se déploient les moyens de contourner une ou des anomalies générant, à terme, le passage à un nouveau cadre conceptuel¹. Or, nous assisterions, du point de vue politique, à l'émergence d'un nouveau paradigme justement au sens où le populisme tend aujourd'hui à s'imposer comme seule langue légitime de la transparence alors que, du point de vue performatif, il s'incarne dans une série d'actions toujours mieux assumées. Projet de « régénération » d'une démocratie confisquée par les élites autant de gauche que de droite, il se présente aux yeux des sans-voix, des sans-part et des désabusé.e.s, comme un substitut unificateur à un système qui fragmente et court-circuite les aspirations les plus profondes du peuple. Il est devenu un mode de faire de la politique en rupture avec les formes institutionnelles et représentatives qu'il se charge d'attaquer. Il est en cela, paradoxalement, consubstantiel à la démocratie au sens où il se présente comme une réponse dérivée à l'altération des mécanismes de délégation et du principe de volonté générale dans un contexte où la démocratie paraît, plus que jamais, fonctionner sans *démos*.

¹ C'est le philosophe des sciences, Thomas Kuhn, qui a le plus travaillé cette notion. Voir *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 2018.

Cette « déconsolidation » démocratique reposerait d'emblée sur la conjugaison d'un certain nombre de facteurs « destructurants » au premier rang desquels on retrouve le blocage des revenus dans les pays développés, la précarisation du travail et la montée d'un sentiment d'angoisse identitaire face au double enjeu posé par les vagues migratoires et la capacité d'intégration des pays d'accueil². La force du populisme renverrait ainsi à un sentiment diffus d'avoir perdu quelque chose et d'appréhender le déclin (réel ou imaginé) d'une figure identitaire aux multiples formes (la classe, la nation, le peuple « réel »). Qu'en est-il ?

Un monde fragmenté

Historiquement, les démocraties libérales se sont construites sur l'institution d'un sujet politique singulier, le citoyen – et la citoyenne –, dont la vertu première est de contribuer à la fondation d'une communauté symbolique abstraite³ qui transcende les seuls intérêts particuliers. De fait, c'est tout le volet politique de la modernité, postures conservatrices et progressistes confondues, qui est animé par la quête d'une certaine entité collective unitaire. Au-delà des contours idéologiques respectifs et de leurs finalités, libéralisme et socialisme ont ainsi partagé l'idéal d'une totalité irréductible à ses parties.

Or, plus d'un siècle et demi plus tard, force est de constater que l'héritier des révolutions bourgeoises, le « peuple des citoyens et des citoyennes » paraît s'être dissipé sous l'effet d'un processus d'individualisation finalement antinomique à toute forme collective structurée. Le « peuple social », quant à lui, celui de l'émancipation économique et de la lutte des classes, semble synchroniquement se décomposer sous les effets délétères de la mondialisation : la non-résolution de la question sociale et la fin des grands récits émancipateurs réduisant l'idéal du prolétariat à une utopie. Qui plus est, le déclin de l'État-providence a contribué – au cours des quarante dernières années – à remettre en question les grands principes de solidarité immanents à la social-démocratie, minant *de facto* l'idée d'une co-appartenance pourtant nécessaire à la reconnaissance réciproque. Il en est de même de la nation, figure totalisante aujourd'hui fragilisée par l'ouverture des frontières qu'imposent la mondialisation des marchés et les mouvements de population. Aux yeux des uns, la nation fait obstacle à la mobilité du capital alors qu'elle

2 Cédric Enjalbert, « Yascha Mounk : "Il faut se battre pour domestiquer le nationalisme" », *Philomag.com*, 20 septembre 2018, <www.philomag.com/lactu/breves/yascha-mounk-il-faut-se-battre-pour-domestiquer-le-nationalisme-36337>. Voir aussi Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Bellevaux (France), Éditions Dehors, 2014.

3 À titre d'exemple, la nation incarne cette totalité abstraite contrairement à la condition d'ouvrier qui renvoie plus concrètement à la condition sociale empirique de tel ou tel individu. Ainsi, être citoyen de la Cité implique de faire abstraction de ses particularités singulières afin de participer aux affaires de la Cité.

incarne, aux yeux des autres, un archaïsme qui fait obstacle à l'intégration et au métissage⁴.

À certains égards, la gauche aurait participé à ce processus de fragmentation. Tentées en effet par des formes de libéralisme culturel, des franges importantes de la gauche ont ainsi vu dans la reconnaissance des minorités ethniques (mais également de toutes les communautés ostracisées) une réponse à la potentielle dérive xénophobe. Aux États-Unis, les « élites progressistes » auraient donné ainsi l'impression que le bien commun ne se trouvait plus du côté des classes populaires précarisées, mais du côté d'individus et de groupes marginalisés. Pour Thomas Franck, cette valorisation de la différence identitaire, aussi légitime soit-elle, s'est trouvée cependant à rendre moins lisible le « corps social » littéralement fracturé en autant de points d'ancrage sans liens apparents entre eux⁵. Dépeignant le sort de ces formes « obsolètes » du peuple américain qui s'imposaient hier encore comme références centrales, Frank montre que des catégories sociales disparues du discours politique se sont mises à chercher la « sécurité » dans un univers moral moins perméable aux changements et à l'implacable nécessité de s'adapter aux nouvelles contingences. Emportée par les demandes de reconnaissance intrinsèque des droits légitimes des minorités, la nation aurait ainsi cessé, aux yeux de ces catégories, de porter la volonté générale, l'« ayant droit » (le bénéficiaire) supplantant le citoyen et l'espace public se réduisant à l'image d'un agrégat de désirs particuliers au sein d'un grand marché administré d'en haut en fonction de la capacité d'influence des demandeurs⁶. Sans qu'elle soit partout identique, cette dynamique s'est reproduite ailleurs en Occident.

En somme, nos sociétés seraient devenues plus « fluides » et politiquement moins intelligibles en raison du développement de formes nouvelles de subjectivisme et de tribalisme, lesquelles font obstacle à la cristallisation d'une identité collective (sociale, politique et territoriale) plus englobante. Cette absence de l'« un » aurait pavé la voie, d'une part, à la démocratie managériale dont les gestionnaires ne représentent plus un corps politique identifiable, et produirait par ailleurs des réflexes de crispation divers, dont la nostalgie d'un sujet unitaire souverain, mais exclusif, n'est qu'un des avatars. Contradiction irréductible de la modernité, le rapport entre la sphère individuelle et l'espace public tend en effet à disqualifier le politique entendu à la fois comme monde commun et capacité à se projeter collectivement dans un avenir qu'il nous incombe de dessiner.

4 Gérard Mauger, « "Populisme", itinéraire d'un mot voyageur », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014 ; « Tous populistes ! », *Le Monde diplomatique*, *Manière de voir*, n° 164, avril-mai 2019. Sur les dérives de la gauche, voir Mark Lilla, *La gauche identitaire*, Paris, Stock, 2018.

5 Laurent Bouvet, « Le sens du peuple », *Le débat*, n° 164, 2011, p. 136-143. Du même auteur, *Le sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Gallimard, 2012. Voir également, Ramdane Issaad, « "Le sens du peuple" est-il soluble dans la marchandise ? », *Médiapart*, 31 janvier 2012.

6 Voir Thomas Franck, *Pourquoi les riches votent à gauche*, Marseille, Agone, 2018, p. 165 et 389.

Individualisme et délitement du politique

Il nous faut donc comprendre en quoi nos sociétés seraient travaillées par des tensions qui, tout en coexistant, produisent simultanément des phénomènes en parfaite dissonance. La privatisation (s'accomplir, réussir sa vie, jouir des choses) inhérente à l'affirmation identitaire rend effectivement plus difficile le fait de donner un sens global à l'existence pouvant inciter – corollairement – à l'engagement politique que sous-tendraient de grandes causes collectives⁷. Tout cela atteste d'une tendance lourde à la dépolitisation visible dans la chute des taux de participation électorale et dans le désintérêt croissant pour des programmes de formation politique qui semblent tous interchangeables.

Nous serions entrés dans un univers où l'on ne se sent plus appartenir à un tout, comme si rien ne nous liait à des semblables : la société des individus correspondant à cette image de corps (individus et communautés restreintes) disséminés au sein d'une masse d'anonymes. L'horizon eschatologique d'un futur magnifié par l'action politique et la mobilisation a été remplacé par des préoccupations pragmatiques à court terme centrées d'abord sur le mieux vivre ici et maintenant et une certaine idée du bonheur privé, ce qui fut favorisé, comme nous l'avons énoncé plus haut, par le triomphe d'un mode fonctionnel de gestion pragmatique du social au cœur duquel technocrates et gestionnaires se substituent aux représentants.

Une stratégie des affects et des passions

Voilà pourquoi le populisme renverrait à une crise de la représentation que nourrissent de nouvelles configurations démographiques et sociologiques. C'est aussi pourquoi le « peuple » du populisme peut être interprété, dans ses intentions tout au moins, comme un acte de restauration de « l'être-ensemble »⁸.

La langue des populistes repose en effet sur la prétention – sans cesse répétée – d'incarner, dans la singularité de son chef (voire de ses chefs), ce « peuple-un » antagonique aux forces et menaces censées le dissoudre. Intrinsèquement lié à une vision « binaire » du monde, son manichéisme se déploie dans une stratégie de polarisation des enjeux se traduisant par leur radicale simplification et, corollairement, par la désignation de figures ennemies (le vrai contre le faux, le bien contre le mal, eux et nous, les élites et les vraies gens, la nation authentique contre les « autres »⁹) dont la fonction première est de mobiliser des masses d'individus qui partagent, dans leur solitude commune, une forme plus ou moins explicite de ressentiment. Cette dernière

7 Gilles Lipovetsky, *Plaire et toucher. Essai sur la société de séduction*, Paris, Gallimard, 2017, p. 293-295.

8 Pascal Ory, *Peuple souverain. De la révolution populaire à la radicalité populiste*, Paris, Gallimard, 2017, p. 179-188.

9 Marc Lazar, « Une nouvelle composante de la démocratie », *Le Débat*, n° 203, février 2019, p. 77-82.

émotion est un ressort efficace qui permet, comme le dit Ernesto Laclau¹⁰, de rejoindre plusieurs franges de la société en « instaurant », par le discours, un peuple symbolique dont les demandes contradictoires ne suffiraient toutefois pas à réunir sans le jeu des affects. Rejetant *l'a priori* essentialiste selon lequel le peuple est une réalité ontologique tangible et objective, Chantal Mouffe fait du populisme « de gauche » une stratégie de conquête du pouvoir (par « agrégation des demandes ») qui vise à canaliser des conflictualités en émergence. C'est dans le déploiement des affects ainsi libérés que se cristalliserait l'adhésion à un « nous » censé incarner le *demos*¹¹ : la différence entre les types de populisme renvoyant davantage à la manière de camper le rapport entre ce « nous » et « eux ».

Symptôme d'un individualisme exacerbé, l'émotion est donc le vecteur par lequel le populisme parvient à galvaniser des acteurs isolés que la solitude privait jusqu'ici d'un sentiment de prise sur le réel. Sa fonction fondamentale consiste à antagoniser les rapports politiques de manière à faciliter la fondation d'un sujet collectif se présentant comme le peuple. Au-delà de la dimension sociologique du phénomène et des fondements rationnels des demandes qu'il prétend véhiculer, ce qui met en marche et cimente le phénomène populiste est de nature psychologique, son terreau étant fertilisé par le sentiment d'impuissance et la colère vécue sous un mode tragique¹². Sa force réside dans sa capacité séductrice à traduire – expressivement – l'invocation de « grandes actions » collectives contre l'immobilisme des élites (la bureaucratie entre autres choses), ce qui le rend apte à transcender certains clivages par la consolidation d'une espèce d'énergie irradiante. C'est ce que l'on constate autant dans l'Amérique de Trump que dans les pays européens aux prises avec la montée des droites radicales.

Dans ses prétentions, le style populiste est en rupture avec les codes politiques traditionnels d'un système politique fonctionnant à la verticale. Il est l'envers conséquent de la désagrégation du corps social au sens où l'individualisation favorise la mise en scène de personnalités dont l'apparente proximité (chaleur humaine, parler-vrai, sincérité) donne l'impression d'être plus présent, plus en phase avec soi dans un contexte où la frontière entre le privé et le public devient poreuse. La « peopolisation » de la vie politique traduit d'ailleurs cette aspiration égalitaire qui incite à une dynamique de rapprochement de l'un à un où se met en forme, à travers des reportages photo « indiscrets » et des témoignages « spontanés » sur le ton de la confiance, l'incarnation personnifiée de soi-même comme de la communauté

10 Frederico Tarragoni, « Le peuple selon Ernesto Laclau », *La vie des idées*, 3 novembre 2017. Voir aussi, Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

11 Pierre Crétois, « Peut-on défendre le populisme ? », *La vie des idées*, 17 janvier 2019.

12 Alexandre Dorna, « Faut-il avoir peur du populisme ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003.

perdue¹³. La prestation divertissante de l'acteur politique tend alors à prédominer par rapport au fond du discours, l'argumentaire ne visant qu'à restituer le double visage de la proximité et de la totalité retrouvée.

C'est ce sentiment d'aller de l'avant au sein d'une entité collective semblant faire corps, tant par son audace que par sa volonté apparente de transgresser les silences comme le *statu quo*, qui donne à ceux et celles qui s'y engouffrent le sentiment qu'il y a là une forme de réparation¹⁴.

Au-delà des cibles et des buts recherchés, ce qu'il y a de commun aux populismes, c'est ainsi la volonté de se constituer en un relais véritable de revendications populaires éparses. Les populistes s'investissent d'une capacité : celle de traduire la « volonté authentique » du peuple, d'abord dans la conquête du pouvoir politique, puis – ultérieurement – dans une forme de « gouvernance » de proximité en rupture avec la pure gestion comptable. Nous sommes ici, manifestement, dans un registre amplifié de la mise en forme du collectif par la mobilisation et la gestion des émotions que favorise une culture de l'expression immédiate des sentiments au sein de laquelle le désir d'être entendu appelle, dans sa traduction politique, un relais plus direct que ne semblent plus avoir les anciennes formes de médiation institutionnelles¹⁵.

À la fois paradigme durable et impasse

Ce qui précède explique pourquoi il nous est permis de considérer l'idée de paradigme durable comme étant inscrite dans le processus historique de la démocratie : celle-ci posant, dans sa nature même, le problème récurrent de l'unité du peuple et des modalités de la participation citoyenne à la vie de la Cité¹⁶. Sous l'effet de ses contradictions (individu et société, économie et politique, etc.), la démocratie s'est désincarnée faute de voir se reproduire un sujet politique transcendant, d'où cette idée d'une démocratie sans *demos*¹⁷ et d'une société sans peuple.

Cela dit, il importe de s'interroger sur la manière dont les populismes définissent, au-delà de la désignation d'un « acteur collectif » prétendu, la participation de ce dernier une fois le pouvoir conquis. Comme nous l'avons vu en effet, le populisme est d'abord un mode de mobilisation dont la prétention est d'incarner durablement un sujet politique qu'il serait apte à fixer. C'est cette prétention qui en fait l'originalité et qui peut laisser croire à son caractère radical. Faut-il pour autant y voir la voie d'une recomposition/refondation de la démocratie ?

Si la pérennité des mouvements populistes renvoie à leur capacité à reproduire et à entretenir la foi des foules, les régimes qui en sont issus sont pour l'essentiel autoritaires. Or il ne saurait en être autrement. En effet, s'il demeure présent dans le

13 Lipovetsky, 2017, *op.cit.* p. 272-273. Voir sur le même sujet, Judith Trudeau, « Justin Trudeau dans la matrice *people* », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 17, 2017, p. 26-35.

langage, le peuple des populistes demeure néanmoins une entité passive destinée à être gouvernée en raison même de sa fluidité et du caractère incertain des réalités sociologiques auxquelles il renverrait. Dans ce sens, le populisme ne préside pas tant à une restauration de la figure du citoyen délibérant et de la « participation populaire », qu'à la canalisation, sous des formes spectaculaires, du mépris des vieux partis. Car en dépit de leurs prétentions radicales, les partis populistes demeurent eux aussi des appareils.

Le populisme a toutefois ceci de différent qu'il vise à entretenir la légitimité de ceux et celles qui accèdent au pouvoir, par et au nom du peuple, par l'irrigation de mécanismes partisans propres à faire retentir la voix du peuple désigné qui n'est jamais pour autant le « peuple réel ». Ce dernier, dans son insaisissable et irréductible diversité, renvoie peut-être – en dernière analyse – à ce que Negri appelait la « multitude » entendue ici comme réalités à la fois protéiformes et mouvantes¹⁸. Ce qu'il y a de réel, cela dit, c'est le désarroi tangible de catégories plurielles et isolées dont la colère est habilement canalisée par une « dynamique des passions » apte à redonner, contre la dislocation, un peu de substance à la figure sociale du commun¹⁹. À l'ère de l'opinion, les partis populistes font « parler » la « majorité silencieuse » laissant croire, et c'est là le danger, à la possibilité concrète d'une volonté unanime autorisant ses « authentiques » porte-voix à aller au-devant de ses demandes. En ce sens, le populisme de gauche ne saurait, à nos yeux, représenter une alternative valable.

Que conclure alors ? D'abord que les populismes ont le mérite de repolitiser un espace public aseptisé par l'idéologie managériale et la vacuité idéologique. C'est pourquoi ils paraissent, dans un contexte de crise comme celui que nous traversons, à la fois comme un aboutissement logique salutaire, mais aussi comme une impasse. La complexité est manifestement peu compatible avec la prétention à condenser politiquement une volonté générale saisie dans son unicité. Le populisme, qu'il soit de gauche ou de droite, porte en germe le danger d'une dérive autoritaire justement parce qu'il prétend être en totale proximité avec le peuple. Face à cette tentation et devant l'état actuel des démocraties libérales, il vaut mieux miser, plus modestement, sur la multiplication d'« activités politiques » non conventionnelles (manifestations et occupations par exemple) et la consolidation de contre-pouvoirs (collectifs de citoyens et citoyennes, associations étudiantes, comités de quartier, syndicats autonomes, groupes d'affinités, etc.) garants de véritables délibérations, à de plus petites échelles, sans pour autant que ces assemblées, à défaut de se prendre pour le « tout », puissent incarner – dans leur réseautage – une certaine idée du peuple.

18 Antonio Negri et Michael Hardt, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.

19 Christian Ruby, « Foule, masse, multitude ou peuple », *Nonfiction*, 26 mars 2019, <www.nonfiction.fr/article-9810-foule-masse-multitude-ou-peuple.htm>. Également, Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *Le Monde*, 21 juillet 2011.

Le climatoscepticisme sous l'aile de la droite radicale

Claude Vaillancourt
Écrivain

Dans le meilleur des mondes, on rejetterait le climatoscepticisme du revers de la main. Nier la science avec autant d'acharnement ne mérite pas tant d'attention. Mais les progrès de cette tendance dans l'opinion publique ont fait des ravages. Au point de contribuer à faire élire, dans deux des pays les plus puissants du monde, les États-Unis et le Brésil, des climatosceptiques notoires, avec un gigantesque pouvoir de nuisance. Nous en ressentirons les conséquences à long terme. Combattre cette tendance devient alors un enjeu vital.

Il existe plusieurs types de climatosceptiques, mais ramenons-les à deux catégories. D'abord le citoyen lambda qui, pour diverses raisons, a tendance à se nourrir de théories plus ou moins crédibles, et qui parvient à croire que le réchauffement climatique causé par l'être humain est une théorie discutable. Certains d'entre eux nient férocement alors que d'autres entretiennent un sérieux doute.

Puis, il y a les climatosceptiques par intérêt. Ceux-là ont calculé que refuser d'admettre la réalité des changements climatiques leur permettra d'encaisser des milliards de dollars. L'accumulation de profits immédiats vaut beaucoup mieux que des spéculations sur l'avenir de l'humanité. Nier les changements climatiques, c'est vendre plus d'énergie fossile, limiter les réglementations qui font entrave à ce marché, ne pas avoir à assumer les importantes externalités liées à ce commerce.

Plusieurs chercheurs et chercheuses ont comparé, à juste titre, la stratégie de ce climatoscepticisme à celle des compagnies de cigarettes semant le doute sur les effets nocifs de leurs produits sur la santé, afin de continuer à en vendre toujours plus. Il s'agit là d'une manœuvre cynique et sans scrupules, comme permet de le

constater un mémo interne de la compagnie Brown & Williamson : « Notre produit, c'est le doute, car c'est le meilleur moyen de rivaliser avec la somme de faits et d'informations qui occupe l'esprit du grand public. C'est aussi le moyen d'établir qu'il existe une controverse¹ ».

Financer le climatoscepticisme

Fabriquer un tel déni, allant si ouvertement à l'encontre de la recherche scientifique, demande d'importants investissements pour qu'il puisse être efficace. Ce qui n'est certes pas un obstacle pour ceux qui seront les plus importantes sources de financement de cette fraude scientifique : Exxon Mobil, la plus grande compagnie pétrolière et les frères Charles et David Koch, milliardaires à la tête de Koch Industries, un conglomerat spécialisé dans le raffinage du pétrole, les produits chimiques, les produits dérivés du pétrole.

L'attitude d'Exxon Mobil est d'autant plus inacceptable que l'entreprise a été l'une des premières à reconnaître la réalité des changements climatiques et a même financé de la recherche sur le sujet. Puis, à partir de 1990, elle a brusquement changé de cap. Son offensive a été spectaculaire. Selon l'Union of Concerned Scientists, elle aurait donné 16 millions de dollars, entre 1998 et 2005, à au moins 43 organisations remettant en cause la réalité des changements climatiques. Des porte-paroles de la compagnie ont nié publiquement que le réchauffement de la Terre était un problème majeur. Pendant 15 ans, la firme s'est payé de la publicité négationniste dans les principaux journaux étatsuniens et les a bombardés de communiqués². Selon le site *Carbon Brief*, Exxon Mobil n'a pas craint de soudoyer des scientifiques pour nier les faits reconnus par la quasi-totalité de leurs collègues : plus de 900 articles auraient été subventionnés par l'entreprise, avec comme « chercheur » champion, un dénommé Sherwood B. Idso, auteur de 7 % de ces textes et président du Center for the Study of Carbon Dioxide and Global Change, lui-même financé en grande partie par Exxon.

La contribution des frères Koch est moins précise tant ceux-ci ont semé à tout vent, déboursant d'importantes sommes pour les causes les plus conservatrices, mais aussi pour la culture, afin de se donner une bonne image. Leur implication dans la négation des changements climatiques n'est pas stimulée uniquement par leurs intérêts financiers, mais aussi par leur adhésion sans réserve et passionnée à l'idéologie libertarienne – dont la propagation leur permet de faire croître leur fortune, l'une des plus

1 Cité par Stéphane Horel dans *Lobbytomy. Comment les lobbies empoisonnent nos vies et la démocratie*, Paris, La Découverte, 2018, p. 28.

2 Parmi les nombreux textes écrits sur le sujet, celui-ci est intéressant : Katie Jennings, Dino Grandoni et Suzanne Rust, « How Exxon went from leader to skeptic on climate change research », *Los Angeles Times*, 23 octobre 2015.

importantes au monde³. Le site *KOCH CASH*, qui s'est donné comme mandat de démontrer l'influence des deux frères, présente une analogie qui a beaucoup circulé : les frères Koch sont comparés à une pieuvre avec ses multiples tentacules⁴. Le nombre d'organisations financées par la fratrie est phénoménal. Cela va de la recherche scientifique aux fausses organisations populaires (*grassroot*), aux lobbyistes, aux collaborateurs dans le milieu de la justice, aux *think tanks* (parmi les plus connus, le CATO Institute, l'Heritage Fondation, le Fraser Institute).

La négation des changements climatiques est l'une de leurs plus importantes batailles, avec celle contre un système de santé public. Selon Greenpeace, entre 2007 et 2017, les frères Koch auraient donné près de 130 millions de dollars à 92 organisations pour contredire les experts du climat, un montant qui dépasse les dons d'Exxon. L'effet de martèlement, provoqué par un pareil arsenal de propagande et de recherches pseudo-scientifiques et produit par des organismes aux noms d'apparence respectable, a fini par marquer l'esprit d'un vaste public. Bien qu'il soit difficile de démontrer concrètement l'effet de ces publications et de cette présence médiatique, il n'en reste pas moins qu'en 2013 aux États-Unis, seulement 40 % de la population considère que les changements climatiques sont un problème sérieux⁵ – un pourcentage qui atteint 59 % en 2018. Cette propagande a aussi ses effets à l'étranger, alors que l'influence des États-Unis continue à être importante et alors que les organisations financées par les frères Koch ont aussi des ramifications à l'extérieur du pays.

Exxon et les frères Koch profitent du prestige associé à leur puissance et à leur fortune, ce qui donne encore plus d'impact aux idées qu'ils diffusent. Leur scepticisme alimente une grande chaîne d'intérêts qui profite d'une pareille négation de la science. D'abord les entreprises qui leur sont directement reliées. Mais aussi les fabricants d'automobiles et l'industrie de la publicité qui se nourrit de revenus tirés de ces dernières et de ses concessionnaires. En profitent également les médias qui se financent en grande partie par la publicité. Sans oublier les marchés financiers qui spéculent sur la valeur des énergies fossiles, une grande source de revenus. Et portés par ce mouvement, des citoyens et citoyennes ordinaires reprennent ces idées négationnistes en croyant qu'il s'agit de vérités aussi solides que les autres et s'en servent comme prétexte pour maintenir un mode de vie qu'ils ne veulent pas changer.

L'industrie automobile, en particulier, a elle aussi investi considérablement pour convaincre les gouvernements de ne pas prendre de mesures strictes pour limiter

3 Avant la mort de David Koch, la fortune des deux frères faisait d'eux la deuxième famille la plus riche aux États-Unis. Selon Investopedia, elle était évaluée à 99 milliards de dollars.

4 Voir le site <kochcash.org>. Cette pieuvre porte en anglais le nom de *Kochtopus*.

5 Moira Fagan et Christine Huang, « A look at how people around the world view climate change », Pew Research Center, 18 avril 2019, <www.pewresearch.org/fact-tank/2019/04/18/a-look-at-how-people-around-the-world-view-climate-change/>.

le réchauffement climatique à 1,5°C, comme on en a convenu dans l'Accord de Paris. Leurs démarches ressemblent davantage à du lobbying plutôt classique, un jeu de coulisses leur permettant de contrôler la réglementation qui les concerne⁶. Cette activité contredit les bonnes intentions de ces entreprises qui affirment publiquement qu'elles appuient les initiatives pour combattre les changements climatiques. Bien qu'elles ne s'associent pas au climatoscpticisme, elles profitent tout de même d'une inertie de la part des gouvernements qui leur permet de vendre toujours plus d'automobiles, avec une prédilection pour les véhicules utilitaires sport (VUS), particulièrement polluants, mais qui leur assurent une excellente marge de profits.

Dans l'antre des conservateurs

Après des années de climatoscpticisme, il est légitime de se demander si cette opération de propagande a été un succès ou un échec. D'une part, elle n'a pas réussi à ébranler le milieu scientifique qui continue à alarmer la population et qui a même revu à la hausse ses prévisions concernant les effets dévastateurs des changements climatiques. Le climatoscpticisme, s'il a encore de nombreux adeptes, paraît de moins en moins légitime et défendable. Son soutien financier a d'ailleurs subi une réduction.

Mais ses ravages se font beaucoup trop sentir. Les grands industriels qui l'ont propagé ont atteint un de leurs principaux objectifs : gagner du temps. Pendant qu'on débat à savoir si oui ou non les changements ont bel et bien lieu et s'ils sont dus à l'être humain, le pétrole continue à couler à flots, y compris de sources toujours plus polluantes, comme le pétrole de schiste ou celui des sables bitumineux, et les automobiles se vendent en grand nombre. Les profits s'accumulent par milliards, alors que la planète continue à se réchauffer.

Le climatoscpticisme s'inscrit naturellement dans l'idéologie de la droite radicale. Le libre marché, dans son acception la plus radicale défendue par le courant libertarien, justifie très bien cette position. D'abord, pour les purs et durs, parce qu'il ne peut pas commettre d'erreur. Admettre que le libre marché peut mener à des catastrophes, c'est aussi reconnaître une cuisante réfutation du dogme. Mais surtout, la lutte contre les changements climatiques nécessite une transformation du rôle de l'État, qui ne doit plus être au service des entreprises, comme il l'a été ces dernières années, mais doit assumer d'importantes responsabilités face aux populations, comme réglementer les firmes, limiter les émissions de CO₂, se lancer à fond dans la transition énergétique. Cette dernière nécessite d'importants investissements, dont plusieurs seront publics.

6 Sandra Laville, « Carmakers among key opponents of climate action », *The Guardian*, 10 octobre 2019.

Les climatosceptiques adoptent d'autres causes conservatrices, en vrac, de façon variable, comme le combat contre l'immigration, celui contre l'avortement ou en faveur de la libre possession des armes. Au Québec, par exemple, le climatoscepticisme est principalement défendu par les radios privées, dites « radios poubelles », de la région de Québec et par certains chroniqueurs de Québecor. Ces entreprises s'intègrent dans la chaîne d'intérêts dont nous parlions plus haut : elles reçoivent une grande partie de leur financement des fabricants d'automobiles et de leurs concessionnaires, alors que l'étalement urbain favorise le transport privé. À Québec, la campagne de ces médias en faveur d'un troisième lien, un improbable tunnel sous le fleuve Saint-Laurent, dont les effets négatifs ont été soulignés par nombre d'experts, est l'une des plus importantes conséquences de leur engagement.

Pour se donner une caution scientifique, la radio privée de Québec a fait appel à Reynald Du Berger, un professeur retraité de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Celui-ci a pourtant cessé depuis longtemps de publier des articles scientifiques, et en tant que sismologue, il n'a pas de compétence particulière pour comprendre le phénomène des changements climatiques. À sa croisade contre les « climatorédempteurs » s'ajoute un combat contre l'islam qu'il dénonce par des propos farfelus, par exemple : « Il n'y a qu'un seul islam qui ordonne, pas permet, à tous les musulmans d'exterminer, par égorgement de préférence, tous ceux qui ne veulent pas adhérer à la doctrine de l'islam⁷ ». La défense de ces deux causes qui n'ont rien à voir entre elles crée un curieux amalgame. Mais leurs dénominateurs communs sont une grande irrationalité et une intégration dans un système idéologique très conservateur qui reste difficilement ébranlable par des arguments rigoureux.

La carte électorale des dernières élections fédérales au Québec reflète de pareilles prises de position. Bien que le Parti conservateur ne soit pas anti-immigration, il est nettement le plus à droite dans le spectre des partis politiques au Canada (si on exclut le Parti populaire du Canada qui n'a fait élire aucun député). Il est aussi celui qui demeure le plus favorable à l'industrie pétrolière et, de loin, le moins ambitieux pour combattre les changements climatiques. Avec des médias très populaires diffusant les idées de la droite radicale, il n'est pas surprenant que la région de Québec, cohérente avec elle-même, ait élu la quasi-totalité des conservateurs au Québec.

Trump, Bolsonaro, Poutine

L'un des grands obstacles à la transition écologique est la présence de chefs d'État climatosceptiques à la tête de pays d'une importance capitale en ce qui concerne la protection de l'environnement, plus particulièrement les États-Unis, le Brésil et la

7 *DH en 90 minutes*, avec Reynald Du Berger et Dany Houle, CHOI Radio Québec, 12 octobre 2017. Le site *Sortons les radios-poubelles* a fait une importante recension de ses propos en onde, <<https://sortonslespoubelles.com/tag/reynald-du-berger/>>.

Russie. Les États-Unis constituent les deuxièmes plus grands producteurs de CO₂ et leur modèle économique axé sur une consommation sans limites est celui que de nombreux pays et individus cherchent à adopter. Le Brésil a sur son territoire un puits de carbone d'une importance majeure, la forêt amazonienne, qui demande une impeccable protection alors qu'elle se fait gruger de partout. Quant à elle, la Russie, le plus grand pays au monde, possède aussi d'immenses forêts à préserver (25 % de la surface forestière mondiale), une importante industrie lourde polluante et très peu de préoccupations environnementales.

Il s'agit aussi de pays où les idées de la droite radicale sont très bien implantées dans les partis au pouvoir et largement diffusées dans les médias. Leurs chefs d'État, bien qu'œuvrant dans des contextes très différents, partagent certaines caractéristiques importantes : ils aiment gouverner de façon autoritaire, ont peu de respect pour les institutions, s'opposent à l'immigration, soutiennent une exploitation sans limites des ressources naturelles, s'appuient sur des religieux ultraconservateurs et accordent peu de place aux femmes, quand ils ne sont pas carrément misogynes. Bolsonaro et Poutine sont en plus homophobes et hétérocentrés. Le climatoscepticisme affirmé de ce triumvirat leur permet de laisser les entreprises détruire l'environnement et agir comme s'il n'y avait aucune nécessité d'entreprendre une transition énergétique. Trump se permet même de forcer son pays à faire marche arrière, en se retirant de l'Accord de Paris, en enlevant à la Californie le droit de fixer ses propres normes sur les émissions de gaz à effet de serre pour les véhicules (alors qu'elle est un chef de file en la matière), et en s'attaquant au principe de la tarification du carbone⁸.

Combattre le climatoscepticisme

Le défi de la transition écologique est aussi d'entreprendre un véritable combat idéologique contre la droite radicale. Le climatoscepticisme a en effet changé de visage. Il réduit son champ d'action : il est prêt à admettre, du bout des lèvres, que le réchauffement climatique existe, qu'il pourrait être causé par l'être humain, mais tient à dire qu'il n'y a ni urgence ni crise climatique⁹. Il a perdu pour de bon la bataille de la crédibilité et de la justification scientifique. Le doute qu'il est parvenu à implanter pendant quelques années disparaît. Le climatoscepticisme ressemble de plus en plus à une croyance, que ses adeptes défendent comme telle, qui s'inscrit, nous l'avons vu, dans une vision ultraconservatrice de la politique et de l'économie.

Le climatoscepticisme est loin d'être innocent. Le retard qu'il a causé et qu'il cause encore dans la lutte contre les changements climatiques mènera à des catastrophes

8 Sur le sujet : Julie-Pier Nadeau, « La Californie, en "vert" et contre Trump », *Le Devoir*, 29 octobre 2019.

9 Ce qu'on peut constater dans une lettre adressée le 23 septembre 2019 au secrétaire général des Nations unies et signée par 500 « scientifiques », dont le Québécois Reynald du Berger.

dont il est difficile de prendre l'exacte mesure maintenant. La campagne de désinformation, en toute connaissance de cause du problème, entreprise par Exxon Mobil et les frères Koch, ne relève pas de la liberté d'expression, mais bien d'une grande irresponsabilité, d'une attitude criminelle mettant la vie d'un grand nombre de personnes en danger.

Il pourrait être possible de les accuser d'écocide, que l'on définit comme la destruction d'un écosystème par l'être humain. Cette notion est controversée et n'obtient pas – encore – de reconnaissance dans le droit international. Cependant de nombreux militants et militantes font pression pour qu'il en soit ainsi et se servent de ce concept pour démontrer que les responsables du changement climatique ont des comptes à rendre devant la loi.

Mais la principale voie pour vaincre le climatoscepticisme est de s'attaquer à la droite radicale, puisqu'elle en fait clairement la promotion et l'intègre à sa vision du monde. Le néolibéralisme est aussi à blâmer : malgré une approche qui semble plus conciliante et bien qu'il affirme être prêt à se remettre en cause – sans grande conviction toutefois –, il continue en fait à défendre une économie qui permet difficilement de contraindre les entreprises. Ce double discours s'observe, nous l'avons vu, chez les fabricants d'automobiles qui continuent à favoriser les véhicules polluants, mais aussi chez le gouvernement Trudeau qui se dit préoccupé par l'environnement tout en achetant l'oléoduc Trans Mountain, ou encore chez la plus importante firme de gestion d'actifs, BlackRock, qui défend publiquement le développement durable tout en investissant en priorité là où cela rapporte le plus, par exemple dans les hydrocarbures et autres entreprises polluantes.

Le néolibéralisme conserve une certaine vulnérabilité par son hypocrisie et ses contradictions. Par contre, la droite radicale n'est pas effleurée par le doute. Ses prises de position la marginalisent cependant, même si elle profite du soutien sans faille d'une base solide et convaincue. Les faiblesses évidentes des gouvernements Trump et Bolsonaro permettront peut-être de changer la donne et de démontrer les dangers de leurs politiques. Mais l'attraction très forte que les médias très à droite exercent demeure inquiétante et sa ferveur décomplexée continue à produire de l'effet – on le voit entre autres par la campagne particulièrement agressive qu'ils ont menée contre la militante Greta Thunberg, ou, au Québec, par les encouragements qu'ils offrent au gouvernement Legault de maintenir des projets aussi dommageables pour l'environnement que le troisième lien à Québec et le gazoduc de GNL.

Le climatoscepticisme doit se combattre sur une base plus large que ce qu'on a fait lors de son apparition. Il ne s'agit plus d'argumenter avec lui ou de tomber dans le piège de discuter de sa légitimité. Le grand défi est peut-être de trouver des façons de rejoindre les déçus de la mondialisation et les grandes victimes des inégalités

sociales qui se sont tournées vers l'extrême droite. Leur faire la démonstration que les politiques qu'ils soutiennent vont à l'encontre de leurs propres intérêts ne sera jamais facile, même si de très nombreux faits sont là pour le prouver. Il faut lutter contre une propagande qui marque des points par ses constats simplistes. Le grand problème, c'est que le temps pour se lancer dans une véritable transition écologique est limité. Le climatoscepticisme, sous ses diverses incarnations, nous rappelle l'importance de ne pas négliger le facteur idéologique dans la lutte contre les changements climatiques.



Photo : André Querry

Enjeux nationaux et internationaux

Coalition avenir Québec, des impasses en perspective

Bernard Rioux

Rédacteur à Presse-toi-à-gauche et militant de Québec solidaire

Les élections québécoises de 2018 ont constitué un choc pour plusieurs. Les partis dominants, le Parti québécois (PQ) et le Parti libéral du Québec (PLQ), sur la scène politique québécoise depuis des décennies, ont été radicalement affaiblis. Ces élections auront surtout révélé le caractère fragmenté de la société québécoise qui se traduit par des clivages inquiétants tant sur le plan ethnoculturel et générationnel que sur le plan idéologique (l'axe gauche-droite) et régional. Plus de cent circonscriptions ont par ailleurs élu une ou un député fédéraliste à l'Assemblée nationale alors qu'elles portaient au pouvoir la Coalition avenir Québec (CAQ), un parti qui se dit à la fois nationaliste et fédéraliste.

I. Les bases de la redéfinition du champ politique partisan

Le recul des grands partis est d'abord l'expression à la fois d'une méfiance d'une majorité d'électeurs et d'électrices envers les élites dirigeantes et d'une volonté de changement qui va à l'encontre des loyautés traditionnelles envers les organisations partisans. L'usure des vieux partis qui se sont relayés au gouvernement au cours des dernières décennies aura permis quant à elle l'émergence victorieuse de la CAQ, laquelle a su se présenter comme l'incarnation du changement.

Le PLQ au pouvoir a créé les conditions de son isolement dans la société québécoise

Les politiques néolibérales déjà mises en place par les gouvernements péquistes de Bouchard et Landry ont été systématisées par les gouvernements libéraux de Charest

et Couillard. Ces politiques faites de coupes dans les réseaux de l'éducation et de la santé, de la poursuite obsessionnelle de l'équilibre budgétaire (au mépris des services publics) et d'une fiscalité favorisant le développement des inégalités ont fini par ternir l'image du Parti libéral impliqué par ailleurs dans de nombreux scandales de corruption. Le PLQ s'est fait le défenseur des objectifs stratégiques de la bourgeoisie canadienne : soutien à une économie extractiviste, appui à la construction de pipelines pour permettre l'exportation de pétrole tiré des sables bitumineux et ouverture du Québec à l'exploitation des gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent. Enfin, le PLQ a tergiversé sur la défense de la langue française et des droits nationaux du Québec à un point tel qu'il a favorisé le recul du français particulièrement dans la région de Montréal de même que l'empiètement des compétences du Québec par Ottawa, ce qui aura sans doute contribué à la perte de sa base électorale du côté de la majorité francophone.

Le Parti québécois, un parti qui s'est vidé de tout espoir d'émancipation

Désorienté par la défaite référendaire de 1995, le Parti québécois semblait irrévérablement décliner. Père du déficit zéro, Lucien Bouchard s'est fait l'apôtre de l'idée selon laquelle la souveraineté devait passer par cette « condition gagnante », écartant *de facto* toute autre initiative en faveur de la souveraineté. Ce legs sera transféré aux Landry, Boisclair, Marois, Péladeau et finalement Jean-François Lisée. L'offre politique du PQ sera de plus en plus contradictoire et forcément moins attractive : rejet de la perspective référendaire – élection après élection – ; oscillation entre des visées sociales et libérales (ou ouvertement néolibérales) sur le terrain des rapports aux classes populaires ; maintien du soutien au libre-échange bien qu'il soumette le Québec aux intérêts des multinationales ; promotion d'un nationalisme identitaire fondé sur un discours de méfiance quant aux dangers de l'immigration et à l'égard des minorités ; politique environnementale oscillant entre le soutien à l'exploitation des hydrocarbures et un capitalisme vert plus ou moins assumé.

Cette orientation incohérente a fini par vider le PQ de tout projet émancipateur poussant ce dernier à carburger à un nationalisme régressif. Comme pour le PLQ, le destin du PQ a contribué à ouvrir l'espace dans lequel le parti de François Legault a pu s'imposer.

Le lancement de la CAQ, un parti de droite fédéraliste et nationaliste

En 2009, François Legault quitte le PQ et se retire de la vie politique. À son retour sur la scène en 2011, il publie avec le financier Charles Sirois et d'autres un manifeste qui déclare que la polarisation souverainisme/fédéralisme est maintenant dépassée. Selon ces auteurs, l'incapacité de trouver une solution rassembleuse à la question nationale impose une autre voie destinée à réaliser une unité renouvelée de tous les nationalistes québécois. Legault promet alors qu'il ne tiendra jamais de référendum.

Les politiques proposées par la CAQ visent à répondre aux objectifs de la classe dominante : (a) remettre en question les acquis (universalité et gratuité des services sociaux) et privatiser des secteurs importants des services publics ; (b) faire du paiement de la dette une priorité et rétablir l'équilibre budgétaire par la réduction des dépenses sociales ; (c) affronter les « corporatistes » (s'attaquer aux droits syndicaux) ; (d) imposer une décentralisation compétitive pour mieux pressurer et contrôler les employé.e.s des divers réseaux ; (e) marginaliser la perspective de l'indépendance du Québec.

Les campagnes électorales de 2012 et de 2014 seront ainsi l'occasion pour la CAQ de séduire des électrices et des électeurs dégoûtés par les effluves de la corruption qui exhalent du Parti libéral du Québec. Ce jeune parti se présente aussi comme une carte que les affairistes veulent se donner pour remplacer un PLQ discrédité. À cet effet, François Legault sait utiliser son capital relationnel afin de mettre en orbite un discours politique « rassembleur » susceptible d'attirer de futurs aspirants. De sondage en sondage, sa coalition émerge, jusqu'en 2018, comme le foyer de ralliement des mécontents, stratégie qui finalement s'avérera efficace.

II. Un gouvernement de la droite nationaliste défenseur du fédéralisme canadien

Les élections d'octobre 2018 ont été l'occasion pour le parti de François Legault de récolter ce qu'il avait semé sur un terrain somme toute favorable. La victoire de la CAQ consolide la marginalisation du PLQ du côté fédéraliste et place Legault à la tête d'un bloc nationaliste qui s'impose contre le bloc souverainiste dirigé par un PQ moribond. Le chef de la CAQ a développé un double discours construit sur mesure pour les différentes classes. Il s'adresse d'abord à l'élite économique du Québec en lui promettant d'agir comme un ressort dans sa course à la mondialisation et à son expansion sur le marché international. Il développe de plus une orientation nationaliste chauvine sur les questions de l'immigration et promeut une laïcité identitaire qui lui permet de consolider une base électorale chez les nationalistes.

Un gouvernement au service de l'élite économique

La majorité de sa députation se recrute parmi les cadres des administrations publiques, des entreprises privées, des professionnel.le.s de la politique et des petites et moyennes entreprises (PME). Les cadres en provenance du secteur financier occupent les postes stratégiques au ministère des Finances (Éric Girard), au ministère de l'Économie et de l'Innovation (Pierre Fitzgibbon) et au Conseil du trésor (Christian Dubé). La logique de François Legault est claire. L'autorité politique doit être détenue par une minorité de riches et d'experts liés aux lobbies économiques et financiers. La classe d'affaires sera donc bien servie. Déjà, le premier ministre promet une baisse

d'impôt pour les plus riches et pour les entreprises, la privatisation de services publics et un pragmatisme manœuvrier pour faire face aux pressions des environnementalistes. Les travailleurs, les travailleuses et les employé.e.s qui forment la classe populaire, soit la vaste majorité de la population, sont totalement exclus de la députation de la CAQ.

François Legault s'est aligné sur le fédéralisme de la vaste majorité de la bourgeoisie québécoise, laquelle a abandonné toute velléité de « faire sortir l'économie québécoise des ornières de la dépendance à l'égard des métropoles étrangères¹ ». Pour cette élite économique devenue apatride, il n'est désormais plus question de se laisser guider par une orientation nationale, la mondialisation capitaliste dictant désormais l'effacement des frontières. Cela explique les différents accords de libre-échange, la recherche de créneaux d'investissement sur la scène internationale et l'ouverture plus marquée aux investissements internationaux. Lors de son premier voyage officiel à Davos, en janvier 2019, François Legault a multiplié les rencontres avec les grands patrons des multinationales (Airbus, Volvo, ABB, Suncor et IBM). Déjà bien installées au Québec, ces industries ont été invitées à investir davantage dans un Québec présenté comme une économie où les tarifs en électricité et les coûts de main-d'œuvre sont peu élevés, mais où le gouvernement se montre ouvert aux crédits d'impôt et autres aides financières directes. De passage aux États-Unis un peu plus tard, le premier ministre du Québec a réitéré son intention de faire exploser les investissements étrangers privés au Québec.

Un gouvernement qui veut faire preuve de fermeté face aux revendications syndicales et populaires

François Legault a promis durant la campagne électorale de s'attaquer au gaspillage et de couper 5000 postes dans la fonction publique. Le ministre Éric Girard nous dit que cela se fera dans les quatre prochaines années. Le premier ministre s'oppose à la hausse du salaire minimum à 15 dollars l'heure. Il dit vouloir créer des emplois bien payés, mais pas question de mieux payer les emplois existants. Il refuse toute redistribution de la richesse par une réforme qui instaurerait une fiscalité plus équitable. Le premier ministre affirme maintenant qu'il ne reculera pas devant les groupes de pression – les syndicats notamment – ou devant la mobilisation. Face au lock-out des travailleurs de l'Aluminerie de Bécancour inc. (ABI), il demande au syndicat de faire un compromis et accuse le syndicat de ne pas être « raisonnable ». François Legault avait déjà manifesté son penchant pour les grandes entreprises en soutenant Uber contre les chauffeurs de taxi.

1 François L'Italien, « Du Québec inc. au Quebec Capital », *L'Action nationale*, février 2014.

Un gouvernement qui veut donner le change sur la lutte aux changements climatiques

Absente de son discours durant la campagne électorale, la question environnementale a néanmoins rattrapé le nouveau gouvernement forcé, notamment par la mobilisation des jeunes, à prendre position. C'est dans ce contexte que la CAQ a tenu au printemps 2019 un conseil national sur l'environnement au terme duquel furent adoptées des propositions somme toute modérées. Le parti a ainsi recyclé des propositions sur les infrastructures de transport public sans pour autant abandonner son projet controversé du troisième lien à Québec. Le point d'orgue de son discours à ce conseil national fut la perspective de faire du Québec la « batterie de l'Amérique du Nord » en vendant de l'énergie propre, l'électricité, à New York, à l'Ontario et ailleurs si possible. Cela constituerait une contribution majeure à la lutte aux changements climatiques puisque, prétend François Legault, ces ventes d'électricité mèneraient à des fermetures de centrales au charbon. Dans cette foulée, le gouvernement Legault a lancé une consultation pour l'élaboration d'un plan d'électrification et de changements climatiques (PECC). Durant l'automne 2019, quatre ministres ont mené une vaste tournée du Québec pour rencontrer les leaders régionaux appelés à jouer un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en route de ce plan. Au début de 2020, le gouvernement Legault déposera son Plan d'électrification et de changements climatiques pour les dix prochaines années, après une consultation limitée et orientée principalement vers les dirigeants d'entreprise.

Attaché à sa réputation de « pragmatique », le premier ministre parle de réduire l'usage du pétrole tout en le remplaçant par le gaz naturel qu'il définit comme une énergie de transition. S'inscrivant dans la poursuite de la politique du gouvernement Couillard, François Legault a fait siens les plans d'Energir de favoriser l'extension du réseau de distribution du gaz naturel dans différentes régions du Québec. Non seulement il défend sans gêne une telle tromperie, mais il soutient la construction d'un gazoduc qui traverserait une bonne partie du territoire du Québec, la construction d'une usine de liquéfaction du gaz à Saguenay et d'un port voué à l'exportation de ce gaz sur les marchés mondiaux. Cette position en fait un allié du gouvernement canadien lui-même, promoteur d'un Canada « leader stratégique » de niveau mondial sur les marchés des hydrocarbures. Il sait pourtant qu'il ne peut plus soutenir, faute d'« acceptabilité sociale » – et de sa traduction au plan électoral –, la construction d'un pipeline transportant du pétrole tiré des sables bitumineux comme il l'avait fait quand il était dans l'opposition.

Sur le terrain des émissions de CO₂, le gouvernement Legault maintient la cible du gouvernement Couillard à 37,5 % sous le niveau de 1990. Son optique, complètement irréaliste, est de poursuivre sur la croissance tout en stabilisant les émissions de GES. Or, on sait que le Groupe d'experts gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

demande que cette cible se situe autour de 50 % pour 2030, ce qui suppose, pour l'atteindre, de laisser l'énergie fossile dans le sol. Par ailleurs, ne craignant pas les incohérences, François Legault a profité de la rencontre du Conseil de la fédération pour proposer aux premiers ministres des provinces rien de moins qu'un front commun contre la taxe carbone au nom de la défense des compétences provinciales. Or, il doit pourtant savoir que pour ses homologues de l'Ouest, l'exploitation des hydrocarbures et la vente du pétrole issu des sables bitumineux sont non négociables. Sur ces délicats dossiers que sont l'environnement et les changements climatiques, le gouvernement de la CAQ fera face, à terme, au caractère inconciliable de ses propositions, ce qui finira par altérer l'image d'un chef de gouvernement moins vert qu'il ne le prétend.

Le nationalisme identitaire de la CAQ ou l'unité du peuple par la division de la majorité populaire

L'accumulation de défaites sur le terrain de la lutte indépendantiste a créé les conditions du développement d'un nationalisme identitaire qui vise essentiellement à entretenir une logique de division. Par exemple, dans cette logique, les musulmanes et les musulmans seraient porteurs de possibles régressions sociales (remise en question de l'égalité hommes-femmes, retour du religieux, développement de l'obscurantisme, etc.).

Dans l'opposition, le chef de la CAQ n'a pas hésité à user de la peur envers les réfugié.e.s. La frontière du Québec est une « passoire » affirmait-il. Jouant sur la capacité d'intégration des immigrantes et immigrants, François Legault a ainsi proposé de réduire le seuil d'immigration de 10 000 personnes par année et d'introduire un test des valeurs allant même jusqu'à envisager l'expulsion des personnes ayant échoué à ce test. Il a présenté le projet d'une commission d'enquête sur le racisme systémique comme une mise en accusation de racisme adressée à l'ensemble du peuple québécois alors qu'il s'agissait de démontrer la réalité des discriminations vécues par des minorités ethnoculturelles et de tracer les voies de leur dépassement. Par toute une série d'interventions, la CAQ (en concurrence, sur ce terrain, avec le Parti québécois) a contribué à conforter les sentiments anti-immigration et les réflexes xénophobes.

Les politiques du gouvernement Legault sur l'immigration sont centrées sur la défense des intérêts des affairistes. En atteste le discours sur une immigration « utile » qui satisfasse aux besoins d'entreprises ciblées. À cet égard, la loi 9 vise à sélectionner des demandeurs sur la base de critères de plus en plus pointus axés sur leur capacité à répondre à des offres d'emplois précises. Dans d'autres secteurs, la loi ouvre la voie à une immigration « temporaire » qui ne donne pas accès à la protection des normes du travail. C'est d'ailleurs cette même logique qui incite François Legault à exiger du gouvernement fédéral d'augmenter la proportion d'immigrantes et d'immigrants économiques en réduisant la proportion des réfugié.e.s. Sur ces questions, le gouvernement de la CAQ est également en phase avec les orientations néolibérales.

La laïcité à la Legault : un pan d'une politique identitaire stigmatisante

En juin 2019, François Legault fait adopter – sous le bâillon – une loi interdisant le port de signes religieux ostensibles chez les juges, les procureur.e.s de la Couronne, les personnes policières et gardiennes de prison, comme le recommandait la commission Bouchard-Taylor en 2008. Il ajoute à cette liste les enseignantes et enseignants du primaire et du secondaire de l'école publique². La Loi sur la laïcité de l'État (loi 21) impose aux minorités – tout le monde comprend que ce sont ici les femmes musulmanes portant un foulard qui sont principalement visées – travaillant dans des positions d'autorité ou aux enseignantes d'adopter la façon de vivre et de s'habiller de la majorité. Il impose une norme identitaire qui les rend « invisibles » (au risque sinon de perdre leur emploi) au nom de l'universel et de l'égalité. Dans cette perspective, la laïcité devient une police d'assurance contre des valeurs et des cultures importées par les immigrantes et les immigrants. Au lieu de renforcer la reconnaissance de leur apport et l'ouverture de la société, cette loi ne fait que nourrir les sentiments de rejet. La laïcité identitaire que défend la CAQ va à l'encontre de ses prétentions à la neutralité en faisant le jeu d'une droite plus radicale.

III. Les fausses pistes que la Coalition avenir Québec nous prépare

La CAQ a promis de relancer le Québec sur le terrain économique et sur la prise en main de son propre avenir. Mais Ottawa veille au grain. La CAQ reste prisonnière de son rôle de « commis voyageur » au service des multinationales en défendant des accords de libre-échange qui permettront à ces dernières de renforcer leur mainmise sur l'économie du Québec. Cette réalité fragilise ainsi les prétentions autonomistes du premier ministre du Québec.

La CAQ promet de lutter contre les changements climatiques en tentant habilement d'associer les secteurs les plus modérés du mouvement écologiste à sa démarche. Simultanément, François Legault compte sur le gaz naturel comme énergie de transition. Il a déjà donné son appui à la construction d'un gazoduc qui traverserait le Québec et ne se fait pas plus ambitieux que les libéraux sur les cibles de CO₂ en matière de gaz à effet de serre. Le fait de vouloir s'allier à des gouvernements conservateurs ailleurs au Canada laisse sceptique sur ses intentions réelles de résister au projet de pipeline de l'Alberta. Le « développement durable », c'est manifestement la croissance sans fin. Sur ce plan également, la CAQ nous prépare des lendemains qui déchantent.

La CAQ s'est engagée à réformer le mode de scrutin. Maintenant majoritaire au parlement avec 74 député.e.s, mais seulement 34 % des votes, le parti de François

2 Le gouvernement Legault considère que les enseignantes et enseignants sont en position d'autorité, même s'il ne s'agit pas d'une autorité coercitive, contrairement à la position du rapport de la Commission Bouchard-Taylor.

Legault comme tous les autres avant lui s'est mis à douter de l'urgence d'une telle réforme au point de parler d'un référendum qui ferait l'objet ultérieurement d'un projet de loi, ce qui laisse croire que les prochaines élections se tiendront dans le cadre du mode de scrutin actuel.

La CAQ a annoncé que sa loi sur la laïcité mettrait fin aux débats sur cette question. Mais on voit déjà que cette loi exacerbera les tensions dans la société québécoise et que de durs combats devront être menés pour que les discriminations et les injustices ne soient pas aggravées par cette loi.

Il en est de même de la loi 9 sur l'immigration³ qui accorde beaucoup de pouvoir aux entreprises. Désireux de réduire davantage le seuil des réfugié.e.s, l'actuel gouvernement du Québec s'inscrit dans la logique de la « forteresse assiégée », ce qui pave la voie à des politiques discriminatoires ne pouvant conduire qu'à l'exacerbation des tensions entre communautés et à des préjugés renforcés envers les minorités.

En dépit de ses prétentions, la Coalition avenir Québec n'annonce rien de radieux à l'horizon. Contre tous les naufrages que ce gouvernement nous prépare, une seule réponse s'impose : résister, et pour cela, bâtir l'unité de la majorité populaire contre les politiques de division de l'oligarchie régnante.

3 Le nom officiel de la loi adoptée le 16 juin 2019 est : Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes. NdR

La guerre culturelle de la Fédération des Québécois de souche et du Council of European Canadians¹

Frédéric Boily

Professeur de science politique à l'Université de l'Alberta

Le Canada n'échappe pas à la vague de groupes dits d'extrême droite, même s'il est possible de s'interroger sur la force de ce retour², d'autant que les groupes disparaissent au gré des scissions internes, comme il semble que ce soit peut-être le cas avec La Meute³. Néanmoins, certains demeurent actifs. Même si leurs membres actifs sont peu nombreux – et il est difficile de savoir combien les lisent ou les suivent –, en revanche, ils parviennent à attirer l'attention. Dans la nébuleuse de groupes d'extrême droite, nous avons choisi d'en examiner deux en particulier, soit la Fédération des Québécois de souche (FQS) et le Council of Europeans Canadians (CEC), et ce, pour les raisons suivantes.

D'une part, les deux groupes ont fait parler d'eux dans l'espace médiatique. Récemment, la FQS a voulu déposer un mémoire en commission parlementaire sur le projet

1 La version longue de ce texte a fait l'objet d'une présentation, « Au temps du libre-échange intellectuel : La Fédération des Québécois de souche et le Council of European Canadians à la défense de l'Occident », lors d'un atelier intitulé *La mondialisation de la droite : les réseaux conservateurs dans les Amériques*, Institut d'études canadiennes, Campus Saint-Jean, 3 novembre 2017.

2 En entrevue, Barbara Perry souligne les difficultés de répondre avec certitude à cette question d'une montée de l'extrême droite : Cy Goncik et Andrea Levy, « Barbara Perry on the far right in Canada », *Canadian Dimension*, vol. 51, n° 4, hiver 2017.

3 Gabriel Béland, « La Meute est en train de mourir, croit son cofondateur, », *La Presse.ca*, 18 juin 2019.

de loi 9 sur l'immigration⁴ mais il a aussitôt été retiré⁵. Au Canada anglais, le CEC a fait parler de lui au moment de la course à la direction du Parti conservateur du Canada lorsque la députée Kellie Leitch a été appuyée dans un texte publié sur le site du groupe⁶.

D'autre part, les deux groupes montrent un degré de recherche intellectuelle allant au-delà de ce qu'on retrouve avec d'autres groupes. En effet, la FQS et le CEC se présentent comme des producteurs d'idées. Ils alimentent régulièrement leur site de publications, la FQS publiant même un magazine, *Le Harfang*. Leurs sites Internet sont d'ailleurs dotés de moteurs de recherche, ce qui indique une volonté de disséminer leurs thèses, au contraire des groupes préconisant les manifestations⁷.

Même si les deux groupes veulent éviter d'être classés à l'extrême droite en raison de l'opprobre pesant sur cette étiquette politique⁸, on y trouve bien une dimension extrémiste. Ainsi que le souligne Barbara Perry, l'extrémisme canadien ne se manifeste pas tant par la violence, comme aux États-Unis ou en Allemagne, que par une radicalité dans le discours de la défense du « nationalisme culturel⁹ ». Extrémiste aussi parce que leur critique du multiculturalisme, comme nous le verrons, est loin de faire dans la nuance interprétative.

La guerre culturelle

Les deux groupes sont engagés dans ce qu'on peut appeler une guerre culturelle et, pour reprendre les termes du CEC, dans une optique métapolitique : « Le CEC suit une stratégie métapolitique afin d'avancer ses intérêts culturels et ethniques¹⁰ ». Le terme de métapolitique aurait été employé pour la première fois, en français, par le contre-révolutionnaire Joseph de Maistre qui affirmait cette nécessité de lutter pour la détermination des idées formant le soubassement intellectuel des sociétés politiques, une idée reprise dans le nationalisme traditionaliste¹¹. Cette approche métapolitique est revenue, dans les années 1970, sur le devant de la scène politique, avec la Nouvelle Droite française et Alain de Benoist.

4 Le projet de loi fut adopté en juin 2019 sous le nom de Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes. NdR

5 Le mémoire a été rendu disponible sur le site Web de la FQS : <<http://quebecoisdesouche.info/projet-de-loi-9-sur-limmigration-la-fqs-analyse/>>.

6 Laura Stone, « Canadian values test could equally apply to white supremacists : Leitch », *The Globe and Mail*, 31 janvier 2017.

7 Manuela Caiani et Patricia Kröll, « The transnationalization of the extreme right and the use of Internet », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, vol. 39, n° 4, 2015, p. 331-351.

8 Nicolas Guillet et Nadia Afiouni, « Genèse et portée d'une problématique », dans Guillet et Afiouni (dir.), *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016, p. 7-15.

9 Gonicik et Levy, *op. cit.*

10 Council of European Canadians, *Metapolitical Strategy*, <www.eurocanadian.ca/p/metapolitical-strategy.html>.

11 Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Québec, Septentrion, 2003, p. 104-106.

Notons que la stratégie métapolitique préconisée par le CEC fait référence aux « intérêts culturels et ethniques » et non pas aux intérêts économiques. Voilà qui indique qu'ils se distinguent des groupes de pression ou encore de groupes d'experts (*think tanks*) qui, comme l'Institut économique de Montréal, tentent d'influencer les orientations économiques des gouvernements au pays. Ce qui intéresse au premier chef le CEC et la FQS, c'est la défense de la nation et de la culture, lesquels constituent, selon eux, le champ de bataille premier. Nous employons à dessein un langage guerrier (métaphoriquement parlant) puisqu'il fait partie de l'argumentaire même de ces groupes. Ainsi, le CEC affirme mener une « guerre de position » contre l'hégémonie de la rectitude politique et du puissant, croit-il, marxisme culturel qui aurait envoûté « la psychologie des Canadiens » rendant impossible tout engagement au sein d'une formation politique¹². C'est pourquoi les deux groupes défendent la nécessité d'une réaction intellectuelle contre le politiquement correct.

Ainsi, la figure la plus marquante de la FQS, Rémi Tremblay, qui publie sur les deux sites, explique que les deux groupes tirent dans la même direction. « L'une des raisons mêmes de l'existence de groupes tels que le Council of European Canadians et la Fédération des Québécois de souche est que les peuples issus de l'Europe ont – au cours des dernières décennies – mis sur leur liste de priorités le respect des principes du politiquement correct au-dessus de la défense de leurs propres intérêts¹³ ». En effet, la même dynamique métapolitique, la « grande course » comme on l'appelle, est aussi présente au sein de la FQS qui espère la naissance d'un « mouvement énergétique et intellectuel » pour revigorer la nation et l'Occident :

Nous sommes donc tous impliqués dans cette grande course où vérité et mensonge, national et étranger, individualisme et unité s'affrontent pour l'avenir du Québec, de l'Amérique et de l'Occident tout entier. Notre premier devoir est de semer à nouveau la gerbe de la conscience identitaire. Les valeurs engendrées par celle-ci font les arguments que nous déployons chaque jour dans notre lutte pour la primauté du national. C'est de ce mouvement énergétique et intellectuel que naît déjà le nouvel espoir du retour des forces nationalistes aux rênes du pouvoir¹⁴.

¹² CEC, *Metapolitical Strategy*, *op.cit.*

¹³ Rémi Tremblay, *What the election of Jean-François Lisée as leader of Parti québécois tell us?*, Council of European Canadians, 19 octobre 2016, <www.eurocanadian.ca/2016/10/what-election-of-lisee-tells-us.html>. Traduction de la rédaction.

Texte anglais : « One of the very reasons why groups like the Council of Euro-Canadians and the Fédération de souche exist is that European-derived peoples have over the last few decades put compliance to political correctness over the defense of their own interests in their list of priorities ».

¹⁴ Fédération des Québécois de souche, *Ce dont nous ne voulons pas*, 1^{er} octobre 2010, <<http://quebecois-desouche.info/ce-dont-nous-ne-voulons-pas/>>.

Cette réaction qui vise à préserver le peuple québécois, selon la FQS, ne devrait pas être assimilée à de l'extrémisme¹⁵, mais seulement à une réaction normale de défense contre *l'establishment*, comme l'ont fait les États-Unis avec l'élection présidentielle de 2016. À cet égard, la victoire de Donald Trump a donné de l'espoir au CEC dans son approche métapolitique. Dans un texte au titre explicite louant la victoire de Trump, et qu'il vaut la peine de citer, *Make Canada Great Again*, les éditeurs du site, dès le lendemain de l'élection américaine, voient dans cette victoire une confirmation de leur stratégie culturelle :

C'est une forme de politique culturelle qui lutte pour un mouvement contre-culturel contre l'ordre établi, non pas en adoptant une politique de parti standard, en faisant campagne pour une représentation parlementaire ou en faisant pression sur les politiciens pour qu'ils modèrent leurs programmes en faveur de la diversité, mais par le biais de pratiques telles que le journalisme Web, les mini-conférences, la participation à des programmes de radio Web alternatifs ou la production de recherches scientifiques visant à améliorer les blogues. L'objectif était de produire des concepts et des arguments qui donneront aux Eurocanadiens les moyens intellectuels de lutter pour leur droit collectif de protéger et de mettre en valeur leurs intérêts patrimoniaux et ethniques dans le cadre offert par le multiculturalisme canadien¹⁶.

Si, pour la majorité des Canadiens et des Canadiennes, les lendemains de la victoire de Trump étaient particulièrement amers, en revanche pour le CEC – et pour la FQS qui se réjouit aussi de cette victoire¹⁷ –, celle-ci avait plutôt un goût de miel. On en concluait que la guerre culturelle menée contre *l'establishment* n'est pas vaine, le président Donald Trump étant la preuve vivante que le changement culturel peut donner des résultats qui permettront de changer la nature des politiques adoptées en matière d'immigration. Il faut donc poursuivre le combat en dénonçant le multiculturalisme.

15 Fédération des Québécois de souche, *La voix de la majorité silencieuse*, 1^{er} janvier 2010, <<http://quebecoisdesouche.info/fqs-la-voix-de-la-majorite-silencieuse/>>.

16 The Editors, *Make Canada Great Again!*, Council of European Canadians, 10 novembre 2016, <www.euro-canadian.ca/2016/11/make-canada-great-again.html>. Traduction de la rédaction.

Le texte anglais : « This is a form of cultural politics that strives for a counter-cultural movement against the established order, not by engaging in standard party politics, campaigning for parliamentary representation or pressuring politicians to moderate their pro-diversity agendas, BUT by conducting active forms of thinking through such practices as web-journalism, mini-conferences, participation in alternative web radio programs or production of scholarly research to enhance blogging. The aim has been to produce concepts and arguments that will arm Eurocanadians with the intellectual means to fight for their collective right to protect and enhance their heritage and ethnic interests within the framework afforded by Canadian multiculturalism ».

17 Fédération des Québécois de souche, *Trump contre l'establishment, jour 1!*, 25 janvier 2017, <<http://quebecoisdesouche.info/trump-contre-establishment/>>.

Contre le multiculturalisme

Pour les deux groupes, l'immigration menace mortellement l'identité historique et ethnique des nations, Canada-Québec compris dans leur appartenance occidentale. De nombreux textes sur le site du CEC développent les différents aspects négatifs de l'immigration, comme le fait leur texte de fondation :

Nous pensons que les stratégies existantes en matière de réforme de l'immigration n'ont pas abouti et doivent être abandonnées. Nous croyons que l'assimilation (des non-Européens dans l'état actuel de l'immigration de masse) serait fatale à notre patrimoine européen et que, si nous voulons améliorer le Canada européen, nous devons nous fier aux principes actuels du multiculturalisme¹⁸.

La FQS ne fait nul mystère de son opposition à l'immigration. À ses yeux, la situation est critique, notamment en raison, encore là, des fausses idées du marxisme culturel qui auraient contaminé l'espace politique. C'est pourquoi le Québec vit une grave « crise identitaire », l'immigration représentant une « menace » :

Dans la situation actuelle, l'immigration représente une réelle menace à l'identité culturelle et ethnique de notre population qui voit aussi bafoué son système de valeur. Elle amoindrit la force de la nation, brise l'unité du peuple qui agira de moins en moins d'une seule voix pour son propre bien. Par-dessus le marché, elle est subventionnée avec l'argent des contribuables, se justifiant toujours par la même tromperie¹⁹.

La FQS, tout comme le CEC, ne cherche pas à développer une position qui pourrait être qualifiée de modérée. Une telle approche impliquerait un examen où seraient soupesés les apports positifs de l'immigration pour les sociétés d'accueil, sans négliger de souligner les limites d'une politique migratoire pour résoudre certains problèmes, comme le voudrait un débat politique sain en la matière. Or, pour la FQS, la dynamique migratoire actuelle est malsaine presque par nature et c'est dans ce contexte que le groupe « demande une fin de l'immigration massive depuis sa fondation en 2007 et dénonce la mise en minorité graduelle des Québécois de souche au profit d'une tiers-mondialisation de la province²⁰ ». Les deux groupes croient donc que l'immigration dite massive, comme ils le prétendent, dénaturerait le Canada d'aujourd'hui.

18 The Editors, *Our beliefs and goals*, Council of European Canadians, 20 mai 2014, <www.eurocanadian.ca/2014/05/our-beliefs-and-goals.html>. Traduction de la rédaction.

Texte anglais : « We believe that existing strategies for immigration reform have not been successful and must be abandoned. We believe that assimilation (of non-Europeans in the current state of mass immigration) would be fatal to our European heritage, and that if we aim to enhance European Canada we must rely upon the current principles afforded by multiculturalism. »

19 Fédération des Québécois de souche, *La fin du peuple québécois*, 1^{er} janvier 2010, <<http://quebecoisde-souche.info/la-fin-du-peuple-quebecois/>>.

20 FQS, *La voix de la majorité silencieuse*, op. cit.

À cet égard, la critique du multiculturalisme de la part du CEC est de nature plus intellectuelle mais pas moins radicale, c'est-à-dire ancrée dans la philosophie politique alors que celle que l'on retrouve sur le site de la FQS surfe davantage sur l'actualité. Cela est dû au fait que le professeur de sociologie Ricardo Duchesne, figure controversée dans le passé au Nouveau-Brunswick, en est le principal artisan et qu'il présente une production écrite abondante. Or, ce dernier, carrière académique oblige, connaît bien les débats et les auteurs associés à la problématique du multiculturalisme ainsi que l'histoire politique canadienne. Cependant, il prône une vision que l'on peut qualifier d'homogénéisante du phénomène. En effet, s'il semble admettre que le problème ne découle pas, en soi, du multiculturalisme, c'est pour aussitôt ajouter que le multiculturalisme ne peut fonctionner qu'entre groupes apparentés. Ce faisant, il prône une vision homogène d'un phénomène décrit comme étant « massif » :

Au CEC, nous estimons que le multiculturalisme n'est pas en soi le problème. L'immigration de masse de personnes de cultures non européennes est le problème. D'autre part, nous souscrivons à l'argument multiculturel selon lequel l'identité raciale et culturelle est importante pour le bien-être psychologique des individus et qu'il est naturel de manifester sa préférence pour son groupe ethnique. Les immigrants en grand nombre formeront des groupes ethniques, que le gouvernement approuve ou non le multiculturalisme. Aux États-Unis, les Mexicains, les Noirs et les Autochtones sont toujours séparés par leurs quartiers résidentiels, leurs habitudes de vote et leurs résultats scolaires, même en l'absence d'un multiculturalisme officiel. L'assimilation n'a fonctionné qu'avec les immigrants européens²¹.

En fait, pour le CEC, la menace semble provenir des Sino-Canadiens²², ainsi que le montre le nombre élevé d'articles sur le sujet et sur la controverse qui a opposé Ricardo Duchesne à un conseiller municipal de Vancouver. Quant à la FQS, elle aussi veut revenir à ce « Québec de souche », et on pourrait dire aux racines canadiennes-françaises, notamment à la figure de Lionel Groulx. En somme, les deux groupes

21 Ricardo Duchesne, *Mass Immigration from Non-European Countries is the Problem, Not Multiculturalism*, Council of European Canadians, 10 mars 2017, <www.eurocanadian.ca/2017/03/mass-immigration-from-non-european-countries-is-the-problem-not-multiculturalism.html>. Traduction de la rédaction. Texte anglais : « We at CEC believe that multiculturalism in itself is not the problem. Mass immigration from non-European cultures is the problem. On the other hand, we agree with the multicultural argument that racial and cultural identity are important to the psychological well being of individuals and that showing preference for one's ethnic group is natural. Immigrants in large numbers will form ethnic groups regardless of whether the government endorses multiculturalism or not. Mexicans, Blacks, and Aboriginals in the United States are still separated in residential locations, voting patterns, and educational attainments even though there is no official multiculturalism. Assimilation only worked with European immigrants. »

22 Le discours anti-asiatique serait d'ailleurs en recrudescence depuis trois ou quatre décennies. Loyd Wong et Shibao Guo, « Canadian ethnic studies in the changing context of immigration : looking back, looking forward », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 50, n° 1, 2018, p. 5.

convergent dans la défense de l'identité canadienne et québécoise mise en péril par une immigration ethniquement et culturellement trop différente pour songer même à l'assimiler. On songe ici à la thèse du « grand remplacement » selon laquelle une politique délibérée de remplacement d'un groupe par un autre est en train de se dérouler. Voilà un message qu'on retrouve facilement accessible en quelques clics sur la Toile.

Le facteur Internet

En effet, les groupuscules de quelques personnes peuvent maintenant atteindre des auditoires plus vastes via Internet et les médias sociaux. Certes, l'influence virtuelle ne doit pas être exagérée, les groupes extrémistes de droite comme de gauche n'ayant pas attendu les médias sociaux pour se rencontrer. Cependant, depuis un moment déjà, l'extrémisme de droite s'est déplacé dans l'univers virtuel. Maintenant, « un individu isolé peut produire une page Web de très grande qualité, contenant textes, sons et images, et donner l'impression d'être le porte-parole d'une organisation très structurée²³ ».

Si on a pu penser un temps, qui semble lointain maintenant, qu'Internet annoncerait un nouvel âge démocratique fait de débats sereins, il faut se rendre à l'évidence que la libération de la parole sur Internet engendre des effets négatifs imprévus dont la prolifération de discours extrémistes. C'est d'autant plus vrai que l'on sent un courant grandissant au sein de l'électorat pour s'informer en dehors des canaux médiatiques traditionnels, ce qui produit ainsi une offre de sites alternatifs de toute nature, que de tels groupes s'empressent de combler. C'est dans ce contexte que les « agitateurs de la Toile » prolifèrent²⁴ et c'est pourquoi le politologue Jean-François Bayart a justement écrit que « [l]a guerre identitaire est désormais numérique²⁵ ».

23 Patrick Moreau, « L'extrême droite et Internet », *Pouvoirs*, n° 87, 1998, p. 144.

24 Elsa Gimenez et Olivier Voirol, « Les agitateurs de la Toile. L'Internet des droites extrêmes. Présentation du numéro », *Réseaux*, vol. 2, n° 202-203, 2017, p. 12.

25 Jean-François Bayart, *Les fondamentalistes de l'identité. Laïcisme versus djihadisme*, Paris, Karthala, 2016, p. 86.

CAQ : quel retour du nationalisme économique ?

Philippe Hurteau

Chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques

Après un peu plus d'un an de gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ), quel bilan économique peut être tracé ? Sommes-nous face à un parti qui poursuit l'œuvre austéritaire de ses devanciers libéraux ? Son ancrage nationaliste lui fait-il développer une politique économique moins béatement favorable au capital international ? Ou sommes-nous en présence d'une sorte d'Action démocratique du Québec (ADQ) 2.0 ?

À l'évidence, il n'existe pas pour l'instant de réponses définitives à ces questions. Il faudra certainement attendre l'arrivée d'une période économique moins favorable afin de voir les vraies couleurs de la CAQ. En attendant, il demeure que certaines lignes de force se dégagent de la première année aux commandes de la bande à François Legault : 1) le parti cultive une image postpolitique en matière économique ; 2) l'alliance électorale de la CAQ laisse déjà poindre une série de contradictions qui pourraient fortement nuire à sa réélection ; et 3) la CAQ poursuit l'œuvre des libéraux au plan budgétaire.

Conjoncture économique et postpolitique

La CAQ est un parti de droite. Cela, personne de sérieux n'en doute. Et ce, non seulement en raison de ses origines adéquistes. François Legault a revendiqué, non sans fierté, le fait de former un gouvernement de gens issus du monde des affaires¹. Il s'agissait d'une belle formule destinée à satisfaire sa base électorale traditionnelle

¹ Shannon Pécourt, « CAQ : un gouvernement de gestionnaires et de gens d'affaires », *La Presse.ca*, 14 octobre 2018.

sans pour autant s'afficher explicitement sur le plan idéologique. C'est ainsi que ce parti peuplé de conservateurs de différents acabits a réussi à taire ses positions les plus impopulaires tout en construisant un programme résolument centriste en matière économique. Là où un Mario Dumont aurait clairement établi sa préférence pour la privatisation de tel ou tel service, Legault se contentait d'éviter de s'engager en préférant parler d'instaurer un mode de gouvernance axé sur les résultats. Bien entendu, avec un conseil des ministres composé de gens d'affaires, cette apparente neutralité idéologique ne résiste pas longtemps à l'analyse. L'important, comme sous les libéraux, est de quantifier les résultats des politiques publiques en termes économiques classiques : rendement, profitabilité, taux d'investissement, etc.

Pendant que le discours gouvernemental congédie les enjeux idéologiques par la porte de devant, ceux-ci font inévitablement un retour par celle de derrière. Pensons, par exemple, au prêt sans intérêt consenti à la multinationale Mitsubishi : 12 millions de dollars de fonds publics que l'entreprise n'aura pas à rembourser directement, le gouvernement préférant récupérer ses deniers par l'entremise de la contribution fiscale des employé.e.s de la firme². Bien que rien ne l'indique dans les communications officielles, il est assez difficile de trouver un exemple de politique économique plus en phase avec le néolibéralisme financier : l'entreprise reçoit un prêt afin de venir s'établir au Québec, mais laisse le soin à ses travailleurs et travailleuses de payer la note. Dans un contexte où Québec compte quelque 140 000 postes vacants³, il est difficile de justifier une telle générosité ou même de comprendre cette obstination à vouloir créer des emplois.

Au fond, le « luxe » que s'offre la CAQ de mettre en veilleuse ses orientations idéologiques afin de peaufiner son image de gouvernement postpolitique tout orienté vers les résultats tient entièrement au contexte économique actuel. Avec un taux de chômage qui atteint un creux historique⁴, les finances publiques qui enregistrent des surplus toujours plus grands⁵, les salaires qui augmentent près de deux fois plus vite que l'inflation⁶, etc., il est assez facile, dans ce contexte, de faire profil bas au plan idéologique.

2 « Québec accorde 12 M\$ pour soutenir l'implantation d'un centre de R-D de Mitsubishi Aircraft Corporation à Montréal », communiqué d'Investissement Québec, 19 septembre 2019.

3 Statistique Canada, Tableau 14-10-0325-01. *Postes vacants, employés salariés, taux de postes vacants et moyenne du salaire offert selon les provinces et territoires, données trimestrielles non désaisonnalisées*, Données du 2^e trimestre 2019.

4 Statistique Canada, Tableau 14-10-0020-01. *Taux de chômage, taux d'activité et taux d'emploi selon le niveau de scolarité atteint, données annuelles* (2018).

5 Gouvernement du Québec, *Comptes publics 2018-2019*, 2019.

6 « Prévisions économiques et financières », *Études économiques*, Desjardins, 20 juin 2019, p. 14.

Politique économique et coalition électorale

Le tour de force de la CAQ réside justement dans le fait d'avoir mis en place une politique économique en phase avec une coalition électorale pourtant hétéroclite. Avec tous les voyants qui sont au vert dans l'économie québécoise, le rassemblement dans un seul parti d'électorales et d'électeurs nationalistes conservateurs, centristes et libertariens trouve là une de ses conditions de possibilité. Comment convaincre autrement un Youri Chassin⁷ de rejoindre une équipe gouvernementale qui se propose de relancer massivement certaines dépenses publiques ciblées (maternelle 4 ans, maisons des aîné.e.s, réinvestissement dans les soins à domicile, etc.)? Le tout, en poursuivant le programme de diminution des taxes scolaires entamé par les libéraux.

À n'en pas douter, la conjoncture économique permet à la CAQ d'avoir le beurre et l'argent du beurre : mettre en place des orientations qui plaisent à ses électeurs adéquistes tout en élargissant son alliance électorale vers le centre. Tout cela sans, pour l'instant, créer de crise à l'interne du parti. Bien entendu, en plus de la conjoncture économique, le ciment qu'offre une politique nationaliste facilite ce type d'alliance. Autant les « élites économiques locales » que les familles surendettées de banlieusards voient d'un bon œil qu'enfin des gens d'affaires prennent le contrôle. Passons sous silence le fait que cela n'est nouveau qu'en apparence, pour insister davantage sur l'attrait qu'exerce la volonté gouvernementale d'orienter son action vers celles et ceux qui, à tort ou à raison, se sont toujours sentis délaissés par les politiques gouvernementales.

Sur la plan politique, la CAQ veut construire et renforcer son hégémonie nouvelle autour des « laissés.e.s pour compte » des politiques publiques. Celles et ceux qui ne sont ni assez pauvres pour avoir accès à des programmes de redistribution et ni assez riches pour toucher le pactole que l'État réserve aux représentants du capital. Bien entendu, cette catégorie de laissés.e.s pour compte n'existe pas réellement. Autant il est faux d'affirmer que les familles de la classe moyenne ne bénéficient pas des largesses de l'État, autant il est erroné de penser que seules les multinationales peuvent espérer passer à la caisse. Par les services publics en santé et en éducation, par le coût de la vie bien plus bas au Québec, par la qualité de la formation de notre main-d'œuvre, avec les routes et les infrastructures énergétiques, toutes les entreprises, aussi petites soient-elles, profitent des dépenses publiques.

Qu'à cela ne tienne, le Québec a vu se former l'idée tenace qu'aucun parti, aucune politique n'était là pour les membres de la « majorité silencieuse », pour ceux qui ne se distinguent de rien autrement que par leur fierté de se situer dans la moyenne. Les libéraux ont bien tenté de jouer cette carte politique, mais leur association aux

7 Économiste de droite élu député de la CAQ en 2018, ex-directeur de la recherche à l'Institut économique de Montréal. Il a déjà pris position pour la privatisation de sociétés d'État comme Hydro-Québec. NdR

intérêts du capitalisme financier a fait faire long feu à cette tentative. En effet, il est assez difficile de se définir politiquement comme étant à l'écoute des besoins des « gens ordinaires » quand, dans un même mouvement, le gouvernement libéral met en place un programme politique tout aussi hostile aux petites élites locales que favorable aux multinationales.

Pour la CAQ, la route vers le pouvoir et la tâche non moins ardue de s'y maintenir passent alors par la fédération d'un large éventail de mécontentements. Comment alors opérer cette tâche délicate pour un parti dont l'ADN campe à droite ? Comment faire cohabiter le petit entrepreneur beauceron, la fonctionnaire désabusée de Québec, la comptable fatiguée de Blainville et le gars de *shop* de Saint-Hubert ? Il y a bien sûr un premier niveau de solution facile, surtout dans un contexte de forts surplus budgétaires. Pour assurer la cohésion de son ensemble électoral, la CAQ va de l'avant avec des baisses des taxes scolaires qui ont l'avantage de viser spécifiquement l'un des plus bas dénominateurs communs de son électorat : le fait d'être des propriétaires d'une maison ou d'un immeuble résidentiel – ou d'aspirer à le devenir.

La seconde opération, plus subtile celle-là, consiste à associer les réinvestissements gouvernementaux à des secteurs acceptables pour son courant conservateur. C'est pour cela que la CAQ met au centre de son action des politiques visant les familles. Cela lui permet de masquer ses tendances idéologiques profondes (est-ce qu'un gouvernement de droite dépenserait vraiment autant ?) tout en évitant une trop forte gronde dans ses rangs (le parti dépense en conformité aux orientations de la droite traditionaliste). Ici, la priorisation des politiques visant les aîné.e.s suit le même type de calcul politique : mettre en place d'importants investissements qui, dans notre environnement politique superficiel, donne à quiconque un vernis progressiste tout en confortant les tenants d'une redéfinition de l'action étatique autour des « valeurs d'antan ».

La difficulté viendra, on s'en doute, à l'heure du resserrement économique. Le grand écart programmatique qui, lors de l'élection et depuis, a permis à la CAQ de définir le nouveau cadre hégémonique de l'électorat francophone sera plus ardu à maintenir si les scénarios économiques les plus pessimistes se réalisent.

Il est vrai que le nationalisme économique affiché par la CAQ tranche avec ce que le Québec a connu depuis l'élection du libéral Jean Charest en 2003. Sous Philippe Couillard, il ne restait en fait presque rien de la vieille ambition des « révolutionnaires tranquilles » d'utiliser les leviers de l'État québécois afin de développer une classe d'affaires, notre fameux Québec inc. Avec François Legault, les choses s'annoncent plus complexes : de la même manière que les gouvernements péquistes ont été coincés entre leur adhésion au libre-échange et les attentes de leur électorat, la CAQ découvrira bientôt qu'elle est dans une situation pas si étrangère à celle de l'ancien parti du premier ministre.

Et l'austérité dans tout ça ?

Le cycle de l'austérité est généralement simple à suivre. Le schéma I, dont l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a soigneusement documenté les différentes étapes ces dernières années⁸, en offre une représentation fort juste.

Schéma I : Cycle de l'austérité



Normalement, les déficits sont instrumentalisés afin de justifier des compressions au nom de l'équilibre budgétaire. Au moment du retour à l'équilibre, les surplus sont « dépensés » en baisses d'impôt 1) pour faire des gains électoraux à court terme et 2) pour diminuer la capacité de l'État à réparer les dégâts causés par ses propres coupes. Il y a là un effet de cliquet qui finalement structure durablement une logique de détournement de l'État de ses missions sociales.

8 Observatoire des conséquences des mesures d'austérité au Québec, Montréal, IRIS, <<https://iris-recherche.qc.ca/pop>>.

Cependant, le contexte actuel s'avère particulier en raison de l'ampleur des surplus dégagés par Québec. Il serait en effet difficile, après des années de fortes mobilisations sociales, de justifier des baisses d'impôts à coup de plusieurs milliards de dollars. Ici, tel que mentionné plus haut, la CAQ avance prudemment. En misant sur la diminution des taxes scolaires et sur l'abolition de la contribution supplémentaire pour les services de garde, la CAQ met de fait de l'avant des actions gouvernementales qui respectent ce que le schéma I prévoit. Mais, en même temps, nous sommes loin des baisses d'impôt consenti par Bernard Landry et Jean Charest au lendemain du retour à l'équilibre budgétaire d'il y a vingt ans. Tout comme pour les réinvestissements, les baisses d'impôt s'avèrent plus ciblées et, peut-être, plus efficaces d'un point de vue électoral car elles profitent aux jeunes familles et aux propriétaires.

Une chose ne change pas par contre : le caractère permanent des compressions découlant des orientations du précédent gouvernement. L'austérité, par définition, n'est pas qu'un simple mauvais moment à passer, une médecine de cheval certes difficile, mais nécessaire et temporaire. Dans son acceptation critique, il s'agit plutôt d'une entreprise visant à rendre permanentes les conditions de restriction dans le financement des services à la population et des missions sociales de l'État.

Les réinvestissements ciblés auxquels la CAQ s'adonne changent toutefois quelque peu ce portrait classique. En réinvestissant massivement dans certains secteurs, les troupes de François Legault parviennent en quelque sorte à maquiller qu'ils poursuivent en fait la politique libérale antérieure.

Cette poursuite du programme libéral se révèle aisément en analysant les budgets consentis au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Le budget 2019-2020 accorde au MSSS une hausse de 5,4 % des investissements lui étant consentis, ce qui injectera une bonne dose d'oxygène dans le système⁹. L'ajout de 280 millions de dollars par année pendant cinq ans au financement des soins à domicile est évidemment une bonne nouvelle¹⁰. Le gouvernement avait promis de rehausser les budgets pour le soutien à l'autonomie des aîné.e.s et, dans ce cas, l'argent est au rendez-vous.

Or, si le réseau de la santé et des services sociaux s'en tire bien quand on considère l'ensemble du financement, certains programmes verront se perpétuer l'austérité encore cette année. La santé publique, par exemple, ne pourra compter que sur une maigre augmentation de ses budgets de 1,3 %¹¹, soit une cible bien en dessous des fonds nécessaires pour maintenir la qualité des services de prévention. Le constat est le même pour les programmes chapeautant les services en déficience physique, en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme (DI-TSA), en dépendance, en

⁹ *Budget du Québec 2019-2020, op. cit.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

santé mentale ainsi que pour les jeunes en difficulté. Dans tous ces secteurs, le budget de la CAQ pérennise les compressions aux effets dévastateurs des dernières années.

En fait, le cumul de tous ces programmes représente à peine 46 % du budget alloué à la seule rémunération des médecins... Nous avons ici une manifestation assez claire des mécanismes de l'austérité : mettre en place des politiques à l'avantage des groupes plus fortunés et laisser les personnes vulnérables se battre pour des miettes. En campagne électorale, la CAQ promettait du changement. Si on se fie aux données budgétaires, celui-ci ne s'est pas matérialisé.

Un autre exemple de la poursuite des politiques libérales est le maintien des versements au Fonds des générations. Poursuivre l'affectation d'importantes sommes à ce fonds est liée au jugement posé sur le niveau d'endettement public de la province. Une dette jugée trop élevée peut justifier la poursuite des versements au Fonds. À l'inverse, un contexte dans lequel la dette publique est considérée sous contrôle plaide pour une orientation contraire. Qu'en est-il ?

Le plan de réduction du poids de la dette par rapport à l'économie (exprimé par le ratio dette/PIB¹²) est en bonne voie de se réaliser. À l'origine, l'objectif était que la dette brute du Québec ne représente pas plus de 45 % du PIB en 2025-2026¹³. Selon les données les plus récentes, cet objectif sera atteint cinq années plus vite qu'attendu, soit dès 2020-2021. Ceci soulève la question : pourquoi alors maintenir les niveaux prévus de versement au Fonds des générations ? L'objectif de ce fonds est précisément de faire diminuer la valeur de la dette brute pour tirer vers le bas le ratio dette/PIB. Dans le contexte où Québec atteint et même dépasse déjà ses cibles en cette matière, est-il toujours sage de prioriser cette dépense – les versements au Fonds des générations – par rapport au financement des autres missions de l'État ?

Poser la question, c'est y répondre. Et cela révèle les motifs véritables derrière l'existence du Fonds des générations. Les 2,1 milliards de dollars (G\$) prévus en versement cette année, somme qui atteindra 3,2 G\$ en 2023-2024, servent alors évidemment à masquer la réelle ampleur des surplus budgétaires. Plus importants, ces versements participent à la financiarisation des activités de l'État en ce qu'ils détournent des revenus gouvernementaux afin de les placer sur les marchés financiers. De plus, le Fonds accélère le virage entrepreneurial promu par la nouvelle gestion publique. En effet, chaque

12 Le produit intérieur brut (PIB) est l'un des agrégats majeurs des comptes nationaux. En tant qu'indicateur économique principal de mesure de la production économique réalisée à l'intérieur d'un pays donné, le PIB vise à quantifier – pour un pays et une année donnée – la valeur totale de la « production de richesse » effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur de ce territoire (ménages, entreprises, administrations publiques). Le PIB reflète donc l'activité économique interne d'un pays et la variation du PIB d'une période à l'autre est censée mesurer son taux de croissance économique.

13 Gouvernement du Québec, *Budget du Québec 2019-2020, Renseignements additionnels*, p. C. 7. Cet objectif est fixé par l'art. 1 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations.

année, l'État québécois doit afficher un surplus sur ses opérations courantes afin de garantir les versements au Fonds des générations. Une entreprise privée ne fonctionne pas autrement lorsqu'il s'agit d'extraire une marge bénéficiaire de ses activités.

Conclusion

Personne ne sera vraiment surpris d'apprendre que la CAQ n'a pas fondamentalement réorienté l'action étatique en matière économique et budgétaire. Certes, le vernis nationaliste du gouvernement change le ton et viendra le hanter quand il devra prendre fait et cause pour les orientations libre-échangistes au cœur de la politique de l'État québécois. Pour l'instant, il peut remercier le gouvernement antérieur d'avoir fait le « sale boulot ». Si, en période d'abondance budgétaire, la CAQ poursuit la politique de l'équipe libérale, il est à craindre que des jours difficiles s'annoncent. Les idéologues les plus intransigeants du parti n'ont pas la cote en ce moment; ils risquent cependant de prendre du galon quand viendra le temps de réinstaurer plus explicitement une politique conservatrice.

La société américaine hantée par le fascisme culturel, religieux et « doux »

Donald Cuccioletta

Rédacteur des Nouveaux Cahiers du socialisme

État de la situation

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump est, pour les États-Unis et pour l'ensemble des sociétés capitalistes avancées, symptomatique de la crise et de la faiblesse de la gouvernance au sein de la classe capitaliste. Cette dernière ne peut plus répondre aux revendications des travailleurs et des travailleuses relatives aux conditions de vie, à l'environnement, à la militarisation de notre planète et au dépérissement de la démocratie libérale. La colère des classes populaires est intimement liée à la peur d'un avenir incertain. Aux États-Unis, cela s'est traduit par un ressentiment profond envers les élites politiques et une méfiance à l'endroit des institutions. Si la Bourse de New York semble en pleine santé, c'est surtout au bénéfice de la classe capitaliste et de ses valets au sein de la classe politique. Les faits parlent d'eux-mêmes : baisses d'impôts pour les riches, avantages tarifaires pour les compagnies et sociétés étatsuniennes et, qui plus est, une Maison-Blanche aux mains des ténors de Wall Street.

Le scepticisme des travailleurs et des travailleuses en est venu peu à peu à remettre en question un système démocratique incapable de répondre aux besoins de la classe ouvrière. Il fallait donc s'attendre à ce qu'ici, comme en Europe, des franges de plus en plus importantes de la population se mettent à chercher de nouvelles avenues de transformation sociale, voire une nouvelle utopie. Si certains et certaines ont choisi de donner leur voix à une gauche ouvertement socialiste aux élections de mi-mandat de 2018, plusieurs ont été séduits par le discours réactionnaire d'une droite radicale qui se présente comme la solution à tous les maux de la société étatsunienne. Cet

extrémisme de droite ne cache ni sa misogynie, ni son islamophobie, ni son homophobie et exacerbe les sentiments anti-immigration.

À cet effet, les manifestations de Charlottesville en 2017¹ témoignent de manière explicite du retour en force d'un machisme et d'un racisme ouverts que consolident quotidiennement les médias poubelles qui dominent les ondes à l'extérieur des grands centres urbains de la côte est et de la côte ouest. La remise en question du droit à l'avortement s'inscrit dans une même logique.

Le populisme d'extrême droite semble manifestement bien ancré dans l'esprit de nombre de citoyennes et de citoyens étatsuniens cyniquement déçus par l'effritement du système démocratique. Pour certaines et certains, ce courant idéologique et social caractériserait la montée d'une forme de néofascisme « typiquement étatsunien » qui ne serait pas l'apanage de l'Amérique profonde, peu instruite et porteuse d'une vision passéiste et mythologique de la nation. Des membres de la bourgeoisie et de l'élite politique ne cacheraient pas l'attrait qu'exerce sur eux une solution autoritaire. On peut rappeler à titre d'exemple que la famille Koch et les Ted Cruz de ce monde appuient sans réserve la stratégie de Trump axée sur une gouvernance autoritaire destinée à assurer l'hégémonie impérialiste étatsunienne sur l'ensemble de la planète.

Mais pourquoi évoquer le fascisme ? L'histoire des États-Unis est parsemée de discours et de personnalités qui ont posé les jalons d'un fascisme aux couleurs du pays. Durant la crise des années trente, un prêtre catholique, le Father Coughlin, saluait les prouesses du régime de Benito Mussolini dans son émission radiophonique hebdomadaire, pendant que le sénateur populiste de la Louisiane, Huey Long, invitait le pays à s'inspirer du programme du Duce pour combattre la crise. Dans les années 1950, George Lincoln Rockwell, le chef du Parti nazi étatsunien, paradait encore dans les grandes villes des États-Unis. C'est à cette époque que le grand écrivain étatsunien Sinclair Lewis a écrit *It Can't Happen Here*² (Ça ne peut pas arriver chez nous), un roman dans lequel il décrit la venue au pouvoir, par la voie électorale, d'un président qui, une fois en poste, réussit à contourner la Constitution américaine pour instaurer un régime fasciste. Publié en 1935, ce livre constitue un avertissement sur le danger de la montée du fascisme au cœur des démocraties libérales. Le fascisme était à l'époque de type militariste et revanchard, assez proche des conceptions de Gentile³ et des futuristes italiens qui faisaient l'éloge de la masculinité et de la Première Guerre mondiale.

1 L'extrême droite américaine a organisé à Charlottesville en Virginie (États-Unis) les 11 et 12 août 2017 un ralliement *Unite the Right* (Unifier la droite) pour protester contre le retrait de la statue du général sudiste Robert Lee, dirigeant des forces des États confédérés lors de la guerre de Sécession. NdR

2 Sinclair Lewis, *It Can't Happen Here*, New York, Penguin Classics, [1935] 1963.

3 Giovanni Gentile fut ministre sous Mussolini et membre du Grand Conseil fasciste. NdR

Le livre de Sinclair Lewis peut faire penser, dans sa description du personnage du président fasciste, au comportement actuel de Donald Trump. On y voit le même mélange d'arrogance et de suffisance d'une personnalité caractérielle travaillée par de fréquentes sautes d'humeur. Il s'agit d'une anticipation littéraire d'une actualité stupéfiante, ce qui nous permet de tracer des parallèles entre fascisme ancien et nouveau.

Aujourd'hui, des commentateurs et des commentatrices, des journalistes et intellectuel.le.s de gauche comme de la droite modérée tentent de comprendre le comportement d'un Donald Trump et de le situer sur l'échiquier idéologique. Or, le mot « fasciste » ou « néofasciste » est devenu le pivot sur lequel reposent de nombreuses analyses contemporaines. Dylan Riley, dans son article « What is Trump?⁴ », nous renvoie à une série d'auteurs qui disent unanimement que Trump est ouvertement fasciste. Mais le fascisme qui nous guette aujourd'hui n'est-il pas différent de celui du passé, n'est-il pas plus subtil ? À suivre ces réflexions, on comprend que le fascisme étatsunien du XXI^e siècle se construit autour de nouveaux outils et surtout de nouvelles stratégies communicationnelles et visuelles.

Donald Trump est à la fois de droite et d'extrême droite, selon les circonstances et la politique qu'il défend, mais il semble plus difficile de le qualifier de fasciste au sens où on l'entendait il y a un siècle. En fait, il nous faut redéfinir l'idéologie fasciste selon les conditions culturelles d'aujourd'hui. Le corporatisme d'État est l'une des caractéristiques du fascisme, ce qui n'est pas le cas de la gouvernance de Trump, qui renvoie au capitalisme sauvage du début de la révolution industrielle. De plus, Trump n'a pas, à proprement parler, une milice indépendante pour le soutenir. Ces réalités nous forcent donc à mettre de côté les vieux paramètres pour saisir en quoi l'idée du fascisme demeure toujours vivante aujourd'hui.

L'enjeu consiste ici à redéfinir cette idéologie à partir d'une culture de masse centrée sur la consommation et le matérialisme, d'où l'idée d'une « massification » de la société américaine. Jamais la liberté ne s'est autant définie par une uniformisation des désirs autour de l'accumulation matérielle. Idéologie déshumanisante, le fascisme contemporain produirait donc une définition de la liberté fondée sur une culture consumériste qui tend à dépolitiser les citoyens et les citoyennes tout en les isolant. En somme, le type de fascisme qui nous guette est plutôt un fascisme

4 Dylan Riley, « What is Trump? », *New Left Review*, n° 114, 2018. Max Boot, un conseiller des républicains, écrit : « Je ne dis pas que Trump est Hitler, néanmoins, il est fasciste ». Le néoconservateur Robert Kagan a écrit dans le *Washington Post* du 18 mai 2016 : « C'est ainsi que le fascisme est venu en Amérique ». Et Mark Bray, un anarcho-syndicaliste : « Je ne dirais pas que Trump est un fasciste, mais il démontre qu'il a les caractéristiques d'un fasciste ». Dans le *Monthly Review* d'avril 2017 (vol. 68, n° 11), John Bellamy Foster, un membre du comité de rédaction de la revue, écrit « Neofascism in the White House ». *Mediapart* suit aussi la tendance ; Christian Salmon y écrit dans le numéro du 18 décembre 2016 : « Judith Butler : "Pourquoi Trump est un phénomène fasciste" ».

culturel, un fascisme dit « doux », presque sympathique, assez caractéristique de la « société du spectacle », laquelle, comme l'explique Guy Debord dans son oeuvre⁵, a été propulsée par le développement de l'industrie des communications. CNN et Fox jouent un rôle fondamental dans cette vaste entreprise d'abrutissement de la société étatsunienne, parce qu'ils réinventent l'actualité quotidienne et la transforment en pur spectacle comme s'il s'agissait de regarder un programme musical de détente sans qu'il soit nécessaire de réfléchir sur la nouvelle.

Le film de Fritz Lang, *Metropolis* (1927), fait état de la militarisation des ouvriers qui rentrent et sortent de leur lieu de travail. Dans *Les temps modernes* de Charlie Chaplin (1936), un ouvrier est prisonnier de l'engrenage d'une machine qui contrôle l'ensemble des travailleurs. Ce sont deux métaphores emblématiques de la militarisation fascisante de la classe ouvrière à l'époque industrielle. Le fascisme ancien reposait sur la militarisation de la société et l'usage de la violence physique, deux éléments indispensables à la structuration du pouvoir d'État et à la mise au pas de la société. Le fascisme contemporain n'a plus besoin de milices ou de menaces. La « massification » est désormais entretenue par le spectacle des *fake news* et une culture de la consommation qui joue le rôle d'une idéologie ; c'est ce qui permet de parler d'un fascisme culturel, caractérisé par l'adhésion des masses à des conduites conformes aux exigences des pouvoirs économiques et politiques sans contrainte explicite et sans conscience de ce qui se passe. Ce fascisme culturel est forcément plus difficile à reconnaître et en cela plus pernicieux.

George Orwell décrit dans son célèbre roman *1984*⁶ une femme à la maison qui doit se présenter devant son écran de télévision interactive pour participer, comme figurante, à une sorte de téléroman. À un moment précis, elle doit dire deux mots et la scène se poursuit. Cette femme participe, à son insu, à la fabrication du fascisme culturel, ce qui la rend prisonnière du système et fait croire que sa participation la rend libre. Avec les médias sociaux, nous sommes, d'une certaine manière, les acteurs et les bâtisseurs de notre propre domination et de la pérennité d'un régime fasciste d'un type nouveau. Neil Postman⁷, dans *Se distraire à en mourir*, nous dit que nous faisons, de nous-mêmes, appel à la figure mythique du « Big Brother ». Notre culture de masse nous a tellement infantilisés que nous devons, pour nous sentir vivants, faire appel de façon inconsciente à une figure que nous pouvons décrire comme paternaliste, apte à prendre en main nos vies et à régler tous nos problèmes. C'est ce type de fascisme qui s'installe aux États-Unis, et Trump incarne un capitalisme rendu à un autre stade de son développement, où il n'est plus simple mécanique économique mais culture.

5 Guy Debord, *La société du spectacle*, Paris, Gallimard, [1967] 1992.

6 Georges Orwell, *1984*, Paris, Gallimard, 1950.

7 Neil Postman, *Se distraire à en mourir*, Paris, Pluriel, 1985.

Le fascisme religieux, une nouvelle utopie ?

Les États-Unis constituent une puissance fondée sur une véritable mythologie (liberté individuelle, réussite personnelle et égalité) qui a contribué à maintenir vivant leur exceptionnalisme et fait du rêve américain un idéal dont la force d'attraction est indéniable. Or, le sentiment de trahison à l'égard des élites met en péril ce rêve fondateur et enclenche la quête d'une nouvelle orientation susceptible de redonner de la « grandeur » (comme le promettait Trump) à un pays qui semble se chercher. Cela explique pourquoi les droites étatsuniennes, quelles qu'elles soient, se rejoignent sur le terrain des discours salvateurs. Après la droite milicienne, républicaine et politique, l'extrême droite religieuse peaufine son discours. Il n'est plus question de sauver les âmes et de servir le Christ, mais de construire, en terre des croyants, une utopie religieuse exclusive destinée à préserver la pureté du sol et de la nation des menaces venues d'ailleurs.

Chris Hedges⁸ nous dit que l'extrême droite religieuse a une peur maléfique de perdre ses certitudes morales dans un pays envahi par d'autres religions. La menace est à ses yeux un peu partout. Elle provient des scientifiques, jugés « sataniques » et au service de l'incroyance, et des juges qui refusent de sanctionner l'avortement et pavent la voie à l'immoralité. Manichéenne, la droite religieuse se représente le monde comme profondément divisé entre ceux qui craignent de tout perdre, y compris leur liberté de croyance, et les ennemis de Dieu. Cette peur de la chute pousse la droite religieuse à relancer l'idée d'un nouveau rêve américain qui ne reposerait plus sur les idées des Lumières et le libéralisme politique. La « reconquête » du Nouveau Monde s'inspire d'un christianisme ultraconservateur animé par une pulsion revancharde à l'endroit du *melting-pot* qui aurait nui aux « vraies » valeurs étatsuniennes. Inspirés par l'Ancien Testament et l'image d'un dieu vengeur, ses adeptes attendent – pour ainsi dire – la venue d'un homme assez fort pour empêcher le déclin. Cette version chrétienne de la droite dure s'accommode parfaitement d'un fascisme à l'italienne mis au goût du jour, qui ferait obstacle à une immigration jugée dangereuse au sein d'une Amérique renaissante⁹.

Un fascisme dit « doux »

Bertram Gross a publié en 1980 un livre intitulé *Friendly Fascism*¹⁰. Au moment de sa publication, le livre de Gross a été vu, à l'instar du roman de Sinclair Lewis, comme une

8 Chris Hedges, *American Fascists. The Christian Right and the War on America*, New York, Free Press, 2006.

9 Depuis 2002, il y a eu une augmentation de 41 % des inscriptions dans les écoles chrétiennes et conservatrices et 72 % des parents qui se déclarent chrétiens et conservateurs estiment que la nouvelle utopie passe par l'enseignement moral et religieux. *Ibid.*, p. 156.

10 Bertram Gross, *Friendly Fascism. The New Face of Power in America*, New York, M. Evans, 1980.

fable un peu fantaisiste. L'arrivée de Trump au pouvoir redonne à son propos toute sa pertinence.

La concentration du pouvoir financier – avant la dernière crise immobilière de 2006 à 2010, il y avait six très grandes banques alors qu'aujourd'hui il n'y en a que quatre – reflète assez bien aujourd'hui la concentration du capital en général, réalité que personne n'a contestée, pas même l'économiste soi-disant progressiste Paul Krugman. Le silence est complet parce que les banques ne sont pas vues comme des ennemies, mais comme des pourvoyeurs de cette fabuleuse économie capitaliste qui nous enrichit tous. Barack Obama n'a-t-il pas contribué à la survie des banques et donné 700 milliards de dollars à Wall Street ? En fait, la concentration du capital et le développement des grandes fortunes à l'origine de l'empire financier étatsunien, celles des Rockefeller, Dupont, Carnegie et plus récemment des Gates, Koch, Adler, jouissent d'une surprenante acceptabilité sociale qui confirme la thèse d'un « fascisme doux » au sens où les oligarques, tel le « généreux » Bill Gates, suscitent admiration et sympathie. Une majorité de personnes aliénées par un système qui les dépossède attend des privilégiés de ce même système des réponses à ses malheurs. En face, les élites promettent des changements et parlent de refondation sans rien perdre de leur position et de leur prestige.

La Maison-Blanche illustre très bien le phénomène. Le président et son Bureau exécutif¹¹, indépendamment du parti au pouvoir, constituent le symbole le plus important de la démocratie américaine. Si nous considérons les pouvoirs que possède un président, nous comprenons pourquoi les Étatsuniens se réfèrent sans cesse au président et à son Bureau exécutif. Ainsi, quand le sénateur Barry Goldwater a convaincu Richard Nixon de quitter la présidence, ce n'était pas pour protéger Nixon, mais pour protéger le Bureau exécutif de la présidence. C'est la raison pour laquelle Gross écrivait que l'amour qu'éprouve la population envers le Bureau de la présidence pourrait facilement être manipulé par un président qui s'en servirait pour instaurer, par un discours séducteur et protecteur, des mesures fascisantes. Toute la question de l'immigration illégale à la frontière mexicaine et le discours du président Trump pour consolider sa présidence autour de cet enjeu sont des exemples frappants de ce type de fascisme et de son influence sur la population étatsunienne.

Une société sur la voie du fascisme ?

Si nous prenons en compte les trois variantes du fascisme qui traversent la société étatsunienne, nous pouvons affirmer que la société étatsunienne (y compris la classe capitaliste et la classe politique) est sur la voie d'un fascisme d'un nouveau genre, à la fois culturel et religieux. C'est cette culture fasciste qui rend possible un Donald

¹¹ En anglais : Executive Office of the President of the United States.

Trump dont la posture misogyne, raciste et agressive (envers la presse notamment) semble aujourd'hui banalisée. Désormais apôtre de la « droite alternative » en Europe, l'ancien conseiller du président étatsunien, Steve Bannon, a su reconnaître un terreau fertile en sol américain et s'assurer de la pérennité des alliances nécessaires à la consolidation de ce fascisme entre la classe économique dominante et la classe politique, ce qui garantit aux franges les plus dures du Parti républicain la main mise sur le pouvoir. Cela explique pourquoi l'opposition de gauche, dont le Parti démocrate, et les organisations progressistes ont devant elles un immense défi quant à leur capacité à traduire en un mouvement large les frustrations des personnes les plus marginalisées des États-Unis encore séduites par le chant des sirènes de l'extrême droite.

L'influence politique de la droite chrétienne aux États-Unis et au Canada

André Gagné

Professeur agrégé au département d'études théologiques à l'Université Concordia

L'impact de la droite chrétienne s'est récemment fait ressentir lors des élections américaines en 2016. En effet, le président Trump a reçu 81 % de ses appuis de la part d'évangéliques « blancs » se disant « nés de nouveau » (*born again*), ce qui constitue 61 % des 62 millions d'évangéliques aux États-Unis, soit la moitié des personnes qui ont voté lors des dernières élections présidentielles. À deux ans des prochaines élections, Trump obtenait encore ses plus grands appuis de la part de personnes religieuses blanches, soit 69 % des évangéliques, 48 % des personnes des grandes traditions protestantes et 44 % des catholiques, comparativement à un faible pourcentage de protestants noirs (12 %) et de catholiques non blancs (26 %), selon la firme de sondage Pew Research¹. Dès lors, plusieurs joueurs politiques associés à cette droite chrétienne ont réussi à influencer les décisions de la Maison-Blanche. Que ce soit l'appui indéfectible à l'État moderne d'Israël par le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, la gestion de l'immigration à la frontière du Mexique et des États-Unis, la discrimination à l'encontre des droits des personnes LGBTQ ou la bataille antiavortement qui fait maintenant rage dans plusieurs États, on retrouve la droite chrétienne comme architecte de ces politiques et prises de position. Le poids politique de cette coalition religieuse s'est aussi manifesté au Brésil avec l'élection de

1 Philip Schwadel et Gregory A. Smith, « Evangelical approval of Trump remains high, but other religious groups are less supportive », Pew Research Center, 18 mars 2019, <www.pewresearch.org/fact-tank/2019/03/18/evangelical-approval-of-trump-remains-high-but-other-religious-groups-are-less-supportive/>.

Jair Bolsonaro, que certains nomment « le messie ». Les sondages indiquent que 70 % des quelque 56 millions d'évangéliques du Brésil ont voté pour le nouveau président².

Mais qu'est-ce que la « droite chrétienne » ? C'est une coalition religieuse aux visées politiques. Elle est composée principalement d'évangéliques et d'intégristes catholiques et protestants ; elle obtient aussi parfois l'appui des mormons et de certains groupes juifs conservateurs. Cette coalition politico-religieuse se fédère autour de causes telles que l'antiavortement, l'opposition aux droits des LGBTQ et aux cours d'éducation sexuelle, la promotion de la prière à l'école et de l'enseignement du créationnisme (ou du dessein intelligent), le combat contre l'euthanasie et la protection de la liberté religieuse. La droite chrétienne vise l'établissement d'un nationalisme chrétien où les « valeurs » judéo-chrétiennes sont à la base des lois du pays. Mais qu'en est-il de la droite chrétienne au Canada ? Une telle coalition politico-religieuse existe-t-elle chez nous ?

Quelques précurseurs de la droite chrétienne au Canada

La présence de la droite au Canada a fait son apparition dans les années 1970 autour des questions de l'avortement et du mariage de conjoints de même sexe. Mais ce n'est qu'en 2005, lors de l'adoption du projet de loi C-38 sur le mariage de conjoints de même sexe – devenu la Loi sur le mariage civil – que les médias ont pris connaissance des visées politiques de la droite chrétienne au Canada.

Il faut cependant noter qu'il y a eu des précurseurs à cette coalition politico-religieuse, souvent associés au Parti du crédit social en Alberta (de 1935 à 1968), et par la suite au fédéral dans les années 1960. En effet, l'Alberta a élu deux premiers ministres créditistes, soit William Aberhart, nommé *Bible Bill* (1935-1943), et Ernest Manning (1943-1968). Aberhart est devenu politicien après avoir été un prédicateur évangélique pendant plusieurs années. Ernest Manning, qui succède à Aberhart en 1943, a un parcours similaire ; il fut même profondément marqué par la dévotion religieuse et la vision politique de Aberhart, son mentor. Même lors de ses années en tant que premier ministre de l'Alberta, Manning poursuivait des activités en tant que prédicateur à la radio.

À l'échelle fédérale, le Parti du crédit social a fait des gains aux élections de 1962 en faisant élire 30 députés, sous la chefferie de Robert Thompson. Ce dernier avait une admiration pour Aberhart, et il fut encouragé par Manning à proposer sa candidature comme chef du Parti du crédit social du Canada. Peu de temps après son élection, Thompson mettra sur pied un petit déjeuner de prière hebdomadaire pour

2 Pamela Machado, « Did Brazil's evangelicals put Jair Bolsonaro into office », *New Internationalist*, 6 novembre 2018, <<https://newint.org/features/2018/11/06/did-brazil's-evangelicals-put-jair-bolsonaro-office>>.

les parlementaires, une initiative qui donnera naissance à un événement annuel, le petit déjeuner de prière national. Pour Thompson, ces rencontres avaient pour but de rassembler dans l'esprit du Christ des députés d'allégeances politiques et religieuses variées ; elles offraient un lieu où ils pourraient partager leurs valeurs spirituelles tout en réfléchissant sur l'héritage spirituel du Canada³. On observe donc vers la fin des années 1960 la présence de députés aux valeurs socioconservatrices, ce qui ouvrira progressivement la voie à la droite chrétienne dans les années 1970.

L'entrée en scène de la droite chrétienne au Canada

La libération ou révolution sexuelle des années 1960 constitue la cause première de l'émergence de la droite chrétienne au Canada. Le militantisme antiavortement et contre les droits des personnes LGBTQ a pris son envol à la suite du « bill omnibus⁴ », présenté par Pierre Elliott Trudeau en 1967 et adopté en 1969. La loi entraîna une vive réaction politique de la droite chrétienne en raison de la décriminalisation de l'homosexualité et de la légalisation de l'avortement sous certaines conditions (dans les cas où la santé d'une femme ou sa vie est menacée). En 1974, le révérend Ken Campbell, un prédicateur baptiste de l'Ontario, forme Renaissance Canada, un lobby conservateur antiavortement qui s'opposait aussi aux droits des personnes LGBTQ. Campbell se présente à plusieurs élections dans les années 1980 et 1990, en particulier dans une des circonscriptions provinciales de la ville de Toronto. Il sera aussi le dernier chef du Parti du crédit social, de 1990 à 1993. Avec l'aide d'artisans de la droite chrétienne comme Gwen Landolt, fondatrice de *Real Women of Canada* en 1984, Campbell s'opposera farouchement aux activités du Dr Henry Morgentaler par la création de *Choose Life Canada*, un autre lobby antiavortement. Mais les espoirs de ces militantes et militants chrétiens s'évanouiront avec l'élection du gouvernement conservateur de Brian Mulroney à Ottawa, car c'est sous ce gouvernement que les droits des personnes LGBTQ progresseront en 1986 et que les restrictions sur l'avortement seront retirées, suite au verdict de la Cour suprême en faveur du Dr Morgentaler en 1988. Une nouvelle législation antiavortement (projet de loi C-43) se verra introduite à la Chambre des communes en mai 1990, mais sera défaite au Sénat en janvier de l'année suivante.

C'est aussi durant le premier mandat du gouvernement Mulroney que se formera le Parti de l'héritage chrétien, le seul parti politique antiavortement au Canada. Le désenchantement de la droite chrétienne à l'égard du Parti progressiste conservateur de Brian Mulroney aura aussi pour conséquence la création du Parti réformiste de Preston Manning – fils d'Ernest Manning – en 1987, qui deviendra même l'opposition officielle au Parlement du Canada en 1997. L'élection d'un gouvernement libéral

3 Robert N. Thompson, *A House of Minorities. The Political Memoirs of Robert N. Thompson*, Burlington (Ontario), Welch Publishing, 1990, p. 124.

4 Ce « bill omnibus » amendait le Code criminel canadien.

à Ottawa n'aidera pas la cause de la droite chrétienne au Canada. En effet, lors du premier mandat des libéraux de Jean Chrétien, la loi C-33 ajoute l'orientation sexuelle parmi les motifs interdits de discrimination à la Loi canadienne sur les droits de la personne. Après de tels bouleversements sociaux pour la droite chrétienne, sera fondée, en 1997, la *Canada Family Action Coalition*, un organisme national voué à l'établissement d'une société saine, morale, qui protège les enfants, honore et encourage les mariages et les familles traditionnelles.

Une coalition entre réformistes et progressistes conservateurs sera amorcée par Manning afin d'unir la droite face aux libéraux. On voulait calmer les craintes de la population canadienne devant les prises de position de certains députés réformistes de confession évangélique contre l'avortement et les droits des personnes LGBTQ ainsi que par rapport à leur point de vue sur l'immigration. Le Parti réformiste du Canada devient l'Alliance canadienne en 2000, avec pour chef Stockwell Day, ancien ministre des Finances en Alberta. En 2002, Stephen Harper prendra la tête du parti contre Day lors de la course à la direction. Au cours des années de reconstruction du Parti conservateur, les libéraux de Jean Chrétien réussissent à faire adopter à la Chambre des communes le projet de loi C-250 qui modifie le Code criminel au chapitre de la propagande haineuse de façon à inclure le motif illicite de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle (2003). Cette loi sera acceptée au Sénat en 2004. Une année plus tard, le gouvernement minoritaire libéral de Paul Martin fera approuver à la Chambre des communes et au Sénat le projet de loi C-38 en vue de la légalisation du mariage des conjoints de même sexe.

Jusqu'à ce jour, les conservateurs n'ont pu modifier cette série de politiques en faveur de l'avortement et des droits des personnes LGBTQ, même sous les mandats de Stephen Harper, de 2006 à 2015. Depuis la victoire de Justin Trudeau et des libéraux en 2015, la droite chrétienne tente de retrouver son inspiration. Elle s'oppose sans réserve aux politiques du gouvernement Trudeau en matière d'avortement, des droits des personnes LGBTQ et d'immigration. Les groupes de droite chrétienne au Canada n'ont manifestement pas les mêmes ressources que leurs homologues américains. Néanmoins, ils tentent toujours de rallier des gens à leurs causes.

Il ne faut donc pas penser que certains débats générés par la droite chrétienne aux États-Unis n'ont pas d'incidences au Canada. En effet, la sortie récente du film *Unplanned*⁵ montre bien que cette coalition politico-religieuse est bien active chez nous. Encore aujourd'hui, certains lobbies chrétiens livrent un combat effréné contre l'avortement. Des groupes comme *Campaign Life Coalition*, avec ses 200 000 membres, et *RightNow* travaillent à faire élire des candidates et des candidats antiavortement. Ils ont soutenu des candidatures des partis conservateurs provinciaux de l'Ontario et

5 Film américain anti-avortement produit en 2019 par des groupes chrétiens. NdR

de l'Alberta. La droite chrétienne en Ontario s'est d'ailleurs félicitée pour la victoire de Doug Ford. En effet, Ford s'est rapidement associé à des personnalités du mouvement évangélique au Canada et faisait de nombreuses apparitions dans leurs églises au cours de la campagne électorale. Cela témoigne des efforts déployés par le Parti conservateur de l'Ontario pour obtenir le soutien des chrétiens aux valeurs socioconservatrices. Pour certains candidats du gouvernement Ford, comme Sam Oosterhoff, âgé de 21 ans, député pour la région de Niagara-Ouest, le débat sur l'avortement est un débat sur les droits humains. Oosterhoff souhaite rendre impensable l'idée même d'avoir un avortement d'ici une trentaine d'années au Canada.

Sur quelle théologie s'appuie la droite chrétienne ?

La droite chrétienne est essentiellement ancrée dans le « dominionisme », une théologie du pouvoir politique. Cette idée vient d'une interprétation particulière d'un passage du livre de la Genèse (1: 26-28) où Dieu ordonne à l'être humain de dominer la terre et de l'assujettir. Cette théologie fut grandement popularisée au moyen d'une mouvance appelée le « reconstructionnisme chrétien », fondé par Rousas J. Rushdoony dans les années 1960. Ce courant dominioniste prône l'établissement de la loi divine (théonomie) pour gérer la société et la politique. Rushdoony reconnaît la sévérité de la loi de Dieu et admet que la punition exigée pour l'adultère et autres transgressions est la mort par lapidation. Selon lui, les chrétiens n'ont pas été appelés à se retirer du monde, mais à y demeurer pour le conquérir. Pour ce faire, ils doivent donc se mobiliser politiquement en vue d'effectuer une transformation morale de la société.

On a vu à l'œuvre la mobilisation politique envisagée par Rushdoony lors des élections américaines de Jimmy Carter et de Ronald Reagan. Le « dominionisme », cette théologie du pouvoir politique, fut progressivement adopté par des groupes intégristes de confession évangélique, catholique et protestante de tendances eschatologiques variées (pré-millénaire, post-millénaire ou a-millénaire), et il servira jusqu'à nos jours de justification à la mobilisation politique des chrétiens aux États-Unis.

Par ailleurs, un dominionisme de type charismatique a remplacé l'austérité du reconstructionnisme chrétien. Le charismatisme est responsable actuellement de la plus importante croissance du christianisme à travers le monde, que ce soit par la montée des groupes pentecôtistes, de réseaux « apostoliques » ou autres églises non dénominationnelles. Ces communautés charismatiques ont dans la plupart des cas succombé à la vision dominioniste de la Nouvelle Réforme apostolique (*New Apostolic Reformation*). Cette mouvance a pris naissance en 2001 sous la direction de C. Peter Wagner, figure « apostolique » de premier ordre. Le plan de la Nouvelle Réforme apostolique demeure le même – l'établissement du Royaume de Dieu sur terre – mais le tout est reformulé dans un langage moderne et hyperspiritualisé.

La Nouvelle Réforme apostolique vise une transformation sociale qui s'étend à ce qu'ils appellent les sept montagnes ou sphères de la culture : la religion, l'éducation, l'économie, la politique, les arts, les médias et la famille. Selon les dirigeants « apostoliques » de cette mouvance, la conquête de chacune de ces sphères ou montagnes d'influence culturelle doit se faire en deux étapes : (1) entamer un « combat spirituel » contre les forces démoniaques (les dirigeants) qui contrôlent les sphères d'influence ; (2) mettre en place des « apôtres au travail » qui graviront progressivement les sommets des sept montagnes d'influence, afin de changer les mentalités en vue de la transformation sociale souhaitée.

Il existe une littérature imposante (principalement anglophone) sur le « combat spirituel » ; on y détaille les tactiques et techniques permettant la « prise de possession » des sphères de culture et même de certaines régions géographiques, en vue de faire advenir le Royaume de Dieu sur terre. Selon les praticiens du « combat spirituel », une guerre se livre actuellement à plusieurs niveaux : (1) le niveau terrestre, où s'effectue un combat pour la libération de ceux qui sont sous l'emprise démoniaque ; (2) le niveau occulte, où s'effectue un combat contre les esprits maléfiques qu'ils associent à la sorcellerie, au vaudou, au satanisme, au nouvel âge, etc. ; (3) le niveau stratégique, où s'effectue un combat contre les « esprits territoriaux » qui contrôlent des zones géographiques, des sphères sociales ou des groupes culturels. Pour les tenants du dominionisme de type charismatique, l'obtention du pouvoir politique et la mise en œuvre d'une transformation sociale nécessitent un engagement au niveau stratégique du combat spirituel.

Il n'est donc pas étonnant de voir la mise en discours d'une rhétorique guerrière où les croyants sont appelés à « conquérir » et à « prendre possession » de lieux culturels et physiques (*city taking*) pour le Seigneur. L'idée d'une « prise de possession » s'inspire principalement d'une lecture spiritualisée des récits de conquête de la « terre promise » tirés de l'Ancien Testament. Certains iront même jusqu'à l'élaboration d'une technique de « cartographie spirituelle » (*spiritual mapping*) afin d'identifier spécifiquement les forces maléfiques (ou esprits territoriaux) qui font obstacle à la volonté divine pour une ville, une région ou une nation. Après avoir identifié les esprits démoniaques qui opèrent dans les lieux de conquête désirés, l'expulsion de ces forces maléfiques s'effectue de différentes manières. Certains croyants s'engageront dans des « marches de prière » (*prayer walking*) à travers les lieux physiques qu'ils estiment être sous l'emprise du diable, d'autres organiseront des « marches pour Jésus » en simulant une « prise de possession » symbolique d'une ville ou d'un lieu pour Jésus.

Ces pratiques spirituelles ont pour but de préparer le terrain et d'ouvrir la voie aux « apôtres au travail ». Notons que, pour les « apôtres » en chef de la Nouvelle Réforme apostolique, il n'est pas nécessaire qu'il y ait des conversions religieuses de masse pour que s'effectue une transformation sociale. Par exemple, Lance Wallnau, un des

plus influents promoteurs de la vision des sept montagnes de culture, explique cette stratégie dominioniste en ces termes :

Le changement de culture ou la transformation des nations ne nécessite pas une majorité de conversions... Nous avons besoin de plus de disciples aux bons endroits, dans les hauts lieux. Une minorité d'individus peut définir le programme, s'ils sont correctement alignés et déployés... Le monde est une matrice de systèmes ou de sphères d'influence qui se chevauchent. Nous sommes appelés à pénétrer dans toute la matrice et à envahir chaque système avec une influence qui libère tout son potentiel... Le combat livré dans chaque sphère concerne les idées qui la dominent, ainsi que les individus qui ont le plus de pouvoir pour faire avancer leurs propres idées⁶. Notre traduction.

C'est précisément ce type de dominionisme charismatique qui semble avoir une mainmise sur la politique aux États-Unis. C'est la manière la plus efficace que la droite chrétienne a trouvée pour s'infiltrer dans les coulisses du pouvoir. Cette stratégie furtive a réussi à mobiliser le vote évangélique « blanc » aux États-Unis et a rendu possible la victoire de Bolsonaro au Brésil.

Au Canada, même si le Parti conservateur (PCC) n'est pas sorti vainqueur aux dernières élections fédérales, des groupes appartenant à la droite chrétienne comme *Campaign Life Coalition* et *RightNow* ont néanmoins réussi à faire élire une grande proportion de candidats anti-avortement. En effet, plus de la moitié des candidates et candidats élus du PCC, soit 56 %, sont ouvertement anti-choix. Tant qu'il y aura des chrétiens partageant les valeurs de la droite chrétienne, ceux-ci tenteront par tous les moyens de changer les mentalités, en s'introduisant progressivement dans les différentes « sphères de la culture » du pays. Avec ses manœuvres furtives, la droite chrétienne a réussi à mobiliser ses membres sur le plan politique grâce aux efforts de pasteurs et de leurs congrégations, et aussi avec l'aide de divers groupes chrétiens et autres institutions religieuses.

La droite chrétienne se croit persécutée et brimée dans ses valeurs et ses libertés. Ses membres estiment que la loi divine devrait régir toutes les sphères de la société, y compris même la politique. Le danger d'un tel système politique serait la discrimination envers ceux et celles aux points de vue et modes de vie opposés.

6 Lance Wallnau, « The Seven Mountain Mandate » dans Lance Wallnau et Bill Johnson (dir.), *Invading Babylon. The 7 Mountain Mandate*, Shippensburg (PA), Destiny Image Publishers, 2013, p. 65.

Comment les néolibéraux ont gagné la bataille des idées... mais l'histoire n'a pas dit son dernier mot

Jacques B. Gélinas

Sociologue et essayiste

Les mots sont la cuirasse du pouvoir établi.

— Marcuse

Le capitalisme a besoin d'une solide cuirasse de mots et d'idées pour se rendre acceptable aux yeux de ceux qui en pâtissent... comme aussi à la conscience de ceux qui en profitent. Cette cuirasse consiste en un cadre de pensée doté d'une logique interne qui a réponse à tout et qui apparaît comme relevant du bon sens. Le libéralisme est le nom de cette idéologie qui décrit, explique et justifie le système capitaliste. Une idéologie très astucieuse, car elle joue sur l'idée de liberté, la plus grande des aspirations humaines.

Depuis son émergence au milieu du XVIII^e siècle, le libéralisme n'a cessé d'être contesté, mais il a survécu à toutes les batailles, pour s'imposer sur toute la planète, à la fin du XX^e siècle, sous sa forme la plus extrême, le néolibéralisme.

I. Comment est née l'idéologie libérale en appui au capitalisme industriel

Les idéologues n'ont jamais manqué pour expliquer la nature, les cycles, les crises, les bienfaits et les méfaits du système capitaliste, éminemment productif, mais brutalement inégalitaire et ravageur. Le plus célèbre d'entre eux demeure l'Écossais Adam Smith. Notons que ce philosophe, reconnu comme le fondateur du libéralisme et de la science économique moderne, n'était ni un économiste ni un homme d'affaires, mais un professeur de logique et de morale.

Smith publie, en 1776, un essai pionnier intitulé *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Cela se passe en Angleterre, berceau de la Révolution industrielle qui prend alors son envol. Il s'agit d'une nouvelle façon d'organiser la production par une main-d'œuvre salariée, dans des manufactures nouvellement mécanisées, possédées et dirigées par une classe de nouveaux riches, qu'on appellera plus tard les capitalistes.

L'auteur explique que la cause principale de la prospérité du royaume, c'est la liberté économique. Liberté d'entreprendre dans le seul but de faire des profits, sans se soucier de l'intérêt général. Liberté de commercer sur un marché concurrentiel, libre des interventions de l'État. Liberté de s'enrichir et d'accumuler pour investir davantage et engranger plus de profits qui seront réinvestis, dans une spirale sans fin d'accumulation.

Mais alors, si chacun poursuit égoïstement ses activités industrielles et commerciales, comment expliquer la prospérité et l'harmonie qui règnent dans le pays ? Smith ne parvient à résoudre cette énigme qu'en recourant à une certaine mystification : « une main invisible » intervient – ô prodige ! – pour faire converger la multitude des intérêts particuliers vers l'intérêt général. Dans l'aristocratie Angleterre de l'époque, l'exploitation éhontée des salariés, y compris de la main-d'œuvre féminine et enfantine, est considérée comme faisant partie de l'intérêt général.

Ce cadre d'idées élaboré par Smith et autres penseurs de la même école a un nom : le libéralisme économique. Une idéologie étonnamment résiliente qui a survécu aux analyses décapantes de Karl Marx et de Friedrich Engels, au mitan du XIX^e siècle.

L'interprétation de Smith, complétée au début du siècle suivant par David Ricardo – le père de la théorie du libre-échange – et par les néoclassiques du libéralisme économique, s'est imposée partout en Occident, jusqu'à ce que la Grande Dépression et la menace d'effondrement du capitalisme, dans les années 1930, ne viennent ébranler les certitudes.

II. Le libéralisme bridé par le *New Deal*, le keynésianisme et l'État social

L'optimisme des gens d'affaires est à son comble lorsque, le 24 octobre 1929, le krach de la Bourse de New York sonne la fin de l'euphorie. La crise financière s'internationalise et asphyxie progressivement tout le système économique. De 1929 à 1933, la production industrielle mondiale chute de 40 %, le commerce international, de 60 %. Aux États-Unis, le chômage culmine à 24 %. Les prix agricoles accusent une baisse de 30 % à 50 %. Le produit national brut (PNB) perd 30 % de sa valeur par rapport à 1930.

Le système capitaliste, qui depuis 150 ans paraissait s'autoréguler, gît en panne, incapable de se requinquer. Contrairement à ce que l'on a trop souvent écrit, le krach boursier n'a pas causé la Grande Dépression. La spéculation effrénée qui régnait sur

le parquet de la Bourse n'en a été que l'élément déclencheur. La véritable cause du krach économique doit être cherchée dans l'insuffisance de la demande étouffée par la rapacité des grands capitalistes.

Désemparé face à la crise qui perdure, le *Big Business*, avouant son échec, supplie le nouveau président des États-Unis d'intervenir. Franklin Delano Roosevelt, qui s'installe à la Maison-Blanche au début de 1933, est un pragmatique. Il n'attendra pas l'apport de nouvelles théories macroéconomiques pour s'attaquer aux problèmes de chômage et de pauvreté qui ravagent le pays.

Il propose aux différents intervenants économiques un nouveau contrat social : le *New Deal*. Il s'agit, dans un premier temps, d'un vaste programme d'infrastructures pour relancer l'investissement et stimuler l'emploi. Il met au pas la finance par diverses mesures et surtout par la Loi Glass-Steagall qui sépare les banques d'affaires, dédiées au développement des grandes compagnies, des banques commerciales qui font crédit aux entrepreneurs et aux ménages. La deuxième phase du *New Deal* comprendra un train de mesures sociales présentées comme des droits et non de l'assistance : assurance-chômage, réglementation des conditions de travail, pensions de vieillesse, relèvement des prix agricoles, etc.

Sur les entrefaites apparaît dans le paysage universitaire et politique du Royaume-Uni, John Maynard Keynes, l'économiste le plus influent du XX^e siècle. Se qualifiant lui-même de penseur hétérodoxe, il cherche à comprendre les « calculs trompeurs » qui ont entraîné le monde dans une si profonde dépression. Il conteste le dogme néolibéral du marché autorégulateur. Dans *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, parue en 1936, il démontre que l'État doit intervenir pour remédier aux carences du marché, notamment dans le domaine de l'emploi et de la distribution des revenus et de la richesse. Keynes réhabilite le politique.

Mais il aura fallu la catastrophe de la Deuxième Guerre mondiale pour que la classe politique l'écoute et remette en question les dogmes du libéralisme économique. Secoués par ce conflit apocalyptique qu'ils n'ont pas su éviter, les dirigeants se sentent interpellés : les solutions d'après-guerre devront être inédites, sociales et révolutionnaires pour répondre aux attentes des classes populaires dont l'effort de guerre a requis tant « de sang, de sueurs et de larmes¹ ».

Au plus noir du conflit, alors que Londres croule sous les bombes, le premier ministre Winston Churchill appelle un vieil ami, William Beveridge, et lui demande de réfléchir à un modèle social en phase avec les attentes de la population. Beveridge, homme de cœur engagé de longue date dans les mouvements sociaux, prend la chose au sérieux. Il consulte Keynes, son allié et complice. En novembre 1942, il dépose son rapport

1 Selon les mots de Churchill dans son célèbre discours devant la Chambre des communes, le 13 avril 1940.

qui recommande non seulement de soulager la misère provoquée par la guerre, mais d'éradiquer les maux endémiques qui affligent le monde ouvrier : chômage, malnutrition, insalubrité des logements, ignorance, inaccessibilité des soins de santé.

Sitôt élu, en juillet 1945, le gouvernement travailliste de Clement Attlee appliquera à la lettre les recommandations du rapport Beveridge. C'est la naissance du *Welfare State* : l'État du bien-être ou l'État social – péjorativement appelé État-providence, dans le but implicite de le dénigrer. Ce programme novateur va servir de modèle à de nombreux pays, dont le Canada. Au début des années 1940, le gouvernement de Mackenzie King, influencé par des disciples de Keynes qui se sont introduits dans la fonction publique fédérale, commencera à mettre en place les premières mesures de l'État social.

Au Québec, le keynésianisme sera fraîchement accueilli par les élites politiques, économiques et ecclésiastiques qui le jugent contraire à la doctrine sociale de l'Église. Celle-ci prône plutôt une sorte de corporatisme² comme solution aux maux de l'époque. Ce n'est qu'avec la Révolution tranquille, dans les années 1960, que commencera à s'implanter en sol québécois l'État social, nourri par une grappe d'intellectuels sortis principalement de l'École des sciences sociales de l'Université Laval.

Pendant ce temps, alors que le libéralisme keynésien continue de se propager et de s'imposer dans le monde, un formidable ressac d'idées se trame dans l'ombre...

III. La bataille des idées pour imposer un libéralisme fondamentaliste

Au début des années 1960, les lobbies d'affaires se rendent compte qu'en plus d'avoir perdu des points sur le terrain proprement économique, ils ont perdu la bataille des idées. C'est alors qu'aux États-Unis, le Parti républicain décide d'organiser la riposte. Il lance un vaste programme de rééducation piloté par la *Message Machine* républicaine³ : la Machine à fabriquer et diffuser des idées conservatrices.

Une cinquantaine de fondations et d'agences dites philanthropiques se portent volontaires pour financer la fabrication et la diffusion d'idées de droite. La somme fabuleuse de trois milliards de dollars de l'époque est allouée à des *think tanks* – réservoirs d'idées – et à d'autres institutions néoconservatrices. La campagne de rééducation emprunte toutes les voies : publicité, articles, pamphlets, essais, conférences, entrevues, contrôle de maisons d'édition, infiltration des médias – radio, télévision, journaux, magazines –, financement de programmes d'études et de professeur.e.s invités, subventions à des chercheur.e.s complaisants.

2 La doctrine sociale de l'Église prône l'instauration d'institutions réunissant ouvriers et patrons qui subordonnent leurs intérêts à ceux de l'entreprise. Ce corporatisme se voulait une alternative au capitalisme et au socialisme.

3 Voir Lewis H. Lapham, « Tentacles of rage. The Republican propaganda mill, a brief history », *Harper's Magazine*, septembre 2004.

Une poignée d'économistes fondamentalistes constitue l'avant-garde de cette contre-offensive idéologique. Milton Friedman, cofondateur et grand gourou de l'École de Chicago, publie en 1962 un petit livre intitulé *Capitalism and Freedom*, véritable manifeste du néolibéralisme⁴. Friedman y fait l'apologie d'un marché totalement déréglementé, présenté comme la réalisation la plus parfaite de l'idée de liberté. Il conclut à la supériorité du marché sur la démocratie politique. S'il faut choisir entre la démocratie politique et le marché, le vrai démocrate choisira le marché, lieu suprême de liberté et donc de démocratie. Le marché, soutient-il, « permet le consensus sans la coercition. Le marché est de fait un système de représentation proportionnelle⁵ ».

Les intellectuel.les regroupés autour de Friedman ont longtemps passé pour des idéologues excentriques et marginaux. Ils ont cependant persévéré, jusqu'au jour où les conditions pour réaliser leur programme se trouvèrent réunies. Cela s'est produit à la fin des années 1970, quand les multinationales les plus opulentes se sont transformées en *transnational corporations*. Des compagnies devenues si puissantes qu'elles transcendent les États et imposent aux élu.e.s leur vision de la société.

Désormais sous influence, la classe politique va produire des politiciennes et politiciens imbus d'idées et de croyance néolibérales. Les chefs de file proviendront des deux pays les plus puissants de la planète : le Royaume-Uni et les États-Unis. Margaret Thatcher, élue en 1979, et Ronald Reagan, en 1980, feront rapidement des émules. Partout dans le monde, les politiciens adopteront le mot d'ordre de la « Dame de fer » : *There is no alternative* – Il n'y a pas d'alternative ! Nos élu.e.s, que l'on croyait voués à la défense du bien commun, s'avouent impuissants, forcés de se plier aux règles disciplinaires du néolibéralisme : déréglementation, privatisation, libéralisation, flexibilité du travail.

Le néolibéralisme pousse l'idéologie libérale à ses extrêmes limites. Alors que le libéralisme classique reconnaissait la nécessité d'une certaine intervention de l'État pour protéger le marché contre ses propres excès, le néolibéralisme prône un marché totalement à l'abri des normes gouvernementales. Il considère la fonction redistributrice de l'État comme destructrice de la liberté individuelle et de l'esprit d'entreprise. Il ne souhaite pas néanmoins sa disparition. Il a besoin d'un État fort pour assurer le maintien de l'ordre, la mise en place d'infrastructures adéquates et la protection du droit de propriété et d'accaparement illimité.

Pour être efficaces, les règles disciplinaires du néolibéralisme doivent être enchâssées dans un cadre légal, dûment avalisé par les décideurs politiques. Au cours des années 1980, les États-Unis ont imaginé et mis en oeuvre une formule inédite de

4 En fait, il faut situer en 1947 la naissance d'une opposition organisée aux idées keynésiennes par la création de la Société du Mont-Pèlerin, sous le leadership de l'Autrichien Friedrich von Hayek, mentor de Milton Friedman. Celui-ci a participé activement à cette fondation dans la bourgade du Mont-Pèlerin, en Suisse.

5 Milton Friedman, *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, p. 23.

libre-échange qui viendra transformer les idées néolibérales en programme politique. Pour cela, il fallait que les dirigeants politiques signent leur abdication. Ils ont effectivement signé une panoplie d'accords de néolibre-échange bilatéraux, régionaux et multilatéraux. Traditionnellement, le libre-échange ne s'appliquait qu'aux marchandises, produits agricoles exceptés. Le néolibre-échange y inclut les services, les investissements, la protection des brevets et les produits agroalimentaires.

Cette nouvelle organisation du monde, qui tend à englober dans la sphère marchande toutes les ressources de la planète et toutes les activités humaines, y compris la vie elle-même, a un nom : la globalisation. L'objectif est la création d'un seul et unique marché planétaire, déréglementé : *one single global unregulated market*. Aucun régime politique n'a jamais réalisé la totalité de ce programme démentiel. Cela n'infirme pas pour autant l'utilité pratique du credo qui le sous-tend, dont le rôle est de fournir aux gouvernants un cadre de pensée et un répertoire complet de justifications pour l'application de mesures conservatrices, antisociales et anti-écologiques.

Le néolibéralisme s'est implanté au Canada et au Québec grâce à l'activisme d'institutions engagées à fond dans la lutte en faveur des idées conservatrices. Au premier chef, il faut signaler le militantisme tenace et bien financé du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE). Se sont joints à cette campagne, de puissants *think tanks* comme l'Institut C. D. Howe et le très conservateur Institut Fraser de Vancouver. À la fin des années 1990, un nouveau réservoir d'idées de droite, parrainé par l'Institut Fraser, prend pied au Québec : l'Institut économique de Montréal (IEDM), qui deviendra le *think tank* le plus cité au Québec. L'IEDM publie de nombreuses études et recherches et multiplie les interventions dans les médias qui convergent toutes dans la même direction : l'éloge du secteur privé au détriment de l'État social. Et conséquemment, appui à la déréglementation, à la privatisation des services, au partenariat public privé, à la réduction du « fardeau » fiscal, etc.

Mais le thème de prédilection de l'IEDM demeure le coup de dent contre l'urgence climatique et environnementale et, en contrepartie, la défense des intérêts pétroliers et gaziers. On ne peut s'empêcher de voir dans cet insistant négationnisme la main du puissant lobby du pétrole. Cette question a intrigué le journaliste André Noël dont les recherches ont démontré les liens qui existent entre l'IEDM et des *think tanks* étatsuniens financés par les magnats du pétrole, dont les frères Charles et David Koch⁶. Des liens non seulement idéologiques, mais de toute évidence financiers. L'IEDM fait partie du réseau de *think tanks* pro-pétrole *Atlas Network*, généreusement financé par les fondations étatsuniennes conservatrices. Notons, en passant, que l'IEDM a obtenu de Revenu Canada le statut d'organisme de bienfaisance, avec les avantages fiscaux correspondants.

6 André Noël, « Youri Chassin, la CAQ et le lobby du pétrole », *Ricochet*, 18 et 19 septembre 2018, <<https://ricochet.media/fr/2334/youri-chassin-la-caq-et-le-lobby-du-petrole>> et <<https://ricochet.media/fr/2337/youri-chassin-la-caq-et-le-lobby-du-petrole>>.

Enfin, il n'est pas inintéressant de souligner la présence dans la députation du gouvernement caquiste de Youri Chassin, qui a été économiste puis directeur de recherche à l'IEDM pendant de nombreuses années. Avant d'être adoubé candidat de la Coalition avenir Québec (CAQ) dans Saint-Jérôme, en avril 2018, il a profité de tribunes grand public comme invité privilégié à Radio-Canada et chroniqueur au *Journal de Montréal*. Cet ardent défenseur des intérêts pétroliers n'a pu être admis dans les rangs caquistes sans qu'il existe une communauté de pensée entre lui et le chef de la CAQ. Le peu d'intérêt que manifeste le gouvernement Legault pour les problèmes environnementaux a sans doute des racines idéologiques plus profondes qu'on ne le pense.

IV. La guerre des idées pour renverser l'ordre néolibéral et sauver notre maison commune

L'ordre néolibéral montre aujourd'hui des signes de faiblesse, comme si les inégalités et l'accaparement avaient atteint les limites du supportable pour l'humanité et la planète. *Forbes*, le magazine des ultrariches décomplexés qui dresse chaque année le palmarès des milliardaires, les plus grands accapareurs de la planète, constate dans son édition de mars 2019 que c'est la première fois depuis la Crise des années 1930 que « la primauté du système de libre marché [lire : le capitalisme] est si largement remise en question ». Pis, « les milliardaires sont devenus les têtes de Turc » de la population. Ils se voient de plus en plus décriés, enviés, détestés, et de moins en moins admirés. De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) s'inquiète de « la colère grandissante que provoque la montée des inégalités imputables à la mondialisation ». Le FMI souligne le danger d'ignorer la persistance d'« inégalités excessives⁷ ». Malgré ses évidentes failles, le néolibéralisme n'en demeure pas moins une force culturelle et politique redoutable qui a colonisé les mentalités de générations entières. « On ne réalise pas à quel point il pénètre l'intime de nos esprits », remarque la philosophe française Barbara Stiegler. Cela explique, conclut-elle, « comment, un peu partout dans le monde, les gauches de gouvernement ont pu devenir néolibérales sans le savoir⁸ ». Il est fascinant de constater comment cette analyse s'applique aux partis politiques du Canada et du Québec de centre gauche ou de gauche.

Cela signifie que l'on ne peut guère compter sur la classe politique pour contrer l'hégémonie néolibérale. La bataille va se livrer – se livre déjà – à la base, où « un million de révolutions tranquilles » s'affairent à changer le monde⁹. Cette multitude d'initiatives partage certaines caractéristiques essentielles : un désir indéracinable

7 Agence France-Presse, « Le FMI invite à un changement de cap », *Le Devoir*, 17 juillet 2019.

8 Dans un entretien à *Alternatives Économiques*, n° 390, 12 avril 2019, « On sous-estime l'hégémonie culturelle du néolibéralisme », <www.alternatives-economiques.fr/on-estime-lhegemonie-culturelle-neoliberalisme/00088862>.

9 Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde*, 2^e éd., Paris, Les liens qui libèrent, 2016.

d'un monde plus juste et d'une Terre mieux soignée ; une mobilisation citoyenne ; une gouvernance démocratique ; un développement fondé sur un ancrage territorial. Il s'agit de construire et de tester ensemble des voies de remplacement. De là, l'importance d'encourager et de rallier les organisations comme ATTAC-Québec, le Réseau québécois d'intégration continentale (RQIC), l'Institut du Nouveau Monde, l'Union paysanne, Via Campesina, Nature Québec, Environnement jeunesse et des centaines d'autres.

La remise en question du néolibéralisme ne peut être que radicale. Il s'agit de contester non seulement les diverses pratiques du système, mais les valeurs mêmes qui le fondent. À celles et ceux qui, par crainte de trop brusquer l'ordre établi, n'osent aller au bout de leurs principes et de leurs convictions, il convient de rappeler les leçons que nous ont laissées les fondateurs de l'ordre néolibéral : (1) ne pas craindre d'aller à contre-courant des idées et des politiques dominantes ; (2) n'accepter comme immuable aucune institution, aucune pratique ; (3) ne pas édulcorer les principes.

L'histoire n'a pas dit son dernier mot

En 1992, au lendemain de l'implosion de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), Francis Fukuyama publie un essai intitulé *La fin de l'histoire et le dernier homme*¹⁰. Selon le politologue étatsunien, différents modes d'organisation socioéconomique et politique ont été explorés au fil de l'histoire, jusqu'à ce que le néolibéralisme s'impose à l'humanité, comme LE système indépassable, le plus conforme à ses besoins et à ses aspirations. Un quart de siècle plus tard, l'actualité vient démentir les prophéties de Fukuyama. Le néolibéralisme a conduit l'humanité dans une double impasse délétère : les dérèglements climatiques et l'explosion des inégalités.

Nous le savions : rien n'est éternel. Le néolibéralisme volontairement conçu, promu et défendu par une poignée d'intellectuels a eu un commencement et aura certainement une fin... pour autant qu'une réelle détermination et une stratégie intelligente animent ses opposants et opposantes.

10 Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1993.

Les sources de la montée de l'extrême droite en ligne

Yannick Delbecque

Professeur de mathématique au Collège Saint-Laurent

La présence de l'extrême droite en ligne semble de plus en plus importante. Si on peut se surprendre de l'efficacité de la diffusion contemporaine des idées de l'extrême droite sur Internet, cette diffusion relève pourtant de stratégies de propagande qui ont été mises en place graduellement au fil des progrès technologiques. De plus, la « culture Internet » semble avoir contribué significativement à accroître la visibilité de l'extrême droite en ligne. Cette culture, à la fois modelée par les utopies futuristes d'un cyberspace libertaire et par une sous-culture élitiste du *trolling*¹, s'est avérée un terreau fertile pour la droite radicale. Son influence est restée sous le radar médiatique jusqu'à ce que la victoire de Trump mette à l'avant-plan l'« *alt-right*² » qui doit l'essentiel de son influence à la dynamique d'Internet et des médias sociaux et à laquelle on attribue parfois la victoire électorale de Trump.

Dès les origines d'Internet

Si le « réseau des réseaux » émerge graduellement dès le début des années 1970, son utilisation par le public est alors très marginale. On commence néanmoins dès l'origine à imaginer comment Internet allait devenir un lieu de partage du savoir et de liberté d'expression favorable à la mixité culturelle et à la tolérance... Or, avant même

1 Le troll est une personne qui publie sans relâche des messages volontairement provocants sur Internet dans le but de soulever des polémiques. NdR

2 *Alt-right* : abréviation d'*alternative right*, un terme flou désignant une partie de l'extrême droite américaine qui rejette le conservatisme classique et milite en faveur de la défense des Blancs. Il s'agirait davantage d'un mélange d'extrêmes droites, une mouvance, plutôt qu'une idéologie unifiée. Wikipedia. NdR

qu'Internet devienne publiquement accessible dans les années 1990, un premier BBS (*bulletin board system*³) néonazi, *Liberty net*, voit le jour. À la même époque, on trouve aussi des initiatives du même genre en Allemagne où des militants utilisent déjà des fichiers cryptés pour se protéger d'éventuelles fouilles policières. L'essai *Résistance sans leader* publié en 1983⁴ par Louis Beam, promoteur américain de la suprématie blanche, popularise ainsi une stratégie de « résistance » décentralisée et difficile à freiner par les forces de l'ordre. Cette stratégie appelle aussi à la diffusion de matériel de propagande à la suite de différentes actions d'éclat comme des attentats. On verra l'influence de Louis Beam jusque dans le long manifeste de 2011 du terroriste norvégien Anders Breivik, *2083: A European Declaration of Independence*, diffusé après les attentats où il appelle les « mouvements de résistance » blancs à créer des sites Web et des pages Facebook. La popularisation de l'accès à Internet au milieu des années 1990 allait cependant déjà permettre de diffuser la propagande d'extrême droite à un niveau que ne permettaient pas d'atteindre les moyens traditionnels du tractage, des journaux, de la radio ou de la télé.

Les premiers groupes de discussion *Usenet*, un système décentralisé, se développent dans les années 1980 et 1990 et furent le principal lieu d'échange des premières générations d'internautes, ce qui en fera un lieu de propagande privilégié. Usenet fut aussi l'incubateur de la culture des trolls, qui cherchent à déclencher des débats houleux pour le simple plaisir de voir la discussion s'envenimer ou pour rebuter les nouveaux venu.e.s. Cette « culture troll » s'est développée dans plusieurs lieux d'échange plus récents et a construit des ponts avec l'extrême droite sur Internet, car comme les trolls, cette dernière utilise abondamment l'ironie ainsi que des codes « humoristiques » qui donnent le sentiment de faire partie d'une communauté.

Comme Usenet est le plus populaire lieu commun d'échange sur Internet, les groupes de discussion d'extrême droite s'y multiplient. Faciles d'accès⁵, ils sont fréquentés par des militants et militantes en quête d'influence. C'est le cas notamment de Don Black, un ancien du Ku Klux Klan, qui lance en 1996 le premier site Web néonazi *Stormfront*, ou de Marc Lemire, créateur du BBS canadien *Digital Freedom*. Engagé dans une saga judiciaire, Lemire réussira plus tard à faire invalider par la Cour suprême canadienne une partie d'une loi limitant la liberté d'expression de l'extrême droite en ligne. Des appels pour rendre difficile l'accès aux groupes de discussion d'extrême droite sont

3 Dans les années 1980, Internet n'était pas vraiment accessible en dehors du monde universitaire, militaire ou des entreprises; les *bulletin board systems* (BBS) ou babillards électroniques étaient pour plusieurs personnes le seul moyen d'avoir accès à une forme primitive de connexion réseau offrant notamment forums de discussion et partage de fichiers.

4 Louis Beam, *Leaderless Resistance*, 1992. <<http://www.louisbeam.com/leaderless.htm>>.

5 Citons les groupes *alt.revisionism*, *alt.politics.nationalism.white*, *alt.politics.white-power*, etc. Les groupes Usenet existent toujours même s'il ne s'y tient plus de discussion. On peut toujours y accéder via Google: <<https://groups.google.com>>.

rapidement dénoncés comme de la censure, d'autant plus qu'Internet est perçu à ses débuts comme un monde autonome hors des réglementations étatiques.

Le Web de la haine

Internet se transforme rapidement au cours des années 1990 à la faveur de modifications réglementaires permettant la création de fournisseurs de service Internet, lesquels élargissent l'accès au réseau par le grand public, mais aussi l'accès aux forums Usenet qui deviennent des instruments de propagande d'une redoutable efficacité. De son côté, la création du Web a facilité l'accès aux ressources disponibles sur le Net en simplifiant entre autres la création de sites Web par toute personne ayant quelques connaissances informatiques. L'extrême droite ne ratera pas l'occasion. Le plus célèbre des sites de cette mouvance est *Stormfront* mis en ligne en 1996 – et toujours en ligne – par le suprémaciste blanc Don Black. Le Southern Poverty Law Center considère aujourd'hui le site de Black comme la « capitale virtuelle des meurtriers nationalistes blancs », plus d'une centaine de meurtres ayant été commis par certains de ses habitués⁶.

Le Web naissant ne servira pas qu'à la discussion : certains militants élaborent des pages personnelles et diffusent leurs propres écrits et collectionnent les liens vers des sites racistes. D'autres mettront en place des boutiques de musique en ligne qui serviront à tisser des liens entre groupes extrémistes à travers le monde. Les partis d'extrême droite ne sont pas longs à profiter d'un tel espace. Au Royaume-Uni, le parti ultranationaliste British National Party fonde dès le début du Web un site qui, encore aujourd'hui, est l'un des plus visités en comparaison de ceux des autres partis. En France, le Front national est le premier parti à disposer d'un site Web en 1996. Aux États-Unis, on comptait, dès la fin de la décennie 1990, plus de 2000 sites d'extrême droite de tout genre. Leur influence grandissante croît notamment avec la crédibilité que leur donne l'usage des mêmes logiciels que ceux d'autres sites respectés.

Blogues et agrégateurs

Au tournant des années 2000, les forums Web remplacent graduellement Usenet alors que les blogues se popularisent au point de devenir pour certains une source de revenus. Les médias traditionnels s'approprient ces nouveaux formats de publication Web et commencent à embaucher des « animateurs de communauté ». En 2003, grâce aux stratégies médiatiques d'un tel animateur, *Stormfront* voit son audience passer en une décennie de quelques milliers à plusieurs centaines de milliers. Des sites « agrégateurs » qui regroupent les publications de plusieurs autres sites facilitent

6 Heidi Beirich, « White homicide worldwide. Stormfront, the leading white supremacist Web Forum, has another distinction, murder capital of the Internet », The Southern Poverty Law Center, 1^{er} avril 2014, <www.splcenter.org/20140331/white-homicide-worldwide>.

la recherche puisque plusieurs publications et blogues au contenu similaire apparaissent sur une seule page. C'est le cas de *Breibart.com*, à son origine un simple agrégateur de nouvelles conservatrices. Son influence est devenue telle qu'il fournit le premier conseiller en chef de Donald Trump. En France, le site *Fdesouche.fr* connaît un succès semblable en proposant une sélection biaisée de nouvelles servant les propos de l'extrême droite. Se présentant comme une « agence de presse », le site *Novopress* (*novopress.info*) fondé à l'initiative du parti Les Identitaires prétend faire de la « réinformation⁷ ».

C'est aussi pendant cette période que se perfectionnent les boutiques en ligne. En 2005, un jeune diplômé danois fonde la maison d'édition Integral Tradition Publishing qui deviendra plus tard Arktos. Cette petite maison d'édition utilise habilement à la fois la diffusion numérique et imprimée de ses livres. La version électronique de ses ouvrages est maintenant aussi disponible sur le distributeur Amazon, ce qui leur donne une visibilité accrue. Elle publie notamment les écrits de Julius Evola, un auteur important de la pensée « traditionaliste ésotérique », ainsi que des auteurs de la nouvelle droite européenne comme Alain de Benoist. L'influence d'Arktos grandira au point d'être maintenant considérée comme un point de rencontre important entre l'*alt-right* américain, le nationalisme russe et la nouvelle droite européenne. Ses idées ont maintenant un impact dans les hautes sphères des puissances politiques internationales. En effet, la maison d'édition publie le traditionaliste russe Alexander Dugin, un conseiller du président russe Vladimir Poutine. Les idées de Julius Evola diffusées par Arktos auraient aussi influencé Steve Bannon, l'ancien conseiller de Trump.

Médias sociaux et expansion de la fachosphère

À la fin des années 2000, les blogues personnels et les forums Web ont progressivement été remplacés par les « médias sociaux », qui peuvent être considérés comme des sites combinant la publication de blogues simples et l'agrégation de ce qui est publié. De savantes stratégies de promotion et de fidélisation ont propulsé la popularité des médias sociaux commerciaux comme Facebook et Twitter, ou leurs équivalents ailleurs dans le monde⁸, au point où ils sont maintenant la source d'information principale de la majorité des utilisateurs et utilisatrices de Facebook et de Twitter. Ces stratégies et choix algorithmiques ont outillé les groupes d'extrême droite pour rejoindre encore davantage de publics et pour développer de nouvelles stratégies de promotion. Par exemple, les algorithmes de recommandations de YouTube ont déjà

7 Le terme « réinformation » est apparu dans un colloque du Front national en 1997, mais est utilisé depuis les années 2000 pour désigner une forme de média d'opinion qui viserait à corriger la « désinformation » retrouvée dans les médias traditionnels ; il s'agit en fait d'un moyen pour faire la promotion des idées d'extrême droite.

8 Si Facebook, Twitter, YouTube et d'autres plateformes dominent largement ici, ce sont d'autres plateformes qui dominent en Russie, en Chine ou ailleurs en Asie par exemple.

été identifiés comme vecteurs de propagation des discours d'extrême droite. En clair, tout usager ou usagère du site qui était déjà intéressé à des contenus libertariens ou conservateurs s'est vu suggérer le visionnement de vidéos faisant la promotion de la suprématie blanche ou de nationalistes extrémistes⁹.

En Amérique, l'épisode du *gamergate* est souvent considéré comme le point de départ d'une nouvelle dynamique. Le *gamergate* est une vaste campagne décentralisée contre l'influence du féminisme (et plus largement des « *social justice warriors* ») dans le monde du jeu vidéo. Les menaces visant des femmes journalistes furent nombreuses et violentes, passant souvent par la plateforme Twitter. Cela pourrait laisser penser que Twitter a joué un rôle central, mais en fait le *gamergate* a contribué à révéler une dynamique redoutable décuplant l'influence de l'extrême droite et lui permettant de recruter dans les rangs antiféministes et masculinistes. Ainsi les médias sociaux populaires ont servi de mégaphone et de terrain à des actions lancées à partir de forums moins connus tels 8chan, 4chan, Reddit, IRC, etc. Ces campagnes de harcèlement se déroulaient cependant sur des plateformes plus populaires comme Twitter, ce qui leur a donné un impact beaucoup plus grand que si elles s'étaient limitées aux utilisateurs et utilisatrices des plateformes plus marginales où elles étaient mises en place.

Le *gamergate* a profité à l'extrême droite américaine qui a su utiliser le potentiel de recrutement créé par une controverse ayant comme motivation centrale une aversion contre le « politiquement correct » et le féminisme. Le site *Breitbart* a embauché Milo Yiannopoulos comme chroniqueur techno pour rédiger de nombreux articles attisant la haine. C'est dans un article dont Yiannopoulos est coauteur que le terme *alt-right* a été popularisé et redéfini¹⁰ pour désigner ce mouvement de droite dont les frontières se limitaient encore à Internet avant l'élection de 2016. Nébuleuse critique du politiquement correct, antiféministe, anti-immigration et adepte du *trolling*, on tentait de dissocier l'*alt-right* de la droite radicale et violente, mais il fut récemment révélé qu'Yiannopoulos consultait secrètement des néonazis notoires pour la rédaction d'articles¹¹.

9 Rebecca Lewis, *Alternative Influence: Broadcasting the Reactionary Right on YouTube*, Data & Society Research Institute, 28 septembre 2018, <https://datasociety.net/wp-content/uploads/2018/09/DS_Alternative_Influence.pdf>.

10 Allum Bokhari et Milo Yiannopoulos, « An establishment conservative's guide to the alt-right », *Breitbart News*, 29 mars 2016. Le terme « *alternative right* » a été introduit en 2008 dans le titre d'un article dont Spencer était éditeur : <https://web.archive.org/web/20190716032937/https://www.takimag.com/article/the_decline_and_rise_of_the_alternative_right/>. Le terme est devenu populaire sur des forums de discussion comme ceux de 4chan.

11 Joseph Bernstein, « Here's how Breitbart and Milo smuggled white nationalism into the mainstream », *BuzzFeedNews*, 5 octobre 2017, <www.buzzfeednews.com/article/josephbernstein/heres-how-breitbart-and-milo-smuggled-white-nationalism>.

À cet effet, le ralliement *Unite the Right* à Charlottesville en août 2017¹², pendant lequel une contre-manifestante a été tuée, visait à rendre active l'*alt-right* en dehors d'Internet. Le caractère outrageant des réactions de l'extrême droite à cet événement tragique aura au moins révélé qu'en dépit de ce qu'elle prétend, l'*alt-right* compte en son sein des néonazis influents comme Richard Bertrand Spencer.

Liberté d'expression stratégique

La liberté d'expression sur Internet est un sujet de débat depuis des décennies. Il peut sembler surprenant que des sites ouvertement néonazis aient pu être accessibles publiquement pendant d'aussi longues périodes. Une partie du succès de la propagande d'extrême droite est que sa présence en ligne n'est pas secrète. Pour preuve, on peut facilement accéder aux discussions, textes, vidéos, baladodiffusions et autres sur des sites Web publics ou des plateformes bien connues comme Twitter, YouTube, 4chan, 8chan, etc. C'est la conception américaine de la liberté d'expression qui s'applique à beaucoup de ces sites, c'est-à-dire que tout discours qui ne contient pas d'appel explicite à la violence est toléré. Dans les cas où les propos tenus sur un site européen pourraient causer des problèmes, on met le site juridiquement à l'abri en l'hébergeant sur des serveurs américains. L'anonymat est une autre stratégie de protection. En effet, le sentiment de ne pas être identifiable incite à tenir des propos plus outrageants. Il est possible d'observer cette stratégie sur certains forums publics comme 4chan et 8chan, ou le groupe Blabla 18-25 ans du forum francophone jeux-video.com. Ce groupe de discussion a d'ailleurs été infiltré par le Front national en 2012 pour y diffuser ses idées¹³.

Certaines discussions sont cependant gardées secrètes. Dans ce cas, on utilise des groupes fermés, ce qui permet de limiter l'accès aux discussions à des personnes de confiance, ou on utilise des plateformes moins connues, mais tout de même assez fréquentées comme *Discord*, destinées principalement aux discussions entre adeptes de jeux vidéo. Cette plateforme est régulièrement utilisée comme lieu de communication privé en temps réel par les habitués de certains forums publics de Reddit, 4chan, ou d'autres. Gabriel Sohier Chaput, un Montréalais contributeur régulier du site néonazi *Daily Stormer* utilisant le pseudonyme Zeiger, s'est servi de *Discord* pour recruter et organiser à Montréal des rencontres de militants et militantes d'extrême droite¹⁴. La plateforme *Discord* a aussi été utilisée pour organiser le ralliement de

12 Il s'agit d'un ralliement de l'extrême droite américaine organisé à Charlottesville en Virginie (États-Unis) les 11 et 12 août 2017 pour protester contre le retrait de la statue du général sudiste Robert Lee, dirigeant des forces des États confédérés lors de la guerre de Sécession. NdR

13 <www.rtl.fr/actu/debats-societe/qu-est-ce-que-le-forum-blabla-18-25-ans-de-jeuxvideo-com-7790820155>.

14 Jon Milton, Shannon Carranco et Christopher Curtis, « Major neo-nazi figure recruiting in Montreal », *The Gazette*, 21 mai 2018.

Chalottesville ou pour préparer d'autres actions coordonnées visant à intimider des journalistes ou d'autres cibles.

Le débat sur la liberté d'expression en ligne n'est pas clos. La censure des propos haineux et de la manipulation de l'information sur les réseaux sociaux est limitée du fait que les réseaux sociaux les plus populaires sont la propriété d'entreprises privées qui, tout en cherchant à se dissocier des discours de l'extrême droite, profitent de l'engouement pour ceux-ci. Par ailleurs, la censure s'avère souvent inefficace : l'exil numérique permet en effet à certains groupes de se reformer sur d'autres plateformes moins connues ou même sur de nouvelles plateformes. Par exemple, *Gab* est un réseau social alternatif créé en dénonciation d'un biais anti-conservateur de Facebook et du « monopole » qu'aurait la gauche sur les médias sociaux¹⁵. *Gab* est devenu assez populaire pour avoir attiré le nouveau président brésilien Jair Bolsonaro qui y a maintenant un compte officiel lui permettant de conserver un lien avec des groupes de ses supporters bannis de Facebook.

Conclusion

L'influence de l'extrême droite sur Internet et les médias sociaux risque de s'accroître et de se transformer encore dans un avenir rapproché. Il importe donc d'en tenir compte pour comprendre la dynamique de cette mouvance politique puisque de nombreux groupes échappent notamment aux partis politiques. Le plus troublant est de constater que des groupuscules usant des mêmes stratégies (décentralisées) que celles utilisées par la gauche militante ont finalement un impact plus grand en termes de rayonnement et d'influence. Plusieurs facteurs peuvent sans doute expliquer cette situation paradoxale. Premièrement, on ne peut pas attribuer la montée de l'extrême droite uniquement à son utilisation d'Internet comme moyen de propagande. La causalité est possiblement inverse : la présence des discours d'extrême droite en ligne est un effet de la montée généralisée de son idéologie dans la société et de sa présence accrue dans les médias traditionnels. Ensuite, la gauche n'a probablement pas su utiliser Internet comme outil de militantisme comme l'extrême droite a pu le faire parce qu'elle ne s'est pas suffisamment intéressée aux nouveaux médias et que les stratégies décentralisées associées à Internet n'ont pas été suffisamment comprises ou mises à profit. La culture des trolls, considérée par certains comme la raison principale de l'impact de l'*alt-right*, a pu être plus facilement récupérée par l'extrême droite que par la gauche, mais elle est peut-être aussi amplifiée par le virage sensationnaliste des médias traditionnels¹⁶. Enfin, la nature même des objectifs de la gauche et de l'extrême droite peut expliquer le succès de cette dernière. De fait, il

¹⁵ Amanda Hess, « The far right has a new digital safe space », *New York Times*, 30 novembre 2016.

¹⁶ Whitney Phillips, *This is Why We Can't Have Nice Things. Mapping the Relationship between Online Trolling and Mainstream Culture*, Cambridge, MIT Press, 2015.

est beaucoup plus facile de diffuser une idéologie visant la division, la domination ou carrément la haine que de diffuser des idées de construction collective d'une meilleure société pour toutes et tous.

L'Italie à l'ère du populisme : entre souverainisme et antipolitique

Le cas de la Ligue et du Mouvement 5 Étoiles

Emanuele Toscano

Sociologue chercheur à l'Université G. Marconi et membre associé du CADIS (EHESS-CNRS) à Paris

Introduction

« Il y a tous les préalables pour une belle année 2019 et pour les années à venir », annonçait triomphalement dans une entrevue Giuseppe Conte, président du Conseil du premier gouvernement ouvertement populiste de l'histoire de la République italienne. Depuis juin 2018, l'Italie est dirigée par une coalition formée par les deux forces politiques qui, lors des dernières élections gouvernementales, se sont présentées à l'électorat de manière ouvertement et fièrement populiste : le Mouvement des 5 étoiles (M5S¹) et la Ligue. En fait, l'Italie n'est pas restée à l'abri de la vague populiste et souverainiste qui a traversé l'Europe à la suite de la grande récession qui a débuté en 2008. À l'instar de nombreux autres pays de l'Union européenne (Pologne, Hongrie, France, Grèce, pour ne donner que quelques exemples), des forces populistes, souveraines et nationalistes, ont fait leur chemin en Italie, se nourrissant du mécontentement de la classe moyenne et de la colère de l'ancien et du nouveau prolétariat urbain durement frappé par une série de facteurs (contraction de la sécurité sociale, précarité et chômage, crise des grands partis et absence de réponses de la classe politique à leurs problèmes) liés notamment à la crise économique et aux mesures d'austérité imposées par l'Union européenne.

1 En italien, Movimento 5 Stelle : M5S.

Les populistes à la barre de l'Italie. Qui sont le M5S et la Ligue ?

Le Mouvement 5 étoiles² (M5S), de par sa forte connotation anti-establishment et pour son ascension rapide au pouvoir, est peut-être l'expression et la conséquence la plus évidente de la crise de confiance dans le système des partis et dans la classe politique en Italie. Fondé en 2009, dirigé par le comédien génois Beppe Grillo et géré par la *Casaleggio Associati*³, le M5S s'est immédiatement imposé sur la scène politique italienne, obtenant plus de 25 % des suffrages aux élections générales de 2013 et 32 % aux élections de 2018, ce qui en a fait la première force politique en Italie. À ses débuts, et en réduisant l'analyse du mouvement au leadership de Beppe Grillo d'une part et à ses discours politiques publiés dans son blogue d'autre part, le Mouvement 5 étoiles a été considéré par de nombreux analystes et commentateurs politiques comme une des nombreuses manifestations d'antipolitique, et comme l'expression d'un populisme qui, dans d'autres pays européens, était imputable à des formations politiques de droite⁴. Au fil du temps et de son étonnant succès électoral, le M5S et sa philosophie politique ont fait l'objet de nombreuses analyses visant à comprendre à la fois son succès et la composition de son électorat, qui ne peut être simplement réduit à la seule droite politique.

La Ligue, contrairement au Mouvement 5 étoiles, est un parti dont l'histoire politique remonte à plus de trente ans. Issue, à la fin des années 1980, de la fusion de plusieurs mouvements autonomistes du Nord du pays, la Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie (*Lega Nord per l'Indipendenza della Padania*), aujourd'hui la Ligue, a joué un rôle déterminant au sein des gouvernements de centre droit dirigés par Silvio Berlusconi au cours du nouveau millénaire alors qu'elle occupait déjà, depuis un certain temps, des fonctions administratives aux niveaux local, provincial et régional.

La Ligue est dirigée, depuis 2013, par Matteo Salvini qui l'a reconstruite après la débâcle électorale de 2013 (4 % des votes) et une série de scandales de corruption et de malversations impliquant Umberto Bossi, le secrétaire historique du parti. Le leadership de Matteo Salvini a profondément modifié l'orientation politique du parti. En supprimant le mot Nord du nom du parti, Salvini a voulu souligner l'abandon d'une perspective autonomiste au profit de positions plus nationalistes. Ce n'est donc plus « Le Nord d'abord », mais « L'Italie d'abord ». Ce changement de point de vue a redéfini le champ du conflit dans lequel la « nouvelle » Ligue se meut. L'ennemi n'est plus l'État central – le slogan historique de la Ligue Nord était « Rome voleuse » – qui soustrait des ressources au nord à travers des taxes indûment redistribuées au

2 Les 5 étoiles qui donnent son nom au mouvement représentent les cinq priorités de son action politique : eau publique, connectivité ouverte et libre, environnement, développement et transports.

3 La *Casaleggio Associati* est une société de communication privée qui est propriétaire du logo et de la plateforme informatique à la base du mouvement.

4 Roberto Biorcio et Paolo Natale, *Politica a 5 Stelle*, Milan, Feltrinelli, 2013.

sud, mais l'Union européenne ; on souligne et en dénonce son caractère antidémocratique, son éloignement des citoyennes et des citoyens italiens, son intrusion inutile et néfaste dans les politiques économiques nationales et la menace que l'Union européenne représente pour la souveraineté nationale. La Ligue a naturellement radicalisé ses positions en matière d'immigration. En effet, si dans le passé elle exprimait une opposition ferme à l'immigration, en plaidant notamment pour la défense du christianisme contre la menace musulmane et l'islamisation de la société (un sentiment fortement partagé dans les régions du nord où la présence musulmane est manifeste), ses discours sur l'identité italienne sont aujourd'hui construits autour d'une rhétorique de la défense des intérêts des Italiens et des Italiennes qui associe l'immigration à l'invasion et fait de l'immigré.e une menace à la sécurité⁵.

Les différents populismes italiens

Le débat sur ce qu'est le populisme et sur les causes qui le déterminent est très complexe et ne peut pas être développé longuement ici. Le populisme est un concept fluide dont les déclinaisons changent selon la perspective choisie. Avec le temps, ce concept de populisme a été utilisé pour désigner et définir des phénomènes souvent très différents les uns des autres. Le populisme peut être considéré, par conséquent, comme une « *thin-centred ideology* », c'est-à-dire un ensemble d'idées sur la nature de la politique et de la société, une forme de mobilisation et d'organisation, comme élément du processus de modernisation, et enfin, comme une catégorie sociologique plutôt qu'historique. Peter Wiles, dans un texte désormais classique datant de 1969, affirmait que chaque chercheur fournissait sa « définition du populisme, en fonction de son approche académique et de ses intérêts de recherche⁶ ».

5 Gianluca Passarelli et Dario Tuorto, *La lega di Salvini : estrema destra di Governo*, Bologne, Il Mulino, 2018.

6 Peter Wiles, « A syndrome, not a doctrine », dans Ghita Ionescu et Ernest Gellner (dir.), *Populism. Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Macmillan, 1969, p. 166. Voir aussi à ce sujet : Cas Mudde, *Populist Radical Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; Kurt Weyland, « Clarifying a contested concept. Populism in the study of latin american politics », *Comparative Politics*, vol. 34, n° 1, 2001 ; Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 (édition originale, *La Razón Populista*, 2005) ; Gino Germani, *Authoritarianism, Fascism, and National Populism*, Londres/New York, Routledge, 1978 ; Marco Tarchi, *L'Italia populista. Dal qualunquismo a Beppe Grillo*, Bologne, Il Mulino, 2015 ; Margaret Canovan, *Populism*, New York, Hartcourt Brace Janovich, 1981.



Matteo Salvini, leader de la Ligue, porte un chandail où est écrit : « Je suis populiste ».

Le populisme serait ainsi une idéologie opposant deux groupes sociaux antagoniques, le « peuple » de la « base » et ses ennemis (les élites corrompues)⁷. À partir de cette définition, nous pouvons souligner certaines différences importantes entre les diverses formations politiques qui se définissent comme populistes en Italie. Si nous prenons en compte l'idée d'identité du peuple, il est possible de distinguer de manière univoque les formations politiques appartenant au vaste front des populistes eurosceptiques en Italie. Taguieff⁸ souligne que pour analyser les populismes

7 Cas Mudde, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, vol. 39, n° 4, 2004, p. 541-563.

8 Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, 2007.

contemporains, il est nécessaire de distinguer deux pôles, deux tendances du discours populiste. Le peuple auquel on fait appel est soit interprété comme *démos* ou comme *ethnos*, interprétations renvoyant respectivement à un pôle « social protestataire » et à un pôle « identitaire-national ».

Cette polarisation peut être très bien reprise dans le cas italien. Le peuple du Mouvement 5 étoiles est défini par la catégorie de *démos*. Le parti parle au nom des citoyens et des citoyennes et en construisant une rhétorique fondée sur des discours protestataires (« être populiste, c'est d'abord être contre » pour reprendre les mots de Taguieff⁹), antiélitistes, antipartis¹⁰ et exhortant au dépassement de la polarisation droite-gauche préférant distinguer plus fondamentalement « les honnêtes » et « les voleurs ».

Pour la Ligue, à l'instar de nombreuses organisations d'extrême droite, le peuple est défini à partir du concept d'*ethnos*. Le parti parle de, pour et aux « Italiens », donnant ainsi aux discours une dimension ethnonationaliste. Dans la rhétorique populiste de la Ligue, l'antiélitisme n'occupe pas une position centrale. Les discours xénophobes, anti-immigration ou, plus généralement, hétérophobes¹¹ en constituent le cœur.

En s'appuyant sur une définition du peuple comme *démos*, le M5S définit les élites à partir d'une dimension socio-économique réactivant une opposition entre technocrates ou élites et travailleurs, travailleuses. L'opposition se concentre sur les politiciennes et politiciens européens qui sont associés au projet néolibéral, mais pas sur le processus d'intégration européenne. En revanche, le fait de partir de la définition du peuple comme *ethnos*, tout en considérant comme centrale la dimension économique, engage une critique du procès d'intégration européenne et de l'ouverture de l'espace européen vue comme une menace à l'identité et à son intégrité. Deux raisons sont mises en avant par la Ligue : la crainte d'une fragilisation de la souveraineté nationale et le péril représenté par l'immigration¹².

La dérive dangereuse de l'extrême droite et la montée d'un racisme populiste

La présence de forces populistes dans le gouvernement dont les orientations sont ouvertement hostiles à l'immigration a permis à certaines formations d'extrême droite de gagner encore plus d'espace, non seulement sur le plan politique, mais aussi et surtout sur le plan culturel. *CasaPound Italia*, par exemple, est un mouvement politique d'extrême droite qui a acquis une grande visibilité au cours des dernières années

9 *Ibid.*, p. 219.

10 Le M5S refuse l'étiquette de parti et continue à s'appeler « mouvement ».

11 *Ibid.*, p. 218.

12 Marco Morini, « Front national and Lega Nord : two stories of the same euroscepticism », *European Politics and Society*, vol. 19, n° 1, 2018, p. 1-19.

grâce à sa capacité à adosser ces actions et ces initiatives aux discours populistes institutionnalisés et ainsi acquérir un accès à l'espace médiatique.

On peut identifier quatre arènes de conflit au sein desquelles on trouve une forte convergence entre l'extrême droite et les formations politiques qui gouvernent le pays (La Ligue et M5S). La première arène de conflit fait référence à l'antipolitique avec une critique virulente des institutions représentatives et des autres acteurs politiques. La deuxième se réfère à la défense de la communauté nationale – « les Italiens d'abord ! » –, menacée par les processus d'intégration européenne et par la mondialisation. C'est surtout autour de la troisième arène de conflit que cette convergence est particulièrement visible. Un lien étroit entre l'extrême droite et les formations politiques qui gouvernent l'Italie est en effet visible à travers l'hostilité envers tous les processus d'immigration et à travers la criminalisation des immigré.e.s en tant que catégorie sociale propre à catalyser la peur et l'insécurité. La dernière arène de conflit renvoie à ce que j'appelle le racisme populiste¹³. Ce dernier s'appuie sur l'idée selon laquelle le relativisme culturel a progressivement écarté la matrice biologique du racisme du passé. Les théories selon lesquelles les communautés nationales et ethniques sont l'expression d'une spécificité de la nature humaine, donc irréductibles et différentes les unes des autres, se sont développées et ont pris de l'importance dans les années 1970¹⁴. Un racisme universel fondé sur la domination d'une race sur les autres et sur le concept de race en tant que catégorie biologique a été progressivement remplacé par une forme de racisme non plus fondée sur la domination, mais sur l'exclusion et la distanciation entre les cultures (et entre les races) afin de préserver le caractère unique de chacune et de compenser le risque d'une acceptation universaliste¹⁵.

Ces positions différentielles, souvent considérées comme moins dangereuses que le racisme fondé sur une matrice biologique, ont connu un certain succès en Italie et sont ouvertement soutenues par de nombreuses formations politiques allant de l'extrême droite, à savoir *CasaPound Italia*, à la Ligue de Salvini, en passant pour le Mouvement 5 étoiles.

Conclusion

La droite et les rhétoriques populistes et souverainistes en Italie ont trouvé de nouvelles énergies à la suite des succès électoraux de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles à l'origine tous deux du premier gouvernement ouvertement populiste de

13 Emanuele Toscano, « The rise of italian populism and "fascism of the third millennium" in the age of migration and security », dans Gabriela Lazaridis et Wadia Khursheed (dir.), *The Securitisation of Migration in the EU. Debates since 9/11*, Basingstoke (UK), Palgrave Macmillan, 2015.

14 Martin Barker, *The New Racism*, Londres, Junction Books, 1981; Michel Wieviorka, *L'espace du racisme*, Paris, Seuil, 1991.

15 Francesco Germinario, *La destra degli dei. Alain de Benoist e la cultura politica della nuova destra*, Turin, Bollati Boringhieri, 2002.

l'histoire de la République italienne. Sans doute un des aspects les plus dangereux de cette nouvelle vague populiste est la montée des discours et des actes racistes menés par l'extrême droite. Suivant une tendance présente dans tous les pays européens¹⁶, le thème de la race en tant que catégorie biologique et universaliste a de plus en plus fait place à de nouvelles formes de racisme, non moins dangereuses et dignes d'intérêt. L'affirmation d'un racisme populiste par les formations populistes actuellement au pouvoir en Italie s'appuie sur une rhétorique exaltant les différences culturelles et leur irréductibilité. Ces dernières positions ont été particulièrement bien accueillies parmi les nouveaux mouvements de droite radicale en Italie, tels que *CasaPound*.

16 Piero Ignazi, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

Nationalisme religieux, violences intercommunautaires et politique identitaire : une analyse du populisme indien

Emanuel Guay et Efe Peker

Respectivement doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et chercheur postdoctoral en sociologie à l'Université McGill.

Plusieurs études se sont penchées, depuis 2016, sur la montée des populismes de droite en Amérique du Nord et en Europe, à la suite, entre autres, de la victoire électorale de Donald Trump et du vote en faveur du Brexit au Royaume-Uni. Les atteintes aux droits individuels et collectifs qui accompagnent ce phénomène politique, ainsi que les conséquences potentielles de l'importance des partis et mouvements populistes de droite sur la vitalité démocratique des sociétés capitalistes avancées, doivent être analysées et débattues. Nous estimons toutefois qu'une plus grande attention doit être portée à l'étude des populismes de droite qui gagnent présentement en force dans les démocraties du « Sud global », afin d'aiguiser notre regard sur cette vague autoritaire, ses conditions d'émergence et ses effets à court et à long terme.

Nous nous concentrerons ici sur la montée du populisme de droite en Inde, qui nous semble particulièrement importante pour au moins trois raisons. D'abord, l'Inde est le deuxième pays le plus peuplé au monde après la Chine et constitue de loin le régime démocratique qui compte le plus grand nombre d'électeurs et d'électrices, près de 900 millions de personnes, soit plus que la population totale du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne réunis (environ 880 millions de personnes). De plus, l'Inde est actuellement un des leaders économiques mondiaux et connaît des taux de croissance élevés depuis 2014, notamment dans les secteurs des services et

des technologies de l'information. Finalement, l'Inde a été reconnue par l'Institut Brookings comme la démocratie émergente qui a le plus d'influence sur l'ordre géopolitique international, en raison de son poids démographique et économique¹.

Nous nous pencherons sur l'évolution du *Bharatiya Janata Party* (BJP), un parti populiste de droite au pouvoir depuis 2014, tout en gardant à l'esprit l'importance de l'Inde dans le contexte mondial contemporain. Le BJP a été réélu en avril-mai 2019, sous la direction de Narendra Modi, avec une majorité encore plus importante qu'en 2014. Après plusieurs décennies de domination électorale du Congrès national indien (CNI), associé notamment aux figures du Mahatma Gandhi et de Jawaharlal Nehru, le BJP est parvenu à se tailler une place décisive dans le paysage politique indien au cours des vingt dernières années.

Cette montée du BJP, principale organisation populiste de droite en Inde, est liée au nationalisme religieux. En se réclamant de la majorité hindoue et en présentant ses adversaires politiques comme une élite opposée aux intérêts de cette même majorité, le nationalisme religieux du BJP est parvenu, en tant que stratégie de mobilisation, à rallier une partie importante de la population indienne. Ce nationalisme religieux propose une « démocratie » où règne la majorité ethnoreligieuse, dont les droits auraient été mis à mal par une élite corrompue, des minorités bruyantes (en particulier les communautés musulmanes) et des éléments « antinationaux » tels les militants et militantes de gauche et les organisations non gouvernementales.

Nous soutenons que, dans un contexte où la croissance économique indienne, en hausse depuis le début des années 1990, peine encore à apporter des avantages matériels aux classes sociales les plus démunies en matière d'emploi et de redistribution des revenus, le BJP a mobilisé le nationalisme religieux pour justifier son programme de réformes néolibérales, orienté vers la croissance, le secteur privé et les investissements internationaux. Affirmant que la population indienne ne peut assurer son avancement socioéconomique que par l'économie de marché associée à un imaginaire religieux caractérisé par les notions de discipline, d'épreuve et de sacrifice, le BJP est parvenu à concilier son programme économique et un soutien de masse, ce que n'a pu réaliser le CNI durant son passage au pouvoir de 2004 à 2014.

Par ailleurs, la force d'interpellation du nationalisme religieux et de la politique identitaire promus par le BJP (que nous désignerons ici sous le terme de nationalisme hindou) a été considérablement renforcée par la montée des violences intercommunautaires qui alimentent, depuis les années 1980, le sentiment d'insécurité de la majorité hindoue dans ses relations avec les minorités nationales (musulmanes, chrétiennes, sikhes, tamiles, etc.). La réappropriation de la religion par le BJP nourrit le

1 Ted Piccone, *Five Rising Democracies. And the Fate of the International Liberal Order*, Washington, Brookings Institution Press, 2016, p. 72.

discours agressif de ce parti, motive ses réseaux de mobilisation et facilite la déification de son chef, Modi, en tant que leader charismatique et « sauveur » de la majorité hindoue. Finalement, la force d'interpellation du nationalisme hindou renvoie également aux stratégies et aux décisions prises durant et après l'indépendance de l'Inde par les leaders politiques gravitant autour du CNI.

La politique néolibérale du BJP

Un fort sentiment de déception à l'endroit des politiques mises de l'avant par le CNI entre 2004 et 2014 alors à la tête d'un gouvernement de coalition (l'Alliance progressiste unie) constitue une première assise du nationalisme hindou du BJP. Les réformes économiques des années 2000, qui visaient la dynamisation du secteur des services, ont entraîné une précarisation des emplois à faible qualification et un accroissement du travail informel. La stratégie de « croissance inclusive » du CNI, destinée à mieux répartir les bénéfices de la croissance économique grâce à des investissements publics créateurs d'emplois dans le domaine de l'innovation et des sciences et technologies, a échoué, d'abord parce qu'elle n'est pas parvenue à une redistribution significative des revenus liés à la croissance économique, mais surtout parce qu'elle a été marquée par une série de scandales de corruption liés à des attributions de contrat frauduleuses. Ces scandales et le mécontentement qu'ils ont provoqué ont eu au moins deux effets positifs sur le BJP : ils ont alimenté les critiques à l'endroit du CNI et ils ont discrédité, aux yeux d'une frange importante de l'électorat indien, les stratégies de développement économique menées par l'État². Ils ont ainsi aidé le BJP à promouvoir son propre programme économique axé sur l'entrepreneuriat privé et avec de fortes connotations religieuses. La montée du BJP à partir de 2014 est notamment due à la capacité de cette formation politique à lier des réformes néolibérales au récit nationaliste hindou (grâce à des thèmes tels le sacrifice national, le rite historique de purification, etc.), et à représenter la situation politique indienne comme une lutte entre un peuple aspirant à une plus grande mobilité sociale et une élite corrompue rassemblée au sein du CNI³.

Le nationalisme religieux et le populisme de Modi

La récupération du sentiment d'insécurité de la majorité hindoue à l'endroit des violences intercommunautaires constitue la seconde assise du nationalisme religieux du BJP. On peut rappeler à cet égard la partition indo-pakistanaise qui a causé 2 millions de morts et le déplacement de 14 millions de personnes entre 1947 et

2 Pradeep Chhibber et Rahul Verma, « The BJP's 2014 'Modi wave' », *Economic and Political Weekly*, vol. 49, n° 39, 2014, p. 51.

3 Priya Chacko et Kanishka Jayasuriya, « Asia's conservative moment. Understanding the rise of the right », *Journal of Contemporary Asia*, vol. 48, n° 4, 2018, p. 535.

1951, l'assassinat d'Indira Gandhi par ses gardes du corps sikhs en 1984 et celui de Ravji Gandhi par un militant tamil en 1991. Il vaut finalement la peine de rappeler les nombreux affrontements entre les communautés hindoue et musulmane en Inde, et les sommets de violence atteints à Bhagalpur en 1989, à Ayodhya en 1992 et au Gujarat en 2002, alors que Modi était le ministre de cet État et que le groupe paramilitaire *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS), dont le BJP est le prolongement politique, a pris part au massacre de civils musulmans. Depuis près de 20 ans, le BJP a contribué à la montée des tensions ethnoreligieuses dans le pays et profité des violences de masse pour alimenter sa politique identitaire.

Le discours populiste du BJP assimile aujourd'hui « le peuple » à la majorité hindoue (environ 80 % de la population) et définit « l'élite » comme les politiciens et les intellectuels laïques gravitant autour du CNI, tandis que « les autres » désignent les non-hindous, et tout particulièrement la minorité musulmane (14 % de la population). Ce parti voit les musulmans comme une menace imminente envers la sécurité nationale et les accuse d'être des collaborateurs du CNI et du Pakistan. Le BJP est aussi étroitement lié à un grand réseau d'organisations hindoues, le *Sangh Parivar* (littéralement « famille des organisations »). Ce dernier regroupe des dizaines d'organismes de la société civile, dont des syndicats, des groupes de paysans, des cercles de lecture, des réseaux de médias et de communication, des associations religieuses, des organismes éducatifs, des groupes économiques et des associations de prestataires de services sociaux. Ces différentes organisations adhèrent toutes à l'idéal de l'*Hindu rashtra*, soit la fondation d'un État aux caractéristiques hindoues.

Finalement, il faut mentionner l'importance de Modi en tant que force principale du nationalisme hindou. Grâce à une campagne de communication soigneusement orchestrée et portée par les nouvelles technologies, Modi mobilise le symbolisme hindou pour promouvoir une image quasi sacralisée de lui-même comme leader du « peuple ». Quand il était ministre en chef de l'État du Gujarat (2001-2014), Modi a embauché une firme de relations publiques étatsunienne pour l'aider à construire une image de lui-même en tant que champion de l'hindouisme capable d'incarner les intérêts des classes et castes inférieures. Leader « pragmatique », il prétend disposer de la recette miracle pour le développement économique (le « modèle Gujarat »). Aujourd'hui, Modi contourne les médias traditionnels pour communiquer directement avec les gens, notamment par des courriels, des messages par téléphone cellulaire et des applications telles que *WhatsApp*. Il dispose de sa propre chaîne de télévision (NaMo) et utilise des hologrammes en trois dimensions afin de participer à des rassemblements à plusieurs endroits simultanément. Modi cherche à développer une identification affective avec l'hindouisme par sa tenue vestimentaire, son style linguistique et sa participation aux seules cérémonies hindoues. Dirigeant sanctifié et déifié, Modi centre son image sur un plaidoyer en faveur des entreprises et la force d'un leader

mondial destiné à diriger l'Inde de demain, sans toutefois reconnaître pleinement les droits des minorités ou les traditions du pays en matière de pluralité religieuse⁴.

Le nationalisme religieux et le legs du CNI

Le succès du BJP repose en grande partie sur des choix stratégiques habiles et une capacité à profiter des faiblesses de ses adversaires. Le parti tire avantage de stratégies conçues par les élites politiques indiennes à l'époque de la lutte pour l'indépendance nationale. L'historien Perry Anderson rappelle que Gandhi, en permettant au CNI de passer d'un groupe d'intellectuels à un parti de masse, a insufflé dans le mouvement de libération nationale un imaginaire religieux centré sur l'« exceptionnalisme indien », et ainsi fait de l'hindouisme la composante centrale de l'identité indienne. Anderson souligne également que la gestion désastreuse par Nehru de la partition indo-pakistanaise et l'annexion par la force du Cachemire ont largement contribué à nourrir l'animosité entre les communautés hindoues et musulmanes, communautés qui ont procuré au RSS et, ultérieurement, au BJP, leur légitimité politique⁵. En somme, le développement et l'essor du populisme de droite en Inde semblent renvoyer tant à des manœuvres politiques habiles qu'à la filiation à des leaders historiques de l'indépendance nationale, à leur répertoire de discours et d'actions dont le BJP et ses alliés tirent désormais profit (en particulier l'hindouisme comme composante centrale de l'identité indienne et la méfiance à l'endroit de la minorité musulmane).

Conclusion

Le BJP est parvenu à s'établir comme une force hégémonique en Inde malgré des débuts modestes en légitimant son programme néolibéral grâce à des références religieuses et en construisant un culte charismatique autour de Modi dans les années 1980. Ce parti a su profiter des violences qui frappent périodiquement les diverses communautés en Inde et les a encouragées à plusieurs occasions.

Il faut souligner que la religion constitue, de nos jours, une référence importante pour plusieurs formations populistes, ce qui leur permet de se constituer un soutien populaire et de se réclamer d'une « majorité morale ». On peut penser ici aux évangélistes étatsuniens de droite, maintenant une composante centrale de l'électorat républicain, ou encore à la montée de l'islamisme conservateur sous la direction de Recep Tayyip Erdoğan en Turquie. La religion constitue donc un des moyens par lesquels les populismes de droite contemporains parviennent à gagner du terrain et à promouvoir une vision tronquée de la démocratie comme simple règne de la majorité, dont les droits et préférences auraient été brimés par une élite politique à la solde de

4 Shakuntala Rao, « Making of selfie nationalism. Narendra Modi, the paradigm shift to social media governance, and crisis of democracy », *Journal of Communication Inquiry*, vol. 42, n° 2, 2018, p. 166.

5 Perry Anderson, *The Indian Ideology*, Londres et New York, Verso, 2012.

groupes minoritaires⁶. Le cas indien montre que la religion peut être instrumentalisée de plusieurs manières par les populistes afin de donner plus de force à leurs discours, d'élargir leurs réseaux de mobilisation et de sacraliser leur leader.

Il vaut également la peine d'analyser comment les mouvements populistes de droite s'approprient l'histoire et instrumentalisent le passé à des fins stratégiques. Il nous faut réfléchir à la façon dont les organisations et mouvements s'opposant au populisme peuvent puiser, dans des références historiques, les bases sur lesquelles fonder la résistance, sans pour autant tomber dans la nostalgie ou dans un récit historique figé. On peut se demander si l'intérêt des partis progressistes contemporains pour une stratégie dite « populiste de gauche » n'est pas lié à la difficulté qu'ont ces partis à inscrire leur activité dans le sillage des partis de gauche du vingtième siècle, dont les discours portaient sur les dynamiques et tensions de classe⁷.

Encourager le développement d'une analyse de classe, qui prenne pleinement en compte d'autres axes d'oppression et d'exploitation tels que le genre et la catégorie ethnoraciale, nous semble propice à stimuler les mobilisations de masse à gauche, et offre une alternative aux modes de constitution d'une majorité politique promus par le nationalisme religieux et les populismes de droite. Les manifestations contre la démolition du Parc Gezi en Turquie gagnent à être lues comme une mobilisation de classe laïque qui s'est opposée à l'alliance entre l'islamisme et les politiques néolibérales sous le gouvernement d'Erdogan⁸. En renouant explicitement avec une analyse de classe, la gauche peut inscrire ses actions dans une trame historique plus large et reconnaître les forces et faiblesses stratégiques des mouvements du siècle dernier. Sans nous offrir de garantie, une telle approche nous aidera à faire face à la montée actuelle des populismes de droite, à leur mobilisation de référents religieux, à leur capacité à tirer profit des inquiétudes et de la précarité socioéconomique des classes populaires, à leur façonnage de leaders charismatiques et à leur appui aux politiques néolibérales.

6 Nadia Urbinati, « Political theory of populism », *Annual Review of Political Science*, vol. 22, 2019.

7 Perry Anderson, « Renewals », *New Left Review*, vol. 2, n° 1, 2000.

8 Efe Can Gürcan et Efe Peker, « A class analytic approach to the Gezi Park events. Challenging the 'middle class' myth », *Capital & Class*, vol. 39, n° 2, 2015, p. 333.

Sens commun et crise de sens politique au Brésil de Bolsonaro

Dan Furukawa Marques¹

Professeur adjoint en sociologie à l'Université Laval

Régressions sociales

La régression sociale, politique et économique que subit le Brésil, non seulement depuis l'élection du président néofasciste Bolsonaro, mais depuis le coup d'État de 2016 contre Dilma Rouseff s'avère sans précédent dans l'histoire postdictatoriale du pays. Une des mesures phares du gouvernement intérimaire de Michel Temer (mai 2016-décembre 2018) a été de faire approuver un amendement constitutionnel qui lui a permis de geler les dépenses du gouvernement dans les services publics, en termes réels, pour les vingt prochaines années. C'est également sous Temer que le projet de loi sur la réforme des retraites a été amorcé, réforme qui, en gros, répond aux exigences du capital financier par une attaque aux droits des travailleurs et des travailleuses et qui les oblige à travailler plus longtemps pour une retraite beaucoup moins importante. Deux ans après la réforme du Code du travail de Temer, qui a largement flexibilisé le marché du travail et coupé les avantages sociaux sous prétexte de création d'emplois, on ne constate aucun effet sur le marché du travail. C'est aussi Temer qui a entamé un plan ambitieux de privatisation des principales entreprises étatiques du pays, incluant le Pré-Sal (réserve de pétrole en haute mer), l'Eletrobras (énergie), le Lotex (jeux de hasard), la Casa da Moeda (fabrication de la monnaie), les aéroports, les ports, les services de poste, etc. On a compté au total 238 projets de privatisation. Enfin, Temer a également tenté d'ouvrir les vannes amazoniennes aux compagnies minières. Bien que son plan n'ait pas tout à fait fonctionné, la voie

1 D'origine brésilienne, M. Marques vit au Canada depuis 1999.

était ouverte à Bolsonaro qui, lui, connaît un grand succès dans le dossier, comme en témoignent les feux de forêt en Amazonie à la fin de l'été. La cerise sur le « gâteau » du gouvernement Temer a été l'approbation d'un amendement constitutionnel, le PEC 181, interdisant l'avortement dans les trois seuls cas où il était encore autorisé au Brésil : viol, grossesse à risque pour la mère et anencéphalie fœtale.

Quant au gouvernement Bolsonaro, il s'avère difficile de dresser une liste exhaustive de toutes les mesures de régression sociale implantées par ce gouvernement en place depuis seulement une année, mais on peut en identifier les principales. En éducation, on a observé ce printemps des coupes généralisées dans les budgets des universités publiques, lesquelles sont gratuites, donc accessibles aux plus démunies, et de meilleure qualité. Certaines d'entre elles ont vu leur budget de fonctionnement amputé de 30 %, mettant ainsi en péril toute leur structure d'enseignement. Bolsonaro a également mené une guerre idéologique spécifique contre les départements de sociologie et de philosophie sous prétexte que l'argent des contribuables doit servir à « lire, écrire et faire des calculs » et qu'il doit être investi dans des secteurs qui génèrent des retours immédiats comme le génie, la médecine et la médecine vétérinaire. Comme si ce n'était pas assez, il a également réduit de moitié le budget du CAPES, l'équivalent du Conseil de recherche en sciences humaines, et coupé 1200 bourses de maîtrise et de doctorat cette année². Le CAPES déclarait en septembre qu'il ne pourrait financer aucune nouvelle recherche en 2019. Reniant ses promesses, le gouvernement a également coupé 2,4 milliards de reais (environ 800 millions de dollars) à l'éducation primaire et secondaire³.

En environnement, on a vu les feux de forêt en Amazonie augmenter de 83 % en moyenne depuis le début de l'année 2019⁴. Allumés par des hommes ayant une quasi-bénédiction du gouvernement fédéral, ces feux, qui sont également utilisés comme technique de défrichage par brûlis, ont servi cette fois d'abord et avant tout à dégager de nouvelles terres pour l'élevage du bétail. Selon le chercheur Romulo Batista de Greenpeace, 65 % des terres brûlées en Amazonie sont transformées en terres d'élevage bovin. Le Brésil est présentement le plus grand exportateur de viande bovine au monde. Cette industrie est dominée par trois multinationales brésiliennes, JBS, Minerva et Marfrig, qui sont responsables de 60 % des exportations de viande brésilienne en 2016. Bolsonaro, qui a reçu un large appui du tout puissant secteur de l'agro-industrie (*agrobusiness*), avait déclaré lors de son élection que l'Amazonie ne représentait pour lui qu'un potentiel d'exploitation économique. Les populations autochtones

2 Redação Galileu, « Capes não financiara novas pesquisas em 2019 : quase 12 mil bolsas foram cortadas no ano », *Jornal O Globo*, 3 septembre 2019.

3 Estadão Conteúdo, « MEC contraria discurso e tira verba da educação básica, além de faculdades », *Revista Exame*, 6 mai 2019.

4 « Nombre record de feux dans la forêt amazonienne au Brésil », *Radio Canada*, 21 août 2019.

riveraines, au mode de vie traditionnel, subissent directement cette attaque à leur territoire, comme en témoignent les assassinats de leaders autochtones à l'été et à l'automne 2019.

L'économie brésilienne a récemment subi sa plus grande contraction de l'histoire, reculant de 7 % entre 2015 et 2016, pour se refaire quelque peu entre 2017 et 2018 avec une croissance de 1,1 %. L'agro-industrie compte pour presque 22 % du PIB brésilien, ce qui lui donne le poids politique le plus important parmi les trois « fronts » les plus puissants du Congrès : évangélique, militaire et policier, et agro-industrie. Il y a présentement 73 militaires et policiers élus au pouvoir législatif (quatre fois plus qu'en 2014) et 91 député.e.s évangéliques au Congrès (sur 513 députés). En 2012, le Brésil comptait 7,6 millions de chômeurs contre 12,6 millions cette année (le taux de chômage actuel est de 11,8 %), sans compter que 28,7 millions de Brésiliens et de Brésiliennes sont en sous-emploi, c'est-à-dire qu'ils ne travaillent pas autant qu'ils le désireraient⁵.

Enfin, on ne peut passer sous silence l'oppression et la criminalisation que subissent les mouvements sociaux, comme le Mouvement des sans-terre, les mouvements autochtones et les *quilombolas* (descendants d'esclaves). La Commission pastorale de la terre (CPT⁶) qui répertorie les assassinats en milieu rural depuis les années 1970 a dénombré 71 assassinats de militants et militantes de mouvements sociaux en 2017 et 28 en 2018. Dans cette dernière année, on a compté 2300 familles expulsées de leurs terres par des entreprises privées de sécurité et 11200 familles évincées par les pouvoirs publics. L'un des conflits ruraux les plus importants concerne l'eau. En 2017, on recensait 197 conflits, alors qu'en 2018 on en recensait 276 impliquant 368 000 personnes. Dans 80 % des cas, les victimes étaient des pêcheurs et des riverains qui perdaient leur accès à l'eau au profit de compagnies minières.

Tous ces événements se produisent dans un contexte de division sociale exacerbée et alimentée par un puissant discours politique d'extrême droite. On se rappellera, par exemple, en octobre 2018, de cette jeune femme de 19 ans qui s'est fait attraper en pleine rue par de jeunes hommes qui lui ont gravé au couteau une croix gammée sur le ventre, car elle portait un autocollant avec le drapeau LGBTQ et le #EleNao (lui non). Bolsonaro a déjà affirmé qu'il n'y a « aucun doute » que le nazisme était un mouvement de gauche, une tactique employée par les nazis eux-mêmes. Il défend, ainsi que plusieurs généraux élus, l'idée que la dictature militaire, responsable de la torture et de la mort de centaines de femmes et d'hommes brésiliens, devrait plutôt être considérée comme « la révolution démocratique de 1964 », et que le coup d'État militaire ne serait

5 Daniel Silveira et Alvarenga Darlan, « Falta trabalho para 27,7 milhões de brasileiros, aponta IBGE », *Jornal O Globo*, 17 mai 2018.

6 La Commission pastorale de la terre fait partie des commissions pastorales de la Conférence des évêques du Brésil. Elle fut créée pour défendre les paysans. NdR

rien d'autre qu'une « transition de régime ». Lorsque Bolsonaro déclare que l'erreur des militaires est de ne pas avoir éliminé assez d'opposants, qu'ils auraient dû en tuer 30 000 de plus, à commencer par l'ancien président Fernando Henrique Cardoso, il trace évidemment un point de rupture en attaquant directement le régime démocratique.

« Nous avons perdu la bataille idéologique »

Comment expliquer de tels événements ? Comme le disait un dirigeant national du Mouvement des sans-terre (MST), « nous avons perdu la bataille idéologique », ou ce que Gramsci appelait le « sens commun », élément crucial dans la « guerre de position ». Selon l'interprétation de Kate Crehan⁷, le sens commun gramscien signifie l'accumulation de « connaissances populaires » prises pour acquises et que l'on retrouve dans toute communauté humaine. Cette accumulation fournit un ensemble hétérogène de certitudes assumées qui structurent le paysage de fond dans lequel les personnes sont socialisées et tracent leurs parcours de vie. Le sens commun se caractérise aussi par deux autres éléments : il est multiple et fait de contradictions. Ainsi, chaque classe sociale a son sens commun et celui-ci est le fruit d'un monde fracturé. Dans chaque sens commun, on retrouve aussi, d'une part, du « bon sens », c'est-à-dire une vision éclairée du monde qui reflète également l'esprit créatif des personnes et, d'autre part, une vision étroite du monde qui se laisse bercer par le confort et le familier.

Pendant la campagne électorale, plus Bolsonaro devenait ouvertement violent et autoritaire, plus il montait dans les sondages ; juste avant les élections, 53 % des Brésiliens considéraient la police comme les « gardiens de Dieu dont la tâche est d'imposer l'ordre ». L'excellente journaliste brésilienne Eliane Brum, qui couvre la politique du pays depuis 30 ans, appelle cette situation un « phénomène d'autovérité⁸ ». En disant tout et n'importe quoi, indépendamment de la violence impliquée, Bolsonaro est perçu comme étant « sincère », « honnête », qui « n'a pas la langue de bois », alors que les autres politiciens sont perçus comme « corrompus » et « malhonnêtes ». L'appui qu'il a reçu des femmes en constitue la démonstration. En dépit du fait que les femmes ont créé un mouvement influent avec les plus grandes manifestations de femmes de l'histoire du Brésil, 46 % des femmes ont voté pour Bolsonaro (contre 40 % pour Haddad). Un autre exemple est la proportion de la population LGBTQ qui a voté pour lui. Selon un sondage Datafolha du 25 octobre 2018, cette proportion est de 29 %⁹. Autrement dit, à l'intérieur de groupes sociaux, on retrouve, d'une part, un

7 Kate Crehan, *Gramsci's Common Sense. Inequality and Its Narratives*, Durham et Londres, Duke University Press, 2016.

8 Eliane Brum, « Bolsonaro e a autoverdade », *El Pais Brasil*, 16 juillet 2018.

9 Ursula Passos et Gustavo Fioratti, « Entre LGBTQs, Haddad lidera com 57 % e Bolsonaro tem 29 % », *Folha de Sao Paulo*, 26 octobre 2018.

sens commun composé de visions étroites du monde, d'opinions rassurantes et familiaires reproduites dans un cercle social restreint et hermétique à la critique ; d'autre part, y coexiste également un « bon sens » présent chez les personnes de ces mêmes groupes qui s'opposent à la xénophobie et à la misogynie de Bolsonaro.

La notion gramscienne de sens commun nous aide également à comprendre que la « guerre de position », soit la guerre des idées dans la construction de l'hégémonie à laquelle participent des récits politiques antagonistes, se retrouvait au centre de la situation brésilienne. « Nous avons perdu la bataille idéologique » signifie qu'un nouveau récit politique a pénétré et conquis suffisamment d'électeurs et d'électrices pour faire élire un néofasciste. Les mouvements sociaux des quinze dernières années ont fait l'erreur stratégique de ne pas avoir consacré suffisamment de ressources à l'éducation populaire à la Paulo Freire ou ce que les mouvements appellent le « travail de base ». Alors que le gouvernement au pouvoir était originairement issu et appuyé par les luttes populaires, les mouvements sociaux, dont bon nombre de militantes et de militants influents avaient intégré le gouvernement, ont vécu une période de « démobilisation des masses ». Pendant les treize années du Parti des travailleurs (PT) au pouvoir, il leur était difficile d'exercer une réelle critique et de contester ouvertement un gouvernement issu de leurs rangs. De plus, les politiques d'assistance sociale (Bolsa Familia, Fome Zero, etc.) se sont avérées un grand succès, car elles ont sorti 26,3 millions de personnes de la pauvreté¹⁰. En résumé, les mouvements sociaux étaient pris entre l'arbre et l'écorce et, pendant ce temps, ils ont délaissé le travail de conscientisation politique par l'éducation populaire, un travail où, historiquement, ils ont pourtant excellé, notamment dans les années 1980-1990. Je suis depuis plusieurs années les analyses internes des mouvements sociaux brésiliens. Ils font le constat que lorsque le nouveau récit politique d'extrême droite arrive sur la scène publique, la population n'est pas assez outillée politiquement pour le contrer. À cela s'ajoute le fait que la droite s'est organisée et que, depuis juin 2013, la gauche a perdu le monopole des rues. Enfin, autre échec, les mouvements sociaux et la gauche en général n'ont pas su mobiliser et utiliser les médias sociaux avec autant de finesse. La campagne de Bolsonaro a été gagnée en grande partie sur WhatsApp. Les mouvements sociaux sont très conscients que l'éducation populaire doit aussi se réinventer à l'ère du numérique. Le sens commun qui accepte l'augmentation de la violence institutionnelle pour contrer la violence, la montée du racisme et de la xénophobie, le recul des droits des travailleurs et des travailleuses et la dictature comme étant finalement « pas si mal » est devenu dominant chez une large partie de la population. La gauche a perdu une importante bataille dans la guerre de position.

10 Luciana Nunes Leal, « Combate a pobreza foi o maior feito do PT », *Estado de São Paulo*, 16 mai 2016.

Crise de sens politique

Pour bien le comprendre, le projet politique de Bolsonaro doit être inscrit à la fois dans un processus plus large au niveau national et dans la tendance mondiale actuelle. La crise financière de 2008 ne frappe le Brésil qu'en 2013. Mais quand elle arrive, elle est violente. En 2014, on observe une baisse significative du prix des matières premières, la vache à lait de l'économie brésilienne, suivie d'une hausse du prix de l'énergie en 2015. Dépendant de l'économie d'exportation, le gouvernement brésilien se voit incapable de maintenir le « compromis de classes » caractéristique des gouvernements pétistes¹¹. Le projet néodéveloppementaliste, qui consiste à implanter des politiques de redistribution tout en maintenant les privilèges de l'industrie et de la finance nationales, arrive à sa fin avec la débandade de l'économie. Autrement dit, sans croissance économique forte, impossible de satisfaire l'élite économique et de maintenir les programmes sociaux. Les effets d'une telle situation se font de plus en plus sentir dans la population, pendant que la droite se réorganise sur le plan politique, mais aussi sur le plan populaire avec la création de groupes comme le Movimento Brasil Livre (MBL, Mouvement Brésil libre). En face, la gauche est déstructurée et n'apporte pas de réponse rapide. Ce n'est qu'en septembre 2015 qu'est créé le Frente Brasil Popular (Front populaire du Brésil), une coalition de mouvements sociaux, syndicats, associations et partis de gauche, ainsi que le Povo Sem Medo (le Peuple sans peur), une coalition de mouvements sociaux de gauche qui se considèrent plus radicaux et qui n'acceptent pas les partis politiques. On retrouve dans la première coalition le MST, la Centrale unique des travailleurs (CUT) et le Parti socialisme et liberté (PSOL); la deuxième est surtout menée par le Movimento de Trabalhadores Sem Teto (MTST) (Mouvement des travailleurs sans-toit). Malgré les nombreuses manifestations et actions politiques, ces deux coalitions ne parviennent pas à remobiliser les masses. Le pays est foncièrement divisé et le récit politique antipétiste, rapidement devenu « antigauchiste », prend du galon auprès de la population. La droite en a assez et décide de renouer avec le capital international. Elle saisit le « momentum » et organise le coup d'État de 2016. Mais ce n'était pas suffisant. Il fallait également se débarrasser de l'éléphant dans la pièce, l'ancien président Lula. Avec la montée en puissance du pouvoir politique du judiciaire, sous le couvert d'une lutte à la corruption, elle parvient à incarcérer l'ancien président sans aucune preuve crédible. Comme dit Noam Chomsky ou Aldofo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix, Lula est aujourd'hui le plus important prisonnier politique de la planète. Devançant ses adversaires par plus de 20 % dans les intentions de vote, Lula était de loin le favori aux élections d'octobre 2018. S'il revenait au pouvoir, toutes les années d'organisation de la droite tomberaient à l'eau. En prison, le politicien le plus talentueux de l'histoire du Brésil est tout de même parvenu à catapulter un quasi-inconnu sur la scène nationale,

11 Pétiste : gouvernement du PT (Parti des travailleurs). NdR

Fernando Haddad, presque au sommet du pays. Parallèlement, aucun leader de la droite n'a su se hisser à la hauteur, ce qui a eu pour effet de maintenir la déstructuration de la droite reliée à un parti. Cette situation de jeux et de manipulations politiques, teintée de corruption et de conflits d'intérêts, a eu pour effet de discréditer aux yeux de plusieurs la solidité des institutions démocratiques du pays, notamment la Cour suprême dont les juges se positionnaient publiquement en faveur ou contre certains politiciens et politiciennes. Dans la foulée, nous avons assisté à l'implosion du centre droit, les deux partis les plus traditionnels de la politique brésilienne, le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) et le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), incapables de se réorganiser pour les élections. Cette cacophonie juridique et sociale a fini par créer une crise de sens politique – antigauchisme, absence de direction forte, absence de partis politiques solides et de mouvements de droite comme de gauche suffisamment organisés – permettant à un messie de venir « sauver le pays ». Profitant de la situation, la fameuse stratégie du « *outsider anti-establishment* » a été employée avec succès, et ce, même si cela faisait 27 ans que Bolsonaro était député fédéral et qu'il n'avait réussi à faire approuver que deux projets de loi durant sa carrière. La seule institution non critiquée par la population dans tout ce drame a été... l'armée. Pas étonnant que Bolsonaro ait réussi à faire élire autant de généraux et de colonels qui composent son entourage immédiat. Pas étonnant non plus que le discours de combattre la violence criminelle (plus de 60 000 homicides par année) par la violence institutionnelle (plus de pouvoir à l'armée et à la police) séduit une bonne partie de la population.

Pour terminer, en reprenant une analyse d'Alfredo Saad-Filho¹², le néolibéralisme a éliminé des millions d'emplois qualifiés au niveau mondial, notamment dans les pays développés, où on a vu des métiers disparaître ou exportés à l'extérieur. Ailleurs dans le monde, les occasions d'emploi dans le secteur public ont drastiquement diminué en raison des privatisations et des coupes dans les agences publiques. La stabilité d'emploi se fait aussi de plus en plus rare dans presque tous les secteurs de l'économie, pendant que les salaires et les conditions de travail se détériorent. La fameuse classe moyenne se voit moins riche et de plus en plus endettée, anxieuse et vulnérable. Les effets d'une telle situation sont notamment la désorganisation et la division des travailleurs et des travailleuses. Ces processus nous aident à comprendre le déclin des partis politiques et des organisations traditionnels au profit de nouvelles figures, notamment d'extrême droite, ce que Saad-Filho appelle la montée du « néolibéralisme autoritaire ». Le paradoxe du néolibéralisme autoritaire est qu'il fait la promotion de la personnalisation du politique à travers des leaders « spectacle » qui opèrent en l'absence d'institutions intermédiaires (partis politiques, syndicats, mouvements sociaux et, ultimement, de la loi) tout en réaffirmant un fort compromis entre le néolibéralisme

12 Alfredo Saad-Filho, « Fascism in Brazil. A tragedy in four Acts », *brasilwire.com*, 9 novembre 2018.

et leur pouvoir personnel. Ils implantent et font la promotion de programmes politiques qui s'adressent prioritairement à leur base électorale. Dans le cas de Bolsonaro, cela se traduit par la lutte à la corruption (même tactique employée en 1954, 1960, 1989 et 2013), un conservatisme moral (soutenu par les évangéliques et la lutte pour la sécurité publique) et un ultra-néolibéralisme (son ministre de l'Économie, Paulo Guedes, est un fervent disciple de l'école de Chicago). Un autre exemple des contradictions du sens commun.

Dans ce contexte, les mouvements sociaux comme le Mouvement des sans-terre se sont donné comme priorité la guerre de position, c'est-à-dire la reprise de l'éducation populaire ou ce que le MST appelle la formation politique, tout en cherchant des moyens de l'adapter à l'ère du numérique. Une autre priorité est de penser l'organisation de la vie par-delà l'électoratisme, penser une nouvelle stratégie de construction du pouvoir politique. Il faut également se réapproprier une symbolique capturée par la droite, comme le drapeau national. Pour ce faire, le renforcement des coalitions présentes est essentiel, notamment la Frente Brasil Popular, ainsi que la visibilité politique et culturelle des propositions des mouvements sociaux à travers des événements publics (festivals, foires d'alimentation, travail collectif de masse, etc.). Enfin, la campagne nationale et internationale pour la libération de Lula¹³ est fondamentale. Si Lula sort de prison, la configuration des forces politiques peut basculer. Tout cela dans l'optique de ce qu'ils appellent la « résistance active », soit la protection des acquis sociaux, tout en attaquant sur certains fronts où ils jugent pouvoir avancer comme l'éducation et les terres en Amazonie.

¹³ Lula a été remis en liberté le 8 novembre 2019, au lendemain d'un arrêt de la Cour suprême qui concerne des milliers de détenus, après plus d'un an et demi d'incarcération. Lula a déjà fait part de son intention de participer à de grandes tournées à travers le Brésil, les fameuses « caravanes » qui lui ont permis d'accroître sa popularité auprès des plus pauvres, pour incarner l'opposition à M. Bolsonaro. Mais un premier rebondissement judiciaire s'est produit le 27 novembre. Une cour d'appel a fortement alourdi sa peine pour l'une des affaires de corruption le concernant. Lula va cependant rester en liberté en raison d'un arrêt de la Cour suprême lui permettant d'attendre l'épuisement de tous les recours vers des instances supérieures. Un deuxième rebondissement a eu lieu le 4 décembre : la cour de justice fédérale a acquitté Lula et Dilma Rousseff des accusations de faire partie d'une organisation criminelle ayant pour objectif de détourner des fonds publics vers le PT. Le juge a également expliqué que les accusations représentaient en réalité une tentative pour « criminaliser une activité politique », une grande victoire pour Lula et Dilma.

Le fascisme, ce spectre qui hante l'Europe

Ugo Palhéta

Sociologue, maître de conférences à l'Université de Lille et directeur de publication de *Contretemps* en ligne

Un spectre hante l'Europe de ce début de XXI^e siècle, le spectre du fascisme. Si l'on a souhaité ici détourner la métaphore spectrale chère à Marx et Engels, ce n'est pas simplement afin de souligner par contraste la faiblesse de ce qui leur semblait hanter l'Europe du XIX^e siècle, à savoir le communisme ; c'est qu'elle est parfaitement ajustée, au sens où le fascisme est bien un revenant, faisant retour dans le monde des vivants après ce qui avait pu être naïvement considéré comme sa mort clinique en 1945, à la suite de la défaite militaire de l'Allemagne nazie¹.

Bien sûr, nous savions avec Brecht que « le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde » ; mais cela restait une considération abstraite tant que n'avaient pas réapparu les conditions dans lesquelles le fascisme peut se développer et prospérer. De même, nous avons conscience – avec Orwell – que « lorsque les fascistes [reviendraient], ils [auraient] le parapluie bien roulé sous le bras et le chapeau melon » : principe de précaution utile, puisqu'il invite à ne pas réduire le fascisme à ses formes les plus visibles et spectaculaires d'apparition (les grands défilés au pas de l'oie, les milices de masse en uniforme et plus généralement tout ce qui renvoie à la stylistique fasciste) ; mais cela ne nous disait rien des habits politiques que le fascisme

1 L'historien du fascisme Zeev Sternhell prévenait dès 2003 : « Pétainiste, mussolinienne ou hitlérienne, cette droite qui avait su réunir les intellectuels les plus en vue et les simples gens des grandes métropoles européennes n'est pas née dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, pas plus qu'elle n'est morte dans les ruines de Berlin. Quelque idée qu'on se fasse de son avenir, cette droite fait toujours partie de notre monde ». Zeev Sternhell, « Le fascisme, ce mal du siècle », dans Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

allait revêtir, des formes nouvelles que prendrait son idéologie et des stratégies que mettraient en œuvre ses héritiers, déclarés ou non (et la plupart savent pertinemment qu'on ne revendique pas l'idéologie politique la plus légitimement honnie du XX^e siècle sans se condamner à la marginalisation), pour que ce projet criminel puisse renaître de ses cendres, trouver à nouveau l'oreille de millions de personnes et redevenir candidat au pouvoir politique.

Il est vrai que, parmi celles et ceux qui affirment le retour de la menace fasciste, certain.e.s tentent par-là de faire oublier leurs bilans politiques désastreux, dont l'une des conséquences est précisément la progression des extrêmes droites, et d'apparaître comme d'improbables sauveurs. Ainsi a-t-on vu Macron, Clinton ou encore Renzi, s'ériger en « progressistes » et en « rempart » face à la montée des Le Pen, Trump et Salvini. Or cet extrême centre² est bien la grande responsable de la renaissance et du développement des extrêmes droites, si bien qu'aucune alternative réelle à ces dernières n'est possible sans une rupture avec le capitalisme néolibéral et sans une indépendance complète vis-à-vis des partis qui gouvernent pour le compte de la bourgeoisie (même quand ils persistent à se réclamer de la gauche). Mais la lucidité commande de ne pas s'arrêter en chemin : si danger spécifique il y a, il ne disparaît pas du seul fait d'être instrumentalisé par les politiciens néolibéraux ; et si ces derniers profitent à l'évidence des succès des extrêmes droites pour parvenir ou se maintenir au pouvoir, cela ne signifie en rien que les forces ultranationalistes, réactionnaires et racistes ne constitueraient que de simples marionnettes dans les mains de l'extrême centre et du capital.

Le fascisme, de quoi parle-t-on ?

Une fois dit cela, et si l'on s'accorde sur le fait que les extrêmes droites constituent un péril en elles-mêmes, qu'il importe donc d'affronter, peut-on parler d'un retour du fascisme ? Autrement dit, peut-on user d'une catégorie aussi lourde de signification historique pour penser la situation politique actuelle et les extrêmes droites contemporaines ? Répondre à cette question une fois pour toutes supposerait de disposer d'une définition consensuelle du phénomène fasciste ; à défaut, il est probable que chacun élaborera une définition lui permettant d'appuyer aisément la thèse ayant sa préférence. Or, il suffit de parcourir les débats étatsuniens à propos de Trump ou français à propos du Front national (FN/RN³), pour constater qu'un tel consensus n'existe pas. Il est néanmoins possible d'avancer en signalant tout d'abord deux écueils : une définition si restrictive qu'elle interdit toute comparaison (le fascisme réductible

2 L'expression a été proposée d'abord par Tariq Ali : *The Extreme Centre*, Londres/New York, Verso, 2015.

3 Le FN (Front national) est récemment devenu le RN (Rassemblement national), dans ce qui apparaît comme un pur ripolinage de façade. Notons d'ailleurs que « Rassemblement national » était déjà le nom que le FN avait donné à son groupe parlementaire de 1986 à 1988.

au fascisme italien des années 1920-1930); une définition si large (généralement le fascisme comme autoritarisme) qu'elle englobe une multitude de phénomènes et ne saisit plus rien spécifiquement, ni sur le plan idéologique ni sur celui des modalités de conquête et d'exercice du pouvoir.

Si le fascisme est un phénomène politique protéiforme, à tel point qu'existaient déjà dans l'entre-deux-guerres des différences substantielles entre des mouvements généralement qualifiés de fascistes (Parti national fasciste de Mussolini, Parti national-socialiste des travailleurs allemands de Hitler, Phalange espagnole, Garde de fer roumaine, Parti populaire français de Doriot, etc.), le fait de recourir à une même catégorie pour les penser suppose qu'ils ont quelque chose de commun, au-delà d'un simple « air de famille » : à la fois une idéologie permettant de s'adresser aux masses, une stratégie pour conquérir le pouvoir politique, et une fonction du point de vue du système socio-économique. Une idéologie : la régénération d'une nation fantasmatique, mythifiée et essentialisée, qui doit s'opérer par une double purification (ethnique et politique), ciblant d'un côté les minorités (ethnoraciales, religieuses, de genre) et de l'autre les mouvements sociaux et les gauches (modérées ou radicales). Une stratégie : la construction et le développement d'une organisation cherchant à apparaître comme une alternative aussi bien aux partis bourgeois traditionnels (aux yeux des possédants) qu'aux partis ouvriers (aux yeux des dépossédés). Une fonction : le rétablissement d'un ordre politique instable, par la destruction de tout espace démocratique et le renforcement d'un ordre socio-économique remis en cause par l'écrasement de toute contestation.

Ce n'est donc pas selon nous la constitution de bandes armées, ni même l'usage de la violence politique, qui constitue le propre du fascisme, que ce soit en tant que mouvement ou comme régime : non qu'ils n'y soient présents de manière centrale mais d'autres mouvements et d'autres régimes, n'appartenant nullement à la constellation des fascismes, ont eu recours à la violence pour conquérir le pouvoir ou s'y maintenir, parfois en assassinant des dizaines de milliers d'opposants (sans même parler de l'usage légitime de la violence par des mouvements de libération, contre l'oppression coloniale notamment). Dimension la plus visible du fascisme classique, les milices extra-étatiques sont en réalité un élément subordonné à la stratégie des directions fascistes, qui en usent tactiquement en fonction des exigences imposées par le développement de leurs organisations et la conquête légale du pouvoir politique (qui suppose dès l'entre-deux-guerres, et encore davantage aujourd'hui, d'apparaître un tant soit peu respectable, donc de mettre à distance les formes les plus visibles de violence). La force stratégique des mouvements fascistes ou néofascistes se mesure alors à leur capacité à manier – selon la conjoncture historique – tactique légale et tactique violente, « guerre de position » et « guerre de mouvement » (pour reprendre les catégories de Gramsci).

Déterminer le caractère fasciste d'un mouvement ne revient donc pas à se demander si figurent en son sein et en bonne place des fascistes déclarés, des nostalgiques affichés de Mussolini ou d'Hitler, ou si l'on voit s'y exprimer une revendication de continuité avec le fascisme historique, mais dans quelle mesure on y retrouve ces éléments fondamentaux (idéologie, stratégie, fonction). De ce point de vue, il nous semble que nombre de politiciens et de mouvements contemporains d'extrême droite – du Parti indien du peuple (BJP) indien au FN/RN en passant par la Lega (Ligue en Italie) et Bolsonaro – doivent être qualifiés de néofascistes, et non de simples « populistes ». Cette dernière catégorie ne fait qu'obscurcir les débats dans la mesure où elle mêle, à partir de critères flous, des leaders de gauche et d'extrême droite qui n'ont rien de commun quant à leurs projets politiques : Sanders et Trump, Mélenchon et Le Pen, Corbyn et Farage, etc. En outre, derrière la critique néolibérale du « populisme » se dissimule bien souvent un mépris de classe, voire une haine du peuple – compris ici au sens de classes populaires – lorsque celui-ci agit politiquement parce qu'il ne se satisfait plus de la place qui lui est assignée. Dénoncer le « populisme » équivaut alors bien souvent à imputer au peuple des pulsions autoritaires et racistes, alors même que ce sont les gouvernements néolibéraux européens, celui d'Emmanuel Macron en premier lieu, qui ont engagé une offensive autoritaire et dont les politiques antimigratoires entraînent la mort de milliers de migrants et de migrantes chaque année aux portes de l'Europe.

De quelle crise le développement du fascisme est-il le produit ?

Une autre manière d'aborder le problème revient à s'interroger sur le moment politique que nous vivons et dans lequel nous sommes amenés à agir, en d'autres termes à penser la *période*. S'il importe de prendre au sérieux l'hypothèse du danger fasciste, ce n'est pas uniquement parce que des forces politiques se situeraient dans une continuité souterraine et discrète avec le fascisme historique mais parce que les coordonnées politiques de la période présentent des similarités importantes (au-delà de différences évidentes quant au degré d'intégration de l'économie mondiale, aux structures de classe, au niveau d'organisation des classes travailleuses, au rapport des populations à la violence, etc.). Cela revient ainsi à poser la question simple : comment le projet fasciste, tel qu'on l'a décrit plus haut et tel qu'il se trouve constamment réactualisé par les extrêmes droites en fonction du contexte, a pu retrouver une audience de masse ?

Poser la question ainsi, ce n'est pas présumer que « les masses » *voudraient* consciemment le fascisme ou auraient un *désir* inconscient de fascisme ; c'est constater que des segments importants des populations sont d'ores et déjà séduites par des éléments centraux de l'idéologie fasciste, même si à l'évidence ils ne se représentent pas eux-mêmes comme fascistes, ne sont pas à ce stade disposés à s'enrôler sous la bannière d'organisations néofascistes (et encore moins de milices) et, dans la

grande majorité des cas, ne réfèrent pas tel ou tel élément à la totalité idéologique dans laquelle il s'insère et qui lui donne son véritable sens. Néanmoins, les fascismes historiques n'ont pas eu besoin d'obtenir une majorité électorale pour conquérir le pouvoir politique ; il leur a suffi de disposer d'un appui dans une frange significative des populations, sans que cet appui équivaille à un soutien idéologique sans faille, pour apparaître aux possédants comme une solution politique (du moins dans certaines circonstances précises qu'on analysera plus loin). En outre, l'élément de participation des masses qui est propre au fascisme, par rapport à d'autres dictatures réactionnaires qui cherchent à l'inverse à décourager cette participation, peut être d'intensité variable et prendre des formes diverses (du vote jusqu'à l'investissement actif dans des milices en passant par le fait de devenir simple adhérent de l'organisation ou membre d'une association qui lui est liée, etc.) ; il est susceptible par ailleurs d'être fortement stimulé par l'accès aux ressources matérielles et symboliques associées à l'exercice du pouvoir d'État.

L'originalité du fascisme tient dans le fait de constituer un mouvement réactionnaire de masse (pour reprendre une formulation de Togliatti), ce qui doit être ici entendu au sens où il recherche l'appui des masses – même si c'est toujours comme supplétifs dans la mesure où l'idéologie fasciste valorise outrageusement le rôle des chefs présumés « naturels ». Mais dans quelles circonstances cet appui peut-il être obtenu ? Si l'on prend au sérieux le fait que le fascisme ne peut s'enraciner et croître que dans des moments d'ébranlement de l'ordre social et politique, on pourra préciser la question ainsi : de quel type de crise le développement du fascisme – qui rend possible sa victoire politique – est-il le produit ? On laissera ici de côté les interprétations libérales, qui tendent à en faire une parenthèse incompréhensible dans la modernité capitaliste ou l'effet d'une simple défaillance des élites politiques, tant ces thèses esquivent la question des racines du fascisme. Deux interprétations présentes à gauche doivent davantage retenir notre attention.

La première tend à réduire le fascisme à un produit plus ou moins mécanique de la crise du capitalisme, entendue ici dans un sens strictement économique. Ce faisant, elle ne prend guère au sérieux la diversité des trajectoires propres aux pays qui ont connu de sévères crises économiques : à ce jeu, on comprend mal comment les États-Unis des années 1930 ou la Grèce des années 2010 ont pu échapper au fascisme. Si la crise économique constitue à l'évidence la toile de fond sur laquelle va se déployer l'ascension du fascisme, c'est au titre de *condition de possibilité*, nécessaire à son développement mais nullement suffisante pour qu'il parvienne à l'emporter et à imposer sa domination. Le fascisme n'a quelques chances de victoire que si la crise économique se mue en crise politique, mais celle-ci peut prendre des formes diverses et se caractériser par des intensités inégales. La seconde thèse courante fait du fascisme la réponse de la bourgeoisie face à une crise révolutionnaire, autrement dit face à

la menace imminente d'un soulèvement populaire. Cette thèse est historiquement fausse : non que le développement du fascisme soit étranger à la crainte d'une révolution sociale et à l'anticommunisme obsessionnel des bourgeoisies européennes dans les années qui ont suivi la révolution russe de 1917, mais dans les cas de l'Italie et de l'Allemagne les fascistes sont parvenus au pouvoir non pas au point haut des mobilisations populaires mais, au contraire, quand la classe travailleuse se trouvait sur le recul, désorientée et démoralisée.

Le fascisme n'est donc pas le produit d'une crise révolutionnaire mais d'une *crise d'hégémonie généralisée* (pour utiliser une formulation de Gramsci retravaillée par Poulantzas⁴), où se combinent déstabilisation de la domination politique bourgeoise et une faiblesse des mouvements d'émancipation. Une telle crise résulte en dernier ressort de la lutte féroce menée par la bourgeoisie pour maintenir le taux de profit en se débarrassant des conquêtes sociales et démocratiques de la classe travailleuse ; que cela suscite ou non des mobilisations de masse, cela ne peut manquer de rendre plus fragile sa domination politique en effritant la confiance de la population dans ses représentants traditionnels, en rendant toujours plus étroite la base sociale des partis politiques dominants, et en favorisant une défiance vis-à-vis des institutions politiques elles-mêmes. Mais la crise d'hégémonie est *généralisée* au sens où elle s'étend à toute forme de politique, même contre-hégémonique : l'offensive néolibérale a largement affaibli le mouvement ouvrier traditionnel (notamment syndical) et, les gauches se montrant incapables de bloquer l'offensive bourgeoise et d'avancer une solution à la crise politique, une fraction importante de la population – se recrutant dans toutes les classes – peut prêter l'oreille à la prétendue « troisième voie » proposée par les fascistes et être séduite par leur antipolitique, qui prétend surmonter la crise multiforme par la construction d'une nation homogène racialement et unanime politiquement.

France, trajectoire du désastre

La France nous semble présenter un cas particulièrement frappant de ce type de crise et c'est à ce titre que nous avons pu parler d'une trajectoire du désastre⁵, non au sens d'une ligne droite devant fatalement mener au fascisme, mais comme dynamique historique d'ores et déjà engagée, parce qu'inscrite dans certains des traits fondamentaux de la politique française. Trois éléments au moins doivent être soulignés pour préciser cette inscription.

Tout d'abord, on constate en France une instabilité politique qui n'a cessé de s'approfondir depuis le milieu des années 1990 jusqu'à devenir extrêmement aiguë, à tel point

4 Voir : Nicos Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, Seuil, 1970.

5 Voir : Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme. France : trajectoire du désastre*, Paris, La Découverte, 2018.

que les deux partis qui ont gouverné pour le compte de la bourgeoisie au cours des (presque) quatre dernières décennies sont aujourd'hui marginalisés (aux dernières élections européennes, le Parti socialiste (PS) a obtenu 6 % des votes et Les Républicains seulement 8,5 %). Emmanuel Macron était précisément appelé à surmonter cette crise de représentation politique en unifiant les pans du PS les plus ouvertement convertis au néolibéralisme autoritaire et les segments de la droite les plus rétifs au sarkozysme (ou simplement les plus opportunistes). Or, les mêmes politiques (néolibérales) produisant les mêmes réactions, il s'est trouvé rapidement très impopulaire dans la population ; le mouvement des gilets jaunes est venu cristalliser politiquement cette défiance et a fait exploser la baudruche macroniste. Macron apparaît à présent pour ce qu'il est, aussi bien du côté de ses adversaires que de ses partisans : le chef du parti de l'ordre, unifié par l'objectif d'une conservation à toute force des privilèges de classe et le projet d'une destruction complète de l'État social (sécurité sociale, services publics, code du travail). Mais là où le bipartisme PS/droite maintenait une illusion d'alternative, l'unification macroniste prive la bourgeoisie de solution d'alternance et pourrait l'amener à regarder du côté de l'extrême droite.

Le deuxième point concerne les gauches et les mouvements sociaux. Loin d'avoir été amorphes au cours des deux dernières décennies, ils ont même été pour beaucoup dans la fragilisation de l'hégémonie bourgeoise : en élaborant et en diffusant une critique du néolibéralisme et de la mondialisation financière, et en faisant reculer par la lutte les gouvernements sur certains projets phares (la réforme Juppé en 1995 qui visait à remettre en cause le système de retraites, ou encore le « contrat première embauche » en 2006 qui cherchait à accroître la précarité dans la jeunesse). Reste qu'ils ne sont pas parvenus à mettre un coup d'arrêt au cycle d'appauvrissement des classes populaires, pas plus qu'à l'offensive raciste (notamment islamophobe), ou encore au processus de durcissement autoritaire. Pire, ils ont été incapables de s'ériger en alternative politique au capitalisme néolibéral, pris entre des logiques d'intégration/cooptation au sein du « bloc bourgeois⁶ » (particulièrement du côté d'Europe-Écologie-Les-Verts mais aussi, localement, du Parti communiste français), des tendances à l'isolement sectaire et à l'éclatement (du côté de la gauche révolutionnaire), ou encore la tentation d'esquiver la question du pouvoir politique (dans les mouvements autonomes). Le courant de Jean-Luc Mélenchon a bien réussi à conquérir un temps une audience de masse, en particulier lors de l'élection présidentielle de 2017, mais il n'a pas pu, su ou voulu pérenniser sa percée électorale sous la forme d'une organisation politique organisée démocratiquement et largement implantée.

En dernier lieu mais non le moindre, la situation politique est marquée en France par la présence d'une extrême droite profondément et solidement enracinée sur le

6 Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

plan électoral, à travers le Rassemblement national (anciennement Front national), mais aussi puissante idéologiquement, au sens où ses médias et intellectuels propres disposent d'un très large public, diffusent en continu leurs obsessions (islamophobes, xénophobes, masculinistes, homophobes, ultrasécuritaires, etc.), tout en bâtissant des ponts avec un électorat de droite radicalisé par la séquence sarkozyste (2002-2012). Si une part de ces succès tient à l'indéniable habileté de ses dirigeants politiques (Marine Le Pen notamment) et de ses idéologues (Zemmour par exemple, mais il est loin d'être seul), on ne saurait comprendre la puissance de l'extrême droite sans l'inscrire dans trois temporalités distinctes qui se télescopent et se renforcent mutuellement : celle de long terme de l'impérialisme français, dont le déclin favorise une idéalisation mythique de la nation française ainsi que l'attrait de représentations puisant au vieux fond du racisme colonial ; celle de moyen terme de la crise d'hégémonie, qui s'approfondit depuis une vingtaine d'années en réponse à des politiques socialement destructrices et qui crée à la fois une défiance généralisée et un vide politique ; et celle de court terme (2015-2019), qui renvoie aux attentats commis par des groupes se réclamant de l'islam mais surtout à leur instrumentalisation par les gouvernements dans un sens autoritaire et islamophobe (qui se manifeste à travers une série de lois scélérates).

Les gauches et les mouvements sociaux en France font ainsi face à des défis multiples et de grande ampleur. Contrairement à ce que pourrait suggérer une représentation simpliste, la lutte des classes – quand elle se traduit en combat politique pour le pouvoir – ne se réduit que très rarement à un jeu à deux acteurs. Ce que donne à voir l'entre-deux-guerres, c'est justement que dans des situations de crise, de déstabilisation soudaine ou prolongée de l'ordre politique et social, des mouvements d'extrême droite indépendants des partis bourgeois traditionnels peuvent conquérir une audience de masse puis mettre cette audience au service du capital, en nouant des alliances avec une bourgeoisie politiquement aux abois. Plus que jamais, il nous faut donc combattre sur deux fronts : contre l'extrême droite, qui détourne la colère populaire en ciblant prioritairement les minorités ; et contre l'extrême centre néolibéral, dont les politiques – néolibérales, autoritaires et racistes – ne cessent d'alimenter la dynamique fasciste et menacent ainsi de faire advenir le pire.

Combattre la droite

La nation contre le nationalisme réactionnaire

Réflexion sur l'articulation entre le socialisme et la question nationale à partir de Henri Lefebvre

Eric Martin

Professeur au département de philosophie du Cégep Édouard-Montpetit et auteur

Nous assistons aujourd'hui à une résurgence du populisme de droite et même de l'extrême droite, assortie de la montée d'un nationalisme exclusif doublé d'une rhétorique anti-immigration. La réaction de beaucoup de personnes de gauche est alors de rejeter tout discours sur la nation comme relevant nécessairement de la fermeture et de la xénophobie. Pourtant, suivant Henri Lefebvre dans *Le nationalisme contre les nations*¹, nous tenterons ici de montrer qu'il est urgent de se réapproprier le discours sur la nation actuellement monopolisé par la droite afin d'articuler, à partir des communautés culturelles et politiques ou sociétés nationales concrètes, un projet contre-hégémonique socialiste et internationaliste. En effet, la gauche ne

1 Henri Lefebvre, *Le nationalisme contre les nations*, Paris, Méridiens Klincksiek, 1988. Un résumé se trouve aussi sur *Mediapart* : <<https://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet/article/190114/le-nationalisme-contre-les-nations-henri-lefebvre>>. Toutes les citations de H. Lefebvre sont tirées de ce résumé en ligne et de la préface rédigée par Paul Nizan. Merci à Maxime Ouellet qui m'a orienté vers ce texte.

peut pas abandonner à l'adversaire la question de l'autodétermination et la lancinante « question du Québec » (Marcel Rioux)².

Trois conceptions de la nation

Suivant Lefebvre, nous pouvons retenir trois approches de la question nationale : 1) le nationalisme réactionnaire ; 2) l'internationalisme abstrait antinational et 3) une posture marxiste dialectique qui cherche à défendre une conception socialiste³ et émancipatrice de la nation. Examinons brièvement ces trois approches. Elles peuvent être distinguées selon leur manière d'organiser le rapport entre la forme et le contenu de la nation, elle-même comprise comme un « tout », c'est-à-dire une « totalité » synthétique.

Le nationalisme réactionnaire se distingue en ce qu'il s'intéresse davantage à la forme de la nation qu'à son contenu social réel. Il s'attache ainsi au « symbole », à la « parade », au « fétichisme », s'opposant agressivement à tout ce qui menace son objet d'attachement allant jusqu'à la « névrose obsessionnelle » (par exemple, la haine exaltée contre tout ce qui « menace » la nation de l'extérieur). Il n'est pas difficile de raccorder ce positionnement à tous les nationalismes conservateurs, les populismes de droite et même d'extrême droite que l'on voit aujourd'hui émerger dans plusieurs pays.

La réaction à ce nationalisme exclusif prend souvent la forme, à gauche, de l'internationalisme abstrait. Marx n'avait-il pas dit que « les prolétaires n'ont pas de patrie » ? Le mouvement ouvrier devrait donc, suivant cette perspective, considérer que tout nationalisme est une mystification ourdie par la droite, nourrissant la haine, le racisme et même le fascisme. La gauche devrait donc se détourner de la nation et se vouloir plutôt internationaliste, c'est-à-dire en appeler à l'union immédiate de tous les individus dans l'universel abstrait qu'est « l'Humanité ». La forme réactionnaire du nationalisme produit, en réaction, son opposé, c'est-à-dire un internationalisme abstrait non seulement critique du discours nationaliste, mais de la réalité nationale elle-même, dénoncée comme une mystification idéologique bourgeoise-capitaliste ne servant qu'à diviser la classe ouvrière internationale. Cette position a cependant de la difficulté à se différencier de l'antinationalisme des libéraux (par exemple Pierre Elliot-Trudeau) qui considérerait aussi que tout nationalisme conduit à la haine et à la guerre (sauf peut-être le nationalisme *canadian*)⁴. Sur le plan de la « question

2 Voir aussi le texte récemment publié et fondamental de Michel Freitag, « Une théorie pour la nation », *Formes de la société*, vol. 2 - *Nation, ville, architecture*, Montréal, Liber, 2018. Sur l'importance de développer un « marxisme culturel » capable d'intégrer la question nationale, voir Marcel Rioux, *La culture comme refus de l'économisme*, *Écrits de Marcel Rioux*, sous la direction de Jacques Hamel, Julien Forques Lecavalier et Marcel Fournier, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010.

3 Je souligne que j'utilise ici le terme « socialiste » au sens d'un socialisme démocratique, antiautoritaire et autogestionnaire et non pas au sens de la conception bureaucratique ou autoritaire propre aux soi-disant « socialismes réels » du XX^e siècle.

4 Voir Eric Martin, *Un pays en commun*, Montréal, Écosociété, 2017.

sociale », bien sûr, les positions ne seront pas toujours les mêmes⁵, mais en ce qui concerne la question nationale, l'antinationnalisme réunit sous sa bannière des gens en apparence bien différents : comme le dit l'adage, *politics makes strange bedfellows*⁶.

Selon Lefebvre, il existe une troisième manière, plus dialectique, de penser la nation. La Révolution française a produit un nouvel individu « abstrait », le sujet porteur de droits individuels. La question est de savoir ce qui relie dorénavant entre eux ces sujets une fois l'ordre monarchique et religieux ancien dépassé. La forme moderne de la communauté politique est celle de la société nationale. C'est la nation qui vient englober, comme universel, l'ensemble des sujets particuliers autrement atomisés. Cette nation peut bien sûr être réduite à son unité formelle : c'est précisément ce que fait le nationalisme réactionnaire, agitant les symboles de l'identité de la nation pour mieux masquer les véritables problèmes sociaux. Lefebvre pense cependant que l'on peut opposer à cette mauvaise conception de la nation une autre lecture qui insiste davantage non pas sur la forme, mais sur le contenu social de la nation, comprise comme « communauté nationale populaire » concrète ou encore comme démocratie populaire nationale et internationaliste (et donc loin de toute agressivité chauvine, xénophobe ou impérialiste).

Pour Lefebvre, la véritable réponse marxiste et socialiste à la conception mythique et mystificatrice, à la « totalité fermée » du nationalisme réactionnaire n'est pas l'anti-nationalisme internationaliste abstrait, mais la reconnaissance de la « nation réelle » comprise comme « totalité ouverte » réconciliant forme et contenu. Comme le disait Lénine⁷ : « Dans chaque culture nationale, il y a des éléments, si peu développés qu'ils soient, de culture démocratique et socialiste, car, dans chaque nation, il y a la masse travailleuse et exploitée, dont les conditions de vie font inévitablement naître une idéologie démocratique et socialiste ». C'est ce contenu concret et social propre à la communauté politique ou société nationale qui sert à penser une démocratie populaire devant être opposée aussi bien au formalisme des nationalistes réactionnaires qu'au déracinement de l'internationalisme abstrait. Une perspective marxiste et socialiste ne devait donc pas, selon Lefebvre, abandonner la nation à la droite réactionnaire, mais sauver la nation et son contenu social du fétichisme porté par les droites.

Sauver la nation de la réaction

Il est évident pour Lefebvre que le nationalisme exacerbé et le fascisme doivent être combattus. Mais cela ne peut être réussi en abandonnant l'idée de nation à la

5 Encore que dans plusieurs cas, la gauche intègre de plus en plus une approche individualiste et libérale de la question sociale, s'éloignant de la position socialiste, ainsi que l'a relevé Jean-Claude Michéa, notamment dans *Le Complexe d'Orphée*, Paris, Climats, 2011.

6 Traduction : La politique fait d'étranges compagnons de lit.

droite ou à l'extrême droite⁸. Les réactionnaires ne sauvent pas la nation : ils sèment la désunion en son sein en attisant le conflit social et la division, ciblant des boucs émissaires affublés du titre « d'ennemi intérieur ». La réponse de la gauche n'est pas dans l'antipatriotisme primaire : selon Lefebvre, elle est d'opposer le « meilleur de la tradition nationale » à la forme pseudo-concrète et réifiée brandie par la droite.

Selon Lefebvre, la gauche hésite à se réclamer de la nation non seulement parce que cette idée est associée au camp ennemi, mais aussi parce qu'un problème plus fondamental se loge dans la conscience et l'analyse qui tend à opposer « les faits et les idées » sans voir le lien dialectique qui les unit. D'un côté, par exemple, il y aurait les individus, factuels et empiriques, et les rapports de production matériels. De l'autre, le discours sur la nation et la culture, qui relèverait de l'idéologie. Bref, la vérité des faits et la mystification des idées, la solidité de la base contre la superstructure fumeuse. Suivant cette grille, le nationalisme n'est qu'un discours idéologique bourgeois servant à masquer la domination de classe et à justifier le système capitaliste.

Bien sûr, le prolétaire est dominé par les institutions de la nation capitaliste (et de nos jours par les organisations supranationales du capitalisme globalisé). En ce sens, en effet, le prolétaire « n'a pas de patrie », c'est un dépossédé, dans un monde dominé autrefois par la bourgeoisie nationale et de nos jours par l'hyperbourgeoisie globale, postnationale et apatride ou *overclass*. Ceci dit, cela ne veut pas dire que le prolétaire n'a pas de *nationalité* ou n'éprouve pas de « sentiment national ». Selon Lefebvre, « l'opposition absolue entre le sentiment national et l'internationalisme n'est pas marxiste ; car aucune affirmation absolue n'est dialectique ». Opposer le « bon » internationalisme au mauvais patriotisme est selon lui une « maladresse » qu'il compare à la réaction des luddites, les premiers ouvriers qui, ne supportant plus la domination des machines, décidaient simplement de les détruire. Or, plutôt que de détruire toute technique, l'attitude marxiste consiste à chercher à se réapproprier un rapport non aliéné à la technique (à moins d'être primitiviste et de vouloir retourner s'éclairer à la chandelle). Il en va de même pour la nation : Lefebvre pense que les socialistes doivent se réapproprier l'appartenance nationale pour y trouver les bases concrètes permettant de construire une démocratie populaire internationaliste.

Bien sûr, l'appartenance à une culture nationale et le sentiment patriotique ont pu être utilisés par les dominants. Selon Lefebvre, cependant, cette culture est aussi « l'œuvre spirituelle de la communauté populaire », c'est-à-dire ce dans quoi s'est objectivé ou cristallisé la vie d'une communauté politique ou société concrète inscrite dans la durée (ce que Hegel appelait « l'esprit d'un peuple », après Montesquieu qui parlait « d'esprit des lois », ou qu'on pourrait appeler aujourd'hui, avec

8 On trouve un argument similaire et plus contemporain chez Frédéric Lordon : « Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas », *Le Monde diplomatique*, 8 juillet 2013. Voir aussi Frédéric Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, Paris, La Fabrique, 2015.

Cornelius Castoriadis, « l'imaginaire » propre d'une société instituée⁹). Le patriotisme comporte évidemment des dimensions réactionnaires et des excès (chauvinisme, racisme, xénophobie, etc.). Mais à la base, selon Lefebvre, il est d'abord « l'amour d'un sol imprégné de présence humaine, l'amour d'une unité spirituelle lentement élaborée par les travaux et les loisirs, les coutumes et la vie quotidienne d'un peuple entier ».

C'est précisément cette culture – populaire et nationale –, construite au « ras du sol » (Marcel Rioux) par les peuples, qui est détruite par le nationalisme bourgeois, puis par la culture de masse du capitalisme globalisé. Plus le capitalisme se déploie, plus il détruit la culture concrète des communautés politiques. Il n'est donc pas surprenant de voir des populistes de droite, ces « faux amis du peuple » (Hegel), capitaliser sur ce refoulé pour leurrer les populations. Ce qui est étonnant, cependant, est de voir en face une certaine gauche internationaliste abstraite¹⁰. L'internationalisme abstrait prétend relier les prolétaires du monde entier ou « l'Humanité » universelle en agglutinant les individus dans un grand Tout, faisant ainsi abstraction de l'inscription de ces individus dans des totalités ou sociétés particulières et concrètes, dans des « corps politiques¹¹ » déterminés qui médiatisent leur appartenance à l'humanité universelle. À l'opposé, un internationalisme concret (comme celui d'un Jean Jaurès, par exemple) considère que l'internationalisme ne supprime pas l'appartenance à une « patrie », mais prône plutôt « la libre fédération des nations autonomes ». La gauche qui pratique l'internationalisme abstrait est incapable de s'appuyer sur quelque concrétude pour construire un projet socialiste et indépendantiste (dans le cas du Québec par exemple). Pour elle, le sentiment national n'est qu'un archaïsme propre aux arriérés ruraux ou aux péquistes issus de générations dépassées.

Ce discours qui reste sourd à l'importance de la culture et de la nation contribue à maintenir un double état de dépossession où l'économie et la culture, les « richesses matérielles et spirituelles » des sociétés, ont été confisquées par les possédants. Ainsi la communauté politique ne peut pas s'accomplir puisque, selon Lefebvre, il y a « deux nations dans la nation » : la nation abstraite des riches et du capital qui nie et aliène la culture et la nation populaire réelle, concrète et sociale. La révolution ne doit donc pas être vue comme une création *ex nihilo* ou une *tabula rasa*. Elle doit prendre appui sur la concrétude culturelle et politique de la société nationale pour opérer un dépassement des contradictions internes à la société afin d'opposer la démocratie populaire à la bourgeoisie nationale.

9 Voir Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1973.

10 Rappelons, comme le relève F. Michelot, que Proudhon disait que la « la République est une anarchie positive ». Précisons que ceci est vrai du moment qu'elle est pensée de manière fédérative et non centralisatrice-unitaire-autoritaire. Voir Florent Michelot, « À celui qui n'a rien, la patrie est son seul bien », *Le Devoir*, 12 juin 2014.

11 Voir Lordon, *Imperium*, *op. cit.*

Par exemple, dans leur théorie sur le commun comme principe d'autogouvernement, Pierre Dardot et Christian Laval s'inspirent notamment du fédéralisme proudhonien pour penser la création de règles de droit et d'institutions du commun, ainsi que des fédérations économiques et politiques internationales. Leur approche met l'accent sur le moment de création institutionnelle ou moment instituant qu'on trouve chez Castoriadis. Leur approche offre des pistes très importantes pour penser ce que pourrait être une démocratie populaire et décentralisée. On trouve d'ailleurs une réflexion semblable au Québec dans le socialisme autogestionnaire de Marcel Rioux, Gabriel Gagnon et la revue *Possibles*. La différence est cependant que les penseurs québécois de l'autogestion articulent cette perspective à celle de la culture nationale instituée et de l'indépendance, alors que Dardot et Laval cherchent à dépasser ou à se défaire de l'ancrage national. La critique (d'inspiration libertaire) de l'étatisme centralisateur de Dardot et Laval est à retenir, mais c'est plutôt à Marcel Rioux qu'il faut, à mon sens, se rapporter, en ce qui concerne la nécessité de penser l'articulation entre la démocratie, le commun, la culture, la nation et la question de l'autodétermination nationale¹². Comme le rappelait récemment Joseph-Yvon Thériault, il ne peut y avoir de *démos* sans *topos*, pas de démocratie sans lieu¹³.

Pour Lefebvre, c'est une erreur de penser que la société postcapitaliste sera le résultat d'une adhésion sentimentale et immédiate des individus à un nouveau monde débarrassé en un claquement de doigt de toutes les anciennes appartenances à des communautés politiques. En continuant à prétendre que le nouveau monde n'a pas à se soucier de la nation, la gauche nourrit la droite qui monopolise cette question et les affects importants qui y sont raccordés. C'est peut-être ce qui explique en partie pourquoi, aujourd'hui, aucune gauche organisée n'est capable de s'opposer aux populismes de droite qui raflent la mise partout dans le monde. Les gens tiennent au sentiment, à l'appartenance et à la culture nationale, qui ne sont pas seulement des mystifications, mais la manifestation d'une société concrète et vivante. Tant que l'anarchisme, le socialisme ou le communisme parlent comme si la culture et la nation n'étaient qu'une imposture idéologique, il n'aura pas l'oreille des peuples. Ainsi, les racistes continueront de monopoliser le mot « patriote », avec toute la charge émotive qu'il porte, et la gauche continuera de parler depuis un lieu déraciné qui ne rejoindra personne en dehors de la sous-culture individualiste et satisfaite d'elle-même qui se mire dans l'ersatz de communauté que sont aujourd'hui les réseaux « sociaux » (sic).

Peut-on encore sauver la nation des nationalistes de droite? Peut-on encore prendre appui sur les éléments positifs qui, dans la communauté politique qu'est la

12 Voir Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014. Voir mon résumé sur <<https://iris-recherche.qc.ca/publications/Commun1>>.

13 Joseph-Yvon Thériault, *Sept leçons sur le cosmopolitisme. Agir politique et imaginaire démocratique*, Montréal, Québec Amérique, 2019.

société du Québec, offrent les bases concrètes permettant de rendre à la communauté son droit d'autodétermination et d'édifier ce que Fernand Dumont appelait un « socialisme d'ici¹⁴ » ? Le socialisme voit sa tâche compliquée par le fait qu'il doit lutter à la fois contre l'individualisme (de gauche ou de droite) aussi bien que contre le nationalisme réactionnaire. Ce dernier prend plus facilement racine puisqu'il n'hésite pas à s'appuyer sur des affects et des revendications touchant l'appartenance, l'identité, la culture, la nation, le commun, la langue, la vie quotidienne, l'insécurité, le sol, la famille, la tradition, la nation. Généralement, la gauche considère ces thématiques comme « conservatrices » et donc les laisse entre les mains de la droite et du fascisme. Et cela est d'autant plus vrai lorsque la gauche devient elle-même individualiste. Or, selon Lefebvre, il n'y a rien de nécessairement bourgeois ou réactionnaire à aborder les rapports entre l'humain, « la nature, le sol, la famille et la nationalité ». Bien sûr, il existe une forme capitaliste ou aliénée de ces réalités, mais cela n'épuise pas le contenu. L'attitude dialectique consiste à sauver le rapport à la nature et au territoire de sa forme « bourgeoise » plutôt que de rejeter ce rapport entièrement.

Selon Lefebvre, l'attitude qui consiste à réduire les rapports sociaux, culturels ou communautaires à des fictions idéologiques bourgeoises a enfermé les marxistes dans un discours abstrait (le même langage que celui de l'abstraction économique et technologique). Rejetant le « faux » discours sur la nation, ceux-ci ont fini par en revenir à un individu producteur abstrait, ou encore à la seule communauté formée par la classe sociale (qui est pourtant un groupe social produit par les formes de médiations aliénantes de la société capitaliste...). Selon Lefebvre, la communauté déborde la classe. Il est certain que sa forme actuelle charrie des éléments irrationnels ou injustes issus du passé, autant que des confusions – parfois pathologiques (lorsque la tradition justifie des formes d'inégalité ou d'injustices, le sexisme ou le colonialisme, par exemple) – quant à ce qui est considéré comme la nature du commun. Cependant, selon Lefebvre, malgré qu'elle soit encore lestée de contradictions, la communauté ou société nationale répond à un besoin *affectif* qu'a l'humain d'appartenir à une communauté de culture concrète, une appartenance qui ne se réduit aucunement à la place de chacun dans la production économique : « La communauté humaine est un besoin, une aspiration profonde des hommes ».

Du point de vue de l'hégémonie dominante, la seule alternative au marché sans frontières du néolibéralisme serait le retour à un protectionnisme économique doublé de populisme de droite exclusif « nationaliste » (« *Make America great again* » de Trump). Suivant Lefebvre, l'alternative n'est pas de se réclamer d'un internationalisme abstrait, mais de « retourner le sentiment de la communauté nationale comme le nationalisme s'est tourné contre la nation ». Le capitalisme détruit la culture, la nation et la société

14 Voir le chapitre sur Fernand Dumont dans Martin, *Un pays en commun*, op. cit.

(il conduit à ce que Michel Freitag appelait « l'oubli de la société¹⁵ »). Par la suite, la rhétorique populiste de droite ou néofascisante cherche à combler la destruction de la communauté en formulant une « communauté mystique » fondée sur l'identité fusionnelle et l'unité fantasmatique recouvrant les contradictions et formes d'aliénation réelles. La réponse à cette mystification, selon Lefebvre, n'est pas de nier l'existence de toute communauté, mais de la « reformer » par-delà la forme mystificatrice capitaliste et néofascisante. Si le nationalisme de droite s'est construit contre les nations concrètes, il faut retourner l'affaire et opposer les nations, dans leur contenu émancipateur et en tant que sociétés concrètes, au nationalisme réactionnaire ; autrement dit, il s'agit de formuler un socialisme enraciné dans la communauté concrète qui sera en même temps la base de l'internationalisme véritable. De mon point de vue, cette communauté devra articuler reconnaissance de la culture, appartenance à une collectivité, socialisme et construction de l'autonomie personnelle aussi bien que de l'auto-institution de la société (Castoriadis), ce que Marcel Rioux nommait « socialisme autogestionnaire », lui qui n'hésitait pas à se dire socialiste et libertaire, mais pour qui, en bon sociologue, la liberté était impensable sans défense du droit à l'autodétermination des communautés politiques concrètes.

15 Michel Freitag, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002.

En finir avec la droite !

Réflexions autour de la mécanique du bouc émissaire

Pierre Mouterde

Sociologue et essayiste

*Ce que le parti a fait avant la victoire d'Hitler était parfaitement juste.
C'est seulement ce qu'il n'a pas fait qui était erroné.*
— Ernst Bloch¹

Au moins, peut-on commencer par ce qui fait relativement consensus à gauche : il y a au Québec comme partout ailleurs, montée de la droite et surgissement d'une extrême droite populiste apparemment de plus en plus active ! Tous ou presque

¹ C'est dans le cadre de sa résistance farouche à la montée de ce qu'il appelait la « sauvagerie » qu'Ernst Bloch a eu cette formule s'interrogeant dès 1935 sur la lutte des marxistes allemands contre l'ascension du national-socialisme. Voir Ernst Bloch, *Héritage de ce temps*, Paris, Payot, 1978, p. 11, Avant-propos à l'édition de 1935. Cité par Christian Boucq et Marc Maesschalck, *Déminons l'extrême droite*, Charleroi (Belgique), Couleur livres, 2005.

Boucq et Maesschalck, dès 2005, ont su, lorsqu'il s'est agi de lutter contre l'extrême droite contemporaine, rappeler quelques éléments-clefs que notre texte, à partir de sa propre logique, recoupe à sa manière : 1) pour agir efficacement, il faut toujours distinguer entre phase d'ascension sociale de l'extrême droite et phase d'occupation du pouvoir ; 2) dans la phase d'ascension, il faut toujours savoir distinguer « le terreau favorable » à l'expansion du phénomène de la machine de prise de pouvoir proprement dite ; 3) pour relancer une action collective contre l'extrême droite, il faut identifier les points vulnérables de la démocratie qu'elle exploite et les formes de coopération entre micro et macro-acteurs démocratiques à mettre en place ; 4) parmi ces vulnérabilités, il faut être attentif aux multiples fractures (hommes/femmes, de générations différentes, nationaux/immigrés, riches/pauvres, travailleurs avec ou sans emploi) pouvant basculer soit vers un individualisme exacerbé (facilement manipulable politiquement), soit vers un nouvel élan social (p. 119, 120, 121 de *Déminons l'extrême droite*).

s'entendent là-dessus, et qui plus est, partagent un même sentiment d'inquiétude vis-à-vis de ce qui prend l'allure d'un retour de la xénophobie quand ce n'est pas de l'islamophobie et du racisme, en particulier envers les immigrantes et les immigrants nouvellement arrivés. Et de tels phénomènes sont d'autant plus préoccupants que, comme l'ont fait remarquer nombre d'observateurs, on peut noter bien des ressemblances possibles avec d'autres périodes de l'histoire, notamment celle des années 1930 où, en Europe, se sont développés des régimes autoritaires de type fasciste de sinistre mémoire.

Mais si beaucoup reconnaissent la gravité du danger, peu s'entendent néanmoins sur la manière de mettre un frein à de telles tendances. Là commencent les divergences !

Sans doute – et c'est, je crois, ce à quoi s'emploie surtout ce dossier des NCS – faut-il savoir dénoncer ces ennemis de droite et d'extrême droite ainsi que les dangers qu'ils représentent ! Sans doute est-il utile de décrire les formes qu'ils peuvent prendre et les maux les plus néfastes qu'ils peuvent entraîner ! Sans doute est-il nécessaire de susciter l'indignation et de montrer en quoi cette montée de la droite et de l'extrême droite fait politiquement plus que problème ! Sans aucun doute !

Pourtant, en rester là, non seulement n'est pas suffisant, mais encore ne paraît pas – eu égard aux années qui passent – très efficace et productif. Après tout, cela fait au moins entre 30 et 40 ans que la droite a commencé à acquérir une position culturelle hégémonique sur la scène politique du monde, et près de 15 ans qu'ont surgi des mouvements populistes d'extrême droite, sans qu'on ait pu jusqu'à présent, ne serait-ce que minimalement, y mettre un frein. Y compris au Québec !

Bien au contraire, ce sont aujourd'hui de larges secteurs de la population – dont une bonne frange des classes populaires et subalternes – qui, au lieu de se reconnaître dans les idées égalitaires et émancipatrices de la gauche, adhèrent à des propositions politiques chaque fois plus marquées par une vision de droite. Comme si la conscience que les classes populaires ont de leurs propres intérêts a fini par se détacher complètement de la situation sociale subalterne qu'elles continuent indéniablement à occuper². Ce qui les amène à voter ou à prendre fait et cause pour des partis ou des groupes qui, d'un côté, les instrumentalisent sur le mode populiste, et, de l'autre, défendent dans les faits un programme politique néolibéral et à tendance autoritaire, foncièrement anti-populaire.

Certes pour comprendre cette montée des droites et la difficulté de la stopper, il

2 Déjà en son temps, au cours des années 1930, Wilhelm Reich avait fait ressortir ce point : « Nous avons vu que la situation économique et la situation idéologique des masses ne coïncident pas obligatoirement et qu'il peut même y avoir, entre les deux, un écart sensible. La situation économique ne passe pas immédiatement et directement à la conscience politique ». *La psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot, 1972, p. 41.

faut mettre dans la balance les errements mêmes de la gauche ainsi que les limites intrinsèques de son développement social-libéral, devenu aujourd'hui hégémonique au sein de la gauche et particulièrement paralysant³. Mais peut-être faut-il aller plus loin et se demander aussi si la gauche n'a pas suffisamment porté attention à certains mécanismes collectifs de type psychosociologique qui restent pourtant décisifs dans cette affaire. Notamment ceux touchant à la façon dont peut se déclencher, en période de crise sociale, ce qu'on pourrait appeler la mécanique sociale du bouc émissaire.

La mécanique du bouc émissaire

On le sait en effet : le fait de choisir, sous la forme d'un ennemi tout trouvé, un bouc émissaire sur lequel on pourra décharger son agressivité rentrée ou ses haines contenues permet à ceux et celles qui ont l'impression⁴ d'être socialement en position précaire ou défavorable, de se gorger de sentiments de force et de puissance, et par conséquent, d'avoir l'impression de tenir en lisière les peurs qui les hantent. Et cela parce qu'ils se trouvent à pouvoir soudainement faire corps avec un groupe qui se soude autour d'eux et fait bloc devant l'image d'un danger appréhendé qu'on a dressé devant eux et illusoirement présenté comme étant à la source de tous leurs maux.

C'est là une mécanique à laquelle bien des groupes humains ont dû faire face : qu'on pense dans les années 1930 au peuple juif réduit à l'état de bouc émissaire par les dignitaires nazis qui ont su machiavéliquement instrumentaliser les sentiments de désarroi post-Première Guerre mondiale du peuple allemand. Ou encore aux Tutsis transformés de façon démagogique par une poignée de dirigeants hutus en boucs émissaires de tous les maux coloniaux et postcoloniaux du peuple rwandais des années 1990. Ou aux personnes migrantes et réfugiées de guerre d'aujourd'hui qui, dans le sillage de guerres impérialistes contemporaines ou de catastrophes climatiques, commencent à être montrées du doigt par les partis de droite et d'extrême droite, et sont en train de devenir les boucs émissaires de ces sentiments de peur et de désorientation identitaire qui hantent dorénavant les peuples de l'Europe de l'Ouest.

En fait, c'est toujours la même logique qui s'installe : chaque fois il s'agit de se jouer de puissants sentiments collectifs, et en particulier de manipuler des identités meurtries (ou qui se sentent meurtries) pour les transformer, par le biais de la mécanique du bouc émissaire, en identités meurtrières ; occasion au passage de faire renaître des logiques guerrières ou des politiques marquées par un autoritarisme grandissant.

On le voit bien, à travers les exemples que nous avons pris, il y a dans cette affaire toujours trois types d'acteurs sociaux qui sont directement impliqués, et dont la

3 Sa propension à ne plus se donner les moyens de mettre en cause le mode de production capitaliste et ses logiques prédatrices n'y est sans doute pas pour rien.

4 Peu importe ici que cette impression soit juste ou fausse !

gauche – si elle veut pouvoir arrêter la prolifération de tels phénomènes – ne devrait en oublier aucun : 1) les victimes directes de cette mécanique du bouc émissaire, victimes qu'il faut par tous les moyens s'employer à protéger ; 2) les acteurs politiques qui instrumentalisent démagogiquement la situation, acteurs qu'il faut dénoncer avec intransigeance et dont il faut essayer d'arrêter coûte que coûte les agissements ; 3) les populations désorientées ou apeurées (pour x raisons), populations dont il faut se donner les moyens de détourner l'énergie potentiellement meurtrière vers d'autres objectifs sociopolitiques.

Les forces et faiblesses de l'intervention de la gauche

Or, si la gauche en général a le réflexe de chercher à protéger les victimes appréhendées de la mécanique du bouc émissaire, si elle ne se prive pas de dénoncer ceux qui, de façon démagogique, utilisent le phénomène des identités meurtries à leur propre fin, elle tend à oublier dans ses stratégies d'intervention le troisième type d'acteurs impliqués, pourtant décisifs et essentiels.

Ainsi, si on se réfère à la situation québécoise, on verra que la gauche – que ce soit à travers Québec solidaire (QS) ou des organismes ou mouvements sociaux – a su prendre la défense de populations immigrantes stigmatisées, notamment en dénonçant l'islamophobie ambiante et le racisme systémique qui peut l'accompagner, ou encore en se portant par exemple avec courage en soutien aux victimes des attentats contre la mosquée de Québec. On verra aussi qu'elle ne s'est pas privée non plus de dénoncer les groupes ou les personnalités politiques ou médiatiques qui alimentent la haine de l'autre ou renforcent sciemment les logiques du bouc émissaire, et en particulier les radios poubelles dont on sait l'influence délétère, en particulier dans la région de Québec.

Par contre, elle n'a pas vraiment su trouver les moyens adéquats pour s'adresser au troisième groupe d'acteurs impliqués dont nous avons parlé précédemment. Sinon en le faisant le plus souvent sur le mode paternaliste et à partir d'une approche moralisante. Comme si les manières doucereuses de la rectitude politique (« c'n'est pas bien d'être racistes, vous devez le savoir, non ! ») avait quelque chance d'être efficaces vis-à-vis des comportements particulièrement violents des partisans d'extrême droite du « patriotiquement correct », ou surtout vis-à-vis des malaises, des peurs ou des frustrations diffuses qui courent dans de larges secteurs de la population, particulièrement au sein des classes populaires.

Pourtant tout de son bagage politique aurait dû permettre à la gauche d'y prêter attention. Après tout, le capitalisme néolibéral contemporain ne tend-il pas à avoir

pour effet (souvenez-vous du Manifeste du Parti communiste⁵!) d'abolir toute valeur sociale commune (religieuse, morale politique, etc.), de dissoudre tous les liens humains qui leur correspondent, et cela, au profit du développement des seules valeurs marchandes et de leur circulation indéfinie? Tendant à dissoudre tout ce qui permet de faire communauté, tout ce à partir de quoi on peut donner du sens à sa vie et, au passage, tout ce sur quoi pouvait se fonder la souveraineté. Il y a donc, depuis le redéploiement néolibéral des années 1980 et la mise entre parenthèses de l'État-providence, largement de quoi expliquer – au-delà même des phénomènes d'exploitation classique – les malaises et frustrations qui peuvent hanter les sociétés contemporaines... et se muer en de possibles nouveaux processus de constitution de bouc émissaire.

Faire quelque chose de grand ensemble

Or, pour contrer un tel processus, il n'y a pas, en termes politiques, trente-six solutions. Car on ne lutte pas contre des sentiments identitaires blessés par des mises en garde morales, fussent-elles de la plus noble facture. La seule façon d'y arriver, c'est non pas de condamner de haut ces sentiments de peur (et ces aspirations identitaires à faire communauté avec d'autres pour s'en protéger), mais de les reconnaître pour ce qu'ils sont, en cherchant au passage à les ré-orienter vers un projet d'affirmation politique positif et progressiste; un projet qui justement, par la lutte sociale qu'il appelle, les politiques d'alliance qu'il requiert, permettrait de retrouver cette force commune espérée, en la redirigeant cependant, non pas contre un ennemi imaginaire transformé en bouc émissaire, mais cette fois-ci contre les forces sociales et politiques de droite bien réelles qui, au nom des vertus de la mondialisation néolibérale, s'opposent par exemple à ce que le peuple du Québec puisse souverainement décider des lois auxquelles il veut obéir.

Dans le cas du Québec, petite nation en mal d'affirmation, qui s'est toujours heurtée à l'oppression coloniale ou néocoloniale, la perspective de renouer clairement avec la lutte pour l'indépendance, et de la mettre de l'avant comme un axe central de la lutte politique pourrait être justement cette médiation politique indispensable permettant à la gauche de s'adresser avec efficacité à ce troisième type d'acteurs jusqu'à présent oubliés, en prenant ainsi en compte leurs légitimes désirs d'affirmation tout en leur donnant un contenu politique progressiste.

5 « ...cette agitation et cette perpétuelle insécurité distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux traditionnels et figés avec leur cortège de notions et d'idées antiques et vénérables se dissolvent; tous ceux qui les remplacent vieillissent avant même de pouvoir s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont enfin forcés de jeter un regard lucide sur leurs conditions d'existence, leurs rapports réciproques ». Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Éditions 10-18, 1962, p. 23-24.

On voit là toute la responsabilité politique qui incombe à ce niveau à des partis comme Québec solidaire, mais pas seulement. Car si QS est à n'en pas douter un parti indépendantiste, et *a fortiori* depuis sa fusion avec Option nationale, ce parti n'est pas arrivé pour autant à faire de l'indépendance la pièce maîtresse de sa stratégie politique. Dans les faits, elle reste un axe de lutte parmi d'autres (l'écologie, l'égalité homme-femme, etc.), et sans que soit bien explicité, ni théoriquement ni pratiquement, comment une telle indépendance pourrait ou devrait se concrétiser dans les années à venir.

Il est vrai qu'il faut tenir compte du contexte et prendre la mesure des difficultés que vivent aujourd'hui les indépendantistes québécois toutes tendances confondues, ainsi que du relatif déclin que connaissent dans les sondages les volontés populaires de souveraineté. D'autant plus qu'à la manière de vases communicants, on assiste à l'inverse au retour en force de crispations identitaires préoccupantes. En ce sens, il y a une véritable responsabilité politique qui pèse sur les indépendantistes, et en particulier sur Québec solidaire : saura-t-on faire de l'indépendance du Québec l'axe stratégique d'une transition émancipatrice ?

Québec solidaire pourrait ainsi faire d'une pierre deux coups : aider à remettre en route un processus d'indépendance pour le Québec, tout en reprenant l'initiative politique et en proposant au peuple du Québec de... faire quelque chose de grand, non pas sur le mode du « tous pareils », mais avec cette préoccupation centrale du « tous ensemble ». C'est la seule voie qui, dans le contexte québécois, permettrait de mettre un frein au retour du populisme identitaire, et de commencer à arracher à la droite une partie de son leadership actuel. Qu'on se le dise !

En guise de post-scriptum

On pourrait, en guise de post-scriptum, rajouter ceci : le diagnostic politique qui se trouve à la base de ce texte part de l'idée-clef d'une fragmentation des forces de gauche qui, dans la période de renforcement continu de la droite que nous connaissons, paralyse une grande partie des efforts progressistes pour tenter de conjurer les effets les plus délétères de cette droitisation de la société : xénophobie, populisme, nationalisme identitaire, néolibéralisation du monde, etc.

Ce texte cherche donc à élaborer, dans le contexte du Québec, des stratégies qui permettraient de contrer cette fragmentation, et par conséquent de rassembler des forces aujourd'hui séparées ; des forces qui, à la seule condition d'oser travailler/re-travailler ensemble sur la base d'une vision politique du monde mettant en évidence ce qui les réunit (et non ce qui les divise), pourraient acquérir la puissance nécessaire pour mettre, sinon un terme à l'hégémonie de droite, du moins à en ébrécher dans la société les certitudes les plus solides.

C'est la raison pour laquelle ce texte ne cherche pas à s'attaquer de plein fouet ni aux partisans apparemment les plus radicaux de la gauche sociale (ne jurant que par la pensée décoloniale, l'antiracisme ou par la lutte à l'islamophobie !) ni à ceux qui, au nom de la laïcité de la nation (sociale ou républicaine) ou de la social-démocratie (plus ou moins néolibéralisée), tendent à minimiser le danger de la montée des droites et à se contenter du *statu quo* politique actuel.

Ce texte cherche bien plutôt à montrer que ni les uns ni les autres ne mettent le doigt sur le problème de fond qui paralyse la gauche et l'empêche de retrouver la force de transformation sociale et politique dont elle aurait tant besoin aujourd'hui. Les uns parce que, dans une véritable fuite en avant ne prenant en compte ni les échéances politiques concrètes, ni l'obstacle de l'organisation capitaliste de la production, ni non plus la nécessité d'un projet politique pensé en commun contre les logiques d'un système global, en viennent à alimenter les divisions contre lesquelles ils prétendent pourtant se dresser. Les autres, parce que de guerre lasse et emportés par le vaste mouvement de droitisation de la société tout entière, tendent à se satisfaire du désordre néolibéral actuel, quitte, si nécessaire, à flirter avec le nationalisme identitaire appréhendé finalement comme un moindre mal.

Il s'agit donc de ne prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre de ces camps, mais de proposer des perspectives politiques qui permettraient, en dépassant les apories respectives des uns et des autres, d'aller au-delà des divisions, si dramatiques, dont ils sont l'expression. En ce sens, la lutte politique pour l'indépendance du Québec – pensée dans le cadre d'une constituante participative et au travers de mobilisations populaires croissantes – pourrait bien être, en termes politiques, ce qui pourrait rendre possible ce dépassement.

À condition cependant que QS sache sortir de son indétermination actuelle, en se donnant enfin une véritable stratégie politique qui aille au-delà de l'électoralisme primaire et d'une approche purement pragmatique et conjoncturelle de l'intervention politique. À condition aussi que les courants indépendantistes osent sortir de leurs quant-à-soi, en somme de leurs traditions en silos actuelles et se donnent les moyens de travailler au coude à coude, en rebâtissant ensemble une vision indépendantiste actualisée, en phase avec les grands défis sociaux et écologistes du XXI^e siècle, combinant étroitement question nationale et question sociale.

Si l'on veut enfin battre la droite au Québec, n'est-ce pas à cela qu'il faudrait de toute urgence travailler ?

Entre national-populisme et néofascisme État des lieux de l'extrême droite au Québec en 2019¹

Collectif Montréal Antifasciste

Définitions et traits caractéristiques

Originellement constitué à partir de différentes expériences militantes visant à confronter des manifestations d'extrême droite à Montréal, le collectif Montréal Antifasciste s'est principalement attaché au cours des deux dernières années à documenter et à révéler au grand jour les différents mouvements et organisations qui mettent de l'avant des croyances et des politiques d'exclusion plus radicales que ce que proposent généralement les programmes de la droite « classique »².

Nous avons déterminé que les croyances fondamentales de l'extrême droite québécoise sont :

- l'islamophobie ;
- l'opposition à un « système global » défini en termes simplistes et étroitement identifié aux partis libéraux fédéral et provinciaux (personnifiés pour plusieurs par Justin Trudeau, qui est universellement honni, diabolisé, ridiculisé et accusé de tous les maux imaginables ; entre autres lubies, Trudeau serait le fils illégitime

1 Cet article est une version remaniée d'un texte publié en ligne et comprenant des observations effectuées pendant les manifestations organisées au Québec par les organisations d'extrême droite : <<http://montreal-antifasciste.info/fr/2019/09/14/entre-national-populisme-et-neofascisme-etat-des-lieux-de-lextreme-droite-au-quebec-en-2019/>>.

2 Nous avons dû ignorer ou mettre de côté de nombreux éléments en raison des contraintes d'espace. Nous vous invitons à consulter notre site Internet : <<http://montreal-antifasciste.info>> pour un examen plus détaillé et approfondi.

de Fidel Castro et il soutiendrait secrètement la pédophilie et l'introduction de la charia au Canada ;

- la croyance qu'un processus insidieux est en marche pour remplacer graduellement des groupes de personnes auxquels les droitistes s'identifient (les Québécois et Québécoises « de souche », les personnes blanches, etc.) par des personnes issues d'autres cultures ou « races ».

Au-delà de ces traits généraux qui unissent les diverses tendances de l'extrême droite, il existe un certain nombre de différences, la plus saillante étant sans doute l'écart entre, d'un côté, un groupe de militants et de militantes beaucoup plus grand, mais beaucoup moins cohérent politiquement, et, d'un autre côté, une tendance plus restreinte, mais adhérant à des positions idéologiques beaucoup plus radicales qui s'inspirent explicitement du fascisme historique et du suprémacisme blanc. Nous désignons le premier groupe comme « national-populiste » et le deuxième comme « fasciste », « néofasciste » ou « néonazi », selon les cas. D'après ce que nous avons pu voir, autant dans leurs croyances fondamentales que dans la bifurcation politique décrite ci-dessus, l'extrême droite québécoise répond aux mêmes schémas que ceux qui existent ailleurs au Canada.

Le milieu national-populiste

Les principales organisations nationales-populistes du Québec sont *La Meute* (fondée en 2015) et *Storm Alliance* (fondée en 2016). Si, initialement, la première s'opposait avant tout à « l'islam radical » tandis que la seconde disait se battre contre « l'immigration illégale », leurs priorités politiques sont aujourd'hui plus ou moins identiques. Le groupuscule *Front patriotique du Québec* (FPQ), beaucoup plus petit et marginal, a aussi joué un rôle important dans ce milieu, et ce, à plusieurs égards ; il a régulièrement critiqué *La Meute* pour son « fédéralisme » et plusieurs de ses membres et sympathisants ont participé à la création de groupes de « sécurité » d'extrême droite dans le but de « protéger » leurs organisations et d'intimider leurs opposants et opposantes. Il nous faut également mentionner la prétendue *Vague bleue*, une mobilisation qui a eu lieu à Montréal le 4 mai 2019 et une seconde édition à Trois-Rivières le 27 juillet suivant. Adoptant une approche éprouvée par le FPQ, ces rassemblements sont organisés par des éléments du milieu national-populiste, mais servent à rassembler des personnes mal informées au sujet des principes politiques qui les sous-tendent, et que l'on flanque de divers groupes de « sécurité » d'extrême droite comptant des éléments néofascistes. Bien que la seconde édition se soit avérée un échec important (de quelque 300 participants et participantes à Montréal, le rassemblement a rétréci à moins de 75 personnes à Trois-Rivières), cette formule risque fort d'être reprise à l'avenir.

Afin de contrer la fâcheuse tendance à qualifier tous les groupes d'extrême droite de « fascistes », il est utile de passer en revue certains des attributs du milieu national-populiste.

Les nationaux-populistes sont nombreux et nombreuses à insister sur le fait qu'ils et elles « ne sont pas racistes ». L'opposition à la discrimination raciale fait partie des déclarations de principe de La Meute et de Storm Alliance. Bien que cette posture s'appuie sur l'affirmation fallacieuse voulant que « l'islam [n'est] pas une race », cette attitude les différencie d'autres courants de l'extrême droite. Un certain nombre de personnes de couleur, d'anciens musulmans ou d'Autochtones sont donc les bienvenus dans les mobilisations nationales-populistes. Cela rend ces groupes plus acceptables aux yeux d'une partie de la société québécoise.

- Une importante partie du mouvement national-populiste adhère à un discours « homonationaliste » ou « féminonationaliste », et prône ainsi un idéal du Québec que rejettent d'emblée d'autres segments de l'extrême droite. L'opposition à « l'islam radical » et à « l'immigration illégale » est souvent formulée sous l'angle des droits des femmes et des personnes LGBTQ (en excluant la plupart du temps les droits des personnes trans), et même parfois dans un cadre « féministe ». De nombreuses femmes sont actives dans ce mouvement et plusieurs occupent des rôles d'autorité. Cela dit, le mouvement reste dominé par des hommes ; outre les cas rapportés d'agression et de harcèlement sexuel entre les membres, un bref examen des comptes sur les médias sociaux révèle un large éventail de mèmes, gags et commentaires sexistes ou sexuellement formulés.
- Ce milieu n'est pas soudé autour d'une position unique concernant l'indépendance du Québec. Bien qu'on n'y trouve que très peu de fédéralistes purs et durs, voire aucun, les opinions varient d'un soutien aveugle à l'indépendance (FPQ) à une position mitigée selon laquelle ces questions sont secondaires et que le Canada comme le Québec doivent être défendus contre les « immigrants illégaux » et « l'islam radical » (La Meute, Storm Alliance).
- Le milieu national-populiste affiche généralement une certaine sympathie à l'égard des peuples autochtones, qui sont perçus comme les victimes de ce même système « globaliste » qui maintient les Québécois et Québécoises (et les Canadiens et Canadiennes) sous son joug. On retrouve aussi la position, que partagent même certains néofascistes, qui veut que les mouvements contemporains doivent s'inspirer des alliances historiques entre Canadiens français et peuples autochtones contre les Anglais. Cette position s'appuie sur une interprétation superficielle et complaisante de l'histoire du Québec, qui nie le rôle des Canadiens français dans la colonisation et le génocide des Premières Nations, et sur une logique d'appropriation voulant que « tous les Québécois » soient eux-mêmes d'une certaine

manière « autochtones » en raison d'une supposée (et largement mythique) ascendance autochtone. Quoi qu'il en soit, certaines personnes se présentant comme autochtones ont participé à des manifestations nationales-populistes. Les liens concrets revêtent un caractère extrêmement marginal.

- L'antisémitisme n'est pas une orientation dominante du mouvement national-populiste, et les juifs sont rarement mentionnés par ces organisations. Contrairement aux nationaux-populistes du Canada anglais, toutefois, il ne semble pas y avoir eu de connexion entre les nationaux-populistes du Québec et l'extrême droite juive. Cela dit, un grand nombre de personnes au sein de ce mouvement affiche ouvertement des sentiments antisémites. Nous observons par ailleurs que l'imaginaire antisémite, sous l'influence de certains individus, prend de plus en plus de place dans les médias sociaux du milieu national-populiste.
- De nombreuses personnes du courant national-populiste se moquent de la gauche dont certains prétendent faire partie. La gauche aurait en fait été détournée par les islamistes, les *hipsters*³ et le féminisme intersectionnel. Le plus souvent, les nationaux-populistes se disent « ni de gauche ni de droite », mais simplement « pour le peuple » et « contre la corruption ». Un refrain souvent entonné est que le gouvernement ou les antifascistes sont « fascistes » et « racistes » envers les Québécois, les Canadiens, ou simplement, « les blancs ».
- Enfin, les membres du mouvement national-populiste, tout en affirmant ne pas être racistes, défendent régulièrement la participation d'organisations ouvertement racistes à leurs mobilisations et entretiennent des liens dans les médias sociaux avec des membres de ces groupes. Ils plaident en faveur de « l'unité » avec les fascistes contre leurs opposants (les antifascistes, le gouvernement, etc.). En tant que tel, le mouvement national-populiste constitue un immense bassin de recrues potentielles pour les forces d'extrême droite plus radicales.
- Les individus qui adhèrent à ce genre de croyances se trouvaient auparavant en périphérie de partis politiques plus « légitimes ». On peut supposer que le principal facteur qui a fait croître leur nombre est une série de campagnes islamophobes orchestrées de haut en bas par certains politiciens et conglomérats médiatiques depuis le premier « débat sur les accommodements raisonnables » en 2007. Un autre facteur pouvant servir à mesurer à la fois l'attrait potentiel de ce mouvement et sa récente expansion se retrouve dans le développement du phénomène des radios poubelles, principalement dans la région de Québec. Finalement, les échecs répétés du mouvement indépendantiste de tendance sociale-démocrate, avec le déclin du soutien populaire au projet souverainiste d'une

3 Le terme *hipsters* désigne des personnes ou une sous-culture définie par le stéréotype de jeunes adultes résidant principalement dans des quartiers gentrifiés. Wikipedia. NdR

part, et l'incapacité du Parti québécois à résister au virage austéritaire néolibéral d'autre part, ont créé les conditions propices à la réémergence d'un nationalisme identitaire.

Ce milieu a graduellement pris conscience de lui-même et a commencé à se constituer en mouvement avec la création et l'expansion de La Meute en 2016. Un moment décisif a été le massacre au Centre culturel islamique de Québec, le 29 janvier 2017, lorsqu'Alexandre Bissonnette est entré dans la mosquée et a ouvert le feu sur les fidèles, tuant six personnes et en blessant plusieurs autres. Les militantes et les militants se sont sentis attaqués lorsque la police a annoncé avoir entrepris des enquêtes sur les discours haineux en ligne. C'est à ce moment que leurs appréhensions se sont cristallisées autour de la motion M-103, un projet de loi (non contraignant) d'initiative parlementaire⁴ condamnant l'islamophobie qui avait été déposé à la Chambre des communes quelques mois plus tôt. L'année 2017 a constitué une période de croissance rapide tandis que les organisations nationales-populistes ont pris la rue à plusieurs reprises, souvent aux côtés de petits groupes de néofascistes et d'individus clairement sympathiques au suprémacisme blanc et au néonazisme⁵.

Bien que cette période ait représenté un important pas en avant pour ces groupes, ils sont restés incapables de mobiliser à la même échelle que les principaux mouvements sociaux, dont la gauche radicale. De plus, à la suite de cet épisode de croissance rapide, le milieu national-populiste a souffert d'épuisement et de conflits internes. Sa principale organisation, La Meute, a été secouée par des crises répétées et de nombreux militants clés ont abandonné le milieu en citant des problèmes personnels ou des frustrations face à l'incapacité du mouvement à dépasser ses limites actuelles.

Enfin, il convient de souligner qu'à l'heure actuelle, la très grande majorité des activités des groupes d'orientation nationale-populiste se déroule sur les médias sociaux. Bien que la dynamique de ces médias et des espaces numériques en général donne parfois une importance disproportionnée à certaines personnes et à certaines déclarations, elle n'en demeure pas moins fondamentale pour saisir le développement de ce milieu militant ainsi que l'adhésion à des croyances totalement infondées et déconnectées de la réalité.

Les néofascistes

Parallèlement au milieu national-populiste, sans pour autant en être complètement séparé, il existe un nombre beaucoup plus restreint de personnes adhérant à une vision du monde plus étroite et rigoureuse. Puisqu'ils s'inspirent explicitement du

⁴ C'est-à-dire émanant d'une ou un député et non du gouvernement.

⁵ Une liste des manifestations organisées est disponible dans la version longue de ce texte disponible en ligne.

fascisme, du nationalisme blanc, du traditionalisme catholique et, dans certains cas, du nazisme, nous désignons ces réseaux comme fascistes ou néofascistes.

Cette tendance est beaucoup plus limitée que le milieu national-populiste ; on n'y retrouve actuellement que deux organisations notables : *Atalante* (basée à Québec et active depuis 2016), et la *Fédération des Québécois de souche* (décentralisée, mais comportant vraisemblablement un centre au Saguenay).

Le mouvement néofasciste au Québec comprend deux pôles principaux. D'une part, un certain nombre d'individus sont issus de sous-cultures de jeunes ancrées dans la violence de rue et autres activités criminelles ainsi que dans des activités culturelles associées à la musique « *underground* » ou indépendante (organisation de concerts et de partys, tournées, production de zines, etc.). L'organisation à l'échelle locale et les liens internationaux avec des individus partageant ces mêmes idées ailleurs dans le monde ont souvent été facilités, sinon modelés, par ces activités culturelles et criminelles. Au Québec, ce pôle remonte aux années 1980 et, durant les années 1990, des membres de cette sous-culture se sont régulièrement livrés à des actes de violence et d'intimidation contre la gauche et contre des personnes racisées ou *queer*, allant jusqu'au meurtre. Si à une certaine époque la scène était dominée par la culture skinhead (*bonehead*), il convient de mentionner que depuis plusieurs années la scène *black metal* et le néo-folk sont aussi des espaces culturels ciblés par les néofascistes et les suprémacistes blancs.

Bien qu'il s'agisse d'une tradition sporadique comportant plusieurs épisodes distincts, on peut affirmer que le deuxième pôle du mouvement fasciste au Québec remonte aux années 1920. Depuis les années 1980, il s'est généralement fait très discret, au point même d'opérer en secret. Ce pôle est composé d'individus qui, culturellement, se situent à plusieurs égards à l'opposé des voyous skinheads et de leur mode de vie antisocial ; ils sont amenés à soutenir le militantisme fasciste et nationaliste blanc pour des raisons intellectuelles et souvent religieuses. Cette tendance s'est organisée publiquement pour la dernière fois autour du *Cercle Jeune Nation* (de 1980 à 1990) et certains de ses membres ont aussi été actifs dans les cercles traditionalistes catholiques, comme la *Société Saint-Pie-X*, alors que d'autres ont trouvé leur place dans l'aile droite du mouvement nationaliste québécois. En raison de leur position sociale plus respectable (et plus privilégiée), les individus gravitant autour ce pôle ont un réel intérêt à rester discrets sur leurs croyances. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont inactifs.

On a pu observer un certain rapprochement entre les deux pôles au cours des vingt dernières années. Par exemple, bien qu'*Atalante* et la *Fédération des Québécois de souche* aient toutes deux été créées par des skinheads nationalistes blancs, ni l'une ni l'autre ne se limite ou ne se confine aujourd'hui à ce milieu.

Parallèlement, un pôle plus explicitement néonazi s'est formé au cours des dernières années dans la région de Montréal, prenant exemple sur d'autres groupes basés principalement sur Internet, comme *The Right Stuff* et le *Daily Stormer*. La nature secrète de ces groupes (principalement organisés dans des salons de discussion privés et des forums cachés en ligne) a offert un espace confortable tant aux individus qui aspirent à créer un mouvement politique « dans la vraie vie » qu'à ceux qui s'y cachent pour laisser libre cours à leur intolérance, avant que des antifascistes ne perturbent sérieusement leurs projets en 2018.

La formation d'un milieu national-populiste au Québec a donné l'occasion aux néofascistes de mieux se faire connaître. L'existence d'un tel milieu ouvre un espace politique et offre des occasions pratiques (comme des manifestations) où les deux courants peuvent se rencontrer et créer des liens.

Les principales caractéristiques de la tendance néofasciste sont :

- une opposition à la démocratie et une croyance en la « loi naturelle » ;
- une acceptation de la violence comme élément nécessaire au changement politique, doublée d'une glorification de la violence en tant que telle, comme qualité virile et guerrière ;
- une croyance en la race et en la nation comme deux catégories fondamentales de l'existence humaine ; la manière dont les différentes races et nations interagissent (dans un esprit « égaux, mais différents », dans une hiérarchie rigide, ou dans un état de guerre) peut varier ;
- ils sont antisémites ; au mieux, ils soutiennent que les juifs ont une influence néfaste sur la nation, et au pire, ils adhèrent à la théorie du complot voulant que les juifs forment une race sournoise et ennemie qu'il faut exterminer ;
- ils sont unanimes dans leur homophobie et leur transphobie ;
- ils sont islamophobes, mais avec le commentaire (souvent explicite) que les musulmans sont manipulés par les juifs (ou les « mondialistes ») pour miner et détruire la race ou la nation ;
- ils sont très majoritairement masculins, avec une ouverture sur la misogynie politique ; le féminisme est souvent décrit comme une autre manipulation juive ;
- la plupart des néofascistes du Québec sont en faveur de l'indépendance et s'opposent au Canada, qui est considéré comme une force d'occupation, bien que cette position ne soit pas partagée par tous.

Comparés aux nationaux-populistes, les néofascistes entretiennent des liens beaucoup plus étroits avec des organisations et des réseaux américains et européens ; on peut dire qu'ils appartiennent à un mouvement politique et intellectuel international.

Perspectives pour l'avenir

L'augmentation de l'activité des groupes et réseaux d'extrême droite au Québec au cours des dernières années est attribuable à plusieurs facteurs externes au mouvement, dont certains sont d'ordre international et d'autres propres à la situation particulière du Québec.

Nous ne nous attendons pas à ce que cette croissance ralentisse. En fait, nous croyons que l'avenir nous réserve d'autres « bonds » dans la mauvaise direction, car les crises financières et écologiques mondiales ne cessent de s'intensifier. Dans un avenir immédiat, nous prévoyons que la bifurcation de l'extrême droite décrite dans cet article se poursuivra, qu'un mouvement beaucoup plus vaste, avec un éventail plus large de perspectives, continuera de se développer, et que cette croissance profitera également à des organisations plus petites et plus structurées aux aspirations politiques plus radicales. Ces mouvements s'inscrivent dans une dynamique qui pèse directement sur l'ensemble du débat politique, qui normalise certaines idées et légitimise des mesures « moins radicales » ; l'élection de populistes néolibéraux un peu partout au Canada, y compris ici au Québec avec la Coalition avenir Québec, témoigne de cette réalité.

Le Québec n'est pas une anomalie : aujourd'hui, l'extrême droite exerce un impact concret sur l'équilibre politique du pouvoir, non seulement en Europe et en Amérique du Nord, mais aussi dans certains pays « émergents » du sud (les BRICS⁶), où ses représentants ont été portés au pouvoir. La tâche qui nous incombe aujourd'hui est d'affronter l'extrême droite et d'apprendre à (re) construire des mouvements d'émancipation radicaux qui pourront faire des gains concrets et gagner sur ce terrain.



6 BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud.

Contre les droites, résistances et fragmentation des projets

Postface au dossier

Judith Trudeau et Carole Yerochewski

Professeure de science politique au Collège Lionel-Groulx et professeure associée en relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais

De 2011 à 2019, du Printemps arabe aux *Indignados*, aujourd'hui, du Chili au Liban, en passant par la Russie, le Soudan, l'Équateur, l'Algérie et la Catalogne. Huit ans plus tard, une nouvelle vague de conflits sociaux embrase des pays les uns après les autres, démarrant là encore à partir de ce qui semble être un détail, cruel comme l'était le suicide par le feu d'un jeune tunisien qui essayait de gagner sa vie et qui, comme tant d'autres vendeurs de rue dans le monde, était harcelé par la police. Ce détail, analogue d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre – hausse du prix du carburant, du transport, du pain, des appels téléphoniques –, est un miroir grossissant de notre réalité sociale, qui amène les peuples à crier leur colère contre l'injustice sociale et la montée vertigineuse des inégalités, et à se mobiliser contre la situation intolérable qu'a atteinte ce mouvement d'accumulation par dépossession dans lequel se repait le capitalisme financier. Les femmes et les hommes s'affirment ainsi à la fois comme des travailleurs, loin de la vision étroite du salarié, et se présentent comme des citoyennes et des citoyens tissant d'inattendues solidarités les uns avec les autres. Dans leur sillon, ou comme leurs muses ou leurs initiatrices, les mouvements de femmes tracent leur chemin, contre vents et marées, contre les harcèlements et les violences spécifiques que les femmes subissent quand elles se mobilisent, au Chili, en Bolivie¹, etc.

1 Voir le traitement dégradant subi par une élue autochtone bolivienne, maire de Vinto, au moment où la droite arrivait à faire partir Morales : <www.lesoir.be/259063/article/2019-11-07/cheveux-coupees-de-force-insultee-le-president-bolivien-condamne-lhumiliation?fbclid=IwAR2upaRM_SeEfUC8FQJHGSo1D8s2IjKMfZdEq20VqSOaarXsGGZ75M4llac>.

Et tous et toutes réclament la démocratie. Pas une démocratie de pacotille, dont les mêmes tirent toujours les ficelles à leurs avantages. Non, une démocratie réelle, une démocratie de proximité, et pas seulement au sens géographique du terme : une démocratie où les premières et premiers concernés seraient entendus et pris en considération. Imaginez que demain le Fonds monétaire international doive consulter les Africains du Sud ou les Argentins avant de songer à une réforme dite structurelle, ou que l'Union européenne doive se soumettre au référendum du peuple grec et adapter en conséquence les mesures qu'ils recommandent à leur gouvernement. Imaginez que demain plus aucune minière canadienne ne puisse intervenir sans l'accord et le contrôle du peuple autochtone auquel appartiennent les ressources qu'elle convoite.

C'est très sérieusement cette notion de justice sociale qu'une philosophe comme Nancy Fraser défend. Parce que la seule justice sociale qui vaille est celle qui reconnaît la multiplicité des sujets politiques ou des identités changeantes qui se sont forgées dans l'histoire, dans leurs relations avec d'autres communautés, d'autres peuples. La philosophe, dont on connaît l'attachement à la justice redistributive, sait qu'il ne peut y avoir de justice sociale sans reconnaissance de cette diversité identitaire. Parce que l'oppression identitaire, l'homophobie, le racisme, tout comme le sexisme, ont des conséquences très concrètes en termes d'inégalités matérielles.

Partout donc, les peuples, des travailleurs et des travailleuses pauvres, des communautés autochtones, des regroupements de migrantes et de migrants, des jeunes qui n'ont connu que la précarité malgré leur diplôme, des habitants des campagnes voulant préserver la biodiversité se révoltent, pour de très bonnes raisons. Mais tout se passe comme si nous ne les entendions pas.

Qui plus est, ces mouvements sont parfois taxés de populistes... comme l'ont été les gilets jaunes dont les médias épinglaient le moindre dérapage verbal, alors que le mouvement s'est tenu vaillamment contre une répression jamais vue en France depuis la guerre d'Algérie et a toujours refusé de prendre les immigrants comme boucs émissaires et même de considérer l'immigration comme un problème. À la différence d'un Macron qui ne cesse d'essayer de faire « monter » dans les médias le sujet de l'immigration dont personne ne veut.

Il serait donc beaucoup plus logique de dénoncer le populisme des élites. Mais c'est à la mode que de reprocher aux classes populaires d'être le peuple et de s'exprimer de la sorte, sans reprendre les mots choisis du jargon politique – qui de toute façon les exclut de la scène politique et d'eux-mêmes, car nos catégories dominantes de pensée sont incapables de rendre compte de leur expérience. Même à gauche, on a du mal à entendre celles et ceux que l'on prétend représenter. À quoi l'attribuer ?

Pour la gauche, le problème viendrait... du peuple. Même si certains reconnaissent commettre des erreurs², le problème *in fine* viendrait du fait que le peuple ne serait « pas assez politisé » pour analyser les idées de droite conduisant à l'accroissement des inégalités. Mais si cela était le cas, qui leur a donné le (mauvais) exemple depuis plus de trente ans ? Qui nous a fait perdre la bataille des idées³, si ce n'est la gauche traditionnelle adhérant aux cadres dominants du néolibéralisme⁴ ?

Le reproche fondamental, et comme tenu pour acquis, que l'on fait à toutes ces populations, communautés, mouvements de femmes, de lutte contre le racisme systémique, de LGBT+, de végétariens, d'écologistes, etc., c'est finalement leur diversité même. Comment proposer un projet « prêt à lutter » à des gens aussi hétérogènes ? Comment les convaincre qu'ils ont des intérêts communs et qu'il faut juste qu'ils et elles acceptent de « rentrer dans le cadre », celui d'une « belle époque » où l'on avançait tous ensemble vers des lendemains qui chantent..., mais sans se questionner sur les rapports de pouvoir qui présidaient à cette forme de tous ensemble ?

Quand cessera-t-on de nous leurrer et de ne pas voir la fragmentation des intérêts au sein même de la gauche, les difficultés à s'entendre – et la nécessité de débattre – pour formuler des réformes, pour soutenir des politiques d'immigration dignes de l'ampleur prise par la crise des réfugiés, pour lutter résolument contre les paradis fiscaux et les politiques de zéro déficit ? Comment sérieusement croire que nous allons nous opposer à la remontée des droites et aux discours xénophobes par des luttes qui mettent l'accent sur tel ou tel aspect d'un problème selon les rapports de pouvoir du moment ? Et en faisant des manifestations spécifiquement contre le racisme (comme si le racisme se réduisait aux discours racistes), sans faire, pour prendre un exemple actuel, une place réelle parmi les bons emplois à la population racisée⁵ ?

C'est à une sérieuse remise en question de nos cadres d'analyse qu'il faut s'atteler... Non à continuer à dire que c'est le peuple qui est sensible aux sirènes de la droite extrême, alors que c'est lui qui mène les résistances sur la plupart des fronts.

2 Voir dans ce numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme* la sorte d'autocritique du Mouvement des sans-terre brésilien présentée dans l'article de Dan Furukawa Marques, « Sens commun et crise de sens politique au Brésil de Bolsonaro ».

3 Voir l'article de Jacques B. Gélinas dans ce numéro, « Comment les néolibéraux ont gagné la bataille des idées... mais l'histoire n'a pas dit son dernier mot ».

4 Ce qu'a illustré en 1997 la mise en œuvre de la fameuse « troisième voie » par Tony Blair, alors premier ministre du Royaume-Uni, conseillé par le sociologue Anthony Giddens, le promoteur de la notion de réflexivité. Une notion que Giddens a utilisée à l'époque dans des recommandations à des instances internationales pour justifier lui aussi le contrôle des pauvres assistés par l'activation, parce que les pauvres seraient incapables de réflexivité (s'ils en étaient capables, ils ne seraient pas assistés, CQFD !).

5 Voir le récent rapport du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), *Canada's Colour Coded Income Inequality* (décembre 2019) à ce sujet : <www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2019/12/Canada%27s%20Colour%20Coded%20Income%20Inequality.pdf>.

Parcours militant

Kenbe la !¹

La grande aventure haïtienne

Entrevue avec Alain Philoctète

Pierre Beaudet

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais



Photo : Ricardo Gustave

Alain Philoctète

Alain Philoctète est né en 1963 à Port-au-Prince. Jeune adulte, il a été sur les premières lignes de la quasi-révolution qui a traversé son pays dans les années 1980-1990. Exilé à Montréal depuis 2005, il participe aux efforts pour redynamiser la gauche haïtienne de la diaspora et en Haïti même. L'histoire n'est jamais terminée et aujourd'hui, on sent qu'Haïti porte encore une fois une énorme rébellion...

NCS — Comment vivait-on son enfance en Haïti dans les années 1960 ?

A.P. — J'ai grandi dans une famille de classe moyenne à l'aise, dans un quartier tranquille à Carrefour-Feuilles, dans le sud-est de Port-au-Prince. On vivait dans une sorte de tribu élargie, avec frères, sœurs, tantes, oncles, grands-parents, un havre de paix sympathique, accueillant, protecteur, remplissant la maison 7 jours et soirs sur 7, avec ma mère comme générale en chef.

NCS — Le pays subissait la poigne d'une féroce dictature...

A.P. — Tout le monde dans ma tribu était contre Duvalier, sauf un ancêtre très lointain que je n'ai jamais connu. Enseignants, poètes, artistes, musiciens, mes proches pensaient comme la majorité de cette couche sociale. Être anti-duvalériste

1 *Kenbe la* : « Ne lâche pas » en créole.

n'était même pas une question. Par contre, très peu de gens, y compris d'ailleurs mes parents, étaient impliqués dans la résistance. Il faut dire que résister était dangereux dans notre pays. Après la prise du pouvoir par Duvalier (1957), une répression sans précédent s'est abattue contre tous les opposants, de droite comme de gauche. Les communistes ont été pratiquement détruits. Les populistes, comme Pierre-Eustache Daniel Fignolé, qui aurait probablement pu battre Duvalier avec l'appui de la population de Port-au-Prince, se sont exilés. Les libéraux de l'élite haïtienne, comme Louis Déjoie, rêvaient à de grandes réformes, inspirées par Roosevelt et son *New Deal*. Malheureusement pour eux, après la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis sont devenus partisans de la guerre froide. Leur priorité était de s'assurer que leur « arrière-cour », dans les Caraïbes et l'Amérique latine, reste sous le joug de l'impérialisme et des oligarques locaux. Dans ce contexte, Duvalier a compris qu'il pouvait écraser tout le monde sans susciter de remous dans le monde dit « libre », et c'est ainsi que la dictature s'est consolidée².

Haïti : une histoire de résistances

- 1804 La grande révolte des esclaves chasse le colonialisme français et instaure la république.
- 1915 Occupation américaine. Soulèvement armé sous la conduite de Charlemagne Peralte.
- 1934 Fondation du Parti communiste haïtien.
- 1957 Arrivée au pouvoir de François Duvalier, dit Papa Doc.
- 1960 Violente répression contre la gauche et les mouvements populaires.
- 1971 Jean-Claude Duvalier (Bébé Doc) devient président.
- 1986 Insurrection populaire contre Bébé Doc. Un gouvernement militaire est mis en place.
- 1990 Jean-Bertrand Aristide est élu à la présidence avec l'appui du mouvement Fanmi Lavalas.
- 1991 Coup d'État de Raoul Cédras avec l'appui des États-Unis. Aristide exilé. Féroce répression.
- 1994 Retour d'Aristide en Haïti.
- 1995 René Préval est élu à la présidence.

2 On estime que les forces de répression ont tué au moins 50 000 personnes dans ces années noires. Environ 80 % des diplômé.e.s et des professionnel.le.s ont quitté le pays.

- 1996 Scission de Lavalas, d'où émerge l'Organisation du peuple en lutte (OPL).
- 2000 Formation de la Convergence démocratique contre Aristide, entretemps réélu à la présidence.
- 2001 Attaques armées contre des établissements gouvernementaux par des ex-militaires.
- 2002 Formation d'un regroupement de l'opposition, « Le groupe des 184 ».
- 2003 Les « chimères », groupe de paramilitaires lié à Aristide, s'en prennent à l'opposition et aux étudiants.
- 2004 Le nord de l'île est occupé par des groupes anti-Aristide. Aristide est exilé par un commando américain.
- 2004 La Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) est mandatée par l'ONU pour gérer la transition.
- 2005 Assauts contre les bidonvilles par les soldats de la MINUSTAH, d'où de nombreuses victimes.
- 2006 Élection de René Préval à la présidence.
- 2010 Le tremblement de terre fait plus de 250 000 victimes.
- 2011 Michel Martelly est élu à la présidence.
- 2016 Un proche de Martelly, Jovenel Moïse, est élu à la présidence.
- 2018 Puissantes manifestations contre divers scandales de corruption.
- 2019 Insurrection généralisée.

NCS — À l'école, tu t'éveilles à la politique ?

A.P. — Chez nous, on se réfugiait dans la culture, l'art et la musique. De temps en temps, mon père et ma mère ouvraient discrètement leurs portes pour des réunions des rares cellules communistes. Mon école, le Petit Séminaire Collège Saint-Martial, était gérée par des prêtres québécois de la Congrégation du Saint-Esprit. Les élèves étaient partagés entre ceux de notre milieu intello et artiste et ceux qui venaient du milieu des « nouveaux riches » autour de Duvalier. Ma mère me mettait en garde : « Ne parle pas de politique » ! Néanmoins, quelques échos nous parvenaient de temps en temps. Sous l'impact de la révolution cubaine, quelques militants radicalisés tentaient de se réorganiser vers la lutte armée. En 1969, diverses factions communistes créaient le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH). Duvalier jouait habilement la carte « noiriste », faisant porter le poids de la misère du pays sur les mulâtres, majoritairement présents dans les couches petites-bourgeoises. Avec le PUCH, il y a

cependant eu une tentative de recréer un projet cohérent qui avait déjà émergé dans les années 1930, sous l'égide de Jacques Roumain³. Le discours du PUCH misait sur les tendances du jour dans la région : libération nationale, lutte armée, création de zones libérées, etc. En réalité, les conditions n'étaient pas réunies dans notre pays. Quelques commandos révolutionnaires ont été rapidement décimés par l'armée (1 000 hommes), vigoureusement secondée par les sinistres tontons macoutes (36 000 hommes), bien répartis sur l'ensemble du territoire. Ceux qui appuyaient ces commandos dans les villes et les villages ont été tués, souvent après de terribles tortures. Le « modèle » cubain, théorisé par le français Régis Debray, était une fausse piste qui nous a nuis, comme ailleurs en Amérique latine.

NCS — En 1971, la mort du dictateur Duvalier change la donne...

A.P. — Papa Doc avait la main de fer et l'œil aiguisé. Il jouait sur les sentiments nationalistes, sur le populisme, sur les divisions entre les élites. Il restait l'ami des États-Unis et avait l'appui, plus ou moins embarrassé, du Canada et de la France. Assez rapidement, son fils Jean-Claude (dit Bébé Doc), un peu balourd, s'est révélé ne pas avoir l'étoffe d'un bon successeur. Les redoutables milices, les tontons macoutes, commettaient des « bavures », en assassinant des dentistes, des comptables et un peu n'importe qui. Les quelques résistants de gauche étaient dispersés. Dans l'Église, il y avait des remous autour de jeunes prêtres influencés par la théologie de la libération qui s'étendait alors au Nicaragua, au Brésil et ailleurs. Des communautés ecclésiales de base (*Ti Kominote Legliz*) prenaient forme et allaient être appelées à jouer un grand rôle dans les années subséquentes.

NCS — Tu décides de t'impliquer ?

A.P. — À 14 ans, quelqu'un m'a glissé dans les mains un livre signé d'un certain Fidel Castro. Après quelques heures de ravissement, j'en ai parlé avec mes amis : « Si les Cubains ont réussi leur révolution, pourquoi ne peut-on pas la faire ici en Haïti ? ». Après le livre de Fidel, on se passait sous la manche les ouvrages de Maxime Gorki, de Jean-Paul Sartre et d'autres. On a redécouvert le communiste Jacques Roumain, qui pensait que le nationalisme haïtien avait de profondes « racines dans la souffrance des masses, dans leur misère économique accrue par l'impérialisme américain et leurs luttes contre le travail forcé et la dépossession », mais également que ce nationalisme bourgeois glissait vers de fausses « promesses reflétant ses intérêts de

3 Fondateur du Parti communiste haïtien (PC) en 1934, Jacques Roumain est mort en exil en 1944. Par la suite, le PC s'est réinventé sous diverses appellations : Parti socialiste populaire, Parti démocratique populaire, Parti populaire de libération nationale, Parti d'entente populaire, puis finalement, en 1969, Parti unifié des communistes haïtiens.

classe⁴ ». Sous le couvert de « clubs littéraires » dans les écoles, on lisait sans arrêt. On discutait. On visitait l'arrière-pays pour observer la misère des paysans.

NCS – Comment expliquer le lent déclin de la dictature sous Bébé Doc ?

A.P. — Il était un peu un gros bébé gâté. Son activité principale, outre de courir les femmes, était d'acheter des voitures de sport. C'était un peu une caricature. En plus, en épousant une mulâtre, il rompait avec le noirisme de papa. Cependant, au-delà de ces facteurs psychologiques, une mutation était en cours. Le nombre de jeunes scolarisé.e.s s'accroissait et ils avaient des aspirations personnelles. Pour eux, Haïti restait un pays terriblement bloqué. En même temps, une partie de l'oligarchie prenait ses distances en aspirant à une certaine modernisation économique, se traduisant par des « *joint-ventures* » avec des capitaux américains pour installer des usines d'assemblage, dans le textile notamment. Enfin, l'élection de Jimmy Carter aux États-Unis (1977) a changé l'atmosphère régionale. Le discours sur l'importance des droits de la personne est alors devenu prédominant, y compris dans les médias haïtiens, qui affirmaient de plus en plus leur indépendance et même leur hostilité envers le régime. Des journalistes comme Jean Dominique étaient connus et écoutés.

NCS – La répression était-elle encore omniprésente ?

A.P. — Ça continuait : arrestations, disparitions, tortures, assassinats, etc., mais en comparaison avec la période de Papa Doc, il y en avait moins. Il n'y avait plus de répressions de masse, de massacres de grande envergure. Des mouvements de résistance, surtout à partir de la diaspora à Montréal et à New York, ont repris vie. Autant que faire se peut, on encourageait les militants à retourner en Haïti. À l'intérieur, une certaine agitation sociale commençait à se manifester. C'est alors que je me suis impliqué dans les manifestations étudiantes. Avec Radio-Moscou ou Radio-La Havane, le discours de la révolte parvenait à nos oreilles. On commençait à penser à l'action. On faisait de petites virées dans les quartiers pour poser des affiches, ou barbouiller les murs des officines de l'État. Un jour, la police nous a encerclés. On aurait pu facilement finir en prison, ou peut-être pire, mais on a réussi à fuir. Un vieux communiste, Harry Charles, nous a pris un peu sous son aile pour nous former et nous obliger à penser avant de passer à n'importe quelle action.

NCS – Dans les années 1980, la situation a basculé...

A.P. J'achevais mes études au lycée. On fonctionnait dans de petites cellules cloisonnées, qui entretenaient de vagues rapports avec les vestiges des partis de gauche.

4 Jacques Roumain, *L'écroulement du mythe nationaliste*, 1934. <<http://classiques.chez-alice.fr/roumain/jacques2.pdf>>

De grosses manifestations éclataient dans l'arrière-pays, à Cap-Haïtien, aux Gonaïves. Les gens n'avaient plus peur et le régime se disloquait. Malgré l'élection de Ronald Reagan, les États-Unis ont compris qu'il fallait lâcher Bébé Doc, d'où son départ pour l'exil en 1985 dans un avion affrété par l'armée américaine⁵. Un régime bric-à-brac a alors été mis en place par les généraux Henri Namphy et Prosper Avril, toujours avec l'appui des États-Unis, afin de mettre de l'avant un duvaliérisme sans Duvalier. Entre-temps, les groupes de gauche sortaient de leur périmètre. Plusieurs tendances exprimaient une « nouvelle » gauche, distante du Parti communiste. Des organisations proposaient une révolution nationale démocratique, reprenant les mots d'ordre des mouvements de libération nationale et de la Chine. Il y avait une certaine focalisation sur la paysannerie. J'étais sensible à cette orientation, mais je pensais qu'il fallait aller dans un sens encore plus radical, vers une révolution carrément socialiste, ce que mettait de l'avant le *Front Charlemagne Péralte de libération nationale* (FCPLN)⁶. Sous l'impact des mobilisations de masse, le climat devenait quasiment insurrectionnel, autour d'un mot d'ordre simple et clair : « *Déchouquer*⁷ le gouvernement ». Fait à noter, des militaires et des policiers venaient vers nous. On pensait : « On est proches » ... Notre force était réelle, on avait la capacité d'organiser des actions directes (blocage de rues, invasions de bâtiments, coups de main contre les forces armées, etc.). Encore balbutiante, notre analyse de la formation sociale haïtienne exprimait une vision stratégique arcboutée à notre enthousiasme révolutionnaire.

NCS — Finalement, le changement est arrivé, mais pas comme vous l'aviez pensé...

A.P. — La gauche est restée divisée, ce qui l'a beaucoup affaiblie. Nous étions héritiers d'une tradition politique haïtienne trop marquée par des personnalités, des gens qui étaient ou qui se prenaient pour de « grands chefs », avec des égos surdimensionnés. Dans ce contexte, il était difficile de s'entendre sur une analyse et, encore plus, sur une stratégie commune. Une révolution populaire pouvait-elle se réaliser dans de pareilles conditions ? On ne le saura jamais.

NCS — Et puis, il y a eu le phénomène Aristide...

A.P. — Aristide, dit Titid, avait l'écoute de beaucoup de gens avec ses discours mariant la révolte à la mystique. Il avait une audience dans son église Saint-Jean-Bosco

5 Le dictateur a aussi été en mesure de garder les millions de dollars volés au peuple haïtien et de vivre comme un pacha en France jusqu'à son retour d'exil en 2011.

6 François Borgia Charlemagne Péralte, né en 1885, a mené une rébellion armée contre l'occupation américaine d'Haïti en 1915. Son mouvement dit des Cacos qui, au sommet de son action, réunissait 10 000 combattants, a été mis en échec ; Péralte a finalement été capturé et exécuté par les Américains en 1919.

7 Déchouquer : renverser.

du grand bidonville de Cité Soleil et aussi chez les *Ti Kominote Legliz*. À partir de cela, Aristide a su attirer des militants, notamment des curés de gauche comme le jésuite Karl Lévesque. Ce puissant et perspicace organisateur se méfiait un peu d'Aristide, de ses tendances mégalomanes et de sa propension à fonctionner seul, sans accepter la discipline d'un collectif. Néanmoins, Aristide parlait fort contre la dictature. Il était connu. Alors il est apparu comme incontournable. Sa montée doit beaucoup aux chrétiens de gauche qui lui ont apporté de la cohérence, de l'organisation et également beaucoup de fonds provenant des réseaux et organisations catholiques. Il avait également une grande force intérieure. À plusieurs reprises, il a fait face aux tueurs de l'armée et des milices, comme lors d'un incident où il a failli être tué en 1988. Toujours est-il qu'en 1991, Aristide a créé son mouvement, l'Organisation politique Lavalas, dont il devint le « président à vie » (il l'est encore). Il dit alors, et cela devint compréhensible plus tard, que Lavalas n'était pas un parti ni une formation politique, mais la traduction du peuple en lutte. Encore aujourd'hui, dès qu'on parle de Lavalas, il s'agit du parti d'Aristide.

NCS — La marche vers les élections a marqué un tournant...

A.P. — Le gouvernement aux mains des militaires ne pouvait qu'être temporaire. Ainsi, des tractations ont eu lieu pour organiser des élections. Les États-Unis, sous l'administration de Bush père, appuyaient Roger Lafontant, un ancien sbire de Duvalier. Cela regardait mal. Washington a alors changé son fusil d'épaule pour mettre de l'avant un ex-cadre de la Banque mondiale, Marc Bazin, financé par des officines américaines comme le National Endowment for Democracy. Contre cela, une vaste coalition a été mise en place, le Front national pour le changement et la démocratie (FNCD) qui regroupait des formations diverses allant des radicaux aux sociaux-démocrates. Cette coalition a offert ce qu'elle n'avait pas. Finalement, lors de l'élection le 16 décembre 1990, Aristide a tout balayé avec plus de 67 % des votes... Du côté de l'oligarchie, ce fut un peu la panique.

NCS — Quelle fut la réaction de la gauche ?

A.P. — Avant l'élection, une bonne partie des militants, notamment ceux d'*En Avant* comme ceux de mon organisation, le *Front Charlemagne Péralte de libération nationale*, ont essayé de structurer Lavalas en un corps organisé, de façon qu'on puisse minimalement encadrer celui qui n'était pas encadrable ! Il y avait pas mal de dissidents sur cette histoire de rejoindre le camp Lavalas. Pour ma part, j'avais le sentiment que cela aboutirait à un cul-de-sac. Il me semblait que la personnalité d'Aristide était incompatible avec un projet d'émancipation.

NCS — La montée d'Aristide semblait pourtant irrésistible...

A.P. — Il est rapidement devenu le héros du peuple, notamment des couches populaires. Elles se reconnaissaient dans son intransigeance devant les élites traditionnelles. Elles absorbaient le langage mystique de celui qui parlait comme le « messager de Dieu ». C'est ainsi que s'est développée la puissante vague qui a conduit Titid à la victoire. Il ne faut cependant pas penser que le mouvement populaire était totalement homogène. Il y avait les étudiants de la Fédération des étudiants haïtiens, des mouvements de gauche (Front Charlemagne Peralte de libération nationale, En Avant, Mouvement populaire du 26 mai, Organisation populaire de libération nationale), aussi des syndicats comme Batay Ouvriye et l'Organisation des travailleurs révolutionnaires qui en gros appuyaient Aristide, mais ne voulaient pas lui être inféodés. Entretemps, j'ai décidé de retourner aux études. Comme j'étais depuis plusieurs années militant à temps plein, je n'ai pas été admis à l'université ; j'ai abouti par défaut au Centre de linguistique appliquée.

NCS — Huit mois plus tard, Aristide était renversé...

A.P. — Les États-Unis n'avaient pas accepté de voir arriver dans leur arrière-cour un exalté qui dénonçait l'impérialisme et parlait de mettre fin aux privilèges de l'oligarchie. Des mesures assez modérées comme l'augmentation du salaire minimum les rendaient furieux. Ils craignaient l'effet de « contagion » dans une région de plus en plus turbulente avec les insurrections qui s'étendaient en Amérique centrale. Rapidement, l'armée, repaire des héritiers de la dictature, a compris qu'elle avait le feu vert de Washington. C'est ainsi que le sinistre lieutenant-général Raoul Cédras a déclenché le coup d'État du 30 septembre 1991, avec l'appui des vestiges du duvaliérisme et des tontons macoutes comme le lugubre Front révolutionnaire pour l'avancement et le progrès haïtien (FRAPH). Après être passé à un cheveu d'être tué, le président a été exilé. Rapidement après, le carnage a commencé. Des milliers de militantes et militants ont été pourchassés, exécutés et torturés. Des centaines de femmes et d'hommes haïtiens sont morts dans leur fuite vers les côtes américaines (les *boat-people*). L'infrastructure construite péniblement par les mouvements populaires (syndicats, médias, centres de formation) a été durement frappée. J'ai été alors obligé de me faire oublier en devenant enseignant à l'école créée par mon père.

NCS — En 1994 survint le retour d'Aristide...

A.P. — Aux États-Unis, les démocrates étaient revenus au pouvoir avec Bill Clinton. La nouvelle administration tentait de se refaire une image. En Haïti même, une nouvelle mobilisation gagnait en force à partir d'un arc-en-ciel formé des forces pro-Aristide, de la gauche et de certains secteurs de l'oligarchie. Finalement, Clinton a exigé le

départ de Cédras, et le 15 octobre 1994, Aristide revenait à Port-au-Prince, accompagné de plus de 25 000 soldats et marines américains.

NCS — On a eu un peu l'impression que Titid avait changé après quatre ans à Washington...

A.P. — Au début, on était dans la rue, c'était la joie. Parmi les premières annonces, on retrouvait la dissolution de l'armée, une mesure qui répondait fortement aux demandes de la population, mais des fissures sont rapidement apparues. Les rapports avec les personnalités et organisations démocratiques qui avaient appuyé Aristide devinrent tendus. De proches alliés d'Aristide comme l'ancien chef communiste Gérard-Pierre Charles ont été mis de côté, d'où la scission créant l'Organisation du peuple en lutte (OPL). Des formations réformistes ont été déstabilisées par des mesures visant à les isoler. La grande coalition qui avait pris forme au début des années 1990 se disloquait.

NCS — La dissidence de la gauche devint alors visible...

A.P. — Aristide a adopté des politiques néolibérales comme le lui demandaient les États-Unis et le Fonds monétaire international (FMI). Des entreprises d'État ont été privatisées au profit de l'oligarchie, la grande minoterie d'Haïti par exemple. Les barrières tarifaires qui protégeaient l'agriculture haïtienne ont été levées, d'où la quasi-destruction de la production de riz, à la base de l'alimentation du pays. Plus de 40 000 familles paysannes ont perdu leur gagne-pain au profit des importateurs de riz américain. Des coupes draconiennes dans les dépenses de l'État en matière de santé et d'éducation ont été annoncées, en échange d'une « aide » conditionnelle pour garder l'État à flot. Aristide n'était visiblement pas content de ce plan d'« ajustement structurel » pur et dur, mais en réalité, il n'avait pas vraiment le choix.

NCS — En 1995, Aristide passait la main à son bras droit, René Préval...

A.P. — Puisqu'Aristide ne pouvait se représenter en vertu de la constitution, Lavalas a fait campagne autour de Préval qui était depuis longtemps son proche compagnon d'armes. Cela a fonctionné puisque le peuple a voté massivement en faveur de Préval qui était vu comme le substitut temporaire du président. L'opposition, regroupée dans les partis de centre gauche comme l'OPL et le Comité national du congrès des mouvements démocratiques (Conacom), est restée confinée aux couches moyennes des villes⁸.

8 Commerçants, fonctionnaires, etc.

NCS – Qu'est-il arrivé à la gauche radicale ?

A.P. — Elle est restée hésitante, relativement désarçonnée, toujours aussi divisée. Malgré des réticences, plusieurs ont accepté de servir sous Préval qui, par ailleurs, prenait un peu ses distances par rapport à Aristide, tout en poursuivant sur le fond les mêmes politiques. Aristide a même tenté de me recruter. J'ai refusé.

NCS – Pourquoi ?

A.P. — Toujours pour les mêmes raisons. Je ne croyais pas que ce projet pourrait déboucher sur quelque chose de positif. Je ne peux pas dire pour autant que nous avions une perspective claire. On n'en avait pas. On essayait simplement de survivre politiquement, de constituer une structure fonctionnelle, y compris en milieu paysan. Nos mouvements continuaient de s'affaiblir et de se diviser.

NCS – En 2001, Aristide est revenu au pouvoir...

A.P. — Préval, assis entre deux chaises, d'une part en tant que suppléant d'Aristide, d'autre part en tant qu'acteur politique voulant avoir son espace, n'avait pas le choix. Il a tout fait pour qu'Aristide soit réélu, contre le candidat « américain », Leslie Manigat. Comme prévu, les élections ont donné une forte majorité à Lavalas, tant à la présidence qu'aux élections législatives subséquentes, mais avec un taux de participation beaucoup plus faible. L'opposition modérée a tout de suite crié à la fraude, ce qui cachait mal sa faiblesse politique. Les États-Unis affirmaient par ailleurs qu'ils ne voulaient plus fonctionner avec Aristide, d'où l'arrêt des flux de l'aide, ce qui eut un effet terrible sur les capacités du gouvernement haïtien⁹. Privé de fonds, Aristide s'est retrouvé coincé. Pour apaiser l'opposition de Washington, Aristide a maintenu les politiques de privatisation et affaibli des institutions publiques comme la Banque nationale de crédit.

NCS – C'est là que la situation a commencé à dégénérer...

A.P. — Un problème de corruption existait depuis longtemps en Haïti bien avant Aristide, mais au moment où celui-ci est revenu au pouvoir, le climat s'est détérioré. Une partie substantielle de l'élite politique et économique a été, si on peut dire, « gangrenée » par les centaines de millions de dollars transigés par les narco-trafiquants. À cette époque, les circuits des exportations de cocaïne vers les États-Unis se diversifiaient, faisant d'Haïti une plaque tournante. Les conséquences ont été terribles, d'une part en criminalisant une partie croissante de la société et des institutions, d'autre part en aggravant le contentieux avec les États-Unis...

⁹ De 1999 à 2003, le PNB a chuté de moitié.

NCS — Le gouvernement également a été contaminé par les narcotrafiquants...

A.P. — Probablement pas plus que ceux qui avaient gouverné antérieurement. Néanmoins un nombre important de responsables de Lavalas et même du gouvernement ont été impliqués, notamment dans la police¹⁰. Parallèlement, la gouvernance s'est en partie militarisée, avec l'apparition de groupes paramilitaires.

NCS — Ce sont les fameuses « chimères » ?

A.P. — L'aggravation de la pauvreté a attiré de nombreux jeunes vers les bandes armées. Le gouvernement fermait les yeux sur leurs agissements et dans certains cas, il les appuyait. Les chimères, qui n'étaient pas un mouvement organisé, constituaient plutôt une nébuleuse agissant dans les quartiers, dans la pénombre entre l'intervention politique et le crime. La frontière entre ces deux domaines, dans le contexte d'une gouvernance faible, peu présente sur le terrain, était floue.

NCS — L'opposition anti-Aristide s'est entretemps militarisée...

A.P. — Les États-Unis ont ressuscité les anciens circuits de l'armée et des tontons macoutes et leur ont permis de s'armer en République dominicaine. Parallèlement, l'oligarchie haïtienne s'est retournée contre Aristide, qu'elle voyait comme incapable de remettre de l'ordre dans le pays. À partir de 2003, on s'est retrouvés dans un pays de plus en plus ingouvernable. L'oligarchie, avec l'aide de l'opposition regroupée dans la convergence démocratique, a mis en place une coalition, le « Groupe des 184 », qui prétendait représenter la société civile, et qui battait le haut du pavé à Washington, Ottawa et Paris. Leur campagne avait pour but de présenter Aristide comme un fou furieux, et ce discours a été largement repris par la presse occidentale. D'autre part, les ex-militaires autour de l'ex-duvaliériste Guy Philippe augmentaient leurs incursions sur le territoire haïtien, au point où ils ont pris le contrôle d'une certaine partie du nord du pays.

NCS — La gauche était coincée dans cette polarisation...

A.P. — Dans les villes, les « chimères » nous intimidaient. Ils sont entrés en force sur le campus de l'Université d'Haïti et blessé plusieurs étudiants, attaquant même le recteur. Nous ne voulions pas pour autant être associés à la campagne anti-Aristide et au Groupe des 184. Quelques-uns y ont été attirés pour un temps, mais ils ont rompu les liens quand il est devenu clair que tout cela était manipulé par l'oligarchie avec la complicité des États-Unis qui ont rendu beaucoup d'argent disponible pour cette campagne anti-Aristide. Ce n'était pas facile. Il y avait dans le sillon d'Aristide un

¹⁰ Dont le chef de la sécurité d'Aristide, Oriel Jean.

courant violent, qui pouvait ressembler à une certaine forme de fascisme. Ce n'était pas encore consolidé ; il n'y a pas eu de répression de masse, mais il y avait un danger que cela dégénère. De plus en plus des manifestations étaient réprimées par un corps spécialisé de la police et avec la collaboration des chimères. Tout était confus, dans une ambiance qui devenait de plus en plus lourde. La situation était d'autant plus compliquée qu'Aristide, tout en poursuivant les politiques néolibérales qui lui avaient été imposées, maintenait un discours nationaliste de façade dénonçant les grandes puissances, notamment la France à qui il reprochait justement d'avoir ruiné Haïti après l'indépendance de 1804. Aux yeux d'une grande partie de la population, Aristide apparaissait encore comme le défenseur de la nation, ce qui était relayé par son mouvement et ses puissants partisans étrangers, notamment aux États-Unis.

NCS – La gauche avait-elle une marge de manœuvre ?

A.P. — On ne pouvait pas se ranger aux côtés de l'opposition. De l'autre côté, les secteurs radicalisés autour d'Aristide voulaient nous faire la peau. J'ai eu l'impression que le parcours d'Aristide commençait à ressembler à celui de François Duvalier. Souvenons-nous que Papa Doc avait commencé sa carrière en se faisant le défenseur du peuple, en particulier les Noirs. Pour revenir au dilemme de la gauche, il était extrêmement difficile d'articuler un projet alternatif, une sorte de troisième force, distincte de Lavalas et de l'opposition bourgeoise. Au cours de 2003, la situation n'a cessé de se détériorer. Les États-Unis exerçaient une énorme pression sur le président qui ne contrôlait même pas sa garde rapprochée. Les groupes paramilitaires d'extrême droite affrontaient les partisans de Lavalas dans le plateau du nord, en menaçant de descendre vers la capitale.

NCS – Et finalement survint le deuxième renversement d'Aristide...

A.P. — Le 29 février 2004, un commando américain aidé par l'équipe de sécurité du président lui-même a capturé le président pour aussitôt l'expédier vers la République centrafricaine¹¹. Aristide ne pouvait rien faire, malgré des tentatives de dernière heure de la CARICOM, un regroupement d'États des Caraïbes, pour empêcher le nouveau coup d'État. En même temps, plusieurs milliers de soldats américains étaient déployés sur place, pendant que le président de la Cour suprême, Boniface Alexandre, était intronisé président par intérim.

¹¹ La planification du coup avait été amorcée à Ottawa au début de 2004 lors d'une rencontre secrète entre les représentants des États-Unis, de la France et du Canada.

NCS – La répression est alors revenue en force...

A.P. — Les éléments duvaliéristes armés par les États-Unis et la République dominicaine voulaient prendre le pouvoir. Plusieurs centaines de militants de Lavalas ont été tués et emprisonnés. Peu après, les États-Unis ont été remplacés par un contingent mandaté par l'ONU, la MINUSTAH, sous commandement brésilien, à l'époque où le gouvernement à Brasilia était dirigé par Lula. Cependant, des soldats brésiliens ont commis des exactions dans les quartiers populaires comme Bel Air, Martissant, La Saline, Cité-Soleil. Ces militaires brésiliens ont été incapables de neutraliser les chefs de gangs de délinquants pendant que des tas de jeunes ont été réprimés pour rien, sinon que d'être dans un bidonville. Par ailleurs, la MINUSTAH a attaqué des étudiants qui manifestaient pacifiquement contre la nouvelle occupation. On a mis en détention sans procès des parlementaires, des journalistes, des membres d'organisations populaires. Plusieurs Brésiliens impliqués dans les opérations militaires en Haïti ont été déstabilisés par cette situation : des soldats brésiliens découvraient qu'ils punissaient le peuple, et non les criminels¹². Par ailleurs, des éléments de Lavalas ont continué d'intimider des militants, les menaçant de mort. La corruption continua à vider les caisses de l'État.

NCS – René Préval est alors revenu au pouvoir...

A.P. — Pour l'élection de 2006, les États-Unis et l'oligarchie soutenaient Mirlande Manigat, une autre technocrate comme Marc Bazin. Malgré le découragement et la confusion, il y a eu une coalition impromptue autour de René Préval, avec la gauche et la majorité des partisans de Lavalas qui le voyaient comme le « moindre mal ». C'est ainsi que son nouveau parti, le *Front de l'espoir*, a obtenu la majorité relative des votes. Préval a gouverné sans sortir de l'étroit périmètre déterminé par les États-Unis et le FMI, tout en se permettant quelques politiques non traditionnelles, par exemple en recevant l'appui du Venezuela et de Cuba pour les approvisionnements en pétrole et pour de l'aide médicale.

NCS – Mais la situation ne s'est pas stabilisée...

A.P. — Le pays est resté enfoncé dans la pauvreté. Même les ateliers de misère ont stagné, faute de stabilité, d'infrastructures solides et de sécurité. L'insécurité s'est aggravée, surtout dans les villes. À Cité-Soleil, les narcotrafiquants ont continué de faire la loi. Des institutions parapubliques étaient gangrenées par la corruption. Autour de l'école de mon fils, des lavalassiens armés intimidaient et rançonnaient. Le phénomène des enlèvements doublés de viols systématiques par les bandes lavalassiennes

¹² En 2006, le général brésilien Urano Teixeira Da Bacellar, commandant de la MINUSTAH, a été retrouvé mort à Port-au-Prince ; il se serait probablement suicidé.

s'est amplifié. C'était une atmosphère de fin du monde. Pourchassé dans la rue, des chimères me criaient après, « On va te tuer, toi et tous les communistes » !

NCS – Et alors est arrivée l'heure de ton exil ?

A.P. — Je suis parti en laissant ma compagne et mes fils. Je pensais me faire oublier pour quelque temps, pour possiblement revenir avant longtemps, mais peu à peu, les illusions se sont dissipées. En 2006, ma conjointe et mon fils Malcolm-Che sont venus s'installer à Montréal. Nous nous disions que nous avions le droit de respirer un peu. J'ai effectué un retour aux études à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) pour compléter une maîtrise commencée en Haïti en développement urbain. En février 2010, après le séisme, toute ma famille était à Montréal.

NCS – Un peu plus tard, des réseaux ont été reconstitués...

A.P. — Au début, j'ai retrouvé quelques amis qui cherchaient à comprendre ce qui s'était passé et ce que nous pouvions faire. À Montréal, les partisans de Lavalas étaient également découragés. La bonne nouvelle a été de rencontrer des militantes et des militants de la deuxième, voire de la troisième génération, comme Will Prosper¹³ qui travaillait avec des jeunes dans le cadre de divers projets comme Hoodstock, Montréal-Nord Républik et d'autres. J'ai aussi rencontré des militants comme Alain Saint-Victor et Ribet Thermogène qui essayaient de recréer un espace de réflexion progressiste dans la communauté. Parallèlement aux projets politiques, un tissu associatif important a permis à beaucoup de personnes de tenir le coup, comme la Maison d'Haïti, le Bureau de la communauté haïtienne et le Centre Na Rive.

NCS – L'impact du tremblement de terre a été terrible...

A.P. — La moitié de Port-au-Prince a effectivement été détruite et dans tout le pays, il y a eu plus de 250 000 victimes. Dans son ampleur, ce n'était pas une catastrophe « naturelle », mais le résultat d'un pays disloqué, d'infrastructures inadéquates, d'un gouvernement incapable. La soi-disant communauté internationale est entrée en force, on a eu la « république des ONG » qu'on pourrait aussi appeler la « république des bouteilles d'eau », sans d'autre perspective que de boucher quelques trous. Le gouvernement, la société civile et les organisations ont tous été affaiblis par une sorte de nouvelle colonisation « humanitaire ».

13 Will Prosper vient de sortir (2019, ONF) un documentaire de 83 minutes, *Kenbe la - Jusqu'à la victoire*, réalisé sur trois ans et relatant l'histoire d'Alain Philoctète.

NCS — Aujourd'hui, comment se présente la reconstruction de la gauche ?

A.P. — Le grand bilan reste à faire. On a des fragments, des impressions, des pistes, mais il faut encore travailler. Nous avons été ballotés par les événements. Nous avons été court-circuités par la montée en puissance d'un populisme bien ancré dans la population, incapable lui aussi de mettre en place un programme apte à tenir tête à l'oligarchie et à l'impérialisme. Nous sommes tombés dans le piège du sectarisme et de l'avant-gardisme, en nous chicanant sur la « ligne juste » !

NCS — Quelles sont les pistes ?

A.P. — Sur le plan organisationnel, nous voulons finaliser la rupture avec les pseudo-modèles hérités d'un marxisme-léninisme qui découlait de quelques idées simplistes présentées de manière dogmatique. Par exemple, la question de la démocratie, qu'on prenait à la légère, doit revenir au premier plan : cela inclut notre propre démocratie, pour ouvrir les débats et laisser les nouvelles idées aux nouvelles générations. Il faut sortir des sentiers battus. Par exemple, des réseaux comme le Rassemblement des révolutionnaires aisyens (RARA) n'ont pas de « cellules » comme avant. Les groupes constituants sont autonomes.

NCS — La société haïtienne a changé, comment s'adapter ?

A.P. — Une grande partie des jeunes est maintenant scolarisée. Ce sont en quelque sorte des chômeurs diplômés. Leur réalité sociale, leurs luttes également, ne s'expriment pas de la même manière. Ils s'inventent de nouveaux outils de communication, notamment avec les médias sociaux. Comme on le voit dans les rues de Port-au-Prince, ce sont eux qui sont au premier plan de l'immense mobilisation populaire en cours. Vont-ils remplacer le régime pourri par une démarche démocratique en profondeur ? Vont-ils résister aux tentatives de « relookage » mises de l'avant par l'impérialisme, de connivence avec des partis politiques qui se présentent comme une alternance « acceptable », mais qui sont sans substance ? Comment combattre des entités « ONGisées » incapables d'organiser la reconstruction ? La question de l'unité entre mouvements et partis doit également être redéfinie, non pas comme un processus lointain et abstrait, mais comme une priorité immédiate¹⁴.

¹⁴ Trois processus de rapprochement de la gauche sont en cours au moment d'écrire ce texte : le Front patriotique (créé par des mouvements paysans et des formations issues de la gauche radicale, notamment le RASIN Kan Pèp animé par Camille Chalmers), l'Action démocratique pour bâtir Haïti (où on retrouve la gauche modérée et Lavalas) et l'organisation citoyenne Passerelle (regroupant des personnalités de centre gauche).

NCS — On a l'impression qu'il se passe quelque chose dans le monde rural...

A.P. — De grands mouvements comme Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen émanent de l'implantation de la gauche haïtienne en monde rural. Aujourd'hui, malgré la misère et la dévastation environnementale, des tas d'initiatives rurales agissent au plan local; elles organisent des communautés et développent des activités productives pour et par la collectivité. Dans notre histoire, on avait les « lakous », des structures communautaires qui ont permis aux esclaves de survivre avant et après l'indépendance. On voit maintenant des « néo-lakous » qui occupent des terres et créent des structures et des projets définis autour de la défense des communs et du bien vivre¹⁵. À la base, on l'entend, le peuple ne veut plus vivre sous le capitalisme, le système « pese souse ». C'est un mouvement de fond, qui s'auto-organise et s'autodéfinit.

NCS — Depuis le début de 2019, de gigantesques mobilisations ne cessent de s'organiser...

A.P. — Les jeunes envoient un message clair aux « modérés » : il ne faut pas négocier avec les bandits, même si c'est cela que demandent les États-Unis. Ils n'ont aucune illusion sur une « communauté internationale » qui agit en tant que suppléant des États-Unis. Penser une transition démocratique, reconstituer des alliances politiques, élaborer un programme rassembleur, voilà ce qu'ils ont devant eux.

¹⁵ Alain Philoctète ajoute: Ces nouveaux lakous font l'objet de mes études doctorales à l'Université de Montréal. Malheureusement, des problèmes de santé m'ont empêché de poursuivre mes études.

Bilan de luttes

Conflit de travail des tuteurs et tutrices de la TÉLUQ : bilan pour la communauté universitaire

Nancy Turgeon et Nicolas Harvey

Présidente¹ du Syndicat des tuteurs et tutrices de la Télé-Université et vice-président aux communications du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec en Outaouais-CSN

Le 12 juillet 2019, les tutrices et tuteurs de la TÉLUQ² ont approuvé, à une courte majorité, la recommandation du conciliateur du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ce vote mettait un terme au plus long conflit de travail d'enseignantes et enseignants universitaires de l'histoire du Québec. Une grève de près de six mois qui se termine par un vote à une majorité de 62 % laisse nécessairement des traces, autant dans les relations de travail que dans une démocratie syndicale. Dans ce contexte, il ne serait pas opportun, à ce moment-ci, de traiter des stratégies ou des résultats menant à la résolution du conflit.

D'ailleurs, nous ne pouvons que saluer le courage des tutrices et tuteurs qui ont mené une lutte exemplaire pour préserver leur emploi et pour sauvegarder un service public de qualité. Le choix d'entériner ou non la recommandation du conciliateur leur revenait et nous ne pouvons que le respecter, les laisser faire leur bilan et se reconstruire avec une nouvelle réalité. Ce qui est hors de tout doute, c'est que devant des défis jamais vus dans le monde universitaire, les tutrices et tuteurs ont fait preuve d'une mobilisation exceptionnelle, malgré tous les obstacles à surmonter pour des enseignantes et enseignants travaillant à distance, qui sont non seulement précaires, mais dispersés sur tout le territoire du Québec.

1 Présidente au moment du conflit.

2 TÉLUQ : l'université à distance de l'Université du Québec (télé-université).

Le bilan que nous souhaitons établir vise plutôt les conséquences du conflit – et de sa résolution – sur l'ensemble de l'enseignement supérieur au Québec. Rappelons que l'offensive de la TÉLUQ se situait sur deux fronts : la sous-traitance de l'enseignement à une entreprise privée ainsi que l'effritement de l'accréditation syndicale par la création de nouveaux statuts d'emploi. L'objectif était clair : se débarrasser d'un corps de métier – celui de tutrice et de tuteur – afin de diminuer les coûts. Les économies recherchées étaient de nature à précariser une catégorie d'emplois tout en diminuant le service public offert aux étudiantes et étudiants de la TÉLUQ.

Des défis inédits

Comme les autres composantes du réseau de l'Université du Québec (UQ), la TÉLUQ a pour mission sociale la démocratisation de l'enseignement supérieur. Les tutrices et tuteurs en sont les porteurs, puisqu'ils effectuent depuis 1972 le suivi pédagogique des étudiantes et étudiants effectuant leur parcours entièrement à distance, une fois que ceux-ci ont reçu le matériel de cours développé par les professeur.e.s.

Or, dès 2016, la TÉLUQ a commencé la sous-traitance du travail d'encadrement effectué par ces enseignantes et enseignants d'expérience en ayant recours à des personnes non syndiquées de l'Institut MATCI. En 2017-2018, cette situation touchait près du tiers des étudiants de la TÉLUQ. Ce phénomène inédit en enseignement universitaire n'a pris fin qu'à la suite de la suspension du directeur général par la ministre de l'Enseignement supérieur de l'époque à l'été 2018, dans la foulée de la pression effectuée par les tuteurs et tutrices, l'indignation de la communauté universitaire, l'intervention de Québec solidaire à l'Assemblée nationale ainsi que la contestation juridique menée par la Fédération des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) concernant le non-respect de la Loi sur les universités³. Néanmoins, cette victoire sera-t-elle suffisante pour décourager les autres universités de s'engager sur une telle voie ?

L'entrée en négociation à l'été 2017 s'est ainsi déroulée dans le cadre d'une grande restructuration de l'université mise en branle unilatéralement, alors que les emplois des tutrices et tuteurs étaient menacés par la sous-traitance, mais également par la création de nouveaux corps d'emplois précaires en dehors de leur unité d'accréditation⁴. Ceux-ci menaçaient de rendre désuète la profession de tutrices et tuteurs existant depuis les débuts de l'université, en privant le corps étudiant de leur expertise non seulement dans leur domaine d'enseignement, mais aussi en formation à distance.

3 Thomas Gerbet, « Privatisation à l'université : les autorités enquêtent sur une entente secrète », *Radio-Canada*, 22 août 2018.

4 Ricardo Peñafiel, « Conflit de travail à la TÉLUQ. Prélude de e-campus ? », *À bâbord !*, n°74, avril-mai 2018.

Les leçons du conflit pour la communauté universitaire

Les tutrices et tuteurs se situaient sur le front d'une lutte plus générale. C'est une université publique, membre du réseau de l'UQ, qui a amorcé cette attaque. Il est évident que si la TÉLUQ avait réussi à imposer son modèle de sous-traitance, les autres universités du réseau (UQO, UQAM, UQAC, UQAR, UQTR, INRS, ÉNAP et ÉTS⁵) auraient été tentées de prendre exemple. Et que dire des universités à charte ? Heureusement, dans le règlement, la possibilité de faire appel à la sous-traitance a été grandement limitée. Nous savons désormais que toute la fonction publique québécoise, y compris le secteur de l'éducation, n'est pas à l'abri de la sous-traitance. Les syndicats doivent prendre acte de la situation et inclure des demandes de protection supplémentaire contre la sous-traitance lors de leurs prochaines négociations.

Un autre enjeu est celui de la formation à distance (FAD). La TÉLUQ a permis, par la FAD, l'accès aux études universitaires à de nombreuses personnes qui en étaient auparavant exclues, notamment les personnes en situation de handicap ou de monoparentalité, celles habitant en région éloignée ou travaillant à temps plein. Cependant, nous assistons depuis quelques années à une « ruée vers l'or » de l'enseignement à distance. Les universités tentent de s'attaquer à ce « marché » pour des raisons de financement. En suivant le modèle de la TÉLUQ, les universités pourraient être tentées d'utiliser la FAD pour réduire des coûts, notamment en ayant recours à des étudiantes et des étudiants salariés pour l'importante responsabilité du suivi pédagogique plutôt qu'à des enseignantes et enseignants qualifiés. Encore une fois, les syndicats devront être extrêmement vigilants pour se protéger de ces dérives.

La stratégie par laquelle la TÉLUQ a tenté d'imposer sa vision à une catégorie d'enseignants constitue une autre leçon que tous les syndicats de chargé.e.s de cours retiendront. Bien que la reconnaissance à sa juste valeur de leur contribution à l'université demeure un combat constant pour les chargé.e.s de cours, le principe de collégialité caractérise cette communauté. Or, non seulement la direction de la TÉLUQ a mis les tuteurs et tutrices devant le fait accompli d'un nouveau modèle où ils n'avaient plus leur place, mais le Conseil d'administration et la Commission des études ont aussi été tenus dans le noir quant aux impacts du nouveau modèle. Une fois ce projet mis en branle, l'opposition légitime des tuteurs et tutrices qui en soulevaient les conséquences néfastes pour les étudiants et étudiantes n'a non seulement pas été prise en compte, mais la TÉLUQ a tenté de la museler par des mises en demeure, mesures disciplinaires, grief patronal, poursuite-bâillon de 60 000 dollars et représailles envers

5 UQO : Université du Québec en Outaouais ; UQAM : Université du Québec à Montréal ; UQAC : Université du Québec à Chicoutimi ; UQAR : Université du Québec à Rimouski ; UQTR : Université du Québec à Trois-Rivières ; INRS : Institut national de la recherche scientifique ; ÉNAP : École nationale d'administration publique ; ÉTS : École de technologie supérieure.

la présidente du syndicat⁶. Le comble a été atteint à l'été 2019 alors que la TÉLUQ a lancé un appel d'offres pour embaucher, par une firme externe, d'autres personnes pour corriger les travaux et examens des étudiantes et étudiants assignés aux tutrices et tuteurs au moment du déclenchement de la grève⁷. Un bilan peu reluisant pour une université publique...

Enfin, une dernière leçon de la bataille à la TÉLUQ concerne la solidarité syndicale. On a malheureusement pu observer un clivage entre précaires (personnes tutrices et chargées de cours) et non-précaires (professeur.e.s). Davantage de solidarité entre enseignantes et enseignants, peu importe leur statut, est nécessaire devant une telle offensive patronale touchant le cœur de ce qui nous unit, des conditions d'étude de qualité pour nos étudiantes et étudiants. En effet, cette attaque sans précédent contre l'université publique québécoise peut en laisser présager d'autres. Une prochaine fois, ce seront peut-être les non-précaires qui seront touchés. Les universités pourraient vouloir développer un « nouveau modèle » pour économiser à partir de leur importante masse salariale. Une concertation entre tous les artisans et artisanes de l'université québécoise est donc urgente pour lutter contre de telles dérives.

Du point de vue de la solidarité, mentionnons toutefois des aspects positifs. Les syndicats des personnes chargées de cours ont montré un appui indéfectible aux tutrices et tuteurs. La haute direction des différentes universités est avertie : on ne peut pas se débarrasser ainsi d'un corps d'emploi. Bien qu'elle ait partiellement réussi l'imposition d'un nouveau modèle, la TÉLUQ est sortie affaiblie de ce conflit. Il serait surprenant qu'une université tente une même aventure dans les prochaines années, mais, si c'était le cas, les chargé.e.s de cours seront fin prêts à monter aux barricades pour défendre la qualité de l'enseignement.



Photo : Noémi Desrochers

6 Conflit à l'Université TÉLUQ – Des représailles avérées contre la présidente du syndicat, 2 avril 2019, <<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/conflit-a-l-universite-teluq-des-represailles-averrees-contre-la-presidente-du-syndicat-897511640.html>>.

7 Ian Buissonnière, « Grève à la TÉLUQ : le syndicat crie aux briseurs de grève », *Le Soleil*, 13 juin 2019.

18 mois de lockout chez ABI à Bécancour

Les multinationales de l'aluminium bafouent les travailleurs et tout le Québec

Clairandrée Cauchy

Responsable des communications au Syndicat des Métallos

Le déclenchement, par l'employeur, d'un lockout à l'aluminerie de Bécancour, à 3 h du matin le 11 janvier 2018, a pris par surprise les 1030 travailleurs et travailleuses. Pendant un an et demi, ils seront désignés comme « les lockoutés d'ABI » : un terme lourd à porter, avec son lot d'émotions, d'insécurité financière, d'ajustements au sein des familles, de petits boulots, de sentiment d'injustice, de préjugés et de jugement. La période a aussi été marquée par une grande solidarité, entre confrères et consoeurs d'infortune et entre travailleurs et travailleuses de tous les horizons.

La veille du lockout, les membres de la section locale 9700 du Syndicat des Métallos réunis en assemblée générale avaient rejeté dans une proportion de 80,3 % une offre finale de leur employeur, ABI, détenu à 75 % par la multinationale américaine Alcoa et à 25 % par une autre multinationale, l'australito-britannique Rio Tinto.

Un lockout « évitable »

En transmettant les résultats du vote à l'employeur, l'exécutif syndical souhaitait reprendre les négociations et annonçait qu'il ne se prévaudrait pas de son droit de grève. L'employeur ne l'entendait pas ainsi.

L'écart entre les parties n'était pourtant pas si grand. Deux points étaient alors en suspens. Le premier est un symbole dans le mouvement syndical : le respect de l'ancienneté dans les mouvements de main-d'œuvre, les syndiqués refusant que des postes convoités soient offerts en premier lieu à l'externe. Le second point en litige concernait les modalités d'un nouveau régime de retraite à financement salarial. Déjà,

avant le lockout, les parties discutaient de ces modalités suivant lesquelles le risque reposerait dorénavant sur les épaules des syndiqués, débarrassant ainsi l'entreprise du passif financier. Bref, les syndiqués étaient en voie d'accepter une immense concession et il ne restait qu'une divergence somme toute mineure sur le montant de la cotisation de l'employeur avant d'arriver à un règlement. Le conflit aurait pu être aisément évité mais il semble qu'il reposait sur un iceberg.

Tout au long du conflit, les syndiqués ont eu le sentiment qu'il y avait anguille sous roche, que les vrais motifs du lockout n'étaient pas ce qui était encore en suspens à la table de négociation mais bien quelque chose de plus profond, de plus complexe.

Une offre qui n'existe plus

Quelques semaines après le déclenchement du lockout, une résolution unanime était adoptée à l'Assemblée nationale, enjoignant aux parties de reprendre les négociations. Une rencontre de conciliation on ne peut plus expéditive s'est tenue le 8 mars.

« Vous vous rappelez l'offre refusée le 10 janvier ? Eh bien ! vous pouvez l'oublier, vous ne la reverrez plus ! », avait alors dit en substance la partie patronale. Les demandes patronales ont ainsi été substantiellement reconsidérées à la hausse. De plus, la direction d'ABI a signifié qu'elle ne considérait plus comme valables les textes déjà paraphés. ABI reniait sa parole. Le paradigme avait changé : il n'était plus question d'effectuer un rapprochement, mais plutôt de creuser les tranchées pour tenir un siège.

À la fin avril, le gouvernement a bien tenté une nouvelle fois de rapprocher les parties en nommant un médiateur spécial, l'ancien premier ministre Lucien Bouchard. Ce dernier n'a pu que constater *de visu* l'impasse, les ouvertures syndicales n'étant jamais suivies d'ouvertures équivalentes de la part de l'employeur.

Le scandale de l'électricité

Les cartes étaient truquées dès le départ. Les contrats d'énergie négociés entre ABI et le gouvernement du Québec permettaient à la multinationale de faire épouser par l'ensemble des Québécois et Québécoises une partie des coûts de son lockout. Comme grande consommatrice d'électricité, autant qu'une ville de taille moyenne, ABI doit normalement payer pour le bloc d'électricité qui lui est réservé, peu importe qu'elle l'utilise ou non. SAUF en cas de force majeure, comme le stipule le contrat. Or, un lockout, décrété unilatéralement par l'employeur, est considéré comme une force majeure ! Si, lors d'un événement réellement hors de son contrôle, la compagnie a l'obligation de tout mettre en œuvre pour rétablir sa production le plus rapidement possible, elle est exemptée nommément d'une telle diligence lorsqu'elle déclenche elle-même un lockout.

En relations de travail, la pression économique d'un conflit se répartit normalement sur les deux parties. Les travailleurs sont privés de salaire et l'employeur subit des pertes économiques. Le contrat d'énergie vient biaiser la donne à l'avantage de la compagnie. Une demande d'accès à l'information a permis d'apprendre que le conflit a engendré sur une période de 18 mois une perte nette de 246 millions de dollars pour Hydro-Québec et par conséquent pour tous les Québécois et Québécoises. Ce montant devra être revu à la hausse au cours des prochains mois, vu le long délai de redémarrage de la production.

Il y a là matière à une réflexion en profondeur sur les retombées des rabais d'électricité consentis aux alumineries. Les fameux contrats en vertu desquels elles s'approvisionnent à des tarifs très avantageux, la plupart du temps bien inférieurs au tarif consenti aux grandes industries, ne comportent pas d'exigences quant au nombre d'emplois devant être maintenus. La porte est grande ouverte à l'abolition (et au transfert à la sous-traitance) de bons emplois, alors que ces derniers constituaient la raison d'être initiale des avantages consentis.

Les faux espoirs suscités par le premier ministre

Lors de la campagne électorale de l'automne 2018, les représentants de la section locale 9700 des Métallos de même que des membres de la direction québécoise du Syndicat des Métallos ont rencontré celui qui allait devenir le premier ministre, François Legault, dans son autobus de campagne, en compagnie du futur député de Trois-Rivières et ministre du Travail, Jean Boulet. Le chef caquiste s'était alors indigné de l'injustice des contrats d'énergie, soulignant le manque de leadership du gouvernement libéral pour aider à dénouer le conflit. En privé, il avait même ouvert la porte à une révision des termes liant l'État et la multinationale, lançant le fameux : « Des contrats, ça se brise, ça se renégocie ».

Devant les médias, le premier ministre avait alors dénoncé l'inaction libérale et mis en doute le sérieux de la compagnie quant à la poursuite des négociations. En pleine campagne électorale, dans les circonscriptions de la Mauricie et du Centre-du-Québec où il souhaitait marquer des points, il s'est posé en champion des lockoutés. Mais il fut moins vaillant, quelques mois plus tard, au moment de sonner la fin de la récréation face à une multinationale qui prenait ses travailleurs et toute une région en otage. Le ministre du Travail, Jean Boulet, a bien tenté d'agir rapidement en nommant un conseil de médiation, formé du médiateur spécial Lucien Bouchard, déjà dans le portrait depuis le mandat donné par le précédent gouvernement, ainsi que de la sous-ministre au Travail, M^e Mélanie Hilinger et du conciliateur Jean Nolin. Là encore, ce conseil n'a pu rapprocher les parties.

Coup de force patronal déjoué

Peu après que les syndiqués eurent souligné le triste anniversaire du conflit, le Syndicat des Métallos a déposé le 23 février une demande d'arbitrage. Le comité de négociation était convaincu de la mauvaise foi de l'employeur et de l'incapacité à atteindre un règlement négocié dans les circonstances. Si l'employeur y avait consenti, les deux parties auraient présenté leur argumentaire à un arbitre qui aurait eu pleins pouvoirs pour trancher le différend et décréter un contrat.

Mais ABI a décliné la proposition du revers de la main. Le règlement de ce conflit ne passerait pas par un arbitrage, pas plus que par un autre « moyen alternatif », faisant ici référence à une éventuelle hypothèse de règlement que le ministre du Travail envisageait de déposer. Ce dernier l'a d'ailleurs fait, sans plus d'effet, quelques semaines plus tard. Tablant sur l'usure du temps, la fatigue morale et les difficultés financières des lockoutés, ABI a plutôt mis au jeu une offre finale et globale dans les jours suivants. Celle-ci proposait nettement moins que l'offre du 10 janvier 2018 à plusieurs chapitres, notamment quant à l'abolition de postes et le transfert de plusieurs emplois à la sous-traitance, au financement du régime de retraite, aux horaires de travail. Le protocole de retour au travail qui l'accompagnait était aussi très provocateur, suspendant la convention collective pour une période qui aurait pu s'éterniser sur toute la durée du contrat.

Les membres ont trouvé la force de résister à cet odieux assaut. Le 11 mars 2019, après 14 mois de lockout, ils ont rejeté cette proposition et le protocole qui l'accompagnait dans une proportion de 82 %, soit un peu plus que lors du vote précédant le déclenchement du lockout. En soi, ce résultat était un acte de résistance et de solidarité. « NOUS SOMMES ENCORE DEBOUT ET SOLIDAIRES » ont lancé les lockoutés à une direction patronale assurée de couper le lien de confiance entre l'exécutif syndical et les membres, dont une part importante était de nouvelles personnes. Le conflit était dur : certains avaient perdu leur maison, la plupart avaient mis leurs projets et leurs rêves entre parenthèses, tous avaient imposé des restrictions à leur famille, des couples s'étaient brisés... Un frisson a parcouru l'échine des participants à cette assemblée au moment du dévoilement du résultat. Non, ce n'était pas une victoire. L'assemblée était traversée par un élan de dignité à l'état pur.

L'ingérence du premier ministre

Les Métallos se sont à nouveau tournés vers le gouvernement du Québec à la fin mars dans l'espoir de rebrasser les cartes. Convaincus qu'une intervention gouvernementale avait aidé à dénouer l'impasse en 2012 lors du lockout qui avait duré six mois à Alma, les Métallos ont tenté de convaincre le gouvernement caquiste d'intervenir à son tour auprès de la direction d'Alcoa. Il était temps pour le premier ministre de donner suite à ses propos tenus en campagne électorale.

Les lockoutés ont organisé une « marche de l'énergie » entre Trois-Rivières et Québec les 26 et 27 mars 2019. Interpelé à l'Assemblée nationale, le premier ministre a vivement dénoncé, à la période des questions, les contrats d'électricité, qualifiant ceux-ci de « *stuffs de junior* » (des trucs de jeunes) mal négociés par les libéraux. Des négociateurs syndicaux aguerris ont sursauté avec une touche d'inquiétude. Quelle crédibilité aura le premier ministre auprès de la compagnie après une telle sortie ? L'élan a été de courte durée. Le 1^{er} avril suivant, le premier ministre a rencontré les deux parties, soit la direction locale d'ABI ainsi que des représentants des Métallos. Il a ensuite fait une étonnante déclaration publique via Facebook et Twitter, prenant position en faveur de l'employeur, soulignant que c'est le syndicat qui « doit faire des compromis ». Il en remettra le lendemain en affirmant que le syndicat en « demande trop » et n'est pas raisonnable. À maintes reprises par la suite, le premier ministre a affirmé que les salaires des lockoutés étaient élevés, soutenant à tort que le conflit portait sur les salaires et les libérations syndicales. Il a cassé du sucre sur le dos des lockoutés, traitant ces victimes d'un employeur intransigeant de « bébés gâtés ».

Le premier ministre avait choisi son camp : celui de la multinationale. Ainsi, il avalisait toutes les velléités patronales visant à réduire les retombées économiques liées au conflit dans le Centre-du-Québec. L'hypothèse de règlement formulée par le ministre du Travail à l'hiver 2019 allait même plus loin que toutes les demandes patronales en matière de libre cours à la sous-traitance. Le gouvernement était prêt à brader les bons emplois. C'est comme si, en pesant de tout son poids contre les syndiqués et en se rangeant du côté de la multinationale américaine, le premier ministre voulait saper le moral des troupes pour accélérer leur capitulation.

Ces propos défavorables aux syndiqués, le premier ministre les a répétés plus d'une dizaine de fois, tantôt à la période des questions, tantôt en commission parlementaire, tantôt en mêlée de presse ou sur les fameux médias sociaux. Il a même eu le culot de les répéter après la traditionnelle rencontre du 1^{er} mai avec les leaders syndicaux, comme un avertissement servi aux négociateurs du secteur public qui attendent dans l'antichambre de croiser le fer en 2020. La Coalition avenir Québec (CAQ) dit vouloir créer au Québec des emplois avec de bons salaires, mais elle tape sur la tête de ceux qui ont déjà de bons salaires. La trahison était vive parmi les familles des lockoutés.

Devant une telle ingérence, le Syndicat des Métallos a porté plainte contre le gouvernement du Québec, estimant que ces déclarations contrevenaient aux engagements du Québec et du Canada en matière de droits du travail et de libertés syndicales. Les prises de position répétées du premier ministre ont clairement nui aux perspectives de règlement du conflit. Il faut ajouter à cela une diminution du prix de l'aluminium au cours de la première année du conflit rendant ainsi moins alléchant un redémarrage rapide de l'usine. Ajoutons que les tarifs imposés par l'administration Trump sur l'aluminium canadien n'ont pas aidé.

Une solidarité exemplaire

Tout au long du conflit, les lockoutés ont fait preuve d'une solidarité exemplaire. L'ensemble du mouvement syndical s'est aussi montré fortement solidaire. La plupart des sections locales des Métallos ont soutenu financièrement les lockoutés d'ABI, plusieurs avec des dons récurrents. Les dons sont aussi venus de nombreux syndicats, toutes bannières confondues. Notons d'ailleurs un appui important des travailleurs de l'aluminium, encore là toutes bannières confondues. Des syndiqués de l'aluminium d'Alma sont d'ailleurs montés à deux reprises, en mai 2018 et mai 2019, avec les lockoutés dans des autobus voyageant jusqu'à Pittsburgh pour manifester à l'assemblée des actionnaires d'Alcoa. Plus de 600 syndicats du Québec et même du reste du Canada et des États-Unis ont appuyé financièrement les lockoutés.

La grande vague de solidarité a culminé le 25 mai par une grande marche familiale dans les rues de Trois-Rivières, où ont convergé des manifestants et manifestantes de partout au Québec. Des leaders de toutes les centrales syndicales, de même que le vice-président international des Métallos, Tom Conway, aujourd'hui devenu président de l'organisation nord-américaine, se sont serré les coudes derrière les lockoutés.



Photo : Daniel Mallette

Conclusion

Peu après cette grande marche, Alcoa a soumis une nouvelle proposition globale et finale, assortie d'une menace – lire « de la promesse » – de fermer la dernière série de cuves si elle était rejetée. La proposition comportait certaines avancées du point de vue des syndiqués par rapport à celle rejetée en mars. L'ancienneté y était notamment respectée dans les mouvements de main-d'œuvre. Le protocole prévoyait un

retour au travail écourté par rapport à la version précédente ainsi que le versement de prestations de la part de l'employeur si tous n'étaient pas de retour au travail à partir de janvier.

L'exécutif syndical en a recommandé le rejet en assemblée générale, l'offre étant toujours inférieure à celle refusée avant le déclenchement du lockout. Les membres ont analysé la situation en profondeur. Convaincus qu'une fermeture de la dernière série de cuves signifiait que le conflit pourrait s'éterniser encore plusieurs mois, voire plus d'un an, ils ont évalué le coût d'un refus. Ils ont conclu, dans une proportion de 80,7 %, que le jeu n'en valait pas la chandelle, que les chances d'avoir mieux plus tard étaient très faibles.

C'est dans un grand respect que s'est terminée l'assemblée, les membres faisant la file à la table pour remercier les élus syndicaux, dont le président Clément Masse, pour l'énergie et l'engagement dont ils ont fait preuve pendant le conflit. Celui-ci s'est terminé comme il s'est déroulé, dans la solidarité et la dignité.

Perspectives

Penser et agir avec Rosa Luxemburg

Diane Lamoureux

Professeure associée au département de science politique de l'Université Laval

Rosa Luxemburg a été assassinée il y a un siècle. Pourtant, à certains égards, sa pensée demeure profondément actuelle pour qui aspire à un monde de justice sociale, de liberté et d'internationalisme. Évidemment, elle ne nous fournit aucune formule « clé en main », mais elle esquisse des chemins de pensée et d'action que nous pouvons emprunter de manière créative¹. Je m'attarderai sur quatre éléments : la nécessité de la révolution ; les formes de la politisation ; la nature de l'impérialisme ; le lien entre liberté et égalité.

La révolution : une idée dépassée ?

Si l'on entend par révolution un moment historiquement datable de prise de pouvoir par une organisation révolutionnaire, la réponse à la question risque d'être affirmative. Si on la conçoit comme un processus de rupture avec l'ordre social capitaliste, besoin est d'être plus nuancée. D'autant plus que l'idée du socialisme comme antidote à la barbarie mérite d'être examinée après plus d'un siècle de barbarie (guerres, génocides, famines provoquées, misère, racisme, répression, catastrophes écologiques), même si je ne mettrais pas nécessairement tout à fait le même contenu que Luxemburg sous le vocable socialisme. Ses polémiques contre diverses variantes du réformisme de son temps² valent le détour et peuvent nous inspirer dans notre travail politique actuel.

1 Il n'existe aucune édition complète des œuvres de Luxemburg en français. La maison d'édition Agone a publié jusqu'à présent quelques tomes, inspirés de l'édition établie par Verso.

2 Je m'inspire essentiellement de *Réforme sociale ou révolution ?*, des articles parus dans *L'État bourgeois et la révolution*, de *La crise de la social-démocratie* et de *Le socialisme en France*. On les retrouve dans les recueils suivants : *Œuvres I*, Paris, Maspero, 1971, *La crise de la social-démocratie*, Bruxelles, La taupe, 1970, *Œuvres II*, Paris, Maspero, 1971, *Œuvres IV*, Paris, Maspero, 1972.

Avec sa polémique contre Bernstein, un dirigeant du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) qui voulait que le parti renonce à la révolution au profit d'une conquête graduelle du pouvoir par la voie électorale, Rosa Luxemburg se fait reconnaître comme une voix majeure du courant révolutionnaire autant en Allemagne que dans la II^e Internationale. Son argumentation se développe selon quatre axes. D'abord, elle réfute l'idée que le capitalisme serait parvenu à surmonter ses crises, qu'il ferait preuve d'une capacité d'adaptation et que, par conséquent, son effondrement n'est plus inévitable. Ensuite, elle s'en prend à la possibilité du passage au socialisme par une accumulation graduelle de réformes sociales. Enfin, elle récuse l'idée que la démocratie bourgeoise permet de changer la nature de l'État. Ceci lui permet, dans un quatrième temps, de souligner le caractère idéaliste de la position de Bernstein.

Tout en reconnaissant que le capitalisme, à l'ère impérialiste, revêt des traits passablement différents de ceux analysés par Marx dans *Le Capital*, elle n'en conclut pas pour autant qu'il ait surmonté toutes ses contradictions, de même qu'elle ne lie pas la nécessité du socialisme à l'écroulement du capitalisme sous l'effet de ses contradictions internes. En définissant l'alternative comme socialisme ou barbarie, Luxemburg nous montre que les capacités d'« adaptation » du capitalisme sont susceptibles de nous entraîner dans une barbarie croissante, ce que l'histoire depuis le début du XX^e siècle a amplement confirmé. Alors que pour Bernstein, ces développements du capitalisme sont à mettre au compte de son adaptabilité, pour Luxemburg, ils modifient les conditions concrètes de la lutte prolétarienne – il faut donc en prendre acte et en tenir compte – mais pas le sens de l'action émancipatrice du prolétariat.

Le deuxième angle d'attaque choisi par Luxemburg concerne la possibilité d'un passage au socialisme par une accumulation graduelle de réformes. Elle commence d'abord par examiner les effets de l'action syndicale. Au mieux, selon Luxemburg, cette dernière peut limiter l'exploitation ouvrière en vendant la force de travail à son « juste prix » par le biais de l'augmentation des salaires, de la réduction du temps de travail et de la bonification des conditions de travail. Par ailleurs, elle se garde bien de voir dans les lois sociales de l'État bismarckien l'antichambre du socialisme puisque, si elles améliorent les conditions de vie de la classe ouvrière, elles ne modifient en rien le rapport salarial. Cela rejoint les arguments qu'elle avait déjà développés contre l'entrée de Millerand, élu socialiste, dans le gouvernement français en 1899. Elle précisait à ce moment que : « La réforme sociale dans l'État bourgeois [...] est nécessairement une demi-mesure, un replâtrage³ ». De plus, sans remettre en cause la participation des socialistes à l'arène électorale et aux travaux parlementaires, elle n'en fait pas la voie privilégiée de la transformation sociale. « Ce qui distingue la politique socialiste de la politique bourgeoise, c'est que, en tant qu'adversaires de l'ordre existant, les socialistes

3 Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France. Œuvres complètes, tome III*, Marseille et Toulouse, Agone et Smolny, 2009, p. 146.

sont obligés, par leurs principes, de se tenir sur le terrain de *l'opposition* au Parlement bourgeois » et elle insiste sur la « critique systématique de la politique gouvernementale⁴ ». Ceci lui permet de passer à son troisième argument, à savoir la nature de classe de l'État dans la société bourgeoise. Loin de voir dans les transformations de l'État, comme le fait Bernstein, le passage d'un État de classe à un État de la société tout entière, Rosa Luxemburg souligne que le développement du militarisme renforce le caractère bourgeois de l'État car, dans la nouvelle conjoncture, le militarisme assigne de nouvelles fonctions à l'État : défendre les intérêts du capitalisme national contre les intérêts des autres capitalismes nationaux ; rendre possibles de nouvelles opportunités économiques par le développement du complexe militaro-industriel ; intégrer la classe ouvrière à l'État par le biais du nationalisme. Il en résulte non pas une démocratisation de l'État bourgeois et sa transformation en État populaire, mais plutôt le sacrifice des formes démocratiques elles-mêmes par la bourgeoisie.

C'est ce qui la conduit à qualifier la position de Bernstein de position idéaliste à trois égards : le décalage entre développement du capitalisme et transformations sociales ; la focalisation sur la violence dans le processus révolutionnaire ; la transformation de la lutte des classes en lutte entre les riches et les pauvres. D'abord, Bernstein confond aspiration à la justice et défense corporatiste des intérêts ouvriers dans le capitalisme. Ensuite, il ne considère pas la révolution comme un processus alors que, pour Luxemburg, réforme et révolution ne s'opposent pas par leur durée, mais par leur contenu, la transformation de « simples modifications quantitatives en une qualité nouvelle⁵ ». Dans ce sens, il est farfelu de réduire la révolution à l'acte de la prise du pouvoir et à la violence qui l'accompagne dans la plupart des cas. Et elle précise son idée de la révolution comme processus en soulignant que « le passage de la société capitaliste à la société socialiste ne peut se produire d'un bond, par un coup de main heureux du prolétariat⁶ ». Au contraire, puisque la révolution relève du domaine de l'action et non de la fabrication, Luxemburg précise que la révolution socialiste consiste en « une lutte longue et opiniâtre au cours de laquelle, selon toute probabilité, le prolétariat aura le dessous plus d'une fois⁷ ». Finalement, le résultat net du révisionnisme de Bernstein, c'est l'abandon de la lutte des classes au profit d'une nouvelle répartition de la richesse. La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie se transforme en lutte entre les pauvres et les riches, laissant intact le rapport salarial comme rapport d'oppression et d'exploitation. À la lutte des classes se substituent ainsi les luttes de classement.

4 *Ibid.*, p. 121-122.

5 Rosa Luxemburg, *Œuvres I*, Paris, Maspero, 1969, p. 72.

6 *Ibid.*, p. 79.

7 *Ibid.*



Rosa Luxemburg

Malheureusement, l'expérience de la participation des partis de gauche (socialistes et communistes) au gouvernement nous a bien montré que la voie des réformes et de l'investissement de l'État bourgeois pour le travestir aboutit plutôt au travestissement du socialisme. Dans le meilleur des cas, le socialisme de gouvernement a permis une amélioration des conditions matérielles de la classe ouvrière sans éliminer le rapport d'exploitation que constitue le capitalisme. Dans le pire des cas, comme dans les politiques social-libérales de la fin du XX^e siècle, cela a contribué à éteindre la combativité ouvrière et à permettre au capitalisme de survivre. Par ailleurs, l'expérience de Syriza en Grèce a bien montré les limites de la résistance dans un seul pays puisque le gouvernement Tsipras a dû se résigner à avaler les couleuvres du capitalisme mondialisé.

Comme le souligne Baschet, il « s'agit de dépasser l'opposition entre un devenir révolutionnaire déjà là et une révolution, politique ou sociale, renvoyée à plus tard [...] Il ne peut y avoir de temporalité révolutionnaire que multiple, entretenant l'immédiateté de ce qui se construit au présent, l'imminence de ce qui se prépare et l'espérance de ce qui n'est pas encore⁸ ». Ce qui veut dire que la révolution qui s'avère nécessaire passe à la fois par la construction d'alternatives dans tous les domaines (les zones libérées zapatistes, l'échange libre de service, les zones à défendre, le Bâtiment 7, etc.), la décolonisation de nos mondes vécus, de nouvelles façons de construire notre rapport à la nature. Mais on ne peut faire totalement l'économie de la rupture avec le productivisme existant ni penser que la généralisation des espaces libérés suffira à faire

8 Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme*, Paris, La Découverte, 2014, p. 156-157.

advenir un autre mode d'organisation des sociétés. En même temps, et contre Luxemburg et Marx, il faut bien envisager qu'aucun des modes de production et de domination du passé n'a été renversé par la classe exploitée. Il importe donc de construire des alliances sans conférer d'emblée un rôle central à quelque acteur social que ce soit.

Se politiser ou se faire organiser ?

Les mobilisations qui nous sont contemporaines donnent une nouvelle vie aux idées de Luxemburg sur la politisation. En effet, pour elle, le sens de l'agitation politique socialiste est de faire *prendre conscience* à la population des injustices inhérentes à l'organisation capitaliste de la société, de montrer que ces injustices sont liées les unes aux autres et relèvent d'un système social – le capitalisme ou, dans sa forme actuelle, le néolibéralisme – et, finalement, d'ouvrir des possibilités de lutte pour combattre ces injustices.

Si l'on regarde les mobilisations sociales porteuses d'un projet de rupture avec l'ordre social existant, on peut en dégager certains traits qui sont en résonnance avec les idées développées par Rosa Luxemburg face aux mouvements révolutionnaires de son temps. Ce sont des mouvements horizontaux – par opposition à la verticalité du pouvoir et des tours de la finance mondiale – qui misent sur le lien de concitoyenneté pour tenter de saper les structures de domination. Ce sont également des mouvements qui semblent surgir de nulle part, profitant des médias sociaux pour favoriser des rassemblements sur des places publiques qui s'en trouvent de ce fait repolitisées en devenant des lieux de mobilisation et d'échange politiques. Ce sont aussi des mouvements qui présupposent une forme complexe d'articulation du « je » et du « nous » ; le mouvement ne fait pas corps, repose en grande partie sur les initiatives individuelles et fait appel à la créativité de ceux et celles qui les animent, ce qui a pour conséquence une responsabilité à la fois individuelle et partagée pour l'action décidée en commun. Ce sont, en outre, des mouvements qui ont mis la délibération au cœur du processus politique et du processus de politisation des personnes qui y ont participé ; cette délibération permet de penser et d'agir à plusieurs.

Cela n'est pas sans faire écho à l'évaluation que fait Luxemburg de la forme « conseil » qui s'est développée au moment de la révolution russe de 1905 et qui a prévalu dans les mouvements révolutionnaires européens de la fin de la Première Guerre mondiale. Car le conseil est justement la traduction de la mise en action de la classe comme telle indépendamment de son inscription sociologique concrète. De la même façon que la mobilisation politique transfigure le prolétariat, le faisant passer du statut d'individus opprimés à celui d'acteurs politiques, le conseil cristallise cette transformation et peut servir à mener autant les luttes contre l'exploitation que celles contre l'oppression. Plus encore il est le lieu de l'action et de la parole échangée, à l'opposé d'une compréhension de la révolution qui insiste sur la violence. Cela n'exclut

bien sûr aucune forme d'action, y compris les actions qui peuvent sembler violentes. À cet égard la forme « conseil », un regroupement de l'ensemble des travailleurs et travailleuses sur la base de l'action en commun est particulièrement adaptée à un mouvement de totalisation de l'action politique et sociale.

Ceci conduit Luxemburg à se poser la question de la formation de la conscience de classe plutôt que celle de l'efficacité de l'organisation révolutionnaire. Comme elle le souligne : « En Russie, il incombe à la social-démocratie de prendre consciemment la direction du processus historique et de guider le prolétariat, une classe combative consciente de ses objectifs, hors de son atomisation politique, qui constitue le fondement du régime absolutiste, directement vers la plus haute forme d'organisation⁹ ». Et la raison essentielle pour laquelle elle rejette la théorie léniniste de l'organisation, c'est que « selon celle-ci, le comité central apparaît comme le noyau central du parti face auquel toutes les autres organisations n'ont qu'une fonction d'exécutants », ce qui entraîne « la subordination absolue et aveugle des divers organes du parti à leur autorité centrale et une circulation du pouvoir de celle-ci vers les secteurs les plus périphériques de l'organisation du parti¹⁰ ». Bref, que la conception léniniste correspond à une vision du politique qui se situe dans l'ordre de la fabrication plutôt que dans celui de l'action et dans laquelle les militantes et militants sont réduits à un rôle d'exécutantes et exécutants d'une volonté qui leur est extérieure.

La leçon centrale qu'elle retiendra des mouvements révolutionnaires auxquels elle sera mêlée, c'est le caractère politisant de l'action révolutionnaire elle-même. Si la révolution demande une classe ouvrière consciente, cette conscientisation ne relève pas d'un enseignement abstrait, et le prolétariat « ne peut apprendre tout cela dans les brochures ou dans les tracts, mais cette éducation, il l'acquerra à l'école politique vivante, dans la lutte et par la lutte, au cours de la révolution en marche ». Et Luxemburg ajoute un peu plus loin que « le résultat le plus précieux, parce que le plus permanent dans ce flux et reflux brusque de la révolution, est d'ordre spirituel : la croissance par bond du prolétariat sur le plan intellectuel et culturel donne une garantie absolue de son irrésistible progrès futur dans la lutte économique aussi bien que politique¹¹ ». C'est cette nécessité de laisser s'accomplir la dynamique politisante de l'action elle-même qui sous-tend la majeure partie des critiques que Luxemburg adresse aux bolcheviks au moment de la révolution d'Octobre 1917, principalement en ce qui concerne la dissolution de l'assemblée constituante et du muselage des autres partis dans les soviets. Pour elle, le socialisme ne peut signifier qu'un surcroît de liberté, nécessaire pour que le mouvement prolétarien ne soit pas confisqué par une élite politique, si révolutionnaire qu'elle soit.

9 Rosa Luxemburg, *Leninism or Marxism*, Leeds, Square One Publications, 1973, p. 4. Traduction libre.

10 *Ibid.*, p. 5.

11 Rosa Luxemburg, *Œuvres I*, Paris, Maspero, 1969, p. 114 et 119.

C'est également ce qui l'amène à interpréter le mouvement révolutionnaire allemand qui suit la défaite militaire de 1918 comme un mouvement à la fois démocratique et social, pétri de contradictions, mais permettant une réelle politisation, à la condition de comprendre que la politisation se fera non pas principalement à travers les textes et brochures d'un parti, mais à travers la mise en action. Dans son discours au congrès de fondation du Parti communiste allemand, elle explique que « [l]a nature même de cette révolution fait que justement les grèves prennent nécessairement de plus en plus d'ampleur, deviennent de plus en plus le centre, l'essentiel de la révolution. C'est alors une révolution économique et c'est par là qu'elle devient une révolution socialiste¹² ».

La lutte pour le socialisme se situe donc, pour Luxemburg, dans le temps long de la politisation par l'action et non pas dans l'évènement historique de la prise du pouvoir. C'est ce qui explique sa valorisation de la grève de masse comme moyen de politisation puisqu'elle met en jeu la totalité des rapports sociaux et qu'elle fournit un moyen d'implication pratique de chacun et chacune dans la lutte des classes. Celle-ci est imprévisible dans son déroulement : des êtres ployés sous le joug de la servitude, du conformisme, de l'obéissance à l'autorité passent soudainement à l'action, et cette action fait tache d'huile, alimentée par les divers motifs d'injustice et d'indignation et par une foule multiple d'êtres devenus parlants et agissants. C'est cela une révolution pour Luxemburg : l'explosion de la parole, l'émergence d'une liberté dans laquelle « tout est possible ». C'est un phénomène diffus, désordonné et incontrôlable. À la parole unique du pouvoir, à la hiérarchie des places, à l'autorité et à la domination se substituent des expérimentations diverses, des hésitations, bref, de la surprise et de l'imprévu. En d'autres termes, pour Luxemburg, si l'on sait ce qui ne peut plus être (l'ancien monde), on ne peut prévoir pour autant quand le socialisme adviendra ni les formes précises qu'il revêtira. Et ce socialisme se nourrit d'une double quête d'égalité et de liberté.

Les rouages de l'accumulation capitaliste

Si Luxemburg estime nécessaire de compléter l'analyse économique de Marx, ce qu'elle entreprend essentiellement dans *L'Accumulation du capital*¹³, c'est que l'impérialisme lui semble introduire une nouvelle donne à l'échelle européenne et internationale. D'abord, il est responsable d'une bonne partie de l'expansion et de la croissance économique. Ensuite, il déplace l'affrontement entre bourgeoisies sur le terrain international et il est lourd de guerres entre les principales puissances industrielles.

¹² Rosa Luxemburg, *Œuvres II*, Paris, Maspero, 1971, p. 118.

¹³ Le texte est en ligne : <www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm>.

Ceci s'appuie sur un certain nombre d'idées qu'elle reprend de Marx. La première concerne la tendance à l'accumulation qui est inhérente au mode de production capitaliste, c.-à-d. que la croissance économique n'a pas pour seul débouché une consommation plus ou moins ostentatoire, mais qu'une partie des résultats de cette croissance est réinvestie dans l'économie à des fins d'expansion du capital ; plus encore, le capitalisme est un système économique fondé sur l'expansion infinie. La deuxième a trait au processus de création de la plus-value, c.-à-d. la tendance du nouveau capital (plus-value antérieure capitalisée) à créer une nouvelle plus-value. La troisième vise à montrer que la réalisation de cette nouvelle plus-value nécessite un accroissement constant des débouchés pour les nouvelles marchandises ainsi produites et donc le bouclage du cycle A-M-A'¹⁴. L'apport particulier de Luxemburg consiste à expliquer l'accumulation du capital par le rôle croissant joué par les dépenses militaires des États. « D'un point de vue purement économique, il [le militarisme] est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation¹⁵ ».

Pour Luxemburg, militarisme et impérialisme vont de pair, puisque l'armée agit comme un « instrument de conquête de la puissance coloniale¹⁶ ». La lutte pour l'expansion coloniale provoque une croissance de l'importance politique de l'armée, des budgets militaires et de l'industrie de l'armement qui augmente le risque de guerre non seulement dans les lointaines colonies, mais également en Europe. À quelques reprises avant la Première Guerre mondiale, l'Europe a été au bord d'affrontements militaires entre puissances coloniales et la Première Guerre mondiale elle-même peut s'interpréter comme une guerre impérialiste. On peut donc en faire une précurseure de la notion de complexe militaro-industriel.

Une politique coloniale moderne liée à la grande industrie implique un développement du militarisme, qui le rend apte à être l'organe d'une politique mondiale. Une politique commerciale agressive, protectionniste, trouve son complément naturel dans une politique coloniale avide de conquêtes. Le militarisme moderne est inconcevable sans une politique financière qui, par le système des impôts indirects, s'entend à extorquer à la masse du peuple les ressources nécessaires. La politique financière, c'est-à-dire le système des impôts, de la dette publique, des monopoles, est très étroitement liée, directement ou par l'intermédiaire de la Bourse, à la politique industrielle. Le militarisme, la politique coloniale et la politique commerciale déterminent dans leur ensemble le contenu et l'orientation de la politique étrangère¹⁷.

¹⁴ Le cycle A-M-A' : argent-marchandise-argent augmenté d'une plus-value.

¹⁵ Rosa Luxemburg, *Œuvres IV*, Paris, Maspero, 1972, p. 118.

¹⁶ Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France. Œuvres complètes, tome III*, Marseille et Toulouse, Agone et Smolny, 2009, p. 107.

¹⁷ *Ibid.*, p. 151.

Le militarisme n'affecte pas que les contrées « exotiques », théâtres de l'expansion coloniale européenne, mais également les pays européens eux-mêmes. C'est ce lien entre militarisme et impérialisme qui sera au centre de l'agitation politique anti-impérialiste de Luxemburg et qui me semble l'aspect le plus intéressant de son analyse de l'impérialisme. Quatre éléments l'intéressent dans le développement du colonialisme européen : le rôle du colonialisme dans le développement économique, et plus particulièrement la place occupée par ce que nous pourrions appeler le complexe militaro-industriel dans la croissance européenne de la Belle Époque ; les rivalités entre les puissances européennes sur la question coloniale ; le développement du militarisme à l'intérieur des pays européens ; l'œuvre de destruction des puissances européennes dans les pays soumis à leur domination.

Ainsi, elle soutient que le militarisme est essentiel à la domination de classe du capital, tant dans les pays colonisés que dans les métropoles. Dans les premiers, « [l]e capital use toujours plus énergiquement du militarisme pour s'assimiler, par le moyen du colonialisme et de la politique mondiale, les moyens de production et les forces de travail des pays ou des couches non capitalistes ». Dans les secondes, « ce même militarisme travaille à priver toujours davantage les couches non capitalistes, c'est-à-dire les représentants de la production marchande simple ainsi que la classe ouvrière, d'une partie de leur pouvoir d'achat¹⁸ » puisque l'accumulation à des fins militaires tend à réduire la part des salaires dans les facteurs de production.

C'est ce qui explique que Luxemburg suive avec attention le développement des rivalités entre puissances impérialistes dans les décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale. Pour soutenir sa théorie que la guerre était prévisible et qu'elle constituait l'aboutissement logique de la politique suivie précédemment, elle montre le rôle de l'Allemagne en Turquie et en Afrique du Nord, le développement des rivalités avec la France et l'Angleterre en Afrique subsaharienne, l'évolution des antagonismes avec l'empire tsariste. Pour elle, la « guerre mondiale actuelle était dans l'air depuis huit ans. Si, à chaque fois, elle fut différée, c'est uniquement parce que l'une des parties impliquées n'avait pas encore terminé ses préparatifs militaires¹⁹ ».

Ce qui retient particulièrement son attention, ce sont les conséquences internes du militarisme sur l'enrégimentation de la classe ouvrière à la fois dans l'armée et dans la politique d'union sacrée avec la bourgeoisie qui éclatera au grand jour au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Durant les années précédant cette guerre, elle intensifiera sa propagande antimilitariste, ce qui la rapprochera de Karl Liebknecht et des jeunes du parti. Quelques mois après avoir été condamnée par le tribunal de Francfort pour ses propos antimilitaristes et menacée d'un nouveau procès

¹⁸ Rosa Luxemburg, *Œuvres IV*, Paris, Maspero, 1972, p. 129.

¹⁹ Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, Bruxelles, La taupe, 1970, p. 130.

par les autorités militaires, elle riposte en disant qu'elle produira pour sa défense un certain nombre de témoignages pour mauvais traitements à l'encontre des soldats dans l'armée allemande. En quelques semaines, elle reçoit des centaines de témoignages à cet effet.

Si Luxemburg est attentive aux conséquences politiques de l'impérialisme dans les pays européens et singulièrement en Allemagne, elle n'en reste pas moins très sensible également à ses conséquences dans les régions qui font les frais de l'expansion impériale européenne. Si son prisme général reste celui de la nécessité, pour la reproduction élargie du capital, de bénéficier d'un extérieur, c'est-à-dire d'exploiter à ses propres fins des économies précapitalistes, elle s'intéresse également à l'effet destructeur et mortifère de l'expansion coloniale européenne sur les populations. Contrairement à beaucoup de marxistes qui y voient le coût, certes désagréable, mais néanmoins nécessaire du progrès, elle analyse la situation des pays colonisés en matière d'injustice.

Comme le mentionne Arendt, « [s]a minutieuse description des tortures des nègres en Afrique du Sud » était clairement « non marxiste », mais qui pourrait contester aujourd'hui qu'elle n'ait sa place dans un livre sur l'impérialisme ?²⁰ ». Dans ses écrits sur la France, elle prend aussi la peine de mentionner le massacre de grévistes en Martinique.

Prenant pour point de départ, la première expansion coloniale de l'Europe dans les Amériques à partir du XVI^e siècle, elle montre comment cette expansion a eu pour envers nécessaire l'extermination et l'exploitation des populations autochtones, puis la traite esclavagiste. En ce qui concerne la seconde vague d'expansion européenne à la fin du XIX^e siècle, elle est aussi attentive aux destructions systématiques qui frappent les populations soumises au joug colonial. C'est ainsi qu'elle souligne que l'expansion impérialiste coïncide avec « la paupérisation croissante de couches de plus en plus vastes de l'humanité, et l'insécurité croissante de leur existence²¹ ». Elle en donne pour exemple l'extermination des populations autochtones dans les Amériques, l'esclavage des populations d'origine africaine transplantées ensuite dans les Amériques, sans compter la dépossession, les famines et les épidémies qui s'abattent sur l'Inde depuis la conquête britannique.

Aujourd'hui, les analyses de l'impérialisme comme étant un processus d'accumulation par dépossession (Harvey, Sassen) reprennent certaines des idées esquissées par Luxemburg. La sous-traitance dans des ateliers de misère dans les pays du Sud fait également partie de nos préoccupations. Dans le sillage des mobilisations altermondialistes, une attention particulière a été accordée aux populations autochtones

20 Hannah Arendt, *Vies politiques*, Paris, Gallimard, 1986, p. 50.

21 Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, Paris, UGE 10/18, 1973, p. 295.

comme exemple paradigmatique des populations superflues dont on pouvait se débarrasser impunément, d'une part, et comme porteuses d'alternatives à la mondialisation capitaliste, de l'autre.

Faut-il sacrifier la liberté pour construire l'égalité ?

Pour Luxemburg, égalité sociale et liberté politique iront toujours de pair. La révolution russe la renforce dans ses convictions. C'est ainsi qu'elle insiste sur le fait qu'une première conséquence de la révolution de 1905, c'est de créer un espace de liberté qui aurait été impensable quelques mois auparavant. Non seulement cette révolution permet une action ouverte et généralisée de la classe ouvrière, faisant émerger au grand jour un mouvement larvé et une révolte souterraine, mais elle permet la formation de syndicats, elle rend possible la propagande socialiste ouverte, elle donne lieu à des organisations à la fois politiques et économiques de la classe ouvrière, les conseils, elle favorise la diffusion des idées à travers une presse libre qui échappe à toute censure et elle oblige même le pouvoir à organiser l'élection d'une chambre des représentants.

Se référant aux débuts du mouvement, elle remarque que « après des délibérations en commun et des discussions orageuses fut élaborée la charte prolétarienne des libertés civiques²² ». Quelques mois plus tard, elle souligne que le mouvement révolutionnaire exerce les libertés politiques conquises par ses luttes. « Des manifestations, des réunions, une presse toute jeune, des discussions publiques, des massacres sanglants, pour terminer les réjouissances, suivis de nouvelles grèves de masse et de nouvelles manifestations, tel est le tableau mouvementé des journées de novembre et de décembre²³ ». Bref, les libertés démocratiques conquises de haute lutte acquièrent leur actualité par leur exercice effectif.

De la même façon, dans ses analyses des révolutions de 1917, elle insiste sur l'importance de développer une vie politique diversifiée. C'est pourquoi elle est très critique vis-à-vis des restrictions imposées par les bolcheviks à la liberté de la presse et au droit d'association et de réunion puisque « sans une presse libre et dégagée de toute entrave, si l'on empêche la vie des réunions et des associations de se dérouler, la domination de vastes couches populaires est alors impossible²⁴ » et rend difficile l'éducation politique intensive du prolétariat et des autres couches populaires. C'est dans ce contexte qu'elle précise que « la liberté pour les seuls partisans du gouvernement, pour les seuls membres d'un parti – aussi nombreux soient-ils – n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours au moins la liberté de celui qui pense autrement²⁵ »,

22 Rosa Luxemburg, *Œuvres I*, Paris, Maspero, 1969, p. 111.

23 *Ibid.*, p. 125.

24 Rosa Luxemburg, *Œuvres II*, Paris, Maspero, 1971, p. 82.

25 *Ibid.*, p. 82-83.

allant jusqu'à prédire que cela finira par se répercuter dans les soviets eux-mêmes qui cesseront d'être des lieux de débats pour devenir des chambres d'enregistrement de la direction bolchévique et que la dictature du prolétariat finira par se transformer en « un gouvernement de coterie » et « en dictature d'une poignée de politiciens²⁶ ».

Luxemburg conçoit certes le socialisme sur le mode de la dictature du prolétariat, mais cette dictature du prolétariat prend pour elle la forme de la démocratie socialiste. Le socialisme ne doit pas se transformer en fabrication de l'« homme nouveau », mais doit permettre de le faire advenir dans le processus révolutionnaire lui-même, en comptant sur le caractère (auto) formateur de la révolution. En supprimant les libertés publiques, les bolcheviks se privent de cette ressource de formation et minent ainsi, pour elle, la transition au socialisme.

Là encore, les mobilisations contemporaines, en mettant en jeu une dialectique complexe du « je » et du « nous » et en faisant intervenir une multiplicité d'acteurs sociaux qui gardent leur personnalité distincte, qui agissent ensemble sans se confondre, soulignent l'importance de la démocratie dans les mouvements sociaux.

Conclusion

Il ne s'agit donc pas de sacraliser la pensée de Rosa Luxemburg et d'en faire une maîtresse à penser en remplacement de tous ces « grands hommes » qui ont conduit la gauche à quelques défaites retentissantes. Il s'agit de nous inspirer librement d'une femme d'envergure qui a ouvert des chemins que nous pouvons parcourir en sa compagnie et dont nous pouvons bifurquer au besoin. Il s'agit également de compenser une injustice historique et d'inscrire clairement Luxemburg au panthéon des penseuses de la justice sociale.

26 *Ibid.*, p. 85.

Finesse d'esprit pour contrer l'enflure verbale



Photo : Judith Trudeau

Olivier Niquet

Judith Trudeau

Professeure de science politique au Collège Lionel-Groulx

Depuis quelque 15 ans, Olivier Niquet écoute, recense et nous fait découvrir des perles des animateurs et animatrices de radios populistes. D'abord au *Sportnographe* (2004) avec le bêtisier sportif, puis depuis 2012 à *La Soirée est (encore) jeune* à la radio de Radio-Canada chaque vendredi et samedi soir. Il a publié deux recueils dont le dernier s'intitule *Le club des mal cités*¹, recueil de citations du monde de la politique. C'est avec bonheur que je l'ai rencontré, en mars 2019 au café *Le Brûloir* dans le quartier Ahuntsic à Montréal pour l'entendre diagnostiquer sans rire un phénomène médiatique des plus étrange.

D'entrée de jeu, Olivier Niquet dira : « Je ne parle jamais de radio poubelle, car ce serait jouer le même jeu de l'enflure verbale et de l'exagération. Je préfère parler de radio populiste. Surtout que je les critique chaque semaine, ça pourrait rapidement devenir une guerre langagière et une surenchère haineuse. Ce n'est pas le but de l'opération.

En ce moment, je ne sais pas ce que je fais de correct ou d'incorrect, mais les Jeff Fillion et Dominic Morais de ce monde et moi, nous nous tenons à saine distance. Je n'ai pas besoin de dire : *Ce que vous dites est cave !* Les gens sont en mesure de juger par eux-mêmes suite à la simple exposition de leurs dires. Ainsi, je ne leur fais pas dire ce qu'ils ne disent pas et je leur enlève, en ce sens, une possible poigne contre moi. »

1 Olivier Niquet, *Le club des mal cités*, Montréal, Duchesne et du rêve, 2018.

J.T. — Effectivement, radio populiste me semble plus sobre...

O.N. — Surtout qu'ils flattent le peuple et qu'ils ont la prétention de parler au nom du peuple, *du vrai monde*.

J.T. — Dans l'oeuvre *Qu'est-ce que le populisme ?*² de Jan-Werner Müller, on y note effectivement que les populistes semblent travailler sur la notion du monopole de la représentation du peuple où, contre la formule du 1% versus les 99 %, les populistes prétendent embrasser les 100 % du peuple.

O.N. — C'est assez paradoxal, car on parle, chez ces animateurs de radio, de gars qui gagnent de gros salaires avec des horaires atypiques et qui ont deux mois de vacances par année. Ils se font les défenseurs des petits travailleurs, mais disons qu'il y a un méchant décalage.

Ils le font aussi dans un langage anti-intellectuel qui tend à mettre en opposition les *intellectuels* et *le vrai monde*. Avec une démonisation des « bien-pensants » comme ils disent ; « bien-pensants » ... ça ne veut pas dire grand-chose... Est-ce à dire qu'ils sont des « mal-pensants » ?

Il y a aussi tout le volet de la désinformation qui peut être préoccupant.

J.T — Quel est le but de ce genre de discours ? Quelles sont leurs motivations ?

O.N. — J'aimerais ça te dire qu'ils font partie des mécanismes du capitalisme à la solde des puissants... mais je pense qu'ils le font uniquement pour leur compte en banque.

Des gars qui se sont rendu compte qu'ils avaient un talent pour ça ; pour parler, pour exciter les gens, pour choquer, pour divertir, pour attirer les foules, pour faire augmenter les cotes d'écoute. De ce fait, on continue à les engager. Et c'est la raison pour laquelle, ils restent en poste malgré le roulement assez important chez les animateurs radio ; eux, ils restent en poste.

J.T. — Y'a-t-il quelqu'un quelque part qui ne fait pas son boulot ? Non pas que j'en appelle à la censure, mais parfois certains propos semblent « limites ». Faudrait-il mieux les encadrer ?

O.N. — Non. Je crois que la liberté d'expression est une valeur importante en démocratie. Il n'y a pas lieu de la restreindre. Ceci dit, ceux qui ne font peut-être pas leur boulot adéquatement, ce sont les propriétaires des médias qui les engagent. Qui se foutent de ce qui se dit, pourvu que ça rapporte. Il y a des gens là-dedans très

2 Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Éd. Premier parallèle, 2016.

respectables, comme les propriétaires de Cogeco qui font des émissions très intéressantes, mais qui se laissent aussi prendre par l'appât du gain, sans responsabilité sociale, à Québec par exemple.

J.T. — On arrive là... Pourquoi à Québec, les radios populistes semblent-elles avoir plus de prégnance qu'ailleurs au Québec ?

O.N. — Beaucoup de personnes ont tenté de répondre à cette question... Est-ce parce qu'il y a beaucoup de fonctionnaires qui bénéficient, avec ces emplois, de conditions de vie enviables ? Est-ce que cette classe de fonctionnaires devient un bouc émissaire intéressant ? Mais en même temps, si c'était vrai, on verrait ce même phénomène à Ottawa ? Ce qui ne semble pas le cas.

Merci pour cette rencontre Olivier. Merci de nous faire découvrir, chaque semaine, les bourdes et dérapages mis bout à bout dans ton bêtisier. L'humour absurde vivifie notre démocratie québécoise.

Notes de lecture

David Graeber

Bullshit Jobs

Paris, Les Liens qui libèrent, 2018

Pierre Leduc

David Graeber est anthropologue, économiste et anarchiste. Il a été une figure importante du mouvement altermondialiste et d'*Occupy Wall Street*. Son livre *Dettes. 5000 ans d'histoire*¹, qui fut un succès de librairie aux États-Unis, a assuré sa renommée. *Bullshit Jobs*, son dernier livre, est en voie de connaître le même retentissement. Selon lui, le capitalisme financiarisé favorise la création d'emplois bidon (*jobs à la con* dans la traduction française), totalement inutiles, superflus ou même néfastes, ce qui semble contradictoire dans une économie de marché qui prétend à l'efficacité. L'objectif de l'auteur consiste à mettre en évidence l'existence de ce phénomène méconnu, d'expliquer son apparition et ses conséquences sociales. Cette analyse l'amène à faire une critique de l'organisation et de la place du travail dans la société.

Graeber a écrit ce livre en réponse aux nombreuses réactions suscitées par un article sur ce phénomène, paru dans la revue *Strike* en 2013. Les centaines de témoignages d'employé.e.s qui estimaient que leur travail n'avait aucune utilité l'ont motivé à écrire ce livre. À partir de ces témoignages et des échanges qu'il a eus avec ces employé.e.s, il en arrive à proposer une définition de ce qu'est un emploi bidon. Il n'existe pas de critères objectifs pour déterminer qu'un travail est socialement inutile. Pour résoudre ce problème, David Graeber adopte une approche subjective. Le critère sera l'évaluation par les salarié.e.s du sens et de l'utilité sociale de leur emploi. Il en arrive à la définition suivante : « Un job à la con est une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile et superflu ou néfaste que même la ou le salarié ne parvient pas à justifier son existence, bien qu'il se sente obligé pour honorer les termes de son contrat de faire croire qu'il n'en est rien » (p. 37).

1 David Graeber, *Dettes. 5000 ans d'histoire*, Paris, Les liens qui libèrent, 2013.

Il propose une typologie qui distingue cinq types de base de jobs bidon. Le job de *larbin* qui consiste à souligner l'importance de quelqu'un d'autre. Celui de *porte-flingue* dont la fonction agressive n'existe qu'en réponse à des forces externes. Le job de *rafistoleur* qui n'a d'autre raison d'être que de réparer des erreurs qui n'auraient pas dû être commises. Le travail de *cocheur de cases* qui ne sert qu'à faire croire que l'organisation fait quelque chose alors qu'en réalité elle ne fait que produire des rapports chiffrés et séduisants qui seront sans suites. Enfin, le poste de *petit chef* dont la fonction consiste à assigner à d'autres des tâches alors que les subordonné.e.s pourraient se passer de supervision, ou pire, assigner à d'autres des tâches inutiles. Bien sûr, un emploi peut combiner plusieurs de ces types.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, être payé à ne rien faire n'est pas, selon l'auteur, une situation rêvée. Au contraire, l'obligation d'occuper un tel emploi cause du stress, de l'anxiété. La conviction de l'inutilité de l'emploi et l'obligation, la plupart du temps, de faire semblant de travailler engendrent des souffrances psychologiques et somatiques. Ces emplois font aussi en sorte que « la créativité et l'imagination s'étiolent tandis que des dynamiques de pouvoirs sadomasochistes s'installent » (p. 207). Ces travailleuses et travailleurs ne sont pas exploités, ils sont payés à ne rien faire ou presque, mais selon David Graeber, ils subissent tout de même une forme d'oppression qui résulte d'une violence structurelle et spirituelle.

L'auteur s'attaque ensuite à l'explication d'un phénomène qui, d'un point de vue capitaliste, ne peut tout simplement pas exister. Dans la revue *Strike*, David Graeber rappelle la prédiction de Keynes selon laquelle dans nos sociétés, le développement technique permettrait de réduire à 15 heures la semaine de travail avant la fin du siècle. La prédiction ne s'est visiblement pas réalisée, mais l'auteur s'interroge sur les raisons qui ont empêché sa réalisation. On pourrait invoquer le développement de la société de consommation ou l'accroissement du nombre d'emplois dans le secteur des services pour expliquer le temps consacré au travail dans nos sociétés. L'auteur remarque que ce secteur n'est pas vraiment plus important qu'autrefois. Selon lui, c'est le secteur FIRE (*Finance, Insurance, Real Estate*) et celui de l'information qui se sont développés exponentiellement, secteurs où prolifèrent les emplois bidon qui pourraient disparaître sans changer grand-chose dans la société.

La prolifération des emplois bidon apparaît à l'époque de la financiarisation du capitalisme. Le secteur de la finance est, selon Graeber, le paradigme de la création de ces emplois. Les rationalisations sauvages ne concernent que les employé.e.s de la base ; le nombre d'administrateurs, d'analystes financiers ou de fiscalistes a quant à lui explosé. De plus, de nombreux emplois n'existent qu'en soutien à ces emplois inutiles. Selon David Graeber, le secteur FIRE crée de l'argent par des prêts et le fait « circuler le long de circuits souvent très complexes, en prélevant sa part sur chaque transaction » (p. 237). Ce secteur entier ne sert qu'à répartir les gains entre les membres

dans une structure fortement hiérarchisée. Ce système présente des caractéristiques féodales qu'il résume par l'appellation de « féodalisme managérial ». Pour lui, le féodalisme est essentiellement un système très hiérarchisé de redistribution politique de la richesse. Le valet de pied qui ne sert qu'à souligner l'importance du seigneur est le prototype du *larbin* qui pullule dans le FIRE.

Pour comprendre pourquoi ce phénomène passe inaperçu dans notre société, l'auteur s'appuie sur une analyse de notre conception du travail, de la valeur et de l'utilité. Notre conception du travail repose en partie sur la généralisation d'idées qui nous viennent de la théologie et qui le sacralisent. Avec l'avènement du capitalisme, nous assimilons le travail à une forme de discipline qui exige de l'abnégation. Le travail devient une « fin en soi », une obligation sociale et morale indépendante de l'utilité sociale du travail. Avoir un emploi rémunéré est devenu une question de dignité.

Affirmer que son travail est inutile, suppose, selon l'auteur, une théorie de la valeur, au moins implicite. Les économistes s'appuient sur la notion d'*utilité marginale* pour mesurer la valeur. Toute autre considération relève de la subjectivité individuelle. De ce point de vue, parler de jobs bidon est un oxymore. Selon Graeber, ceux qui jugent que leur boulot est totalement inutile évaluent leur travail en fonction de sa valeur sociale, valeur qui se distingue de la valeur économique. Intuitivement, on peut penser que le travail d'un préposé aux malades est socialement plus utile que celui d'un avocat fiscaliste qui cherche à réduire les impôts des riches.

La distinction entre *valeur* et *valeurs* semble à l'auteur un instrument pour réfléchir à l'utilité sociale. La *valeur* concerne le travail motivé surtout par l'argent. Toutes les tâches non rémunérées comme les tâches ménagères ou le travail bénévole relèvent des *valeurs*. Ces dernières ne peuvent être quantifiées. Les marchandises peuvent être comparées, les valeurs sont incommensurables. Dans la réalité, il n'y a pas une sphère économique où règnerait l'égoïsme pur alors que les autres sphères, politique, religieuse ou familiale feraient place à des motivations tout autres. Selon les témoignages qu'il a recueillis, ce qui donne un sens à un travail, c'est l'impact positif qu'il a sur la société, le salaire permettant d'assurer la subsistance. Selon l'auteur, ces travailleurs et travailleuses s'accorderaient sans doute sur l'idée d'une relation inversement proportionnelle entre les emplois à forte valeur sociale et la rémunération qu'on peut espérer. Le travail qui vise la satisfaction des besoins d'autrui est systématiquement dévalorisé.

David Graeber croit qu'il faut dépasser notre conception du travail. Cette conception valorise l'idée de production, mais néglige la fonction aidante du travail et le fait que la plupart des tâches concernent l'aide, l'entretien et la reproduction. Le travail en usine « n'a jamais occupé la majorité des ouvriers » (p. 328) même à l'époque de Marx. Au XIX^e siècle, on a adopté la conception de la valeur-travail, qui implique que le travail

est la source de la richesse. Le consumérisme et la révolution managériale ont réussi à renverser cette vision en faisant des entrepreneurs les producteurs de richesse. La théorie de la valeur-travail a été avalée par l'économie marginaliste.

Pour l'auteur, la théorie de la valeur comportait une faille qui a été exploitée par les capitalistes. Le fait que le paradigme du *travailleur* ait été le travailleur industriel et non l'infirmier ou la coiffeuse a eu pour conséquence de cacher la fonction aidante de tout travail. La robotisation croissante du travail met en évidence la dimension de soin du travail. Si on ajoute la sacralisation du travail rémunéré dans notre société, on peut comprendre le développement des jobs bidon. La structure du monde du travail répond davantage à des raisons politiques qu'économiques.

Sur le plan politique, l'auteur n'a pas l'intention de proposer des solutions concrètes, mais il souhaite une rébellion de la *classe aidante* et il estime qu'un revenu minimum décent et inconditionnel devrait faire partie de la solution et permettrait de s'approcher de ce que pourrait être une société libre. L'argumentation de David Graeber n'est pas toujours convaincante, mais sa réflexion sur la structure du monde du travail à l'ère du néolibéralisme n'en est pas moins stimulante.

Dominique Payette

Les brutes et la punaise : les radios-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures

Montréal, Lux, 2019

Sébastien Bouchard

À une époque où le président des États-Unis a pris le pouvoir en combinant les *fake news* à un discours discriminatoire, il y a lieu de se pencher sur ce qu'il y a de plus accompli dans ce domaine au Québec : la radio-poubelle. C'est une experte en la matière qui nous propose une description du phénomène et de ses conséquences. Dominique Payette a été journaliste, puis professeure au Département d'information et de communication de l'Université Laval. Elle a dirigé en 2010 le Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec. Elle a aussi été candidate pour le Parti québécois en 2014 et mairesse de la municipalité de Lac-Delage, en banlieue de Québec, de 2013 à 2017.

À la demande de Pauline Marois, elle publie en 2015 *L'information à Québec, un enjeu capital*². On y décrit le panorama de l'information dans la région de la Capitale-Nationale et pointe le problème posé par la radio d'opinion. Dominique Payette subira alors un concert d'insultes de la part des animateurs, largement soutenus par la droite politique, mais aussi de la part de l'empire Québécois qui engage plusieurs animateurs comme chroniqueurs. Malgré cette expérience difficile, Payette aura le courage de tenir tête à ce qu'elle décrit bien justement comme un « régime de peur », en nous proposant *Les brutes et la punaise*.

On constate l'ampleur du problème dès le premier chapitre, consacré au discours islamophobe développé avant et après l'attentat contre la grande mosquée de Québec en 2017. On passe alors d'Éric Duhaime, qui défend les gestes haineux contre la mosquée, au « Doc Mailloux », qui parle de sa « hantise pour les Arabes », puis à André Arthur qui laisse entendre que le président de la mosquée aurait lui-même incendié son automobile.

On rappelle ensuite la montée de Jeff Fillion, les mobilisations pour sauver Radio X (CHOI-FM) menacée de fermeture par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), et l'exil de Fillion sur le Web avec sa Radio Pirate, à la suite du procès gagné par Sophie Chiasson. Puis, en 2014, Bell Média l'embauche mais le congédie en 2016. Finalement, Fillion sera de retour à Radio X !

Ce livre présente ensuite l'alliance forgée entre l'Action démocratique du Québec (ADQ) et les radios-poubelles, les succès électoraux qui en ont découlé, puis le ralliement de la majorité des politiciens de la région de Québec au point de vue des radios. Payette, qui avait participé à une étude sur la question en 2009, explique comment la radio-poubelle a mis au pouvoir Régis Labeaume. Cet appui au maire et à ses projets d'un nouvel amphithéâtre et d'élargissement d'autoroutes tombera lorsque Labeaume fera du transport en commun une priorité. Depuis, les radios-poubelles se sont lancées dans une campagne conjointe pour un troisième lien Québec-Lévis. Elles ont gagné le soutien de la Coalition avenir Québec (CAQ) et ont monté une équipe contre Labeaume avec le parti Québec 21, qui a présentement trois élus au conseil municipal. Cette vision du transport concorde avec la campagne « *Let's honk a cyclist* » (Klaxonnez si vous voyez un cycliste), soutenue par Dominic Maurais. Le tout s'inscrit dans une critique générale des « environnementeurs » et une rhétorique climatosceptique.

Le livre expose ensuite la dénonciation des féministes et du mouvement #MeToo, y compris la justification des agressions sexuelles proposée par le Doc Mailloux. Cela continue avec les pauvres qui ne devraient pas voter, ou qu'on devrait castrer et envoyer dans le Grand Nord ! Même chose en ce qui concerne les Autochtones, les

2 Disponible sur : <www.flsh.ulaval.ca/sites/flsh.ulaval.ca/files/flsh/communication/professeurs/payette-2005-linformation-a-quebec.pdf>.

chauffeurs de taxi, etc. Lors du lancement de son livre, Dominique Payette expliquera que celui-ci n'aurait pas été possible sans le travail systématique de l'équipe du site Web *Sortons les radio-poubelles* qui propose une recension continue de tout ce qui concerne ces radios.

En plus de ces éléments, Mme Payette expose le résultat d'entrevues qu'elle a menées. Elle rapporte que des militantes et militants syndicaux constatent que la radio finit par convaincre des syndiqué.e.s, et cela uniquement dans la région de Québec, à s'opposer à l'amélioration de leurs conditions de travail ! Que les mouvements sociaux doivent prendre en compte la réaction des radios contre leurs mobilisations et l'effet de ce discours sur leurs membres... et sur leur propre réputation.

Payette termine avec un questionnement sur la réglementation des médias. Au Canada, contrairement à la situation aux États-Unis, le CRTC doit toujours s'assurer que les ondes publiques offrent une programmation équilibrée qui renseigne, éclaire et permet au public de prendre connaissance d'opinions divergentes. Par contre, depuis 1991, la responsabilité de se saisir des plaintes des auditeurs et auditrices a été déléguée aux médias, par l'entremise du Conseil canadien des normes de la radiotélévision (CCNR) qui est particulièrement laxiste. De son côté, le Conseil de presse du Québec reste un tribunal d'honneur sans pouvoir de sanction.

Avec *Les brutes et la punaise*, Dominique Payette offre une œuvre pertinente, captivante, qui nous permet de mieux connaître la radio-poubelle. Par contre, ce livre ne permet pas de comprendre comment ce populisme de droite a pu devenir un phénomène influent, durable et de masse (le fameux « mystère Québec »). Tout en reconnaissant le caractère politique des enjeux soulevés, on ne présente pas d'analyse socio-politique des auditeurs et de leur enthousiasme à soutenir ce discours. On analyse très peu les alliés de la radio-poubelle. En omettant de faire une analyse de classe, l'auteure se donne comme objectif le « maintien des conditions essentielles pour débattre librement de sujets chauds » tout en précisant que l'idéologie libertarienne et les valeurs de la droite radicale ne sont pas le problème. C'est ici que l'on constate la limite de cette analyse de type libéral, qui dénonce bien justement le caractère démagogique, mensonger et discriminatoire de la radio-poubelle, mais qui n'analyse pas les forces sociales qui soutiennent son développement.

Dominique Payette aborde à quelques reprises la question des ripostes possibles. Elle invoque l'importance d'une action politique (par la réglementation) et souligne qu'on ne peut se limiter à faire reposer sur les victimes la lourde charge que représente une poursuite judiciaire. Par contre, comme elle l'explique en introduction, ce livre n'offre pas de solution, mais « espère montrer ce qu'il en coûte à tous de les ignorer ». Dans cette perspective, cet ouvrage est une réussite et mérite d'être lu par celles et ceux qui veulent mieux connaître ce visage de la droite au Québec.

Éric Fassin

Populisme. Le grand ressentiment

Paris, Textuel, 2017

Cory Verbauwheide

Le livre d'Éric Fassin est un plaidoyer contre l'argumentaire de celles et ceux qui, comme Chantal Mouffe³, estiment que le moment populiste actuel trouve son origine dans la souffrance des classes populaires et que cette souffrance peut aussi bien se traduire en un mouvement politique xénophobe (de droite) qu'égalitariste (de gauche), en fonction des choix politiques qui sont offerts et le charisme des personnes qui les portent. Ainsi, selon l'auteur, « l'interprétation de la percée populiste s'est déplacée : celle-ci n'est plus tant attribuée à une réaction raciste aux vagues migratoires et aux explosions terroristes qu'à un rejet des politiques néolibérales ».

Or, plaide Fassin, une telle interprétation du problème souffre de deux erreurs fondamentales. La première a trait à sa source. Outre la désaffection politique plus grande chez les moins riches et les moins scolarisé.e.s, « le ressentiment [...] est interclassiste ». Ce ressentiment ne vient pas seulement des « perdants de la mondialisation », mais plus largement de « ceux qui, quel que soit leur réussite ou leur échec, remâchent le fait que d'autres, qui pourtant ne les valent pas [à leurs yeux], s'en sortiraient mieux ». Le rêve américain aurait donc été remplacé par « la peur du déclassement ». C'est ce sinistre *doppelgänger*⁴ qui nous hanterait désormais.

La deuxième erreur porte sur la nature du problème. Loin d'être le symptôme d'un rejet du néolibéralisme, le ressentiment serait plutôt la « face obscure » de ce dernier. En d'autres termes, Fassin voudrait nous faire comprendre que la haine grandissante dirigée envers les étrangers, les pauvres et généralement les plus vulnérables de la société est bel et bien au cœur du programme du populisme de droite. Ainsi, « il n'y a pas de malentendu – du moins pas à droite. C'est à gauche que le populisme introduit la confusion ». Il s'ensuit que ce ressentiment ne peut être simplement ignoré, tel que l'ont fait plusieurs commentateurs, comme étant une simple « distraction », voire de la « fausse conscience ». Il pourra encore moins être transformé en dénonciation des inégalités sociales, comme le préconisent pourtant certains nouveaux courants politiques.

3 Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018.

4 Doppelgänger : mot provenant de l'allemand et désignant une apparition ou un double d'une personne vivante dans le folklore et en fiction. Wikipedia (NdR).

Le paradoxe des classes populaires qui votent « contre leurs propres intérêts » est bien connu depuis le début de l'ère néolibérale, et plusieurs hypothèses ont été avancées pour l'expliquer. Selon celle de Jean-François Bayart, que Fassin reprend à son compte, il est clair que l'État-nation d'aujourd'hui – et plus largement « le culturalisme sous ses différentes formes, notamment celles de consciences particularistes et de mouvements identitaires » – serait plutôt le « rejeton » de la mondialisation économique et non son adversaire. Ce paradoxe apparent peut s'expliquer par la mise en œuvre graduelle du « national-libéralisme », soit « le libéralisme pour les riches, et le nationalisme pour les pauvres ». Ainsi, la dure rationalité économique des hautes sphères implique à terme un harnachement de la colère qu'elle génère ici-bas : « C'est le triomphe de Donald Trump, qu'on continuera de ne pas comprendre tant qu'on ironisera sur l'irrationalité de la "post-vérité" : il parle aux tripes ».

La vague nationaliste actuelle est donc la conséquence de quarante années de politiques néolibérales, et elle risque maintenant d'engouffrer tout le projet libéral lui-même, et ce, sur tous les plans – social, économique et surtout politique. C'est en premier lieu le libéralisme culturel que le nouveau fascisme tente de noyer – celui porté par des personnes qualifiées avec dédain de « "bobos" de gauche, ces diplômés qui ont l'arrogance de ne pas se rendre compte que le capital culturel qui leur tient lieu de fortune n'a plus de valeur qu'à leurs propres yeux ». Par ailleurs, comme le présage la guerre économique qui a récemment redonné du souffle au protectionnisme, le libéralisme économique est lui aussi menacé. Mais surtout, « le néolibéralisme s'accompagne de plus en plus d'autoritarisme ». Selon Fassin, on tente d' « infléchir la démocratie [...] de manière telle que la violence sociale, économique et symbolique, débordante, puisse être captée, au besoin confisquée, en tout cas institutionnalisée et dirigée contre un "grand ennemi" ». « Ainsi finit par se résorber aujourd'hui la tension entre la démocratie libérale et l'empire du marché [...] par une dépolitisation qui est aussi une "dé-démocratisation" ».

L'auteur termine sur un parallèle avec l'entre-deux-guerres qui est aussi une exhortation à la gauche de reprendre le collier et de ne pas se laisser corrompre par les stratégies de division de ses adversaires. Ainsi, dans la France de cette époque très noire, « les catégories populaires à base ouvrière se rassemblèrent, moins par la désignation d'un ennemi que par le risque perçu d'une régression (crise capitaliste et fascisme) et par la possibilité d'une progression (l'avènement d'une République enfin sociale) ». En ces temps troubles que nous vivons, la gauche ne devrait donc pas viser à séduire les populistes de droite ; plutôt, « sa priorité devrait être de regagner celles et ceux qui n'ont pas succombé à la séduction du fascisme ». Pour ce faire, elle devrait en premier lieu viser le haut degré d'abstentionnisme parmi les électeurs et les électrices que son message serait pourtant susceptible de rallier (Fassin retourne l'expression de Clinton « *It's the economy, stupid!* » en affirmant « C'est l'abstention,

imbécile! »). En refusant « d'abandonner le terrain de la souveraineté au nationalisme », elle pourra alors s'attaquer à la source du problème en pleine connaissance de sa vraie nature.

Marcos Ancelovici, Pierre Mouterde,
Stéphane Chalifour et Judith Trudeau

Une gauche en commun : dialogue sur l'anarchisme et le socialisme

Montréal, Écosociété, 2019

Kaveh Boveiri

Ce livre vise à répondre à la question : « Que faire ? » Il offre une réponse dont la thèse principale est déjà explicite dans le titre : il faut avoir *une gauche en commun*, et l'atteinte de ce but nécessite *un dialogue sur l'anarchisme et le socialisme*. Bien que cette question soit universelle pour la gauche, la réponse concerne spécifiquement les gens de gauche au Québec. De plus, cette réponse reconnaît une double crise : à l'égard de la conjoncture présente et aussi à l'égard de notre positionnement face à cette conjoncture.

Admettons avec les auteurs Marcos Ancelovici et Pierre Mouterde – dont l'échange est dirigé par Stéphane Chalifour et Judith Trudeau – que nous nous trouvons dans une société « dominée par les seules logiques du profit capitaliste, où le sens se dilue de plus en plus, se perd littéralement » (p. 96). En l'absence des modèles communistes, sociaux-démocrates ou de type national populaire, « les projets politiques de la gauche sont en crise, en panne, en perte de crédibilité » (p. 123). Nous vivons une « véritable crise d'identité collective » (p. 148). Nous sommes ainsi « orphelins de ce qui dans le passé nous tenait ensemble ».

Si elles appartiennent au socialisme et à l'anarchisme, les positions de ces deux auteurs qui dialoguent ne sont pas orthodoxes, car ceux-ci présentent des critiques sérieuses à l'égard de ces deux courants. Pierre Mouterde critique la gauche putschiste, la gauche appuyant un parti d'avant-garde, mais aussi Québec solidaire. Marcos Ancelovici, à son tour, avoue que la réalisation de l'anarchisme semble impossible et critique aussi ce mouvement pour n'avoir jamais « réussi à former un bloc, un

niveau de mobilisation suffisamment large et solide, pour maintenir le processus de transformation sociale dans le temps » (p. 181).

Les auteurs partagent plusieurs points communs dans leur discours : l'importance de la justice sociale, de l'émancipation et de l'égalité. Ils admettent la nécessité de trouver un nouveau récit, un langage mobilisateur et rassembleur. Ils semblent se méfier du « vernis civique » (p. 119) de l'inclusion, principalement constitutive et superficielle, si populaire aux États-Unis. Cela dit, bien que le dialogue se passe entre deux camarades au sein de la grande famille de gauche, les différences entre eux restent visibles. Pour bien installer ces différences, prenons schématiquement trois fronts de la lutte sociale : la lutte électorale, la lutte de la classe ouvrière (qui se concentre majoritairement sur les enjeux en milieu de travail) et, dans la troisième catégorie, les luttes des femmes, celles de l'environnement, les luttes identitaires, etc.

Un point de vue, celui de Mouterde, voit la lutte électorale comme étant la plus déterminante. L'importance attribuée aux lieux électoraux et à l'État-nation relève du fait que ces lieux « dictent des formes des luttes particulières » (p. 44). Il faut donc prendre et exercer le pouvoir, et les voir comme deux volets entrelacés sans présupposer que le résultat soit « synonyme d'un pouvoir pervers et autoritaire » (p. 58). Ceci n'entraîne pas pour autant qu'on ne peut pas ou qu'on ne doit pas soutenir d'autres mobilisations sociales. Cela veut plutôt dire que, pour résoudre le problème global, il faut admettre que seul le front électoral, compris comme la création simultanée du parti-mouvement, peut donner une orientation à long terme à d'autres catégories de lutte. Il souligne, en outre, la situation comme un réel qui s'impose à notre activité et une totalité qui lie ces différents volets. Seulement ainsi peut-on « transformer nos luttes en victoires » (p. 86). Selon cette lecture, nous sommes sans boussole : il faut la créer. Elle est source d'espoir, mais aussi d'optimisme pour changer le monde.

Le point de vue anarchiste (ou plutôt « libertaire » pour éviter le biais idéologique que porte le terme anarchiste) soutenu par Ancelovici, au contraire du courant anarchiste généralement compris, avoue la « nécessité de construire un pouvoir constituant » (p. 83) et trouve positive la participation des membres anarchistes dans le parlement dans la mesure où le résultat n'est pas la subordination des mouvements « aux logiques institutionnelles » (p. 45). Au contraire, ces dernières doivent rester subordonnées aux mouvements. Les rôles des assemblées, des coopératives et des pratiques communautaires et solidaires sont soulignés ici. Il rejette l'insistance sur le « réel » imposant, mais aussi sur la totalité sous-jacente. Ce point de vue insiste au contraire sur les deux autres catégories de lutte présentées ci-haut, particulièrement la troisième (environnement, femmes, etc.). Pour lui, la boussole est l'idée de l'anarchie comme une forme d'organisation « antihierarchique, antiautoritaire et radicalement égalitaire » (p. 56). Il nie l'importance de l'État-nation : ce n'est pas de l'oxygène, après tout (p. 108). La perspective intersectionnelle, si elle évite de mettre la lutte de classe

à l'arrière-plan, est introduite comme ce qui peut unifier la gauche. Concernant l'éventualité d'un changement global, ici on est pessimiste en gardant quand même espoir.

Résultat d'années, même de décennies de penser et d'agir des auteurs, ce livre, au glossaire utile, propose une lecture gratifiante. Étant donné la nature de ce genre de texte, cet effort laisse toutefois en plan plusieurs volets qui gagneraient à être élaborés davantage. Cette lacune se présente sous deux axes : un plus théorique, l'autre plus pratique.

L'axe théorique comporte parfois des constats très profonds, mais sans élaboration suffisante. La phrase « Les moyens sont les fins et vice-versa » (p. 86) en est un exemple. Ceci est un constat très important, mais philosophiquement sophistiqué, qui devrait être clarifié pour en extraire les principes utiles à la mobilisation politique. Une référence, plus loin (p. 209), à la « coconstitution des moyens et des fins » n'y ajoute pas vraiment grand-chose. Un autre exemple est la reconnaissance de la nécessité de recréer « un signifiant vide » (p. 62, 78) pour assembler les différentes demandes. La nature de celui-ci reste encore vague : l'élaboration, entre autres, d'une clarification de la relation entre la forme et le contenu nous semble indispensable.

Sur l'axe plus pratique, concernant la notion de la révolution, ni Mouterde ni Ancelovici ne donne une réponse adéquate à cet enjeu ou à sa possibilité à notre époque. Le premier nous réfère à deux interprétations, ou plutôt reformulations, par Walter Benjamin et Daniel Bensaïd, ou à des phrases abstraites telles « réactualiser les possibilités » (p. 173) et préparer intellectuellement le terrain « comme les philosophes du XVIII^e siècle » (p. 183). Ancelovici, à son tour, s'engage longuement dans une clarification analytique de la notion de révolution et de différentes notions voisines, ainsi que de diverses stratégies liées à la révolution.

Prenons un autre exemple : « [Bien] que l'on ne puisse pas être révolutionnaire sans être radical, on peut parfaitement être radical sans être révolutionnaire » (p. 164). Ça semble aller de soi. Cependant, il faut préciser quel type de changement est visé par un tel positionnement radical, mais non révolutionnaire : réformiste, révolutionnaire, réformiste-révolutionnaire, ou *révolutionnaire*, comme suggéré par certains penseurs. Dans tous ces cas, la relation entre les postures nommées et la révolution a encore besoin d'élaboration. Cette lecture offre tout de même, pour finir, amplement matière à réflexion : elle incite à penser et agir davantage vers *une gauche en commun*.

François Samson-Dunlop

Comment les paradis fiscaux ont ruiné mon petit-déjeuner

Montréal, Écosociété, 2019

Wilfried Cordeau

Le scandale du recours aux paradis fiscaux fascine par son ampleur et ses ramifications, sa dimension occulte et sa nébuleuse organisationnelle sans limites ni scrupules. Mais il désarçonne aussi par son caractère à la fois intangible et intouchable. Si les efforts constants d'universitaires, de journalistes, de groupes militants ou d'ONG ont permis jusqu'ici d'en mieux connaître les fondements et les procédés, il demeure que l'iceberg du recours aux législations de complaisance dépasse l'entendement et exige vulgarisation pour en saisir la pleine mesure et, surtout, identifier des stratégies d'action.

C'est cette fois sous la forme audacieuse d'une bande dessinée (BD) qu'Écosociété propose de démystifier les enjeux sociopolitiques du recours endémique aux paradis fiscaux. Sous la plume goguenarde et le coup de crayon épuré de François Samson-Dunlop, l'œuvre raconte la quête de cohérence éthique d'un homme consterné par la complaisance institutionnelle qui permet aux millionnaires issus de la classe politique, économique ou du *star-system* de jouir en toute légalité d'un régime de privilèges fiscaux inaccessibles au commun des mortels. Scandalisé, le personnage de Samson-Dunlop est déterminé à « s'évader de ceux qui évadent », à se laver les mains d'un système gangrené, en cessant « toute collaboration avec ces entreprises complices de l'évasion fiscale » et en adoptant un mode de vie plus éthique et responsable. Au prix de certains sacrifices de son confort personnel, et surtout, aux dépens de certitudes établies, notre héros découvre avec effroi à quel point toute la société occidentale et son histoire récente sont échafaudées sur le mythe d'un rêve américain « boosté » aux stéroïdes du grand leurre d'une justice fiscale factice, dont le contribuable ordinaire se fait le dindon de la farce.

En même temps que le personnage de la BD, dont la confiance envers la régulation du marché s'effondre, le lecteur ou la lectrice découvre avec force exemples et illustrations le côté obscur d'une véritable quatrième dimension fiscale où l'éthique et la responsabilité sociale cèdent à une mosaïque de montages comptables créatifs, articulée aux accords bilatéraux patentés et aux avantages comparatifs de juridictions complaisantes auxquelles le Canada n'est pas toujours étranger. « Notre vie n'est que mensonge », conclut le personnage de Samson-Dunlop qui découvre à quel

point l'économie de marché et ses promesses surannées sont une lubie. Depuis la production jusqu'à la distribution, en passant par le commerce en ligne et les services de livraison, une quantité effarante de biens et de services circulent désormais plus facilement et rapidement que jamais et à des prix compétitifs, moyennant une quête absolue de rentabilité et de profitabilité qui dépend *de facto* de mécanismes et stratagèmes comptables également transnationaux, arrimés aux avantages comparatifs que sont devenues les règles fiscales des divers pays du monde.

À chaque transaction, notre confort occidental nourrit un vaste échafaudage de transferts en cascade par lesquels les capitaux fuient d'une juridiction à une autre, concourant ainsi à l'érosion de la base fiscale d'entreprises enregistrées ici, mais qui, au bout du compte, ne paient pas ou si peu d'impôts, contrairement au commun des mortels. Des milliards de dollars transitent ainsi par des pays à régime fiscal laxiste (ex. : Luxembourg, Pays-Bas, Barbade, Bahamas, Panama, etc.) vers les coffres sécurisés de filiales administratives finalement soumises à des taux d'imposition symboliques. Une fois épurées, des sommes colossales regagnent, exemptées d'un véritable impôt, les poches de bénéficiaires anonymes et obscurs ou la petite caisse de maisons-mères enregistrées au Canada ou au Québec, lesquels essuient finalement des millions, voire des milliards de dollars en pertes fiscales annuelles. Et pendant ce temps, la population doit accepter sans broncher des régimes d'austérité et la rationalisation des services publics...

Avec moult formules simples et démonstrations graphiques, Samson-Dunlop donne un aperçu percutant d'un pilier fondamental, mais encore mal connu du capitalisme mondialisé et des diverses stratégies d'évitement fiscal auxquelles recourent les plus grandes firmes multinationales, sous le regard complice des autorités fiscales nationales et des institutions internationales. En recourant au format de la bande dessinée, l'auteur associe avantageusement à son propos le sarcasme, l'autodérision et la force graphique pour ouvrir une réflexion de fond non seulement sur nos habitudes et notre dépendance à la consommation de masse, mais aussi, et surtout sur notre capacité à passer à l'action.

La quête de son personnage pose sans détour une question fondamentale aux citoyennes et citoyens éveillés et révoltés : comment, dans une économie mondialisée, éviter, contourner ou résister au vaste et complexe réseau de sociétés transnationales hyperpuissantes et omniprésentes, assises sur des montages financiers sophistiqués, cette nébuleuse de concentration verticale et horizontale contrôlant l'offre et la demande de biens et services à la nécessité discutable, ces monstres d'influence capables de faire ou défaire ces mêmes gouvernements qui seuls peuvent encadrer leurs activités et les forcer à payer leur juste part à la collectivité ? Pour le personnage principal, si le front économique s'avère insuffisant pour faire levier et mener une bataille décisive, la responsabilité citoyenne collective demeure la seule planche de salut.

Audacieuse, cette aventure plutôt cocasse déploie en trame de fond la révolte naissante, mais désarmée d'un citoyen ordinaire contre l'immensité d'une « gamique » internationale. Elle a l'avantage pédagogique de fournir des clés de compréhension et de réflexion à tout citoyen ou toute citoyenne qui partage cette colère, mais se garde de fournir une solution définitive, bien qu'elle en écarte certaines, comme la violence. En sourdine, elle suggère cependant d'approfondir la réflexion militante pour activer intelligemment et stratégiquement les leviers collectifs d'un nécessaire changement de paradigme. À charge pour le lecteur ou la lectrice de choisir la voie de son engagement...

ATTAC Québec

La dette du Québec : vérités et mensonges

Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2016

Emanuel Guay et Charles Guay-Boutet

Une littérature abondante en sciences sociales a étudié l'émergence du néolibéralisme comme paradigme théorique et comme stratégie de gouvernement à travers le monde. Elle a aussi lié cette émergence à l'instabilité économique des années 1970, à l'offensive de droite des années 1980 et à une sorte « d'âge d'or » néolibéral entre l'effondrement de l'URSS et la crise financière de 2007-2008⁵. Nous devons toutefois garder à l'esprit dans nos analyses que le néolibéralisme, tant dans ses formes antérieures que dans sa phase « austéritaire » post-2008, demeure un projet contesté. Parmi les stratégies qui ont facilité l'instauration et la légitimation de politiques néolibérales par les différents paliers de gouvernement ici et ailleurs, les campagnes de peur en ce qui concerne la dette et les dépenses du secteur public occupent une place de choix. Au Québec, on peut associer cette stratégie aux mesures adoptées par le gouvernement Bouchard entre 1996 et 2001 pour l'atteinte du déficit zéro, à la parution du manifeste *Pour un Québec lucide* en 2005 et aux nombreuses compressions budgétaires imposées par les gouvernements au cours des deux dernières décennies.

La dette du Québec : vérités et mensonges, ouvrage dirigé par Audrey Laurin-Lamothe, Chantal Santerre et Claude Vaillancourt au nom de l'Association pour la

5 Miguel A. Centeno et Joseph N. Cohen, « The arc of neoliberalism », *Annual Review of Sociology*, vol. 38, 2012, p. 317-340.

taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), offre de nombreux outils pour démystifier la dette publique du Québec. Le premier chapitre souligne que les gouvernements se privent volontairement de nombreuses sources de revenus, notamment du côté de l'imposition des entreprises, et utilisent alors le déséquilibre entre dépenses et revenus pour justifier de nouvelles rondes de compression (p. 24-25). Le second chapitre, pour sa part, identifie le début des années 1980 comme un tournant dans la gestion des finances publiques au Québec. Avec des réductions de salaire de 20 % dans la fonction publique imposées par le deuxième gouvernement Lévesque lors des négociations de 1982-1983, « le bal des compressions est ouvert et ne se terminera pas » (p. 34). Le troisième chapitre nous invite à distinguer entre la dette brute, la dette nette et la dette du secteur public, en reprochant à des groupes tel l'Institut économique de Montréal de toujours mettre de l'avant la dette du secteur public sans la mettre en contexte, à des fins strictement idéologiques (p. 44-46). Le quatrième chapitre met en lumière les liens entre la montée de l'endettement privé comme stratégie face au désengagement de l'État et la financiarisation des économies capitalistes avancées, la dette des ménages étant devenue un actif financier avec l'augmentation de l'accès au crédit et sa titrisation (p. 59-60). Le cinquième chapitre offre une critique du Fonds des générations, en soutenant que les revenus gouvernementaux qui sont obligatoirement versés dans ce fonds consacré au remboursement de la dette québécoise seraient mieux investis s'ils étaient utilisés pour des dépenses et services qui encouragent la croissance économique (p. 73). Le sixième chapitre pose la question des détenteurs des dettes nationales et montre les avantages d'un endettement pouvant participer à la construction d'une retraite décente pour les épargnants nationaux. La restructuration des dettes souveraines est ainsi envisagée à partir du type de détenteurs qui en assumerait les coûts (p. 86). Le septième chapitre présente les travaux du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde et sa typologie des dettes nationales *illégitimes* (contraires au droit) et *insoutenables* (p. 94-96), ainsi que les processus d'audit de la dette mis au point pour les définir. Puis, le huitième chapitre détermine la part illégitime de la dette québécoise résultant de l'allègement fiscal pour les entreprises et particuliers fortunés – abolition de taxes, crédit d'impôt pour les hauts revenus, recours à la sous-traitance et dépassement de coûts (p. 117) – dans la foulée de la course mondiale au moins-disant et à l'évasion fiscale. Finalement, le neuvième chapitre discute de la « dette écologique » qui, loin de se réduire à des enjeux de tarification et de marchandisation des services écosystémiques, pose des défis fondamentaux pour l'espèce humaine et sa pérennité.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de cet ouvrage dans le contexte actuel ? On peut d'abord souligner que les surplus budgétaires dont le gouvernement Legault bénéficie actuellement ne sont pas le résultat des politiques d'austérité appliquées par les libéraux sous Couillard entre 2014 et 2018, mais sont plutôt liés à la hausse de

la croissance économique ontarienne, couplée à une hausse de la consommation des ménages et à des investissements publics et privés⁶. En d'autres mots, l'effet positif des stratégies de réduction des dépenses publiques pour la relance économique québécoise mérite d'être sérieusement remis en question. Par ailleurs, les campagnes de peur autour de la dette publique exercent un effet important sur le climat politique au Québec sans pour autant barrer la route à toute forme de résistance organisée. Nous pouvons par exemple concevoir la grève étudiante de 2012 comme un moment de confrontation entre le discours du gouvernement Charest sur la réduction de la dette publique par la tarification des services et le discours du mouvement étudiant sur la lutte contre l'augmentation des dettes privées liées aux études supérieures. En admettant, plus généralement, que la gestion des affaires économiques est une question politique à part entière⁷, il vaut la peine d'encourager l'arrimage des contre-discours économiques à des mobilisations de masse.

6 Raphaël Langevin et Emanuel Guay, « L'austérité a-t-elle contribué à la relance économique au Québec ? Analyse de l'impact économique des politiques budgétaires des 15 dernières années », *Institut de recherche et d'informations socioéconomiques*, juin 2018, p. 41.

7 Charles Guay-Boutet, « Économie et pouvoir dans l'enseignement de Michel Foucault (1978-1980) », *Aspects sociologiques*, vol. 22, n°1, 2015, p. 165.

Les auteures et auteurs

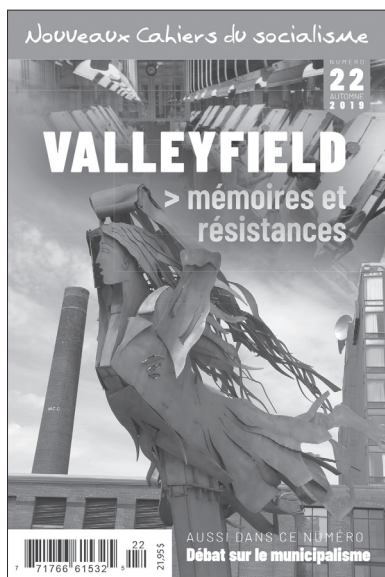
LES AUTEURES ET AUTEURS

- Beaudet, Pierre : professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais.
- Boily, Frédéric : professeur titulaire de science politique à l'Université de l'Alberta.
- Boveiri, Kaveh : détient un doctorat en philosophie et a enseigné au département de sociologie à l'Université de Montréal.
- Bouchard, Sébastien : conseiller syndical et militant de Québec solidaire à Québec.
- Capitaine, Brieg : professeur au département des sciences sociales à l'Université du Québec en Outaouais.
- Cauchy, Clairandree : responsable des communications au Syndicat des Métallos.
- Chalifour, Stéphane : professeur de sociologie au Collège Lionel-Groulx.
- Collectif Montréal Antifasciste : <https://montreal-antifasciste.info>.
- Cordeau, Wilfried : conseiller syndical et candidat à la maîtrise en éducation.
- Cuccioletta, Donald : rédacteur aux *Nouveaux Cahiers du socialisme*.
- Delbecque, Yannick : professeur de mathématique au Collège Saint-Laurent et militant pour l'informatique libre.
- Gagné, André : professeur agrégé au département d'études théologiques de l'Université Concordia.
- Gélinas, Jacques B. : sociologue et essayiste.
- Guay, Emanuel : doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.
- Guay-Boutet, Charles : doctorant en ressources renouvelables et économie écologique de l'Université McGill.
- Harvey, Nicolas : vice-président aux communications du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec en Outaouais-CSN.
- Hurteau, Philippe : chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques.
- Kellogg, Paul : professeur agrégé et directeur du Centre d'études interdisciplinaires, Université Athabasca, Edmonton (Alberta).
- Lamoureux, Diane : professeure associée au département de science politique de l'Université Laval.

- Leduc, Pierre : professeur de philosophie à la retraite du cégep de Jonquière.
- Marques, Dan Furukawa : professeur adjoint en sociologie à l'Université Laval.
- Martin, Éric : professeur au département de philosophie du Cégep Édouard-Montpetit et auteur.
- Mouterde, Pierre : sociologue et essayiste.
- Niquet, Olivier : chroniqueur de radio, de télévision et de l'écrit.
- Palheta, Ugo : sociologue, maître de conférences à l'Université de Lille, chercheur au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (Cresppa-CSU) et directeur de publication de la revue en ligne *Contretemps*.
- Peker, Efe : chercheur postdoctoral en sociologie à l'Université McGill.
- Philoctète, Alain : enseignant, poète, dessinateur, militant haïtien de gauche réfugié au Québec.
- Rioux, Bernard : rédacteur à *Presse-toi-à-gauche* et militant de Québec solidaire.
- Silver, Beverly J. : professeure de sociologie à l'Université Johns-Hopkins et directrice du *Arrighi Center for Global Studies* à Baltimore (Maryland, É.-U.).
- Toscano, Emanuele : sociologue chercheur à l'Université G. Marconi et membre associé du Centre d'analyse et d'intervention sociologique (CADIS) de l'École des hautes-études en sciences sociales (EHESS-CNRS) à Paris.
- Trudeau, Judith : professeure de science politique au Collège Lionel-Groulx.
- Turgeon, Nancy : présidente du Syndicat des tuteurs et tutrices de la Télé-Université-CSN au moment de la grève du syndicat.
- Vaillancourt, Claude : auteur.
- Verbauwhede, Cory : avocat et doctorant en histoire à l'Université du Québec à Montréal.
- Yerochewski, Carole : professeure associée en relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais.

Nouveaux Cahiers du socialisme

No 22, automne 2019, 264 pages



DOSSIER - VALLEYFIELD, MÉMOIRES ET RÉSISTANCES

INTRODUCTION AU DOSSIER

PIERRE BEAUDET, DENISE BOILEAU, LOUIS-PHILIPPE BOUCHER, YVON BOUCHER,
PIERRE LAGRENADE, DOMINIQUE REYNOLDS ET GUILLAUME TREMBLAY-BOILY

IL ÉTAIT UNE FOIS VALLEYFIELD

- Salaberry-de-Valleyfield : un nom, une histoire
PIERRE LAGRENADE
- Bref portrait d'une ville fragile
LOUIS-PHILIPPE BOUCHER
- Une région en mal d'éducation
DOMINIQUE REYNOLDS
- Une ville sous influence
YVON BOUCHER
- Une économie en transition
PIERRE SPÉNARD
- L'Église catholique, du pouvoir occulte à la solidarité
YVON BOUCHER

LES ENJEUX POUR LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Une classe ouvrière qui résiste
PIERRE LAGRENADE
- Les syndicats à Salaberry-de-Valleyfield : résistants et innovateurs.
Entrevue avec Daniel Mallette
PIERRE BEAUDET
- Résistances et mobilisations dans le secteur public
JONATHAN SCOTT ET PIERRE LAGRENADE
- Lutttes citoyennes à Valleyfield : des batailles gagnées et d'autres perdues
YVON BOUCHER

- Mouvement communautaire et enjeux de la pauvreté à Salaberry-de-Valleyfield
LOUIS-PHILIPPE BOUCHER
- Le mouvement étudiant et l'« école de Valleyfield »
TRYCIA LANTHIER ET JONATHAN SCOTT
- Un mouvement féministe fort et engagé
DENISE BOILEAU ET MARIE REYNOLDS
- Des enjeux urbains en mutation
PIERRE SPÉNARD
- Socialistes à Valleyfield
PIERRE BEAUDET
- L'indépendance, toujours à l'ordre du jour. Entrevue avec Pierre LaGrenade
PIERRE BEAUDET

REVENIR EN ARRIÈRE POUR REGARDER VERS L'AVANT

- Valleyfield 1946
ANDRÉE LÉVESQUE ET PIERRE LAGRENADE
- Le « soviet » de Valleyfield. Succès et échecs du travail communiste en usine
GUILLAUME TREMBLAY-BOILY
- La grande bataille du Suroît contre la centrale thermique.
Entrevue avec Marc Laviolette
PIERRE BEAUDET

VALLEYFIELD, UN ENJEU QUÉBÉCOIS

- Valleyfield 2019 : un militantisme en mutation
PIERRE LAGRENADE ET PIERRE BEAUDET
- Le grand défi des régions
GUY CHIASSON

PARCOURS MILITANT

- Marie Blais. Profession : chargée de cours en urbanisme. Posture syndicale : éternelle battante. Entrevue
JEAN TRUELLE

BILAN DE LUTTES

- Négociations ardues dans les CPE de Montréal et de Laval
NATHALIE FONTAINE
- Les enseignantes et enseignants d'Oakland ont gagné leur grève
ERIC BLANC
- Le mouvement pour 15 dollars l'heure : où en sommes-nous ?
MYLÈNE FAUVEL

DÉBAT SUR LE MUNICIPALISME

- Réflexions engagées sur le municipalisme au Québec
DONALD CUCCIOLETTA ET EMANUEL GUAY
- La gentrification contre le droit à la ville. Le cas de Parc-Extension
EMANUEL GUAY, ALEX MEGELAS ET NAOMI NICHOLS
- Les défis de Projet Montréal. Entretien avec Michel Camus
PIERRE BEAUDET
- Un fragile « printemps » municipal en Turquie
BENGI AKBULUT

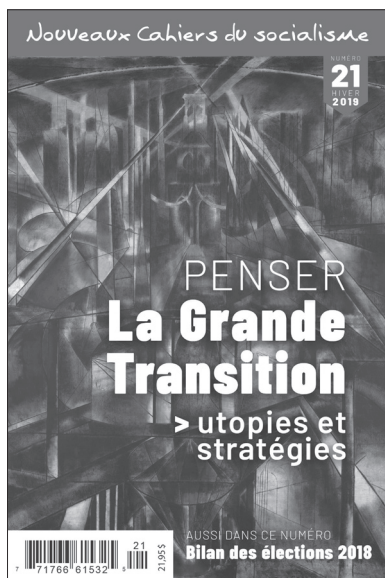
PERSPECTIVES

- Classes, utopies réelles et transition : hommage à Erik Olin Wright
EMANUEL GUAY ET ALESSANDRO DRAGO
- La lutte pour l'indépendance du Québec. Axe stratégique d'une transition émancipatrice
PIERRE MOUTERDE

NOTES DE LECTURE

Nouveaux Cahiers du socialisme

No 21, hiver 2019, 248 pages



DOSSIER - PENSER LA GRANDE TRANSITION, UTOPIES ET STRATÉGIES

INTRODUCTION AU DOSSIER

EMANUEL GUAY ET PIERRE BEAUDET

RECONSTRUIRE NOS MOUVEMENTS

- Le mouvement écologique en transition
ANNE-CÉLINE GUYON
- Le projet socialiste peut-il passer à côté du féminisme ?
DIANE LAMOUREUX
- Au-delà de la social-démocratie
EMANUEL GUAY ET ALESSANDRO DRAGO
- Les défis des gauches en France
HENDRIK DAVI
- Syndicats et mouvements dans la lutte
DOMINIQUE DAIGNEAULT
- Reconstruire un rapport de force
NANCY BÉDARD
- La grève, outil incontournable des travailleurs et des travailleuses
JANE MCALEVEY
- Syndicalisme, pouvoir ouvrier et économie
SHANNON IKEBE
- Les infrastructures de la contestation. Entretien avec David McNally
XAVIER LAFRANCE

LA CRISE DES CRISES

- Libre-échange et néo-libéralisme
CLAUDE VAILLANCOURT
- Les États-Unis dans le monde : hégémoniques et déclinants
DONALD CUCCIOLETTA
- Les classes sociales au prisme de la financiarisation
AUDREY LAURIN-LAMOTHE
- Capitalisme et décroissance
JEAN-MARIE HARRIBEY
- Amérique latine : après la vague rose
MARISTELLA SVAMPA
- La double transformation
MICHAEL BRIE
- Les trois transitions
FRÉDÉRIC LEGAULT

DEMAIN ET AUJOURD'HUI, LA SOCIÉTÉ POSTCAPITALISTE

- Le pouvoir après l'émancipation : propositions pour un socialisme postmoderne
ALAIN SAVARD
- Repenser la révolution. Utopie, imagination, pratique
CHRISTIAN LAVAL
- Le commun dans la ville. Pouvoir citoyen à Pointe-Saint-Charles
ANNE KRZYNSKI
- Marx et la Grande Tortue. Entrevue avec Glen Coulthard
PIERRE BEAUDET
- Le modèle Debout! Esquisse d'une nouvelle organisation politique
JONATHAN DURAND FOLCO
- Les communs comme stratégie de décroissance
BENGI AKBULUT
- Valeur, marchandise et transition
PETER HUDIS

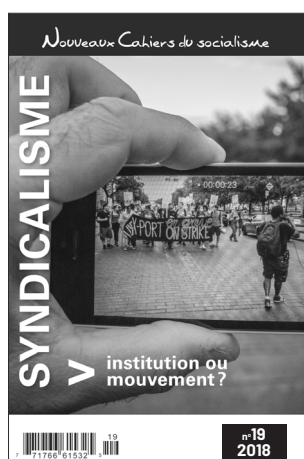
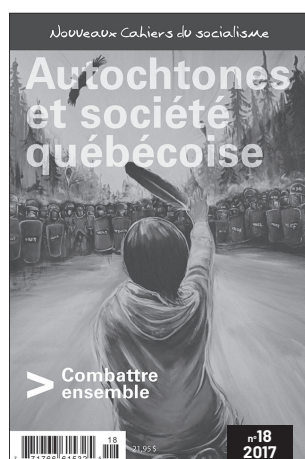
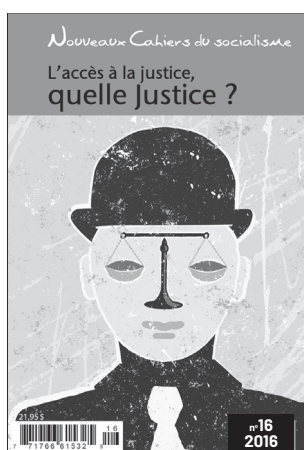
PARCOURS MILITANT

- Gilles Bourque et la question nationale. Entrevue
JEAN TRUELLE

BILAN DES ÉLECTIONS 2018

- La patience de notre impatience. Réflexions militantes sur les élections 2018
PIERRE BEAUDET
- Exaltantes percées et grandes responsabilités
PIERRE MOUTERDE
- L'avancée électorale de Québec solidaire. Nouveaux défis, nouveaux débats, nouvelles pratiques
BERNARD RIOUX
- Des urnes et de la rue
RICHARD FIDLER
- Bilan de campagne des Chicoutimi
PIERRE DOSTIE
- Les solidaires dans Québec-Chaudière-Appalaches : une avancée de la gauche en terrain difficile
SÉBASTIEN BOUCHARD
- Les grands défis
ROSA PIRES
- Montée des extrêmes : motifs de crainte et d'espoir
CAROLE YEROCHEWSKI
- Réalignement, systèmes partisans et facteurs de polarisation
PHILIPPE BOUDREAU

NOTES DE LECTURE



Une revue engagée et pluraliste

Deux numéros par année

Téléchargez gratuitement les numéros 1 à 7 en visitant notre site Web, ainsi que les articles des nos 17-18-19-20-21.

Abonnement par Internet ou en complétant le formulaire de la page suivante.

Les NCS sont également disponibles en format numérique depuis le n° 14.

Les NCS sont aussi disponibles sur Érudit depuis 2015.

www.cahiersdusocialisme.org

Nouveaux Cahiers du socialisme

ABONNEMENT

2 NUMÉROS PAR ANNÉE

	1 AN	2 ANS
Tarif régulier	40 \$	70 \$
ÉtudiantEs / sans emploi	35 \$	60 \$
International	60 \$	110 \$
Institution	50 \$	90 \$
Soutien	50 \$ et +	100 \$ et +

Nom :	
Adresse :	
Ville :	Province :
Pays :	Code postal :
Téléphone (facultatif) :	
Courriel :	
Date :	Abonnement à partir du N° :

Veuillez compléter ce coupon et nous le faire parvenir avec votre paiement
(chèque ou mandat postal en dollars canadiens) à l'ordre de :

Collectif d'analyse politique
CP 35062 Fleury, Montréal (Québec) H2C 3K4

LA GRANDE — 2020 — TRANSITION

CONSTRUIRE L'UTOPIE

Il y aura une édition 2020 de La Grande Transition, du 21 au 24 mai,
avec comme thème: *Construire l'utopie*. Surveillez les médias et le site.
<https://lagrandetransition.net/>



Capsule SODEP et Fabrique culturelle sur les Nouveaux Cahiers du socialisme

CHANTIER DES NCS EN COURS

Questions nationales

Études, recherches et débats
sur la question nationale

www.questions-nationales.quebec

www.cahiersdusocialisme.org



revues culturelles québécoises

ARTS VISUELS CIEL VARIABLE - ESPACE - ESSE - INTER - LE SABORD
PLANCHES - VIE DES ARTS - ZONE OCCUPÉE CINÉMA 24 IMAGES
CINÉ-BULLES - CINÉMAS - SÉQUENCES CRÉATION LITTÉRAIRE /
ENTREVOUS - ESTUAIRE - EXIT - LES ÉCRITS - MŒBIUS - XYZ. LA REVUE DE
LA NOUVELLE CULTURE ET SOCIÉTÉ À BÂBORD! - L'ACTION NATIONALE
L'INCONVÉNIENT - LIBERTÉ - NOUVEAU PROJET - NOUVEAUX CAHIERS DU
SOCIALISME - RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES - RELATIONS HISTOIRE
ET PATRIMOINE CAP-AUX-DIAMANTS - CONTINUITÉ - HISTOIRE QUÉBÉC
MAGAZINE GASPÉSIE LITTÉRATURE LES CAHIERS DE LECTURE - LETTRES
QUÉBÉCOISES - LURELU - NUIT BLANCHE - SPIRALE THÉÂTRE ET
MUSIQUE CIRCUIT - JEU REVUE DE THÉÂTRE - LES CAHIERS DE LA SQRM
THÉORIES ET ANALYSES ANNALES D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN
ÉTUDES LITTÉRAIRES - INTERMÉDIALITÉS - TANGENCE - VOIX ET IMAGES

sodep

Société de développement
des périodiques
culturels québécois

SODEP.QC.CA

Photo: Olivier - Olivier Milla - iStockphoto.com
Graphic: iStockphoto.com

ROSA LUXEMBURG REVISITÉE



On peut télécharger le livre en format pdf à : www.cahiersdusocialisme.org

La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement.

Amber A'Lee Frost

Alhelí de María Alvarado-Díaz

Alyssa Battistoni

Patrick Bond

Paul Buhle

Rory Castle

Raphaële Chappe

Ethan Earle

Stefanie Ehmsen

Kate Evans

Nancy Holmstrom

Peter Hudis

Diane Lamoureux

Paul Le Blanc

Sandra Rein

Albert Scharenberg

Jason Schulman

Bhaskar Sunkara

Richard D. Wolff

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG
NEW YORK OFFICE



ISBN 978-2-924554-14-2



9 782924 554142

Achévé d'imprimer en janvier 2020 par les travailleuses et travailleurs
de l'imprimerie Gauvin, Gatineau, Québec

La droite : quelles droites ?

DOSSIER — LA DROITE : QUELLES DROITES ?

Comprendre les droites, renforcer les gauches.

Introduction au dossier

Flavie Achard, Pierre Beaudet, Sébastien Bouchard, Brieg Capitaine, Donald Cuccioletta, Stéphane Chalifour, Emanuel Guay, Judith Trudeau et Carole Yerochewski

État des lieux

- **Les droites, quelques définitions pour comprendre et agir**
Sébastien Bouchard
- **Backlash : comment l'ultradroite s'infiltre au sommet de l'État**
Paul Kellogg
- **Les droites canadiennes face aux peuples autochtones**
Brieg Capitaine
- **Une résistance émerge face à des élites particulièrement cruelles. Entrevue avec Beverly J. Silver**
Carole Yerochewski
- **Le paradigme populiste. Identité, peuple et représentation**
Stéphane Chalifour et Judith Trudeau
- **Le climatoscepticisme sous l'aile de la droite radicale**
Claude Vaillancourt

Enjeux nationaux et internationaux

- **Coalition avenir Québec, des impasses en perspective**
Bernard Rioux
- **La guerre culturelle de la Fédération des Québécois de souche et du Council of European Canadians**
Frédéric Boily
- **CAQ : quel retour du nationalisme économique ?**
Philippe Hurteau
- **La société américaine hantée par le fascisme culturel, religieux et « doux »**
Donald Cuccioletta
- **L'influence politique de la droite chrétienne aux États-Unis et au Canada**
André Gagné
- **Comment les néolibéraux ont gagné la bataille des idées... mais l'histoire n'a pas dit son dernier mot**
Jacques B. Gélinas
- **Les sources de la montée de l'extrême droite en ligne**
Yannick Delbecq
- **L'Italie à l'ère du populisme : entre souverainisme et antipolitique. Le cas de la Ligue et du Mouvement 5 Étoiles**
Emanuele Toscano

- **Nationalisme religieux, violences intercommunautaires et politique identitaire : une analyse du populisme indien**
Emanuel Guay et Efe Peker
- **Sens commun et crise de sens politique au Brésil de Bolsonaro**
Dan Furukawa Marques
- **Le fascisme, ce spectre qui hante l'Europe**
Ugo Palhéta

Combattre la droite

- **La nation contre le nationalisme réactionnaire. Réflexion sur l'articulation entre le socialisme et la question nationale à partir de Henri Lefebvre**
Eric Martin
- **En finir avec la droite ! Réflexions autour de la mécanique du bouc émissaire**
Pierre Mouterde
- **Entre national-populisme et néofascisme. État des lieux de l'extrême droite au Québec en 2019**
Collectif Montréal Antifasciste
- **Contre les droites, résistances et fragmentation des projets. Postface au dossier**
Judith Trudeau et Carole Yerochewski

PARCOURS MILITANT

- **Kenbe la ! La grande aventure haïtienne. Entrevue avec Alain Philoctète**
Pierre Beaudet

BILAN DE LUTTES

- **Conflit de travail des tuteurs et tutrices de la TÉLUQ : bilan pour la communauté universitaire**
Nancy Turgeon et Nicolas Harvey
- **Les multinationales de l'aluminium bafouent les travailleurs et tout le Québec**
Clairandree Cauchy

PERSPECTIVES

- **Penser et agir avec Rosa Luxemburg**
Diane Lamoureux
- **Finesse d'esprit pour contrer l'enflure verbale. Entretien avec Olivier Niquet**
Judith Trudeau

NOTES DE LECTURE

ISBN 978-2-924554-18-0



9 782924 554180

21,95 \$

www.cahiersdusocialisme.org